
LE

PRÉSIDENT JOHNSON

ET

LE CONGRÈS AMÉRICAIN

Tandis que l'Europe, absorbée dans la contemplation des événemens extraordinaires qui modifiaient si profondément l'influence et l'avenir des peuples, ne prêtait qu'une oreille inattentive à ce qui se passait dans le Nouveau-Monde, l'Amérique traversait une crise plus modeste, mais encore assez périlleuse pour la rendre aussi indifférente aux agrandissemens de la Prusse que nous l'étions devenus nous-mêmes aux difficultés intérieures du gouvernement des États-Unis. La grande révolution sociale inaugurée l'année dernière par l'abolition de l'esclavage, lentement, mais sûrement poursuivie dans la réorganisation progressive des anciens états rebelles, avait failli être interrompue par un de ces accidens auxquels, il faut l'avouer, les républiques sont plus exposées que les gouvernemens absolus. On avait à faire des élections générales pour le renouvellement du congrès, et ces élections avaient lieu dans des circonstances si graves qu'elles ranimaient toutes les inquiétudes et toutes les animosités des grandes élections présidentielles de 1864. La première magistrature de la république était occupée par un homme d'état capricieux, joignant à un patriotisme sincère un caractère ombrageux et despotique qui le rendait impropre à exercer le pouvoir exécutif dans un pays où le chef du gouvernement n'est que le serviteur de l'opinion publique. Infatué d'un mérite ordinaire, le président Johnson croyait pouvoir tailler du grand homme et faire

le dictateur aux dépens de la souveraine autorité du congrès. Celui-ci, au lieu de suivre le sage exemple des assemblées prussiennes et de laisser le gouvernement s'emparer sans combat de tout le temporel des affaires, en se consolant lui-même par une série de protestations vaines, s'était mis à lutter corps à corps avec les prétentions usurpatrices de l'orgueilleux président.

D'un différend sérieux, mais qui n'avait rien d'alarmant pour la paix publique, l'entêtement de M. Johnson a failli faire une guerre civile. La politique conciliante dont nous l'avons loué ici même, et qui nous disposait peut-être à trop d'indulgence pour les mauvais côtés de son caractère, s'est transformée peu à peu en une politique envieuse, intéressée, violente, qui l'a ruiné à la longue dans l'estime des honnêtes gens. Entraîné par l'ardeur de la lutte électorale, il a conçu la fatale pensée de ranimer à son profit les rancunes et les colères qui couvaient encore sous les cendres mal éteintes de la rébellion, en s'appuyant sur les états du sud pour imposer sa politique et sa personne aux états du nord. En même temps qu'il flattait les passions des anciens rebelles, il se faisait dans le nord le courtisan grossier de la multitude.

Les élections qui viennent de se faire ont renversé toutes ses espérances. Au lieu de lui donner une assemblée docile, elles ont sensiblement fortifié le parti qui lui a tenu tête. Soit qu'il accepte l'humiliation en silence, soit qu'il fasse encore à la force des armes un appel inutile et désespéré, sa politique est morte et ne se relèvera plus. Bien qu'aujourd'hui les événemens aient jugé la cause et que la victoire ait prononcé sans appel, peut-être un récit fidèle de la bataille ne sera-t-il pas sans intérêt. Cette lutte victorieuse et pourtant pacifique d'une assemblée parlementaire contre un chef de gouvernement a pour nous un côté instructif et curieux. Accoutumés que nous sommes à de tout autres spectacles, nous ne pouvons voir sans un intérêt mêlé de surprise et même d'admiration quel bon sens, quelle fermeté, quel esprit de justice les États-Unis ont déployés pour se tirer sans encombre d'une crise qui partout ailleurs aurait allumé la guerre civile.

I.

On se rappelle encore quelle était la situation respective du président et du congrès lors de la rupture violente qui éclata entre eux au printemps dernier. M. Johnson, naguère si menaçant pour les états du sud, si impitoyable pour tout ce qui avait trempé dans le crime de la rébellion, était devenu tout à coup leur zélé défenseur. Moyennant certaines conditions très modérées, quoique imposées d'une main rude, il avait pris sous sa protection leurs liber-

tés renaissantes et promis de réparer aussi bien que possible les débris de ces fameux *droits des états*, vaincus avec l'esclavage, dont ils étaient le soutien et le prétexte. Ces conditions indispensables étaient l'abandon absolu de la doctrine sécessionniste, l'adoption de l'amendement constitutionnel abolissant l'esclavage, la répudiation de la dette confédérée, et même la concession de quelques droits judiciaires aux nègres affranchis. En un mot, le président ne demandait aux états du sud que d'avouer franchement leur défaite, en acceptant les lois irrévocables et en sanctionnant les faits accomplis. A ce prix bien modique, il se faisait fort de les rétablir dans l'Union avec tous leurs anciens privilèges, et de faire rentrer immédiatement leurs députés dans le congrès.

Le congrès soutenait une politique tout à fait contraire. Mécontent de la trop grande hâte que le président avait mise à réorganiser les gouvernemens des états du sud, il croyait qu'il y avait un danger grave à n'exiger des rebelles que des concessions générales et incomplètes. Il pensait, non sans raison, qu'après avoir imposé l'abolition de l'esclavage, il ne fallait pas trop se fier à la promesse des vaincus, ni trop s'en remettre à eux de l'exécution des réformes. Il valait mieux y veiller soi-même et ne rendre aux gens du sud leur part légitime dans le gouvernement du pays que le jour où tout danger aurait disparu. Aussi le congrès avait-il résolu de refuser jusqu'à nouvel ordre l'admission des représentans du sud. Une commission mixte nommée par les deux chambres était chargée de faire une enquête sur la situation véritable des anciens états confédérés et de fixer une fois pour toutes le plan de *reconstruction* du congrès. Rien de mieux jusque-là. Le président avait eu sa politique, le congrès allait avoir la sienne. Les états du sud, ployés déjà sous la main despotique, mais indulgente, du président, allaient avoir à se courber un peu plus bas sous la volonté souveraine des assemblées nationales. Le pouvoir exécutif avait agi à sa manière pendant l'absence des chambres; on pouvait blâmer l'usage qu'il avait fait de son autorité, mais on n'en pouvait contester le légitime exercice. Le pouvoir législatif à son tour rentrait dans l'exercice de son influence naturelle, et venait modifier à sa guise la politique adoptée par le président. Chacun était dans son rôle, et le président n'avait pas le droit de dire que le congrès eût commis la plus petite usurpation.

Après de longues discussions, où du reste la personne de M. Johnson n'avait pas été épargnée, la politique des radicaux s'était résumée en trois mesures principales, votées toutes les trois à une grande majorité : c'était la prolongation indéfinie des pouvoirs du *bureau des affranchis*, l'amendement constitutionnel modifiant la base de la représentation nationale, enfin le *bill* pour con-

férer les droits civils aux esclaves émancipés. La première de ces mesures avait un caractère purement provisoire. Il s'agissait, on ne l'a peut-être pas oublié, de maintenir aussi longtemps que le besoin s'en ferait sentir cette institution à la fois militaire, administrative, judiciaire et politique du *bureau des affranchis*, qui s'était attribué une sorte de juridiction exclusive sur les anciens esclaves, et leur donnait militairement la protection que leur refusaient encore les lois des états du sud. Cette administration coûtait cher; mais, malgré les abus, les violences, les dilapidations et tous les défauts inséparables du pouvoir arbitraire, elle était devenue nécessaire et devait être maintenue à tout prix jusqu'au jour où les droits civils et judiciaires des affranchis seraient reconnus pleinement par leurs anciens maîtres. Il y avait bien dans le bill voté par les deux chambres quelques dispositions de détail qu'il eût été bon de faire disparaître; mais M. Johnson, on se le rappelle, ne voulut pas condescendre à traiter avec ses adversaires: il ne daigna même pas demander la révision du bill. Il se retrancha majestueusement dans sa prérogative présidentielle, et lança brutalement son *veto*. Le second vote lui fut d'ailleurs favorable, et les radicaux ne purent réunir dans le sénat les deux tiers de majorité nécessaires pour annuler son interdiction.

L'amendement constitutionnel était plus juste et plus utile encore (1). La constitution, qui faisait reposer la représentation nationale sur la population des états, avait accordé aux états du sud un privilège: elle faisait entrer les esclaves dans le compte de la population électorale, les évaluant à trois cinquièmes de leur nombre véritable, de sorte que la représentation des états du sud était proportionnellement plus forte que celle des états du nord. C'était une concession faite aux maîtres d'esclaves du temps où l'esclavage était une puissance politique, mais qui n'avait plus de raison d'être du jour où l'esclavage était aboli. Il était à la fois injuste et dangereux qu'une population à laquelle on refusait obstinément les droits politiques et même les droits civils servît à grossir l'influence des esclavagistes et à multiplier le nombre de leurs voix dans les conseils du pays. Il ne pouvait se faire que des insurgés vaincus rentrassent dans le gouvernement qu'ils avaient voulu détruire avec une puissance proportionnellement supérieure à celle des états restés fidèles. Si les représentants du sud voulaient maintenant reparaitre dans le congrès des États-Unis, il fallait de deux choses l'une: ou bien que la population électorale fût mise au niveau de la représentation de chaque état, ou bien que la représentation elle-même fût réduite au niveau de la popu-

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} avril, *Huit Mois en Amérique*.

lation électorale. Il fallait, ou bien conférer sans retard le droit de suffrage aux affranchis et procéder à des élections nouvelles, ou bien diminuer la représentation du sud de tout l'appoint que lui donnait son immense population noire. De ces deux solutions, la première, la plus radicale, était aussi la plus en faveur dans le congrès. Les républicains de l'école avancée, que la dernière élection avait mis à la tête des affaires, ne cachaient pas leur désir de compléter l'émancipation de la race noire en l'élevant tout entière au pouvoir politique; mais ce parti extrême effrayait les gens plus timides, qui n'acceptaient les doctrines égalitaires qu'à la condition d'en rejeter la pratique à un avenir plus éloigné.

L'autre solution était plus sage, et elle fut préférée. Pour diminuer la représentation des états du sud, il n'était pas besoin d'une loi électorale particulière et applicable à eux seuls. Il suffisait de modifier en gros la base de la représentation nationale, de façon à exclure du compte de la population les classes privées des droits politiques pour raison de race ou de couleur. L'exclusion était applicable aux états du nord comme aux états du sud. En donnant une base équitable et régulière à la représentation des états du sud, le congrès ne pouvait être accusé sérieusement d'empiéter sur leur indépendance. Libre à eux de se donner intérieurement telle constitution qui pourrait leur plaire, d'admettre les noirs au suffrage ou de les en exclure, de grossir ou de diminuer à leur gré la population électorale. S'ils avaient intérêt à conférer le droit de suffrage aux affranchis afin de conserver leur ancienne représentation ou même de l'accroître, rien cependant ne les forçait de le faire. Tel fut le premier amendement constitutionnel proposé, au nom de la commission des quinze, par M. Thaddeus Stevens, le *leader* bien connu du parti républicain dans la chambre. C'était un chef-d'œuvre de modération et d'habileté.

Il échoua cependant par l'opposition du président. On sait que les amendemens constitutionnels, une fois votés par le congrès à la majorité des deux tiers, n'ont plus rien à démêler avec le pouvoir présidentiel : ils doivent être ratifiés par les trois quarts des états, après quoi le pouvoir exécutif, si récalcitrant qu'on le suppose, n'a plus rien à faire que de courber la tête et d'en assurer l'exécution. Ils échappent donc à cette secousse du *vet* présidentiel qui souvent ébranle des majorités formées d'avance, et disperse au second tour de scrutin des bataillons qui jusque-là semblaient invincibles. L'amendement de M. Stevens avait été voté facilement par la chambre, et ne pouvait manquer de réussir également dans le sénat. Malheureusement la proposition avait été accompagnée de paroles acerbes auxquelles le président, changeant tout à coup de langage, avait répliqué par un déluge d'in-

vectives grossières. Il avait ainsi irrité les uns, intimidé les autres, aigri enfin l'opinion publique, à tel point qu'entre les radicaux exaspérés et les démocrates reprenant courage il n'y avait plus de compromis ni de conciliation possibles. Les radicaux avancés du sénat rejetèrent l'amendement comme insuffisant, tandis que les démocrates le rejetaient comme révolutionnaire, et M. Sumner lui porta le dernier coup en proposant à la place une loi proclamant l'égalité immédiate et absolue des deux races, mesure plus logique et plus franche, mais qui ne pouvait pas être soutenue par les républicains modérés.

On se rabattit alors sur le bill des droits civils. Cette mesure, présentée d'abord sous la forme d'un amendement à la constitution, avait été si longuement débattue et ballottée d'une chambre à l'autre, qu'elle avait fini, dans ces migrations successives, par se transformer en une simple loi destinée à faire disparaître les plus odieuses des inégalités soigneusement maintenues entre les blancs et les affranchis. Elle conférait à ceux-ci le plein exercice des droits civils et judiciaires, et elle établissait des peines spéciales pour les juges ou les magistrats récalcitrans. Cette loi ne pouvait être accusée de blesser les principes de la constitution : elle n'était que le développement naturel et indispensable de l'amendement constitutionnel de l'année dernière, qui en abolissant l'esclavage avait chargé le congrès de pourvoir par des lois nouvelles à la protection des affranchis. La modération la plus exigeante n'y pouvait rien trouver à redire, car les droits qu'elle garantissait aux noirs étaient ceux que le président Johnson lui-même s'était efforcé d'obtenir de la bonne volonté des états du sud, et sans lesquels, à vrai dire, leur liberté nominale n'eût été qu'un vain mot; mais le président était résolu d'avance à trouver mauvais tout ce qui viendrait de ses adversaires, et il fulmina encore une fois son *veto* sur le Capitole. Cette fois seulement les foudres présidentielles restèrent sans effet. Le congrès annula le *veto* sans hésiter, en déclarant qu'il était prêt à rester en session jusqu'au mois de novembre, si le président ne se prêtait de bonne grâce à l'exécution de la loi. L'humiliation qu'il avait cru pouvoir infliger aux radicaux était retombée sur lui seul.

II.

Ce conflit semblait devoir être le dernier. Au fond, les deux opinions n'étaient pas tellement éloignées qu'il fût impossible de signer entre elles une paix boiteuse qui aurait duré tant bien que mal jusqu'aux élections prochaines. L'échec des droits civils était pour M. Johnson un avertissement salutaire. Il apprenait par là

que son influence avait baissé, que ses violences l'avaient discrédité, que le *veto* présidentiel avait perdu son prestige. Cet homme si arrogant, si confiant dans l'assentiment populaire, sentait peu à peu l'opinion se retirer de lui. De leur côté, les radicaux s'adoucissaient de plus en plus, comme pour mieux faire ressortir l'intempérance du président. On était déjà loin du temps où MM. Sumner et Wilson proposaient au sénat de voter simplement l'admission immédiate des noirs au droit de suffrage et leur admissibilité à tous les emplois. Le comité de reconstruction, après bien des enquêtes, avait rédigé un amendement nouveau que le congrès passa trois semaines à adoucir avant de se résoudre à le voter. Quel était donc cet amendement si terrible, et quelles cruautés exorbitantes imposait-il aux états du sud avant de les admettre dans l'Union? Il était divisé en quatre sections contenant chacune une des conditions tyranniques imaginées par ce congrès révolutionnaire pour anéantir toutes les libertés. La première section conférait à toute personne née ou naturalisée aux États-Unis le titre de citoyen des États-Unis, et interdisait aux états séparés de faire chez eux aucune loi qui privât ces personnes des droits et des libertés civiles attachés au titre de citoyen. Ce n'était qu'une répétition de ce bill des droits civils dont nous avons si pleinement reconnu la justice, mais dont les préjugés des tribunaux du sud et la mauvaise volonté du président avaient rendu les dispositions impuissantes. Tout le monde savait que dans la cour de circuit d'Alexandrie, en Virginie, un plaideur invoquant le témoignage d'un noir affranchi avait été repoussé au nom de la loi virginienne, qui n'admet le témoignage des noirs que dans les affaires où ils sont intéressés eux-mêmes. Un mariage légalement contracté dans l'Ohio par deux personnes de couleur différente avait été annulé dans le Kentucky et frappé d'une amende au mépris de la loi. Il en était de même dans tous les états rebelles. Comment le congrès, alarmé de tant d'obstination, n'aurait-il pas songé à mettre le principe de l'égalité civile sous la sauvegarde plus sûre du respect qui entoure encore la constitution fédérale?

La deuxième clause de l'amendement était relative à la représentation des états. Elle stipulait que le nombre des députés serait fondé désormais sur le nombre des citoyens mâles investis du droit de vote, et que, sauf le cas d'exclusion pour la participation à la rébellion ou tout autre crime, les états ne pourraient priver une classe de citoyens du suffrage sans diminuer en proportion leur représentation dans le congrès. Cette mesure, analogue à celle du premier amendement présenté par M. Stevens, en différait en ce qu'elle n'attachait pas la diminution du nombre des députés au cas particulier de l'exclusion pour cause de race ou de couleur,

mais qu'elle s'étendait en général à toutes les exclusions quelconques qui pouvaient limiter encore le droit de suffrage dans plusieurs des États-Unis. Cette combinaison plus large était moins blessante pour l'orgueil des états du sud, et bien qu'elle eût pour résultat principal d'abattre le privilège oligarchique dont les avait investis l'esclavage, elle semblait les englober dans une réforme générale dont ils n'étaient pas seuls à souffrir.

La troisième clause était la plus rigoureuse. Elle s'inspirait, il est vrai, d'une opinion émise autrefois par ce même président Johnson, qui semblait devenu aujourd'hui l'ami et le complice des rebelles. Il avait dit alors dans un accès de fougueuse éloquence que la trahison était un crime, le plus grand des crimes, et qu'elle devait être punie sévèrement. Pourtant ces radicaux, ces *jacobins* qui rédigeaient le projet d'amendement, ne songeaient point à infliger aux rebelles et aux traîtres les peines afflictives ou pécuniaires dont les avait menacés autrefois le patriotisme farouche du président. Ils se contentaient de refuser le droit de suffrage à tous ceux qui avaient pris une part volontaire à la rébellion. C'était mettre, en pratique le précepte de prudence donné autrefois par le président Lincoln : « il ne faut employer pour rebâtir que des matériaux sains. »

Tant de rigueur parut excessive au congrès. On proposa de ne priver du droit de suffrage que ceux qui avaient prêté serment comme fonctionnaires du gouvernement fédéral avant de servir volontairement le gouvernement confédéré ; puis, après mûre considération, cette exclusion parut encore trop sévère, et l'on résolut qu'elle porterait, non plus sur le droit de voter, mais seulement sur l'admissibilité aux emplois. Encore réserva-t-on au congrès le droit de relever les coupables de leur incapacité par un vote des deux tiers. — Quant au quatrième article de l'amendement, il stipulait simplement la répudiation expresse de la dette confédérée et de toute autre dette qui pourrait être contractée dans l'avenir pour soutenir une insurrection contre le gouvernement des États-Unis.

Telles étaient les conditions modérées que l'immense majorité du congrès dictait solennellement aux états du sud : 33 voix contre 11 dans le sénat et 120 contre 32 dans la chambre ratifièrent l'ouvrage du comité de reconstruction. Un bill joint au projet d'amendement établissait que les portes des deux chambres seraient rouvertes aux députés des états rebelles à mesure qu'ils l'auraient ratifié. Sauf la clause encore discutable de l'inadmissibilité aux emplois de tous les serviteurs de la rébellion, il n'y avait rien dans ce programme qui pût effaroucher le président. Les principales mesures adoptées par les radicaux étaient pareilles à celles qu'il avait lui-même essayé d'imposer aux états du sud. A la vérité

Thaddeus Stevens, le pilote habile et audacieux du parti radical, déclarait, en votant l'amendement, qu'il s'en contentait provisoirement par nécessité, mais qu'il espérait dans un prochain avenir arriver à quelque chose de meilleur. C'était une raison de plus pour que le président s'étudiât à désarmer l'opinion radicale à force de sagesse et de modération. Il n'avait pas de temps à perdre, déjà pleuvaient de tous côtés les ratifications à l'amendement : le Connecticut, le New-Hampshire et le Maine ouvrirent la voie ; les autres états du nord allaient suivre leur exemple. Le gouverneur Curtin, de la Pensylvanie, écrivait une circulaire aux autres gouverneurs d'états pour les exhorter à une action commune. Enfin l'avisé Thaddeus Stevens avait fait voter au congrès l'admission provisoire des représentans du Tennessee avec la réserve que cette admission serait nulle, si avant le 1^{er} janvier 1867 le Tennessee n'avait pas conféré le droit de suffrage à tous les citoyens sans distinction et ratifié l'amendement constitutionnel : la ratification exigée ne se fit pas longtemps attendre. Toutes ces victoires, survenant l'une après l'autre, creusaient chaque jour plus profondément le fossé qui séparait le président Johnson de la nouvelle politique radicale, devenue aujourd'hui celle de tous les hommes sensés.

Mais le président était remonté sur son grand cheval de bataille. Comme pour le bureau des *affranchis*, comme pour le bill des *droits civils*, et en général pour toutes les lois votées par les radicaux, il soutenait que cet amendement était un acte inconstitutionnel : singulier reproche fait à une mesure dont l'objet était justement de modifier la constitution ! M. Johnson appuyait son dire sur l'illégalité prétendue de la procédure suivie par le congrès ; il insistait surtout sur la formation irrégulière de cette commission mixte nommée par les deux chambres pour élaborer en commun un projet qui aurait dû sortir spontanément du sein de chacune des assemblées. Son devoir de président l'obligea pourtant à faire communication officielle de l'amendement aux divers gouverneurs des états. Seulement, au lieu de la recommandation habituelle, il joignit à son message une protestation et un avis contraire.

Affaibli, humilié, supplanté par les radicaux dans l'opinion populaire, il espérait s'y rétablir en frappant un grand coup. Le congrès qui l'avait bravé n'avait plus que quelques jours à vivre ; dans peu de semaines une élection nouvelle allait juger souverainement leurs disputes. Sans prétendre à détruire toute la majorité radicale, ne pouvait-il pas enlever à ses adversaires cette inébranlable majorité des deux tiers qui les rendait maintenant invulnérables ? Les députés du sud entreraient alors dans la chambre, et complèteraient la majorité conservatrice sur laquelle s'appuierait son gouvernement. Jusque-là, ballotté entre les républicains et les démo-

crates, il n'avait pas eu, à vrai dire, plus de partisans fidèles que de desseins arrêtés. L'élection allait lui servir à organiser son parti.

Le moment d'ailleurs était favorable. Depuis quelque temps, les partis politiques étaient aussi désorganisés que le gouvernement. Sauf les radicaux, qui formaient encore une armée compacte et obéissante, nul ne pouvait plus guère reconnaître son drapeau. Les anciens républicains flottaient depuis longtemps entre les radicaux et le président. Les démocrates, discrédités depuis la guerre, ne demandaient qu'à se fondre dans un parti nouveau. En rassemblant tous ces éléments épars sous le nom de parti *national unioniste*, le président voulait exploiter à la fois les rancunes des vaincus et le sentiment patriotique qui animait les vainqueurs. Il résolut d'assembler à Philadelphie une *convention monstre*, appelée de tous les quartiers de l'horizon. Les républicains y seraient admis comme les démocrates, les hommes du sud comme les hommes du nord, tous ceux enfin qui voudraient s'enrôler sous la bannière du président Johnson et voter un programme favorable à sa politique. Avec une pareille machine de guerre, il espérait être invincible. N'allait-il pas d'ailleurs rester seul à Washington après la dispersion des chambres avec tous les ressorts du gouvernement sous sa main? Nul président des États-Unis n'avait encore été si habile à pratiquer cette ingénieuse méthode du *patronage*, qui, par une savante combinaison de nominations et de destitutions opportunes, sait faire du pouvoir administratif une arme électorale au service du gouvernement. Le président Jackson, l'inventeur du système, le premier qui ait osé dire que l'administration tout entière devait être renouvelée à chaque changement de présidence, et que les dépouilles des vaincus appartenaient légitimement au vainqueur, le grand Jackson lui-même n'eût été qu'un novice auprès de son successeur et imitateur André Johnson. L'honnête et regretté président Lincoln disait lors de sa réélection à la présidence qu'il considérait le renouvellement de son mandat comme une injonction que lui faisait le peuple de ne pas toucher à l'administration établie. André Johnson, ce président de hasard, et comme disaient les radicaux, « cet homme fait président par l'assassin John Wilkes Booth, » se moquait de ces scrupules mesquins et surannés. Il professait hautement qu'il devait y avoir une continuelle « rotation » administrative, que le pouvoir de nommer les fonctionnaires lui avait été confié pour asseoir son influence personnelle et grossir les forces de son parti. Il déclarait dans un discours public que tous les fonctionnaires devaient soutenir sa politique, et qu'il *chasserait à coups de pied* (1) ceux qui lui seraient infidèles. On sait

(1) Traduction littérale, en anglais *kick them out*.

que la constitution des États-Unis n'a pas permis qu'aucune nomination fût décidée sans l'approbation du sénat : elle n'a donné au président que le droit limité de remplir provisoirement les vides qui se produisent entre les sessions; mais le président connaissait l'art de créer des places vacantes, tout exprès pour avoir à les remplir, et il comptait au dernier moment peupler l'administration de ses créatures. Sous l'effort d'un aussi rude adversaire, le congrès pouvait perdre en quelques semaines tout l'avantage laborieusement conquis pendant une lutte de sept mois.

Les radicaux sentirent le danger. D'abord ils jetèrent à l'eau quelques lois impopulaires, telles que le bill des tarifs, mesure douanière très onéreuse qui fut repoussée par le sénat. Ensuite ils cherchèrent à se concilier la nombreuse population irlandaise, qui jusqu'alors votait toujours avec les démocrates, en infligeant un blâme au gouvernement pour la conduite qu'il avait tenue à l'égard des fenians. Ils l'accusèrent d'avoir livré lâchement les fenians à l'Angleterre, et poussèrent l'extravagance jusqu'à émettre le vœu qu'on les reconnût comme puissance belligérante, ainsi que l'Angleterre avait elle-même reconnu les insurgés du sud. Enfin le 11 juillet, à la veille de se dissoudre, ils tinrent un grand conciliabule pour s'entendre sur les moyens de parer aux menaces du président : il fut question de rester en session tout l'été, pour tenir en bride leur farouche adversaire. Le sénat, particulièrement utile pour empêcher les manœuvres administratives, offrit de se constituer en permanence jusqu'à la fin des élections. Il fut question de nommer un comité chargé spécialement de contrôler les nominations présidentielles; mais cette espèce de délégation n'était pas légale. On se sépara donc sans avoir rien résolu, en se promettant toutefois de faire une guerre acharnée à la future convention de Philadelphie, et de lui opposer une autre convention radicale où l'on convoquerait les *loyalistes* du sud.

La modération des radicaux n'avait donc rien apaisé. Ils se retrouvaient, malgré les concessions faites, à la même distance de leur adversaire que par le passé. A chaque mouvement en avant qu'ils avaient fait pour se rapprocher du président, celui-ci avait fait un pas en arrière pour éviter leur voisinage; ils l'avaient ainsi rejeté jusque dans les bras des démocrates et des hommes du sud. Il avait tant reculé que beaucoup de ses partisans conservateurs se trouvaient, sans avoir bougé, transportés au beau milieu du parti radical. On s'en aperçut au désordre qui se fit un moment dans les rangs de la faction présidentielle. Le cabinet lui-même dut se décomposer. Le directeur des postes, M. Dennison, ancien président de la convention unioniste de Baltimore en 1864, donna sa démission pour rentrer dans le parti républicain, où le rappelaient les

convictions de toute sa vie. M. Harlan, ministre de l'intérieur, imita bientôt son exemple; on parlait de M. Stanton, ministre de la guerre, et de l'*attorney-général* Speed comme devant prochainement les suivre dans la retraite. Le parti radical vit dans cette désorganisation du cabinet une débâcle, et il en conçut soudain une confiance exagérée. Il venait de voter un nouveau bill du bureau des affranchis. Le président y répondit, selon son usage, par un *veto* qui fut traité avec un souverain mépris. C'est à peine si le message qui développait ses motifs put être lu dans l'assemblée au milieu des murmures et des huées. Le bill fut voté séance tenante, dans le sénat par 33 voix contre 12, dans la chambre par 164 voix contre 33. On n'aurait pas reconnu ce même congrès timide que le *veto* du président décidait, au printemps dernier, à retirer à cette même mesure une majorité déjà acquise. Jamais congrès américain, à la veille d'affronter une élection populaire, n'avait osé lancer un pareil défi au premier magistrat de la république.

III.

L'attitude hardie des radicaux tenait moins encore à la certitude du succès qu'au sentiment de la justice de leur cause. Ils en étaient venus peu à peu jusqu'à ce degré de concession extrême au-delà duquel on ne peut plus reculer sans s'affaiblir. Abandonnant toutes les prétentions exagérées de la première heure, ils ne réclamaient plus à présent que l'exécution sérieuse du plan de restauration conçu l'année dernière par le président. Il n'y avait pas une ligne de leur amendement qui ne pût être appuyée sur les propres paroles de leur adversaire. M. Johnson avait la mémoire trop courte. Il ne se souvenait plus qu'autrefois à Baltimore, acceptant la nomination à la vice-présidence que lui offrait la convention républicaine, il s'était rué en avant pour déclarer que les états rebelles devaient être complètement refundus, que la confiscation devait être mise en vigueur, et qu'il fallait exclure les rebelles de l'œuvre de la reconstruction. « Le gouvernement, disait-il, doit être fixé sur les principes de l'éternelle justice. Si l'homme qui a travaillé à détruire le gouvernement de son pays était admis à concourir au grand œuvre de la réorganisation nationale, alors tant de sang précieux aurait été inutilement répandu, et toutes nos victoires seraient réduites à néant. » Puis il s'écriait que « les grandes plantations devaient être saisies et morcelées, » que « les traitres ne devaient occuper que les dernières places dans l'œuvre de la restauration. » Plus tard, quand il se fut un peu adouci et qu'il s'occupa de la restauration des états du sud, il ne se fit pourtant pas scrupule d'user envers eux du droit rigoureux de la victoire et de

leur dicter impérieusement les garanties qu'il croyait légitimes. Que pensait-il donc alors de leur droit inaliénable à rentrer sans condition dans l'exercice de tous leurs anciens privilèges? Il y croyait si peu qu'il se faisait lui-même le régulateur de leurs droits politiques et qu'il leur dispensait leurs libertés une à une à mesure qu'il était satisfait de leur obéissance. Il était d'avis, avec tous les gens de bon sens, que le gouvernement national n'avait pas moins le droit de punir la rébellion qu'il n'avait eu le droit de la combattre. Ses conditions, on les connaît de reste : elles ne se bornaient pas à l'annulation indispensable de l'ordonnance de sécession; elles contenaient encore l'adoption obligatoire de l'amendement constitutionnel abolissant l'esclavage, la répudiation radicale de toutes les dettes locales ou générales contractées pendant la guerre par le gouvernement confédéré ou par les gouvernements particuliers des états du sud, enfin la modification des législations d'état dans le sens de l'égalité civile et la garantie de quelques droits judiciaires aux nègres affranchis. Telles étaient les réformes auxquelles devaient souscrire les états du sud avant de recouvrer seulement l'usage de leurs libertés locales, — autant d'usurpations abominables que le président de cette année devrait reprocher au président de l'année dernière avant de s'indigner si fort des procédés du congrès. A-t-il donc oublié la fermeté virile avec laquelle il imposait ses volontés aux sudistes récalcitrants? — Un état semblait-il hésiter à voter l'amendement constitutionnel, il déclarait péremptoirement qu'il ne retirerait pas ses gouverneurs provisoires, et qu'il ne reconnaîtrait pas les autorités élues par le peuple aussi longtemps que l'amendement ne serait pas ratifié. Une législature répugnait-elle à répudier sa part de la dette confédérée, vite un message du président arrivait par le télégraphe, et la mesure devait être votée séance tenante. — Ce n'est pas tout : il faisait entendre que ces réformes n'étaient pas les dernières, qu'elles n'étaient que l'introduction d'un ordre nouveau. Tout en conseillant de s'en contenter pour l'heure présente, il sentait bien qu'il était réservé à un prochain avenir de résoudre le grand problème de l'égalité des races. Lors des élections locales de l'année dernière, les républicains essayèrent de sonder sa pensée sur la question du suffrage des noirs : il eut alors avec un radical de ses amis une conversation semi-officielle qui fut publiée dans les journaux. M. Johnson s'y déclarait en principe partisan du droit de suffrage égal aux deux races, et il indiquait lui-même une série de mesures propres à ménager la transition en octroyant progressivement la franchise électorale aux anciens esclaves. Il aurait voulu, disait-il, qu'elle fût donnée d'abord à ceux qui sauraient lire à haute voix la constitution des États-Unis, puis aux anciens soldats de l'armée fédérale, et

enfin aux propriétaires fonciers payant une certaine somme d'impôts. C'est le même système qu'il avait recommandé dans un de ses messages au gouverneur provisoire du Mississippi. Enfin il avouait lui-même que toutes les mesures qu'il avait prises n'avaient rien que de provisoire, et qu'il fallait attendre les résolutions définitives du congrès. Il l'écrivait en propres termes dès le mois de juillet 1865 à ce même gouverneur du Mississippi, chargé de la réorganisation d'un des états les plus incorrigibles de la confédération rebelle : « Il faut, dans tous les cas, que l'on comprenne bien que la restauration présente restera subordonnée à la volonté du congrès. » Il se gardait bien alors de contester cette autorité souveraine; il ne s'avisait de la combattre que du jour où il s'aperçut que le congrès des États-Unis ne se plierait pas aussi facilement à ses fantaisies que la législature de la Caroline du Nord ou la convention du Mississippi.

Cette découverte a transformé toutes ses idées. Comme touché d'une grâce soudaine, il s'est aperçu que ses anciens partisans faisaient fausse route, qu'ils allaient tomber dans une erreur dangereuse, dans une hérésie damnable, diabolique et surtout *inconstitutionnelle* : c'est tout dire en un mot dans ce pays où l'orthodoxie légale est une vraie superstition. Il s'est mis à exhumer tout cet arsenal de vieux principes à l'aide desquels le parti démocrate essaya de réduire à néant l'autorité fédérale, et dont le bon sens pratique du parti républicain a depuis longtemps fait justice. On a vu reparaitre la souveraineté des états, les droits sacrés des états, l'indépendance législative du gouvernement des états, l'inviolabilité de leurs prérogatives constitutionnelles et toute la kyrielle du jargon démocratique à laquelle il ne manquait plus que d'ajouter le droit de sécession des états. Ce dernier est remplacé avec avantage par la théorie républicaine de l'indissolubilité de l'Union fédérale, ardemment épousée aujourd'hui par tous les anciens rebelles, qui s'en font un argument subtil contre la déchéance dont ils sont menacés, car si l'Union est indissoluble, les états rebelles n'ont jamais pu sortir de l'Union; leurs fonctions ont été suspendues par le fait de la guerre, mais leurs droits et leurs privilèges n'ont pas été détruits. On ne peut donc pas aujourd'hui leur en limiter l'usage, ni leur en faire attendre un seul jour la légitime restitution. Ce n'est même pas restitution qu'il faut dire, car on ne peut leur restituer ce qu'ils n'ont jamais perdu.

On a peine à croire au premier abord que d'aussi misérables arguties puissent être alléguées sincèrement par des hommes d'état considérables et prises au sérieux par l'opinion publique d'un grand pays. Il faut avoir vu les Américains ailleurs que dans les livres pour bien comprendre l'influence que ces raisonnemens

étranges peuvent exercer sur l'esprit du peuple. Ce peuple si plein de bon sens offre à l'observateur un singulier mélange de sagacité pratique et de naïve subtilité; il y a chez lui une tendance bizarre et en apparence contradictoire à apporter un esprit tout positif dans les matières abstraites, et réciproquement à introduire dans les choses pratiques les procédés de la pensée spéculative. S'il examine les questions religieuses à la lumière naturelle du gros bon sens, il se délecte en revanche à mêler aux questions les plus simples de la politique quotidienne les abstractions les plus raffinées. Les argumens de M. Johnson en faveur des états du sud étaient assurément plus dignes d'un métaphysicien allemand que d'un président des États-Unis. Ces pauvretés formaient pourtant le *credo* du parti conservateur qui allait être pendant six semaines prôné, discuté, commenté dans les *meetings* et dans la presse par tous les coryphées du parti. Toutes leurs variantes roulaient sur le même thème; tantôt ils allèguent que les états du sud, payant l'impôt au gouvernement fédéral, doivent être admis dans le congrès en vertu du principe : pas de taxation sans représentation; tantôt ils affirment que les états du sud ne peuvent voter un amendement constitutionnel, c'est-à-dire donner signe d'existence et faire acte de souveraineté comme états pendant qu'on les prive de leur représentation légitime. L'inventeur de cet argument ingénieux oublie seulement que le président Johnson lui-même leur a fait exécuter dès l'année dernière ce tour de force impraticable en leur faisant voter, un peu contre leur gré, l'autre amendement constitutionnel qui abolissait l'esclavage. Quand M. Johnson déclame contre la tyrannie et l'usurpation du congrès, les radicaux, pour lui répondre, n'ont besoin que d'invoquer son exemple.

Toute cette grosse artillerie de principes sonores ne faisait pas assez de bruit pour cacher le fond des choses aux esprits clairvoyans. La vérité, c'est que le président avait passé du côté de l'ennemi : l'homme du sud avait reparu sous l'enveloppe de l'unioniste et du démocrate égalitaire. Soit souvenir de son origine, soit calcul électoral, soit impatience de la contradiction ou jalousie contre le congrès, probablement par toutes ces raisons à la fois, il souffrait de voir l'humiliation de ses compatriotes et ne songeait plus qu'à les relever de leur déchéance. Sa prédilection pour les hommes du sud était sincère, et ce n'était pas un vain compliment qu'il leur avait adressé quand, parlant à une de leurs députations, il leur avait dit : « Je suis un des vôtres, *I am a southern man.* » Son intérêt d'ailleurs s'accordait avec ses affections. Il y avait certainement chez lui une arrière-pensée de s'appuyer sur le sud lors des prochaines élections présidentielles pour tenir tête au concurrent redoutable, Grant, Butler ou tout autre, que les radicaux ne

manqueront pas de lui susciter. Enfin l'admission des représentants du sud en aussi grand nombre que possible était essentielle au rétablissement immédiat de son influence et de son autorité. Les 56 voix du sud, qui ne peuvent pas assurément faire la loi aux 200 voix du nord, pourraient endommager beaucoup cette majorité radicale qui porte tant d'ombrage au président.

Tels sont les vrais motifs qui l'ont animé d'un si beau zèle contre le despotisme du congrès. Pour lui d'ailleurs, comme pour ses adversaires, l'affaire importante du jour n'est pas tant un problème de droit constitutionnel à résoudre qu'une question de politique et d'opportunité. Il est convaincu sincèrement qu'assez de précautions ont été prises à l'égard du sud, et qu'il y aurait maintenant plus d'avantages à lui témoigner une confiance hâtive qu'à l'indisposer par une défiance trop prolongée. Il affirme que les états du sud ont fait à l'heure présente les dernières concessions qu'on en puisse jamais obtenir : plus de rigueur ou d'exigence ne servirait qu'à les brouiller à tout jamais avec l'Union fédérale et à ranimer chez eux l'esprit funeste qui a donné naissance à la rébellion.

C'est là, il faut l'avouer, une question difficile, la seule, dans tout ce débat, où l'hésitation soit possible, la seule qui mérite un examen sérieux. Il est certain qu'en faisant attendre trop longtemps la restauration promise, on court quelque danger de retarder l'apaisement du sud. Si l'opinion du pays était vraiment telle que M. Johnson la représente, le moment serait venu de se jeter dans les bras des rebelles et de s'en remettre à leur loyauté de leur bonne conduite future. A l'en croire, les états du sud seraient tout à fait résignés à leur défaite, ils recommenceraient à chérir le nord d'une amitié fraternelle; ils auraient accepté sans arrière-pensée l'abolition de l'esclavage, la répudiation de la dette et toutes les autres conséquences de la guerre; la meilleure intelligence régnerait entre l'esclave affranchi et le maître dépossédé; la confiance serait déjà touchante entre les deux races; les affranchis travailleraient, toucheraient de beaux salaires, les plantations seraient florissantes; tout irait pour le mieux sans les officiers du bureau des affranchis, ces trouble-fête, qui exploitent et oppriment les noirs, gênent les transactions, s'interposent entre les patrons et les ouvriers, sur lesquels ils font peser un nouvel esclavage plus rigoureux cent fois que l'ancien. C'est à leur funeste influence et aux excitations radicales parties du nord qu'il faudrait imputer les désordres qui viennent encore de temps en temps troubler cette heureuse harmonie. Quant aux hommes blancs, M. Johnson nous les dépeint comme remplis de sagesse, de bonne volonté, de modération, animés du plus pur et du plus généreux patriotisme; c'est dans le sud, en un mot, que seraient les meilleurs et les plus loyaux citoyens de l'U-

nion. Tableau consolant et enchanteur, auquel tout le monde aimait à croire ! Seulement que l'amendement constitutionnel vienne à réussir, et soudain tout ce bel édifice s'écroule avec fracas ; la rébellion à peine calmée se ranime, une guerre de caste impitoyable éclate entre les deux races, les États-Unis sont noyés dans le sang, l'Union est déchirée à tout jamais, et de toute l'Amérique il ne reste que des ruines.

N'est-ce pas attribuer une puissance bien formidable au plan de restauration du congrès ? Il est vrai, et cela va sans dire, que les gens du sud éprouvent pour cette mesure une horreur profonde ; le retard mis par les radicaux à l'admission de leurs députés leur cause une vive et naturelle irritation. Les dépositions recueillies de la bouche même des plus grands personnages du sud par le comité de reconstruction dans son enquête générale sur la condition des états rebelles, bien qu'elles soient dictées évidemment par l'intérêt politique et concertées à Washington avec le président, sont en définitive les documens les plus véridiques qu'on puisse consulter en cette matière. Or elles témoignent toutes ensemble d'une grande amélioration dans l'état matériel du sud et d'un adoucissement inespéré dans ses dispositions morales ; mais elles mentionnent pour la plupart, ce que tout le monde aurait pu prévoir, un mécontentement sourd, une espèce de découragement mêlé de colère, avec une résolution ferme de combattre l'amendement à outrance et de soutenir le président dans son duel avec le congrès ; il y aurait même chez quelques-uns une velléité impuissante de recourir aux armes. La prudence conseille de grands ménagemens envers cette population frémissante et encore mal soumise. On a eu raison d'adoucir la clause de l'amendement qui condamnait les anciens rebelles à une incapacité politique absolue ; il aurait mieux valu qu'elle fût supprimée. Toute bénigne qu'elle est devenue, elle entre pour beaucoup dans la colère des gens du sud et dans leur aversion pour le nouvel amendement. Elle a une couleur d'humiliation qui les blesse mille fois plus encore que la diminution de pouvoir qu'entraîne le nouveau système électoral.

S'il y a en ce moment chez les gens du sud une espèce de recrudescence des souvenirs de la rébellion, la faute en est bien moins à la dureté des radicaux qu'à l'encouragement coupable et à l'indulgence intéressée du président. Les répugnances n'étaient pas moins profondes, ni les protestations moins menaçantes, quand l'autre amendement qui abolissait l'esclavage fut voté dans les états du sud, et tout a cédé alors devant un ordre impérieux venu de la Maison-Blanche. Il en est de même aujourd'hui : les états du sud voteront le nouvel amendement dès que le président et le congrès

s'uniront pour l'exiger. Ce sont les discordes intérieures du gouvernement qui les enhardissent; c'est à Washington qu'il faut les vaincre dans la personne du président.

Ils sont d'ailleurs beaucoup moins terribles qu'on ne l'imagine. Ils peuvent encore murmurer, s'agiter, s'insurger même, causer au gouvernement des embarras graves : ils ne sauraient lui faire courir un vrai danger. Leur organisation militaire est détruite, et la confiance qui faisait leur force est à jamais perdue. Ils sentent eux-mêmes confusément qu'ils sont à la discrétion des états du nord, et qu'il faut bien se garder d'irriter l'ennemi victorieux. Un Américain qui a voyagé cette année dans tout le pays rebelle raconte une scène curieuse qui s'est passée sous ses yeux à Mobile, et qui prouve combien est abattu l'orgueil confédéré. Un général de l'armée fédérale passait par la ville, et une musique militaire était allée, suivant l'usage, lui donner une sérénade sous ses fenêtres. On jouait cet air fameux de *Dixie*, devenu pendant la guerre le chant national des rebelles, et rendu depuis la paix au culte des anciens dieux. Une foule de curieux stationnait dans la rue. Les têtes s'échauffaient aux accens de cette musique guerrière qui réveillait le souvenir de bien des scènes pareilles, et par un reste d'habitude machinale on proféra quelques cris de « hurrah pour Stonewall Jackson ! » Cet hommage inattendu rendu à la mémoire du preux chevalier de la rébellion, à la barbe même d'un général de l'armée des États-Unis, avait assurément quelque chose de séditieux ; mais tout à coup un soldat ivre qui se trouvait là, sans armes, au milieu de la foule, monte sur une borne et s'écrie avec un gros blasphème qu'il tuera l'homme assez hardi pour parler ici de Stonewall Jackson, « ou de tout autre Jackson. » Le bruit se calma comme par miracle, et personne n'osa plus souffler mot. Il suffisait d'un uniforme pour imposer silence à toute une multitude émue par de poignans souvenirs.

Le sud restera faible aussi longtemps que les forces du nord ne seront point divisées, aussi longtemps que le grand parti unioniste qui a soutenu la guerre restera maître du pouvoir fédéral. Il ne deviendrait puissant et redoutable que le jour où quelque faction décriée, comme l'ancien parti démocrate, ou quelque homme d'état ambitieux, comme le président Johnson, exploiterait ses rancunes. C'est pour prévenir le danger d'une pareille alliance que le congrès a voulu réorganiser les états du sud avant de leur rendre le pouvoir politique. L'adoption préalable de l'amendement constitutionnel est une précaution nécessaire contre le complot ourdi cette année par le président avec les rebelles. Qu'une fois les protégés de M. Johnson arrivent sans conditions au Capitole, et le lendemain on verrait peut-être cet homme ambitieux et vindicatif les

armer pour battre en brèche la politique républicaine. Ils formaient autour de lui une milice dévouée, attentive à servir tous ses caprices et à obtenir en revanche qu'il trahisse pour eux les plus grands intérêts du pays.

Lorsque l'année dernière M. Johnson abandonna l'alliance radicale pour tendre la main aux états du sud, il avait conçu une idée patriotique et féconde à laquelle nous avons rendu justice. Ce projet, suggéré sans doute au successeur du président Lincoln par un ministre habile et sage qu'on s'étonne aujourd'hui de voir marcher à sa suite dans la politique violente où il s'est engagé, consistait à s'interposer entre les radicaux et les rebelles, à les modérer les uns par les autres, et à rétablir entre eux la concorde. Ce que jamais ils n'auraient pu obtenir les uns des autres par des négociations directes, où leurs prétentions opposées se seraient choquées publiquement, on pouvait espérer le leur arracher séparément et en détail par une suite de concessions mutuelles qui les auraient insensiblement rapprochés. Il n'était pas impossible d'amener en quelques mois ces ennemis inconciliables à un compromis satisfaisant. Seulement, pour mener à bien ce plan difficile, il fallait une prudence et une modération supérieures, il fallait surtout beaucoup de cette délicatesse et de ce tact politique qui abondaient chez le ministre, mais qui manquaient absolument à son farouche et emporté président. Le médiateur devait déployer une persévérance infatigable à obtenir chaque jour des concessions nouvelles et simultanées des deux partis. Il ne devait pas non plus oublier que les gens du sud étaient les vaincus, que la politique des radicaux était au fond la plus juste, et que, s'il y avait à incliner plus d'un côté que de l'autre, c'était en faveur de l'union et de l'émancipation qu'il fallait faire pencher la balance. Enfin, à la dernière heure, quand l'équilibre commencerait à se faire, il devait se tourner vers le congrès, lui demander un programme, l'obtenir aussi modéré que possible, et l'exécuter alors avec déférence en conseillant au sud de s'y résigner. Ce plan de campagne était fort sage, si sage qu'il faillit réussir en dépit des grossières imperfections de la mise en œuvre. Tout était sauvé, si au dernier moment le président s'était décidé à recommander aux états du sud le programme adouci du congrès. Il tenait alors dans sa main la pacification de la république.

Est-ce la faute des radicaux si M. Johnson a choisi la guerre? Au lieu de s'appuyer sur le congrès pour pacifier les états du sud, il s'est appuyé sur le peuple du sud pour tenir tête au peuple du nord. Au lieu d'user au profit de l'Union de l'autorité qu'il a conquise sur les anciens rebelles, il leur a demandé cette année moins de garanties que l'année dernière. Tout cède à l'obstination de faire

triompher sa politique personnelle sur celle de ses ennemis Thaddeus Stevens, Charles Sumner et Wendell Phillips. L'intérêt électoral est la seule chose qui le préoccupe. Cette politique personnelle, cette politique à lui dont il a toujours la bouche pleine, n'est bonne qu'à diviser le pays, à amener les factions, à retarder indéfiniment la réconciliation du nord et du sud. Il peut se vanter de représenter à lui tout seul ce principe de l'Union que tout le monde invoque; il peut faire aux radicaux l'injure inoffensive de les appeler des rebelles; c'est lui-même qui est, sans le savoir, le plus grand des ennemis de l'Union et le courtisan le plus dangereux des passions qui mènent à la guerre civile.

IV.

La preuve ne s'en fit pas longtemps attendre. La lutte électorale à peine engagée venait d'avoir un sanglant prélude. Il y avait eu à la Nouvelle-Orléans une véritable bataille entre les radicaux et les esclavagistes, les uns soutenus par les gens de couleur, les autres protégés par la police : il s'en était suivi une véritable boucherie de radicaux blancs et noirs, à laquelle la police urbaine avait activement participé. Il y avait bien quelques détails ténébreux dans cette affaire. Les deux partis se renvoyaient, suivant l'usage, le reproche de la première agression. Le président et ses amis auraient bien voulu faire passer le massacre pour une émeute des abolitionnistes; mais un rapport lumineux du général Sheridan vint dissiper tous les doutes et jeter un jour sinistre sur les dispositions cachées des esclavagistes.

On se rappelle peut-être que l'état de la Louisiane, reconquis par les armes fédérales dès le commencement de la guerre civile, fut réorganisé, il y a deux ans, sous la dictature militaire du général Banks. Une convention radicale, nommée sous la même influence par le très petit nombre d'électeurs dont elle pouvait disposer, vint alors siéger à la Nouvelle-Orléans pendant plusieurs mois pour y faire une constitution nouvelle. Cette assemblée n'a pas siégé depuis lors; mais, comme elle s'était prorogée sans se dissoudre et en se réservant de se réunir plus tard à une époque indéterminée, elle croyait que son mandat n'était pas encore expiré. Quand le dernier amendement constitutionnel eut été voté par le congrès, les radicaux qui la composent purent donc songer à la faire revivre afin de ratifier l'amendement. Ils consultèrent le gouverneur Wells, qui, après un peu d'hésitation, se décida à convoquer les collèges électoraux pour remplir les sièges devenus vacans. On calculait qu'il allait y avoir en faveur de l'amendement une majorité imposante, et que l'état de la Louisiane aurait la gloire d'être un des premiers à

accueillir le plan de restauration du congrès. C'est ce que n'entendaient pas permettre les esclavagistes et les rebelles qui formaient à présent le nouveau parti conservateur groupé autour du président. Ils résolurent d'empêcher à tout prix la convention de s'assembler. Rien d'ailleurs ne leur était plus facile : ils avaient pour eux la municipalité, la justice, les trois quarts des habitants, la police enfin, que le nouveau maire Monroe, un acharné sécessioniste, avait composée avec soin d'anciens soldats rebelles et d'aventuriers hardis, tout disposés à un coup de main. Pour garder à l'émeute une apparence légale, on n'avait qu'à demander aux tribunaux un mandat d'arrêt général contre tous les membres de la convention. Il fallait seulement s'assurer que le pouvoir militaire n'interviendrait pas pour les protéger, et le maire, en homme avisé, imagina de faire entrer dans le complot le président des États-Unis : M. Johnson fut consulté, et l'encouragea dans son entreprise. Le général Baird, qui commandait en l'absence du général Sheridan, n'osa prendre à lui seul aucune décision formelle : il répondit seulement aux sollicitations du maire qu'il interviendrait, si la convention dégenerait en émeute ; quant au gouverneur Wells, il se montra faible, hésitant, et ne sut ni protéger la convention ni l'empêcher de se réunir. — Le 30 juillet, jour de l'ouverture, les rues voisines du lieu des séances furent remplies d'agens de police armés jusqu'aux dents. Ils espéraient que les gens de couleur, réunis de leur côté pour défendre l'assemblée, justifieraient leur attaque par quelque provocation ; mais une vingtaine de nègres à peine stationnaient devant la porte, et presque tous étaient sans armes. La foule ameutée par le maire commence pourtant à les insulter. Bientôt arrive une procession d'une centaine de nègres, également paisibles et désarmés. Dans le tumulte, un coup de pistolet se fait entendre : c'était le signal. La police arrive en masse, on tire, on jette des pierres ; les *policemen* ouvrent un feu nourri sur l'édifice, où la convention surprise arbore un drapeau blanc. Les portes s'ouvrent, la police s'y précipite, le revolver au poing ; elle se rue sur l'assemblée désarmée, et tue tant qu'elle peut tuer. On la chasse, on se barricade, le combat recommence au dehors ; un cercle de *police-men* se forme devant la porte et tire sur tous ceux qui essaient de s'échapper. La foule ameutée les imite, les aide à poursuivre et à massacrer les fuyards ; on tue les blessés, les prisonniers, on les mutilé à coups de couteau, on les lapide avec des briques. Il y eut plus de trois cents victimes, et la police présida jusqu'au bout à cet infâme assassinat. Le général Sheridan, malgré le visible désir qu'avait le président de justifier ses bons amis du sud et de faire passer cette petite Saint-Barthélemy de l'esclavage pour la répression légitime d'une conspiration radicale, déclare dans son rapport

que c'est un massacre prémédité, que la police qui en a été l'instrument s'est recrutée à dessein de brigands avérés, et que la sécurité des hommes du nord exige qu'on fasse un exemple. — Qu'importe au président? Ces petites considérations ne le touchaient guère : il n'en avait pas moins tué la convention de la Louisiane et joué aux radicaux, ses grands ennemis, le mauvais tour d'empêcher la ratification de leur amendement.

L'indignation fut grande dans les états du nord. Les radicaux ne manquèrent pas de s'en servir en dénonçant la complicité secrète du président Johnson. Le crime était si odieux, si injustifiable, qu'il devait tourner au profit des victimes. S'il était vrai que la légalité de la convention fût douteuse, ses adversaires pouvaient bien contester le caractère officiel de ses délibérations et nier la valeur des mesures qu'elle aurait prises pour ratifier l'amendement; mais ils n'avaient pas le droit, dans un pays de liberté comme l'Amérique, d'empêcher des citoyens de se réunir et d'émettre un avis sur les affaires publiques. Sans même parler du massacre, le maire et ses émeutiers commettaient une bien autre usurpation en se parant d'une autorité souveraine qui n'appartenait qu'au gouverneur, à la cour suprême de la Louisiane et à celle des États-Unis. Les délégués d'ailleurs étaient garantis par le mandat du gouverneur Wells, qui avait convoqué les collèges électoraux. Enfin l'inaction du président et son obstiné silence étaient des preuves trop significatives de l'intérêt qu'il avait pris au complot. — De leur côté, les démocrates et les amis du président n'imaginaient rien de mieux pour se justifier que de rétorquer aux radicaux leur propre accusation. A les en croire, l'affaire de la Nouvelle-Orléans n'était qu'une manœuvre habile du parti républicain, une de ces comédies à sensation que les partis savent si bien inventer en Amérique pour frapper l'imagination populaire à la veille des grandes élections. Ils ne tarissaient pas sur l'atroce perfidie de ces radicaux de la Louisiane qui apparemment s'étaient fait massacrer tout exprès pour faire pièce au président.

Cependant la grande convention johnsonienne s'organisait à Philadelphie. Dès le mois de juin dernier, un certain nombre d'amis du président, s'intitulant le *comité national unioniste*, avaient convoqué pour le 14 août suivant une assemblée de délégués de tous les états et territoires, comprenant deux délégués pour chaque circonscription électorale, deux pour chaque territoire, deux pour le district de Colombie, plus quatre délégués *at large* pour chaque état dans son ensemble. Devaient prendre part à l'élection de ces délégués tous les citoyens qui voulaient soutenir l'administration et qui adhéraient aux principes défendus par elle, à savoir : l'indissolubilité et la perpétuité de l'Union, l'égalité des

états, le droit pour les états de fixer les conditions du droit électoral, le droit des états à se gouverner eux-mêmes sans intervention du pouvoir central, le droit des députés *loyaux* des états du sud à être admis dans le congrès, la nécessité de les soustraire au pouvoir militaire, enfin tous les articles de foi du *credo* démocratique, placés seulement sous l'invocation et comme sous la sauvegarde du grand principe, désormais inattaquable, de la sainteté de l'union nationale. On sait le mécanisme compliqué de ces grandes assemblées électorales qui sont le produit le plus singulier de la liberté américaine. Elles ont absolument l'organisation et le tempérament d'un corps politique régulier. Les élections s'ouvrent dans chaque paroisse avec toute la solennité accoutumée, absolument comme s'il s'agissait de nommer un membre du congrès ou un président des États-Unis. Souvent ce sont les magistrats eux-mêmes qui convoquent les électeurs de chaque opinion, et qui prêtent successivement l'autorité de leur ministère aux deux partis contraires, tant l'exercice de ce droit incontesté a passé dans les mœurs du pays. Tout cela ne souffre aucune difficulté chez un peuple accoutumé de longue date à l'exercice du gouvernement démocratique, et convaincu d'ailleurs qu'il n'y a pas de vraie démocratie sans l'usage de toutes ces libertés. Quant aux assemblées temporaires qui sortent de ces élections spontanées, elles sont énormes en nombre et de taille à épouvanter nos timidités bourgeoises.

On vit donc, vers le milieu du mois d'août dernier, s'assembler dans la ville des quakers douze cents étrangers venus de tous les points de l'horizon. Depuis la Californie, qui avait expédié son vote par le télégraphe, jusqu'au Massachusetts et à la Caroline du Sud, dont les délégués entrèrent bras dessus bras dessous dans la salle des séances, tous les états de l'Union y avaient envoyé le ban et l'arrière-ban des *politiciens* encore attachés à la politique du président. Les républicains conservateurs y étaient venus avec les démocrates; les soldats de l'armée fédérale y donnaient la main aux anciens soldats confédérés; l'homme politique rasé de la Nouvelle-Angleterre fraternisait avec le farouche mangeur de feu (*fire-eater*) du sud, à la barbe inculte et aux habits débraillés. Il faudrait remonter jusqu'à nos anciens états-généraux ou jusqu'à notre moderne assemblée constituante pour trouver dans notre histoire le spectacle d'un aussi vaste rassemblement. Seulement ces Américains paraissaient plus sûrs de leur expérience et moins étonnés du rôle qu'ils avaient à jouer. La convention prit ses quartiers dans cet immense *Hôtel continental*, bien fait pour servir de gîte aux délégués de tout un continent. Elle y loua une centaine de chambres pour l'installation de ses bureaux et de ses comités. Elle se

fit construire dans un des faubourgs de la ville un énorme *wigwam*, comme on appelle en Amérique ces vastes salles provisoires qui sont destinées à être démolies le lendemain du jour où elles ont servi; puis elle se mit lestement à l'œuvre, et en trois jours tout fut fini. La convention avait formulé son programme. Trois jours avaient suffi à cette cohue disparate pour se donner de communs principes et pour se mettre d'accord sur toutes les grandes questions qui agitaient le pays. On ne dira pas cette fois que c'est la discussion qui divise, et que la liberté politique ne sert qu'à entretenir les discussions des partis.

C'est au contraire une des plus grandes vertus de la liberté américaine que de rendre impossible cette politique mesquine qui ne sait rien conquérir, parce qu'elle ne sait rien abandonner de ses préjugés et de ses colères. Les intérêts de coterie sont toujours noyés dans ce grand mouvement qui entraîne les peuples libres et qui règle les évolutions des partis sur les besoins du jour, et non sur les prédilections cachées de chacune des fractions qui les composent. Républicains, démocrates, sudistes, unionistes, tous ces hommes ennemis hier obéissaient à une passion et à une nécessité communes. Oubliant leurs différends aujourd'hui stériles, et que d'ailleurs il serait toujours temps de se rappeler plus tard, ils essayaient de former l'union conservatrice, comme ailleurs on essaie timidement de former l'union libérale, entreprise, hélas! bien vaine dans un pays où l'on se console de servir soi-même, pourvu qu'on aide à opprimer son voisin. Au lieu d'apporter à Philadelphie des rancunes séculaires et des prétentions insatiables, ils venaient avec la ferme volonté de s'entendre et de signer un compromis qui deviendrait leur loi respectée pendant tout le temps de leur commune alliance. Les délégués des états du sud s'étaient fait remarquer par leur sagesse inattendue. Invités à la convention par leurs collègues du nord, ils avaient quelque temps hésité à s'y rendre: ils se demandaient s'il était conforme aux intérêts du sud, c'est-à-dire aux intérêts du parti auquel il attachait sa fortune, qu'ils parussent dans une assemblée toute pleine d'anciens républicains à peine refroidis de la guerre, eux surtout qui n'avaient pas encore de représentans à élire et qui ne pouvaient prendre part aux élections. Ils craignaient que l'opinion publique ne vît d'un mauvais œil leur présence, et même qu'il ne s'élevât dans le sein de la convention, entre eux et les hommes du nord, des querelles qui affaibliraient le grand parti conservateur aux yeux du pays. Ils résolurent enfin d'éviter ce danger en s'esquivant au moment du vote des complimens obligatoires à l'armée fédérale. Un des leurs fut chargé d'avertir la convention qu'ils comptaient s'absenter doucement pour n'avoir pas à protester. Ils consentirent même volontiers à exclure de la convention ces

sécessionnistes de la première heure, dont le nom était lié trop publiquement aux plus amers souvenirs de la guerre civile. De leur côté, les démocrates du nord chassèrent sans pitié ces traîtres avérés qui, comme MM. Wood et Vallandigham, étaient maintenant trop décriés pour qu'aucun parti risquât de se les adjoindre.

Ces précautions étaient nécessaires pour rassurer l'opinion publique sur le caractère suspect d'une convention où étaient admis tant de traîtres et de rebelles dont le repentir semblait douteux. C'était pour calmer ces alarmes que la convention faisait si grand bruit de son titre sonore de convention unioniste, et qu'elle arborait avec tant d'affectation cette bannière de l'unité nationale qui avait appartenu pendant la guerre aux seuls républicains radicaux. Elle cherchait même à rassurer le peuple en lui montrant une ménagerie de sudistes apprivoisés à qui elle faisait faire de grandes professions de loyauté. Le gouverneur Orr de la Caroline du Sud prononçait dans un *meeting* un discours où il déclarait que la sécession était irrévocablement condamnée, et que ses compatriotes ruinés n'avaient plus de salut que dans l'invasion des capitaux du nord. La convention de Philadelphie n'aurait pas été inutile, quand même elle n'aurait eu d'autre résultat que de montrer au peuple combien étaient devenus traitables ces rebelles qui l'année dernière disaient préférer la mort à la honte de rentrer dans l'Union.

Les résolutions votées furent telles qu'on devait les attendre. Elles résumaient en quelques mots toute la politique présidentielle, à savoir que l'Union et la constitution étaient rétablies, que ni congrès ni gouvernement ne pouvaient refuser leur représentation aux états du sud, que nul état ne pouvait se retirer de l'Union, ni en revanche exclure un autre état de l'Union par son action dans le congrès, que le droit de prescrire les qualifications de la franchise électorale appartenait aux états; enfin elles promettaient l'appui dévoué des conservateurs aux efforts patriotiques du président Johnson pour sauver l'Union fédérale. — Ce manifeste fut porté à Washington par une députation de cinq cents membres qui allèrent en troupe à la Maison-Blanche le déposer aux pieds du président. Celui-ci leur répondit par un long discours où il les appela les sauveurs de la patrie, les seconds fondateurs de la république, compara leurs résolutions à la déclaration de l'indépendance, jura pompeusement d'y rester à jamais fidèle, — et dénonça le congrès plus violemment que jamais.

Cependant les radicaux ne restaient pas inactifs. La bataille électorale était engagée sur tous les points; on n'en était encore qu'aux fusillades d'avant-postes, et les injures tombaient dru comme grêle sur l'un et l'autre parti. C'était à qui l'emporterait dans ce dialogue aimable et d'ailleurs peu meurtrier. On se renvoyait avec

usure les épithètes de traître, de désunioniste et de rebelle : c'était la menue monnaie des injures courantes. Les radicaux étaient les « têtes laineuses (*wollyheads*) » à cause de leur alliance avec les nègres; les conservateurs étaient les *copperjohnsons*, une variété nouvelle du genre *copperhead*. Thaddeus Stevens appelait le président une vermine, et le comparait à une des plaies envoyées par Dieu aux Égyptiens (1). Cependant, au milieu de cette mêlée, les radicaux commençaient à perdre du terrain. Depuis la convention de Philadelphie, le vent de l'opinion populaire avait décidément tourné contre eux. Les élections étaient devenues douteuses. La majorité du prochain congrès ne dépendait pas, à vrai dire, du vote plus ou moins unanime des états qui avaient coutume de donner toujours une majorité considérable à l'un ou l'autre des deux partis; elle dépendait du grand nombre de circonscriptions indécises où les différences ne pouvaient être que de quelques mille ou de quelque cent voix. Bien qu'aux élections précédentes la proportion des suffrages n'eût été que de 18 à 22 sur l'ensemble du vote, il y avait dans le congrès quinze députés radicaux contre quatre députés démocrates. Que le président parvint cette année à retourner environ 1,000 ou 1,500 voix seulement dans chacune des circonscriptions balancées, 100,000 en tout sur 4 millions d'électeurs, et il regagnait sa majorité parlementaire, quand même il aurait eu sur l'ensemble du pays 200,000 voix de minorité. Or M. Johnson prétendait avoir un moyen sûr de ranimer l'enthousiasme populaire et de grossir énormément le nombre de ses partisans. Cette dernière botte, imaginée par M. Seward et réservée jusqu'à cette heure pour terrasser au moment suprême les radicaux déjà chancelans, n'était autre, on l'a deviné peut-être, que son grand voyage électoral.

V.

Ce n'était pas un voyage à la mode royale. Il ne s'agissait pas, comme pour les souverains en tournée, de répandre une pluie d'or sur sa route et de se faire adorer aux frais du trésor public. Le président n'avait ni faveurs ni bienfaits à vendre, et d'ailleurs, comme

(1) « Je puis être superstitieux, mais je regarde autour de moi, et je me demande : pourquoi sommes-nous frappés si durement? Je considère notre situation présente, et je me rappelle que le Seigneur est juste, et que jusqu'à ce que nous devenions justes, il aura soin de nous faire sentir sa vengeance. Vous vous rappelez tous qu'en Égypte il a envoyé des grenouilles, des sauterelles, de la vermine, et qu'il a enfin demandé le sang du premier-né de chacun des oppresseurs. Presque tous ces maux nous ont visités. Nous avons perdu plus que le premier-né, nous avons été écrasés de taxes et de dettes, et le ciel nous a envoyé pis que la vermine : il nous a affligés d'un Andrew Johnson! » (Discours prononcé au *meeting* radical de Lancaster, en Pensylvanie.)

il le disait lui-même, c'est le peuple qui était le prince et lui le solliciteur. Le prétexte de son voyage était d'aller à Chicago poser la première pierre d'un monument élevé à la mémoire du célèbre orateur démocrate Stephen A. Douglas, une des rares illustrations, des gloires surfaites et problématiques des ces jeunes états de l'ouest, où les nouvelles réputations sont si vite fondées, comme les fortunes et les villes neuves, parce qu'ils ne comptent pas beaucoup de souvenirs et qu'ils ne sont pas encore rassasiés de grands hommes. Son but véritable était de parler au pays, de provoquer en sa faveur de grandes manifestations populaires et de prêter main-forte à ses partisans fatigués. Il allait traverser les états du nord à petites journées, allant de ville en ville, entouré d'un brillant cortège de chefs politiques et militaires, recevant partout des ovations et des fêtes, et laissant partout sur son passage les radicaux consternés. Ce procédé devait réussir chez un peuple comme celui d'Amérique, si amoureux des représentations théâtrales, si accessible, en dépit de son bon sens, à cette espèce d'enthousiasme qui entre dans les esprits par les yeux et les oreilles; mais il avait pour le président l'inconvénient terrible de donner d'un seul coup toute la mesure de sa force et d'exposer plus que jamais sa personne aux insultes de ses ennemis. Il faisait comme un général qui, dans un moment difficile, se jette au milieu des balles et conduit lui-même une colonne d'assaut. S'il échouait dans cet effort suprême, c'était un homme perdu.

Les *excursionistes* quittèrent Washington le 29 août, non sans beaucoup d'anxiété sur le sort de leur entreprise. Le président comptait dans son escorte trois membres du cabinet, MM. Seward, Welles et Randall, plusieurs sénateurs démocrates, un membre du corps diplomatique, M. Romero, ministre du président mexicain Juarez auprès du gouvernement des États-Unis, un grand nombre de généraux et d'officiers de l'armée. Au premier rang figuraient les deux grands dignitaires de l'armée et de la marine, le lieutenant-général Grant et le vice-amiral Farragut, qu'on n'avait eu garde d'oublier, car on sentait combien leur popularité universelle et justement acquise pouvait jeter de lustre sur le personnage principal de la troupe. A Baltimore, où le président passa sans s'arrêter, cent mille personnes l'attendaient dans les rues : l'ovation fut enthousiaste, comme elle devait l'être dans cette ville aux trois quarts sudiste, restée fidèle, après six années, aux passions qui avaient failli la pousser dans la rébellion des états du sud. Le président se croyait sûr de Baltimore, et n'avait même pas jugé utile d'y séjourner plus d'une heure. C'est à Philadelphie que commençait pour lui le danger.

Cette ville passait pour une des forteresses les plus inexpugna-

bles de l'opinion radicale. Elle avait été pendant la guerre le quartier-général de cette vaste association de l'*Union league* qui avait rendu de si inestimables services à la cause nationale, et dont la forte organisation lui donnait encore sur le vieux parti républicain une influence qui allait être mise tout entière au service des radicaux. Philadelphie d'ailleurs était l'âme de ce grand état de Pensylvanie où se trouvait, pour ainsi dire, le nœud de la question électorale, et dont une expérience constante de vingt années avait démontré que le pays suivait toujours fidèlement l'exemple en matière d'élections. Or tout ce qu'il y avait de riche et d'éclairé à Philadelphie appartenait à la faction radicale. La municipalité, nommée par le peuple, avait une telle horreur pour le président qu'elle avait refusé de lui faire une réception officielle : elle s'était enfiée de la ville à son approche, emportant les clefs de tous les monumens publics. Le maire Mac-Michaël était parti le matin même pour une partie de pêche. Quand le président entra dans la ville, il trouva partout les maisons désertes et les volets fermés. Il ne put même pas pénétrer dans l'hôtel de ville, ni faire son pèlerinage à cette salle fameuse du premier congrès américain où fut signée la déclaration de l'indépendance, et où tous les présidens des États-Unis étaient venus rendre hommage à la mémoire des fondateurs de la patrie : une foule d'agens de police postés là par le maire lui en défendaient les abords; mais grâce au général Meade, qui était revenu tout exprès dans sa ville natale pour lui préparer une ovation, le peuple même de Philadelphie le consolait pleinement de l'impolitesse de ses magistrats.

Le général alla à sa rencontre avec son état-major et un comité de notables, suivi de la milice, du corps des pompiers, de tous les clubs démocratiques de la ville et d'une foule de 300,000 citoyens. Quand de son balcon de l'*Hôtel continental* le président vit onduler à ses pieds les flots de cette multitude agitée, et qu'il entendit retentir l'assourdissante clameur qui planait au loin sur la ville, il put se moquer de l'humiliation qu'on avait cru lui faire subir et dire au général Grant en lui montrant cet océan de têtes humaines : « Ils ont beau faire, ils ne peuvent empêcher cela. »

La conduite des radicaux de Philadelphie fut dénoncée partout comme une grossière inconvenance. Les démocrates s'en plaignirent avec une indignation un peu forcée; les radicaux d'ailleurs osaient à peine la défendre. Jamais un président des États-Unis n'avait été traité de la sorte; mais peut-être pouvait-on répondre qu'il n'y avait jamais eu encore de président tel qu'André Johnson. Quand du rôle impartial et digne de premier magistrat d'un grand pays on s'abaisse au métier vulgaire d'un démagogue, on perd ses droits même à cette déférence qui s'attache encore à la

position, quand elle n'est plus commandée par le respect. Les radicaux auraient pu comprendre qu'on ne gagne jamais rien à oublier la courtoisie, même envers un ennemi qui en manque, surtout quand il est le président des États-Unis. Mieux vaut pourtant leur audace républicaine que cet autre genre de courage, plus ordinaire, qui, toujours respectueux pour les grandeurs présentes, ne se retrouve tout entier que pour insulter les grandeurs déchues.

New-York procura à M. Johnson le plus brillant de ses triomphes. Il arrivait soucieux, préoccupé, visiblement incertain du succès de sa campagne. Il comprenait bien qu'on ne lui faisait voir qu'une seule des faces de l'opinion populaire et que la plus petite marque de froideur ou d'irrévérence pouvait cacher une opposition formidable. Il savait d'ailleurs que les campagnes lui étaient généralement hostiles et que les grandes villes ne lui présentaient qu'un tableau très embelli de sa popularité. L'accueil des habitants de New-York dut pourtant calmer toutes ses inquiétudes et le satisfaire bien au-delà de ses espérances. Cette ville, si fière de sa richesse, voulut lui donner une hospitalité digne de la seconde métropole commerciale du monde. Salves d'artillerie, pompes militaires, processions, maisons pavoisées, illuminations, feux d'artifice, sérénades, rien ne manqua à ces réjouissances, telles que les plus grands souverains s'en donnent rarement à eux-mêmes, — rien, pas même l'enthousiasme sincère, souvent absent des multitudes que la curiosité rassemble toujours aux grandes fêtes. Une députation des marchands princes (*merchant princes*), comme on appelle aux États-Unis les négociants de la cité souveraine (*empire city*), vint le prendre sur l'autre bord de la rivière, au milieu des coups de canon grondant sur tous les vaisseaux de la rade. Sur l'autre bord l'attendait en corps la municipalité tout entière, avec un long cortège de cavalerie en grand uniforme et de calèches à six chevaux richement caparaçonnés. La ville entière était sur pied. Le cortège remonta lentement Broadway entre deux murailles vivantes où roulait un tonnerre d'acclamations. Venaient d'abord les hussards, les dragons, les musiciens, puis on voyait quelques hommes simples, vêtus de noir, qui saluaient le chapeau à la main : c'étaient ceux qu'accablait la foule. Après la réception officielle à l'hôtel de ville et la revue des troupes fédérales, le président essaya de parler à cette multitude de cinq cent mille âmes qui, de tous les faubourgs, se ruait et se pressait vers lui comme une marée montante; mais sa voix fut étouffée par cet enthousiasme impitoyable des foules américaines, dont la suprême faveur est d'écraser sous leurs vociférations les orateurs qu'elles veulent applaudir : quand une fois elles sont déchaînées, il serait aussi vain de vouloir les contenir que d'imposer silence aux flots de la mer. Dans toute son orageuse et aven-

tureuse existence, André Johnson n'avait rien vu de pareil. Il resta bouche bée et murmura faiblement ces paroles : « C'est prodigieux ! »

Il se dédommagea de ce silence à un banquet qui lui fut donné le soir même, au prix de *cent dollars par tête*, par deux cents des négocians de la ville. Il y fit un discours très retentissant, se vantant lui-même, selon son usage, parlant beaucoup de son désintéressement et de son patriotisme, qui, le jour où l'Union serait sauvée, lui permettraient de s'écrier avec le vieillard Siméon : « Laissez votre serviteur s'en aller en paix ! » Après lui, M. Seward, avec une éloquence très différente, mais peut-être mieux appropriée à un discours fait après boire, déclara qu'on lui avait bien souvent reproché son humeur pacifique, mais qu'il était « en faveur de toutes les guerres... dont le pays aurait besoin, pourvu que la nation se mit en mesure de pouvoir marcher à la bataille avec ses deux jambes, » et qu'il était bien impatient de voir redresser la jambe boiteuse. Enfin le peuple calmé vint assiéger le président pour lui demander un discours et applaudir ces paroles qui lui furent jetées comme le mot d'ordre de la campagne : « La rébellion a été écrasée dans le sud. Je veux à présent combattre la trahison et la rébellion dans le nord, et je les vaincrai avec l'aide de Dieu et le vôtre ! »

Le lendemain, le président poursuivit sa route. Il passa par Albany, où le gouverneur radical Fenton ne lui refusa pas la bienvenue officielle, par Auburn, Rochester, Niagara, Buffalo, se dirigeant vers Chicago, terme de son pèlerinage. Partout des foules immenses rassemblées aux stations du chemin de fer attendaient son passage, et le forçaient à sortir de son wagon pour le voir et l'entendre. Ces ovations l'avaient littéralement enivré. Il prenait pour lui seul tous les triomphes, dont une bonne part devait pourtant revenir à ses illustres compagnons de route. Il se croyait sincèrement devenu l'idole du peuple. Avec la confiance revenaient les vieilles habitudes, les penchans incorrigibles d'un naturel violent et sauvage. Mis tous les jours en présence du peuple, ayant tous les jours à parler dans des assemblées tumultueuses où il entendait gronder la forte voix populaire, le président Johnson se reprenait à rugir avec le monstre, et il retrouvait ces instincts mal comprimés du garçon tailleur démagogue, dont la soudaine explosion lui avait déjà valu plus d'un mécompte. Il semblait rajeunir jusqu'à l'époque mémorable de son gouvernement guerrier du Tennessee, et il rencontrait en foule au bout de sa langue, pour qualifier ses nouveaux ennemis les radicaux, les mêmes expressions robustes dont il s'était servi jadis pour injurier ses anciens ennemis les rebelles. A chaque instant, la coupe était prête à déborder, et il

suffisait d'une seule goutte d'eau pour déchaîner le torrent d'éloquence qui vient naturellement aux lèvres quand on a fait son apprentissage oratoire dans les *mass-meetings* du Tennessee.

L'occasion ne se fit pas longtemps attendre. Justement il marchait vers l'ouest, ce pays du gros langage, où les foules ne sont pas en général plus respectueuses que les orateurs ne sont respectables, où d'ailleurs il allait se rencontrer avec une ardente opposition radicale. A Buffalo déjà, il avait lu sur une maison cette inscription désagréable : « La trahison est un crime et les traîtres doivent être punis. — (Ancienne politique d'André Johnson). » A Westfield, pour la première fois, un homme l'avait grossièrement interrompu, et n'avait pas été moins grossièrement remis à l'ordre; mais à Cleveland, où le président arrivait le soir après un long et fatigant voyage, il fut troublé maintes fois par des sifflets et des huées. Son langage, il est vrai, les provoquait bien. Il appela le congrès « cette bande salariée de mercenaires et de traîtres, » et l'accusa avec fureur « de vouloir renverser le gouvernement. » Ce fut alors que la patience échappa à son auditoire. Les huées, les sifflets, les grognemens, les blasphèmes éclatèrent de tous côtés. Ce fut pendant quelques minutes une confusion sans pareille, où l'on ne put distinguer que ces cris : *Trois cheers pour le congrès! — Du sang-froid, Andy! — Tu deviens fou! — New-Orleans! — A bas le traître!* Mais le président, qui sortait de table, s'exaspéra de plus en plus et finit par s'écrier : « Si j'avais envie de faire de la déclamation, j'irais prendre W. H. Seward, et je l'amènerais devant vous, je vous montrerais ses cicatrices; je vous ferais voir les vêtements sanglans saturés du pus de ses blessures; puis je vous demanderais : pourquoi ne pendrions-nous pas Thad-Stevens et Wendell Phillips?... Quiconque s'oppose à la restauration du gouvernement et à la réunion des états est un aussi grand traître que Jefferson Davis. » Une voix lui dit : « Que faites-vous de votre dignité? — Je me soucie peu de ma dignité, » répliqua-t-il avec véhémence. « Il y a une partie de mes compatriotes qui respectent toujours leurs concitoyens quand ils le méritent, et il y en a d'autres qui ne se respectent pas, et qui par conséquent ne respectent pas les autres. — Traître! cria une voix sortie de la foule. — Que ne puis-je, répondit le président, voir cet homme! Je parie que si la lumière éclairait sa face, on y lirait la lâcheté et la trahison! » Ses amis le soutinrent avec vigueur, et il termina son discours sur ce beau trait d'éloquence au milieu d'une tempête d'applaudissemens; mais une scène pareille était significative dans ce pays d'Amérique où l'on supporte si doucement les provocations les plus fortes, et où la tolérance des partis dépasse encore leur brutalité. Elle montrait que le président était bien jugé par le peuple.

C'est en vain qu'il s'efforçait de le gagner par des flatteries vulgaires, lui disant qu'il était son tribun, son serviteur, homme du peuple lui-même et défenseur des intérêts populaires contre l'oligarchie du congrès : on ne lui pardonnait pas la triste gloire dont il couvrait la plus haute fonction de la république.

Ce fut bien pis encore à Détroit. Cette ville d'opinions toutes *conservatrices*, c'est-à-dire toutes *démocratiques*, avait fait un excellent accueil au président. M. Johnson se sentait là sur son terrain, et pouvait se permettre bien des licences qui ailleurs n'auraient pas été tolérées. Il allait achever son discours au milieu des trépiguemens de la foule, quand par malheur une voix s'éleva pour lui reprocher très sottement son maigre traitement de 25,000 dollars. Cette interruption lui fournit le texte d'une sortie nouvelle et odieuse contre le congrès. « Oui, je le sais, s'écria-t-il, toute la meute des calomniateurs a été lâchée sur moi ! tout le chenil a aboyé sur mes talons pendant ces derniers huit mois !... Mais laissez-moi vous dire ce qu'a fait votre congrès... Ce congrès pur, immaculé, dévoué au peuple, a trouvé commode, pendant qu'il était au pouvoir, de profiter de l'occasion et de doubler sa paie... Oui, ce congrès immaculé a doublé sa paie, tandis qu'en même temps il était assez magnanime pour voter 50 dollars pour les braves vétérans de la guerre... Pour des hommes mutilés et infirmes, ce congrès immaculé donne 50 dollars, pendant qu'il double ses émolumens et qu'il reçoit 4,000 dollars par an ! » Si le président n'était pas fou, il était ivre lorsqu'il tint ce langage, car il avait dans son escorte des membres du congrès !

Ce fut à Saint-Louis qu'il atteignit le plus haut point de démenche. Il s'était décidé, en quittant Chicago, à revenir par ces *border-states* si voisins des états du sud qu'ils avaient failli partager leur fortune, et où sa politique nouvelle devait compter bien des partisans. Il parlait à Saint-Louis devant un auditoire prévenu, déterminé d'avance à applaudir toutes les énormités qui sortiraient de sa bouche. Il en profita pour ramasser dans un long discours tout ce qu'il avait semé sur sa route d'invectives et de calomnies. Cette harangue, interrompue sans cesse par les questions ou les quolibets de la populace, ne fut, à vrai dire, qu'une espèce de conversation familière et parfois honteuse. Ce n'est pas ainsi que son regrettable et vénéré prédécesseur, auquel il aimait tant à se comparer pour se donner modestement l'avantage, avait coutume de parler au peuple : M. Lincoln, qui n'était pourtant ni un rhéteur théâtral ni un président majestueux, savait allier à des formes rustiques cette dignité simple dont M. Johnson avoue lui-même qu'il fait si peu de cas. Non-seulement il répéta avec insistance son accusation de rapacité contre le congrès et ses aimables plaisanteries sur

la future pendaison des radicaux; mais, répondant enfin à ce cri de « New-Orléans » qui le poursuivait depuis quelques jours, il s'emporta jusqu'à dire que l'émeute de la Nouvelle-Orléans était une infâme machination des radicaux, que chacun des membres de la prétendue convention de la Louisiane était un traître et un rebelle, et que leur sang devait leur rester sur les mains; c'était avouer impudemment sa complicité personnelle dans la sanglante répression de leur crime imaginaire. « Oui, s'écria-t-il, on m'a appelé traître, Judas Iscariote et tout le reste... Judas Iscariote, Judas? Il y a eu un Judas, c'était un des douze apôtres. Oui, et les douze apôtres avaient un Christ, et le Christ n'aurait pas pu avoir de Judas, s'il n'avait pas eu douze apôtres. Si j'ai fait le Judas, qui donc est mon Christ? est-ce Thad-Stevens? est-ce Wendell Phillips? Est-ce Charles Sumner? Sont-ce là les hommes qui osent se comparer au Sauveur des hommes, et quiconque n'est pas de leur opinion et essaiera d'arrêter leur politique diabolique et scélérate sera dénoncé comme un Judas? » Finissons-en avec ces tristes citations de l'éloquence présidentielle; ce court échantillon suffit pour la juger.

Tant de scandales lassèrent enfin la patience américaine. Les discours du président, lus avec avidité d'un bout du pays à l'autre, y produisaient un effet de stupéfaction et de colère tout différent de ce qu'il en avait espéré. Ce n'était pas la première fois qu'il donnait au monde un spectacle humiliant pour son pays. Personne n'avait oublié son discours du 22 février à la Maison-Blanche (1), ni les autres accès de folie qui avaient étonné jusqu'à ses amis. On espérait toujours qu'il s'était corrigé, et que les leçons de l'expérience profitaient à sa sagesse. Cette fois la rechute était trop grave pour laisser place à l'espérance, et ses partisans eux-mêmes en demeuraient consternés. Ils en étaient réduits à dire, pour excuser le président, qu'il avait hélas! une infirmité malheureuse : il ne pouvait parler en public sans avoir fortifié ses nerfs par des libations qui affaiblissaient un peu ses idées; mis devant une foule populaire, au bruit des hurrahs et des murmures, sa tête s'échauffait malgré lui, et si la contradiction venait à l'irriter, il ne se possédait plus. Si donc il s'était emporté deux ou trois fois outre mesure, au fond ce n'était pas tant sa faute que celle de ces scélérats de radicaux qui, sachant son point vulnérable, avaient aposté dans les foules des interrupteurs gagés. Enfin ils essayaient de déguiser le président en victime, et de représenter son petit défaut comme une infortune intéressante qui devait lui attirer la sympathie. Ce défaut n'est pas d'ailleurs très rare chez les hommes poli-

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} avril.

tiques de son pays; mais il y a partout deux poids et deux mesures, et ce qui pouvait sembler excusable encore chez un simple aspirant au congrès devait paraître inconvenant et intolérable chez un président des États-Unis.

On le lui fit très rudement comprendre à Indianapolis dès le lendemain. Une magnifique réception lui avait été préparée. Une longue procession de citoyens portant des torches et des lanternes vint le prendre au chemin de fer pour le conduire à son logis; mais dans l'immense concert d'acclamations qui retentit sur son passage il y avait je ne sais quoi d'âpre et de violent qui dénotait une lutte sourde entre deux partis exaspérés. Le soir, après souper, vingt mille personnes s'étaient rassemblées sous les fenêtres du président, et commençaient à l'assourdir de leurs cris répétés de *speech, speech* (discours)! M. Johnson s'avança sur son balcon et fut accueilli par des huées : la foule demandait Grant, Seward et Faragut. Il fallut obéir, et ces trois grands personnages parurent sur le balcon avec le président. Alors les cris de *speech* recommencèrent de plus belle. Le président fit signe qu'il allait parler; mais à peine avait-il prononcé le premier mot : « concitoyens... » qu'une tempête indescriptible éclata dans la foule et lui coupa la parole : « Arrêtez! rentrez chez vous, — hurrah pour Andy, hurrah pour Jeff Davis! — à bas le traître! — Judas Johnson! — Grant, Grant! — New-Orléans! » A chaque essai timide de *hurrah pour Andy Johnson*, les radicaux répondaient par des clameurs enthousiastes de *Grant! Grant!* qui fermaient la bouche au président dès qu'il tentait de l'ouvrir. Puis c'étaient des sifflets, des grognemens, des juremens, des miaulemens, des cris d'animaux. Le peuple américain traitait son président comme un public mal élevé traite en province les malheureux acteurs qui lui ont déplu. Bientôt les deux factions en vinrent aux mains : les radicaux se ruèrent sur les démocrates, éteignirent leurs torches et déchirèrent leurs lanternes. Un coup de pistolet fut tiré, suivi d'une vingtaine d'autres. Les gourdins et les couteaux se mirent à l'œuvre, et en quelques minutes les radicaux restèrent maîtres du terrain. Cependant M. Johnson, après avoir vainement essayé d'apaiser l'émeute, était rentré sagement chez lui. Une balle qui était venue par hasard s'aplatir à côté de lui sur la muraille fournit aux démocrates l'occasion de dire qu'on avait voulu assassiner leur président. Pendant plusieurs jours, ils ne parlèrent plus que du criminel attentat d'Indianapolis; mais cette accusation ridicule n'eut pas meilleure fortune que celle du complot radical de la Nouvelle-Orléans.

Le président continua son voyage par Louisville, Cincinnati et

Pittsburg, et rentra sans encombre à la Maison-Blanche; mais, en dépit de la réception brillante que lui firent les populations esclavagistes du « vieux Kentucky, » il trouva partout vivant le souvenir des scènes scandaleuses de Saint-Louis et de Cleveland. Les villes en général le reçurent avec politesse. Cincinnati tâcha de lui faire fête. A Pittsburg, ville éminemment républicaine, le maire s'excusa de ne pouvoir présider lui-même aux cérémonies de la réception : il l'eût fait volontiers, s'il avait pu espérer « que le président s'abstiendrait d'outrager et de qualifier de traîtres les hommes dont il partageait les convictions. » Mais partout le président trouvait sur sa route des inscriptions injurieuses et des rassemblemens qui l'accueillaient aux cris de *New-Orleans* et de *Judas Johnson*. Les applaudissemens qu'il obtenait ailleurs lui faisaient oublier ces humiliations. Il ne semblait pas avoir conscience du triste accueil qu'on lui faisait, et il s'en allait répétant avec délices son grossier apologue de Judas et du Christ. On eût dit qu'avec la raison il avait perdu les yeux et les oreilles, car il revint à Washington tout plein de confiance, ne se doutant pas le moins du monde qu'il eût ruiné son parti.

VI.

Les radicaux n'avaient pas eu besoin de ce secours inattendu pour reprendre le haut du pavé. Leur organisation ancienne et solide avait facilement résisté à l'assaut d'un parti jeune et ardent où tout était à faire, et dont les membres s'étonnaient encore de se trouver dans les mêmes rangs. Quand le président avait commencé sa tournée triomphale et qu'il semblait porté par un ouragan d'acclamations populaires, ils étaient rentrés prudemment chez eux, et ils avaient laissé passer la bourrasque. Le lendemain, ils s'étaient remis à l'œuvre, et ils n'avaient pas eu grand'peine à effacer partout les traces éphémères de cette agitation sans profondeur.

Des *mass-meetings* avaient eu lieu dans toutes les grandes villes traversées par le président, et ce nouveau dénombrement du parti radical l'avait montré aussi fort que par le passé. Il s'était rassemblé à Philadelphie une grande convention radicale, où, pour singer celle des conservateurs, on avait convoqué tous les *loyalistes* du sud, classe d'ailleurs peu nombreuse, et dont les délégués ne représentaient guère qu'eux-mêmes. On y avait ajouté quelques hommes de couleur pour bien marquer le caractère égalitaire de la convention; puis elle avait été reçue officiellement par le maire, et elle était entrée dans la ville en procession solennelle, au nombre de trois cents membres, qui avaient dû patauger une heure dans la

boue pour la plus grande gloire de leur opinion. Le héros de la fête était le gouverneur Brownlow, le *fighting parson* Brownlow du Tennessee, ce *clergyman* politique et guerrier, autrefois l'ami intime et aujourd'hui l'ennemi acharné de son compatriote Andrew Johnson. Le peuple de Philadelphie, qui avait assisté la semaine précédente à l'entrée triomphale du président, avait aujourd'hui le bonheur de contempler cet homme de Dieu dans sa posture favorite, les deux jambes perchées sur le siège d'une calèche dont il occupait le fond, à la grande incommodité de ses deux compagnons assis en face de lui. M. Tilton, rédacteur du *New-York Independent*, marchait bras dessus bras dessous avec le nègre Frédéric Douglass, que la convention nomma son vice-président. Cette respectable assemblée avait d'autres petits ridicules : ainsi plusieurs femmes s'y étaient fait admettre, et miss Anna Dickinson, le candidat femelle au congrès, y avait déployé ses fameux talens oratoires. En somme, on y avait pris des résolutions sages. La question du suffrage des noirs, après avoir causé un violent orage, avait été décidément ajournée, et la majorité s'était rendue aux idées de prudence qui conseillent de ne pas en faire encore un des principes officiels du parti. On avait voté « le pardon, mais non la récompense des rebelles, » la guerre implacable au président et l'envoi de cinquante orateurs radicaux dans tous les pays traversés par le président, pour le suivre à la piste et détruire pas à pas la popularité qu'il avait conquise.

Mais, comme nous venons de le voir, le président s'était chargé lui-même de rendre tous ces efforts superflus. Il y a dans les masses populaires, quand elles sont accoutumées à penser et à vouloir par elles-mêmes, une sagesse et un bon sens qui confondent toutes les prévisions. M. Johnson avait cru plaire à la foule en lui parlant son langage et en s'abaissant à son niveau ; mais il avait dépassé son but, il était tombé plus bas que la populace, et il trouvait des juges sévères dans ceux même dont il avait flatté les passions. Ses déclamations démagogiques, ses dénonciations grossières, l'appel qu'il n'avait cessé de faire aux plus mauvais et aux plus dangereux instincts de la multitude, tout cela n'avait servi qu'à inspirer au peuple du mépris pour le président et de l'éloignement pour sa politique. On s'en aperçut aux deux élections qui eurent lieu dès le mois de septembre dans le Vermont et le Maine. Ces deux états n'envoyèrent au congrès que des représentans radicaux. Dans le Maine, la majorité républicaine, qui n'était que de 20,000 voix il y a deux ans, en comptait cette année 30,000. En même temps l'état de New-Jersey, l'ancienne forteresse des démocrates et leur refuge pendant la guerre, votait dans sa législature l'amén-

dement constitutionnel des radicaux. La désorganisation pénétrait jusque dans le camp démocratique. Des amis politiques personnels du président, les uns l'abandonnaient, les autres se refroidissaient, bien peu lui restaient complètement fidèles. Le *Herald*, ce Protée ingénieux de la presse américaine, si habile à flairer dans l'air le vent qui s'élève, commençait à faire grise mine au président et à adresser aux radicaux les plus gracieux sourires. Oubliant que la veille encore il les dénonçait au peuple comme des usurpateurs et des fanatiques, il daignait maintenant découvrir que l'amendement constitutionnel était plein de justice, et qu'il n'était pas dénué de modération. Il s'apercevait tout à coup que le plan de restauration du congrès ne différait pas sérieusement de l'ancien programme du président, que d'ailleurs il exprimait l'opinion du peuple, et qu'après tout la décision suprême appartenait moins au président qu'au congrès. Même le *Times* et son directeur M. Raymond, qui d'ordinaire obéissent aux inspirations du ministre d'état, commençaient à donner tort au président et à le menacer de leur défection s'il ne se décidait pas à conclure un accommodement avec les radicaux. Il en était de même de M. Thurlow Weed, intime ami du ministre, et de tous ces républicains modérés, un peu mobiles, qu'on pourrait appeler le parti Seward. Toute cette nuance du parti conservateur et sans doute son chef avec elle suppliaient le président d'adopter l'amendement, en y faisant quelques modifications légères qui sauveraient sa dignité.

M. Johnson a résisté à tous ces conseils. Il comptait au moins sur l'appui de l'armée. En traînant avec lui dans sa tournée électorale le plus glorieux et le plus populaire des hommes de guerre de son pays, il avait espéré l'associer intimement à sa politique et lui faire contracter quelque engagement formel de le servir envers et contre tous; mais le général Grant était d'une prudence et d'une discrétion à décourager toutes les avances des partis, qui se disputaient son patronage. A toutes les ovations qui lui étaient faites par les uns ou par les autres, il répondait simplement avec son laconisme proverbial : « Messieurs, je vous remercie. » Il allait même jusqu'à refuser la popularité dont on l'accablait, comme n'étant pas de son métier et ne convenant pas à un soldat, qui devait ne s'attacher de préférence à aucun parti, mais faire simplement son devoir, en restant fidèle aux lois. Quand les radicaux l'applaudissaient aux dépens du président, quand ils essayaient d'employer son nom comme une arme de parti, il fronçait le sourcil et semblait mécontent. Jamais cependant il ne laissait échapper un seul mot qui pût compromettre son indépendance ou donner le droit au président de le compter parmi ses amis. Une seule fois dans tout le voyage, — c'était à Cincin-

nati, — il était allé seul au théâtre aussi *incognito* que possible : on vint lui dire qu'une foule de peuple s'était rassemblée à la porte et demandait à le voir. « Je ne suis pas, dit-il, un homme politique. Le président des États-Unis est mon commandant en chef. Je regarde cette démonstration comme faite en opposition à la personne du président. Renvoyez ces braves gens chez eux. » Sommé une autre fois par une députation radicale de s'expliquer sur son opinion, il répondit que sa conscience lui défendait également d'attaquer la personne du président et de soutenir sa politique. Ce fut la seule déclaration de principes qu'il jugea convenable de faire. Type singulier d'indépendance républicaine et de rigoureuse probité militaire, sans faste, sans ambition, sans vanité, sans faiblesse, figure vraiment américaine.

M. Johnson sentait bien son isolement; mais son obstination proverbiale ne lui permit pas de reculer en face même de l'ennemi. Il se jeta à corps perdu dans une lutte inégale, et qui devait fatalement tourner contre lui. Jamais élection ne fut si chaude, si furieuse, que celle qui eut lieu au mois d'octobre dans la Pensylvanie, l'Indiana et l'Ohio. Les grandes élections de 1864, uniques peut-être dans l'histoire de la république américaine, furent de bien loin dépassées; tout fut bouleversé pendant les huit jours qui la précédèrent. Le commerce était suspendu, les manufactures fermées, le pays tout entier vivait sur les places publiques. Les orateurs et les agens électoraux n'avaient pas dormi depuis un mois, car c'est un rude métier que celui des hommes politiques dans une démocratie libre et en temps d'élections : la plupart meurent avant l'âge, et beaucoup sont atteints de folie au bout de peu d'années. Un étranger qui aurait débarqué en Amérique sans savoir ce qui allait s'y faire aurait cru que les deux partis s'organisaient pour la guerre civile.

Les démocrates, qui se sentaient moins nombreux que leurs adversaires, essayèrent de racheter leur faiblesse par une plus grande activité. Il y a dans l'art stratégique des élections américaines un procédé bien connu, qui consiste à transporter d'un *poll* à l'autre, et même souvent d'un état à un autre, des régimens d'électeurs nomades qui votent deux et trois fois. La séparation absolue des gouvernemens locaux et surtout la diversité des époques de l'élection dans les différens états permettent l'emploi général de ce procédé frauduleux, qu'on appelle plaisamment la *colonisation*. Or les démocrates avaient répandu un grand nombre de colonies sur toute la surface du pays. Pourtant les élections du mois d'octobre ne leur furent pas plus favorables que celles qui avaient précédé. La Pensylvanie d'abord se déclara contre eux. Il est vrai qu'à Philadelphie la journée avait été chaude, la majorité radicale

n'était que de 3,000 voix sur 102,000 : on s'était battu dans les rues, il y avait eu des morts et des blessés; mais l'inégalité décisive porta sur le vote des campagnes. Il en fut de même dans l'Ohio, dans l'Indiana, dans l'Illinois, dans l'Iowa. Les majorités radicales étaient de 15, de 20 et de 50,000 voix.

Dès lors le sort de l'élection fut fixé : il s'agissait non plus de savoir qui l'emporterait des conservateurs ou des radicaux, mais jusqu'où irait l'humiliation des conservateurs et s'ils garderaient encore un semblant de minorité dans le congrès. Les vaincus aimaient à espérer que l'état de New-York, infidèle depuis deux ans seulement à ses préférences anciennes, pourrait encore leur revenir et les aider à se remettre à flot. Ces dernières espérances viennent d'être anéanties : les radicaux l'ont emporté aux dernières élections de novembre dans dix états sur douze, y compris celui de New-York, excepté le Delaware et le Maryland. Des six états qui n'ont pas voté encore, un seul, le Kentucky, leur est contraire. Voilà tout ce qui reste de ce parti démocrate dont les majorités souveraines ont si longtemps gouverné les États-Unis. Il n'aura même plus, dans le nouveau congrès qui doit entrer en fonction l'année prochaine, l'appui du président pour soutenir sa faiblesse. La majorité des deux tiers est si largement assurée aux républicains radicaux que tous les *veto* présidentiels peuvent être considérés comme annulés d'avance.

VII.

Que va faire le président? C'est la question que doit s'adresser avec inquiétude le peuple des États-Unis. Pendant les premiers jours qui suivent une élection chaudement disputée, il arrive ordinairement que le pays fatigué tombe dans une sorte de léthargie et de sommeil réparateur. C'est même un des avantages des institutions libres que d'épuiser dans des luttes régulières la surabondante activité du peuple. Au lieu d'en chercher la satisfaction dans des projets malsains de révolutions et d'émeutes, il consacre toutes ses forces à cette grande bataille légale qui s'appelle une élection. Le lendemain du jour où a été prononcé le verdict populaire, toute la turbulence du pays est dépensée, et les vaincus fatigués ne demandent plus qu'à se taire, comme les vainqueurs à pardonner. Cette épreuve leur a donné la juste mesure de leur puissance ou de leur faiblesse. Tout alors leur facilite un arrangement que la raison leur conseille. Pouvons-nous donc espérer la réconciliation prochaine du président et du congrès?

Pendant toute la durée de l'élection, le président était resté

plongé dans une perplexité profonde. Les bruits les plus contradictoires en avaient couru. Tantôt on le disait disposé à offrir au congrès un amendement de sa façon, tantôt on affirmait qu'il était décidé à ranimer la guerre civile. Un jour, au moment des élections d'octobre, on répandit dans les grandes villes la nouvelle qu'il avait convoqué son conseil des ministres pour consulter l'*attorney-general* sur la légalité d'un coup d'état à tenter contre le congrès. Il s'agissait de savoir si le congrès actuel, privé des représentans des dix états du sud, était bien un congrès légal, et si le président ne pourrait pas le renverser en rassemblant un autre congrès où ces députés prendraient place. L'idée n'était pas neuve, et il y avait plus d'un mois que le *Times de New-York*, alors tout dévoué au président, en avait ouvertement et imprudemment fait la menace. Il s'appuyait sur une loi de 1862, qui avait fixé à 241 le nombre des membres de l'assemblée. Une majorité du nombre total, soit 121 membres, constituait donc le *quorum* nécessaire pour délibérer. Si les membres conservateurs se séparaient du congrès et se réunissaient aux députés évincés des états du sud, peut-être pourraient-ils former le *quorum* nécessaire et abandonner à leur impuissance les radicaux isolés. Tel était le projet audacieux qui avait au moins traversé l'esprit de M. Johnson, et dont la nouvelle, publiée par les journaux au milieu même des élections, pouvait bien n'être qu'une édition savamment retardée. On devine ce qu'elle jeta partout d'épouvante et de colère, malgré le démenti formel envoyé le lendemain par le président. L'autorité disputée entre deux congrès hostiles, la rechute des états du sud dans une rébellion nouvelle et pire peut-être que la première, la perte de tous les sacrifices faits pour le maintien de l'unité nationale, la guerre civile enfin désolant chaque ville et chaque village des États-Unis, voilà quels seraient les résultats infaillibles de cette coupable et folle aventure. La forte majorité des radicaux leur permet heureusement de se défendre et de se maintenir au palais du Capitole contre quiconque aurait l'insolente prétention de les chasser, et M. Johnson a dû renoncer bien vite à substituer aux vrais représentans du pays une caricature de congrès faite à son image et soumise à ses volontés; mais la force ouverte peut encore lui rendre ce que ne saurait plus dérober cette escobarderie légale. Qui sait si l'homme capable de projeter des coups d'état pour rester le seul maître reculer devant la spoliation violente d'une assemblée qu'il déteste, et qui ne lui ménagera pas les provocations?

M. Johnson s'est mis sur sa faute dans la position la plus incommode et la plus périlleuse où se soit jamais trouvé le chef d'une république. A moins qu'il ne se rende sans condition et qu'il ne con-

sente à expier ses torts par une obéissance exemplaire à la volonté du pays, il est presque impossible de prévoir un autre dénouement à ces querelles que l'emploi de la violence légale par le congrès ou de la force brutale par le président. La déposition par le congrès ou bien l'appel à la guerre civile, telle nous paraît être jusqu'à nouvel ordre l'alternative où M. Johnson est enfermé. S'il s'applique enfin à obtenir une conciliation tardive, il rencontre de tous les côtés les résistances qu'il a lui-même suscitées ou exaspérées à plaisir. Viendrait-il à présent donner au sud le conseil de se résigner doucement à l'exigence des radicaux, lui dont la désastreuse influence a arrêté la contagion salubre de l'exemple de soumission donné par le Tennessee à l'amendement du congrès? Ses avis de résistance et d'indiscipline n'ont été que trop bien écoutés par ces vaincus si humiliés naguère, et redevenus maintenant si orgueilleux. Déjà, en septembre dernier, la législature de la Caroline du Sud avait voté solennellement l'égalité absolue des droits civils, abolissant d'un seul coup toutes les lois contemporaines de l'esclavage, excepté celles qui interdisent le mariage entre les deux races. On espérait que le gouverneur Orr allait engager l'assemblée à adopter l'amendement constitutionnel et à décréter des élections nouvelles de représentans *loyaux* qui pussent prêter sans effort le serment du congrès, et voilà qu'aujourd'hui, encouragé par des conseils funestes, il repousse avec éclat toute idée de soumission. Le gouverneur de la Georgie imite son collègue, et si le président veut obtenir la soumission d'un état du sud, il est obligé de s'adresser à ces *républicains* de la Louisiane qu'il a laissé massacrer et intimider par les rebelles. Que peut-il dire enfin à ces radicaux du congrès encore tout fiers de leur victoire et tout irrités de ses injures? Quel langage insinuant leur tenir dans son message pour obtenir d'eux qu'ils s'arrêtent à cet amendement mitigé qu'il a eu la folie de combattre? Il les a tellement courroucés qu'ils ne garderont plus aucune mesure, et qu'ils profiteront de leur omnipotence pour imposer aux états du sud une obéissance absolue au lieu de cette obéissance partielle dont ils se seraient contentés naguère. L'opinion publique, si opposée jadis aux idées radicales, les encourage maintenant à ne pas s'arrêter dans une voie qui a pour terme inévitable l'égalité absolue des races. Ne venons-nous pas de voir les *républicains* de Boston prendre deux hommes de couleur pour candidats à la législature? La convention radicale de Philadelphie n'a-t-elle pas nommé Frédéric Douglass un de ses vice-présidens? Ce sont les signes précurseurs d'une révolution sociale aussi profonde que celle qui a détruit l'esclavage, et quand les préjugés de couleur tendent partout à disparaître, le congrès peut har-

diment s'engager dans la voie des réformes radicales, sans courir le risque d'ébranler pour l'élection prochaine une popularité qui grandit tous les jours.

On a cru que le président allait se présenter à ses adversaires avec une politique nouvelle qui supplanterait l'amendement, et dont le programme résumé en deux mots, *suffrage universel et amnistie universelle*, satisferait à la fois le peuple du nord et le peuple du sud; mais, sans compter que le programme des radicaux est encore plus raisonnable, et que les hommes du sud pourraient bien regarder comme trop coûteuse cette amnistie acquise au prix du suffrage des noirs, il est trop tard aujourd'hui pour dérober au congrès l'honneur de sa victoire. La seule chose que M. Johnson eût à faire, et qui pût lui regagner honorablement la faveur publique, c'était d'avouer loyalement qu'il s'était trompé sur l'opinion du peuple, et qu'éclairé maintenant par les élections dernières, il était bien décidé à oublier sa politique personnelle, pour ne plus se rappeler que ses devoirs envers son pays.

On sait déjà qu'il n'en a rien fait. Le congrès vient d'ouvrir sa dernière session de trois mois, et le président lui a aussitôt adressé le message officiel. Ce document ne présage encore aucun changement dans sa politique. Il entretient longuement les chambres des affaires extérieures et financières, de la prospérité du trésor qui, en une seule année, a remboursé 190 millions de dollars (1 milliard de francs) sur la dette contractée pendant la guerre, de la nécessité de mettre fin à l'occupation du Mexique, et d'un avis donné à la France de retirer au plus tôt ses troupes, si elle veut rester en bonne intelligence avec le gouvernement des États-Unis. Quant aux affaires intérieures, le président se contente d'exprimer le vague espoir d'une conciliation prochaine et d'un retour du congrès à sa politique. Ce n'était pas le langage qu'il aurait fallu tenir pour donner satisfaction aux radicaux. A présent que les voilà rentrés au Capitole, il est bien à craindre qu'ils ne se laissent aller au plaisir de la vengeance, et qu'ils n'essaient de lancer contre le président ce terrible décret d'*impeachment* dont n'a été frappé encore aucun président des États-Unis. Si nulle concession n'apaise leur colère, ils n'hésiteront pas à prononcer sa déposition, car ils peuvent en ce moment fonder cette mesure sévère sur des raisons de bonne et rigoureuse justice. Thaddeus Stevens s'en va déjà proclamant à qui veut l'entendre que les articles du jugement sont rédigés d'avance, et qu'il est impatient de s'en servir.

Si les choses en venaient là, que ferait encore M. Johnson? Aurait-il assez de dignité pour accepter avec résignation sa défaite, assez de patriotisme pour rentrer dans la retraite et renoncer à

toute ambition ? Il est au moins permis d'en douter. Tout porte à croire qu'il résisterait à outrance : ce serait une lutte à mort entre lui et le congrès. Aussi paraît-il s'équiper en guerre. Il a soigneusement distribué les commandemens militaires à ses partisans les plus dévoués ; il a peuplé son cabinet d'hommes d'action qui sont dans sa main. Il a 130 millions de dollars dans le trésor, et le ministre des finances ajoute sans cesse à cette somme. La marine lui est fidèle, il la tient tout armée à la porte des grandes villes du littoral. Il a assemblé dix mille hommes dans Washington. Enfin il semble résolu à se défendre dans son gouvernement comme dans une forteresse armée, et à en chasser le congrès à coups de fusil. Il insurgerait une seconde fois les états du sud, il armerait les démocrates dans les grandes villes du nord, et alors s'engagerait une lutte formidable, qui pourrait être fatale à la république, si l'armée tout entière soutenait l'usurpateur, et si les bons citoyens ne pouvaient compter sûrement sur le patriotisme du général Grant.

Espérons pourtant que ces frayeurs seront vaines. Le président a dans ses conseils un homme d'état supérieur qui a pu commettre des fautes, mais dont la sagesse douce et conciliante répugne à l'emploi de la force brutale, dont surtout le passé est lié trop glorieusement à la défense de l'union nationale pour qu'il veuille déshonorer la fin de sa carrière par une rébellion criminelle contre les lois de son pays. Ce ministre, que tout le monde a deviné, M. Seward, n'épargnera aucun effort pour amener entre le président et le congrès un arrangement qui leur permette de se supporter mutuellement pendant les deux ans qu'ils ont à vivre ensemble. On lui attribue un plan nouveau qui consiste à détourner l'attention du pays vers la politique étrangère et à ressaisir une popularité qui s'échappe, en prenant une attitude arrogante à l'égard des puissances européennes. On épouserait la querelle des Irlandais fenians contre l'Angleterre ; on envahirait le Canada sous le prétexte de protéger contre l'impitoyable sévérité des lois anglaises ceux des prisonniers fenians que les tribunaux canadiens ont condamnés à la peine de mort. On exigerait de l'Angleterre le paiement immédiat des indemnités réclamées pour les déprédations du corsaire confédéré l'*Alabama*. Enfin sur la question du Mexique on ne se contenterait plus des obligeantes promesses d'évacuation qu'a faites la France, mais on enverrait au besoin une armée américaine assister le président Juarez à pousser dehors le *prétendu empereur*, en se réservant pour prix de ses services une certaine part de terre mexicaine. Telle est en effet la politique que le message du président semble recommander au congrès, et dont l'ordre de retour expédié aussitôt à l'armée française nous a déjà annoncé le succès.

Les radicaux devraient la soutenir sous peine de se rendre impopulaires. Devant la nécessité d'armer le pays pour la guerre étrangère, toutes les dissensions intérieures tomberaient par enchantement, l'affaire de la restauration des états du sud se résoudrait toute seule, et personne ne se souviendrait plus de la triste campagne électorale où vient de succomber le président.

Ce n'est pas la première fois que cette politique est employée dans le monde. Quand un gouvernement veut distraire un pays de ses libertés intérieures, il ne manque jamais de lui donner cette diversion puissante qui s'appelle la guerre étrangère; mais si la république américaine ne fait que recueillir en cela les enseignemens de l'ancien monde, il est douteux que les procédés qu'elle lui emprunte puissent réussir chez elle. Elle a depuis trop longtemps l'habitude de se conduire elle-même pour que l'appât d'un peu de gloire militaire suffise à la détourner du soin de sa réorganisation intérieure et de l'intérêt, souverain pour elle, de faire respecter la volonté populaire par le gouvernement nommé pour observer ses commandemens. C'est une loi dont elle ne s'est pas départie un seul jour pendant les cinq années de la guerre civile, au milieu des plus grandes épreuves que puissent traverser les institutions républicaines, et qu'elle n'ira pas enfreindre aujourd'hui pour le plaisir de battre une flotte anglaise et d'annexer quelques territoires du Canada ou du Mexique. Elle peut aisément poursuivre son agrandissement sur le continent d'Amérique, et maintenir en même temps sur le continent européen le respect de son nom, sans pour cela laisser porter atteinte aux libertés politiques qui ont été jusqu'à présent son orgueil. Quand ses représentans vont se lever pour dicter d'une voix enfin impérieuse les lois que le pays réclame au magistrat chargé de les exécuter, ils lui demanderont avant tout l'application d'une justice rigoureuse aux affaires intérieures de la république. Alors il faudra que le président obéisse ou bien qu'il soit brisé, et M. Johnson se verra refuser, quoi qu'il arrive, la triste gloire de faire mentir ses concitoyens à la tradition républicaine et de laisser une tache dans l'histoire de son pays.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

ANTOINE WIERTZ

UN PEINTRE BELGE CONTEMPORAIN

Aujourd'hui ceux qui s'intéressent aux destinées de ce que l'on appelle la grande peinture n'ont pas lieu d'être très satisfaits. De l'avis général, les tableaux dont les sujets sont empruntés à l'histoire, à la religion, à la poésie, c'est-à-dire aux sphères supérieures de l'esprit humain, sont, à quelques rares exceptions près, ou médiocres ou mauvais. Écoutez ce que disent les critiques les plus compétens après avoir visité le salon des expositions annuelles : chaque année, leurs impressions sont plus tristes, plus découragées; elles le sont à tel point que c'est avec effort et comme pour remplir un devoir ingrat qu'ils prennent la plume et qu'ils parlent de quelques toiles choisies parmi ces milliers d'œuvres improvisées qui se disputent l'attention du public. — Ce n'est point, disent-ils, que l'on ne rencontre fréquemment quelques-unes des qualités qui font un bon peintre; fréquemment la brosse est maniée d'une main habile, le coloris est vigoureux, harmonieux, et la nature est bien rendue. Partout où il ne faut point représenter l'homme avec ses idées, ses sentimens, ses passions, l'artiste réussit. Le paysage, les animaux, sont traités avec un succès incontestable, et si l'histoire est abordée, tout ce qui concerne la mise en scène, le costume, les armes, l'ameublement, les détails d'architecture sont reproduits avec une exactitude si scrupuleuse que l'archéologie la plus exigeante ne trouve rien à y reprendre; mais trop souvent l'on cherche en vain l'idée, l'inspiration, ces hautes qualités qui commandent l'admiration des contemporains et qui font passer les œuvres d'art à la postérité. Elles deviennent rares, les toiles dignes de porter aux temps à venir la preuve de la fécondité du xix^e siècle. Dela-

roche, Scheffer, Delacroix, Decamps, ne sont plus, et peut-on dire qu'ils soient remplacés? D'où provient cette sorte de défaillance? Il serait bien à désirer qu'on pût le dire, car on pourrait espérer en ce cas d'en trouver le remède; mais la question est très complexe, très obscure.

L'indication des causes qui amènent le progrès et la décadence des lettres ou des arts est un problème qui n'a pas encore reçu de solution satisfaisante. On dit souvent que l'industrie, qui a pris de nos jours un si grand développement, exerce une influence mortelle sur la poésie et l'art. Cependant on ne voit pas pourquoi ni comment elle devrait produire cet effet funeste. L'industrie, n'est-ce pas la science mettant les forces de la nature au service de l'homme et l'affranchissant peu à peu des travaux les plus rudes, de manière à lui donner ainsi plus de loisir pour cultiver son esprit et jouir des œuvres d'art? Il serait singulier que la décadence de l'art fût amenée par un progrès qui a pour résultat d'augmenter le nombre de ceux qui peuvent s'y adonner ou le goûter. Dans le passé, c'est toujours le contraire qui a eu lieu. En Flandre, en Hollande, à Venise, à Florence, les époques où fleurirent les arts furent aussi celles où l'industrie et le commerce avaient pris un grand essor. Ce ne sont pas des pays pauvres qui ont donné naissance aux peintres illustres et aux grands sculpteurs. Ainsi on ne peut pas dire que l'industrie ait jamais exercé une action fatale sur la poésie et la peinture. Quand on étudie l'histoire, on reconnaît que l'art dans sa marche obéit à une loi qui lui est propre, loi qui, sans échapper complètement au contre-coup des circonstances politiques et économiques, n'est pas cependant déterminée par celles-ci. Que l'on considère, par exemple, la peinture italienne à partir de Nicolas de Pise. Par Cimabué, Giotto, Masaccio, le Péruçin, nous la voyons s'avancer de progrès en progrès vers un point de perfection où l'inspiration moderne s'unit aux formes antiques; ayant atteint ce point dans les œuvres inimitables de Léonard de Vinci, de Raphaël, de Michel-Ange, elle descend de cet apogée par une chute lente, mais ininterrompue. C'est bien là une évolution propre qui se poursuit à travers toutes les vicissitudes politiques de l'Italie, et dont celles-ci ne donnent aucunement la raison. Les encouragemens accordés aux arts par les Médicis ont pu favoriser la production de quelques chefs-d'œuvre, ils n'ont pas fait naître les immortels artistes qui les ont créés. Ceux-ci sont venus en leur temps, comme le suprême et naturel épanouissement d'un progrès continu dans l'art du dessin et de la couleur. Le déclin commence ensuite et va s'accéléralant sans qu'on puisse en trouver le motif en dehors de l'histoire même de la peinture. Ramenés ainsi à chercher les causes de l'affaissement que nous signalions en commençant

dans les tendances mêmes de l'art et des artistes, nous n'espérons pas les démêler toutes; nous pouvons du moins en signaler une qui a fait plus de mal qu'on ne le croit, je veux parler de cette hâte d'arriver tout d'abord au succès et à la fortune qui est devenue si générale. C'est cette impatience qui rend les bons tableaux si rares et les médiocres si nombreux. En tout genre, pour atteindre la perfection, il faut un long travail. Presque toujours les œuvres qui passent à la postérité sont le fruit d'efforts persévérans appliqués à féconder les dons de la nature. C'est une ancienne maxime qu'en fait d'art le temps ne respecte que ce qu'on a mis du temps à produire. Même en peinture, où les facultés naturelles semblent suffire seules à faire un grand artiste, à quel long travail préparatoire ne se sont pas soumis les mieux doués, Michel-Ange ou Raphaël par exemple! Quelle étude assidue du dessin, que de croquis, que d'ébauches, que d'essais successifs pour arriver au contour le plus correct, le plus élégant, fût-ce même d'une figure accessoire! On ne peut se faire une idée de cet immense travail préliminaire qu'en feuilletant les cartons des grands musées publics de Paris ou de Dresde. C'est cet obscur, ingrat et pourtant indispensable travail de préparation qui est trop souvent négligé par les jeunes artistes contemporains. Ce qui est surtout regrettable, c'est que ce sont ceux précisément dont les dons naturels sont le plus remarquables qui négligent d'ordinaire de s'imposer les études nécessaires pour en tirer parti. Pressés de jouir de la vogue du moment, ils s'enrôlent sous la bannière d'écoles exclusives, qui, préconisant tantôt la fantaisie, tantôt l'imitation exacte de la réalité, font à leurs sectateurs un succès retentissant dont il ne reste rien quand la mode vient à changer. Leurs tableaux se vendent, et l'on parle beaucoup d'eux; que peuvent-ils désirer de plus? La faveur momentanée de la foule leur donnant à la fois de l'or et un nom, pourquoi se voueraient-ils à un labeur austère et improductif? Pour s'y condamner, il faut être poussé par ce culte désintéressé de l'art, par ce fier respect de son propre génie qui déterminait Virgile à sacrifier comme trop imparfait son immortel poème, et qui désespérait Raphaël quand, malgré ses persévérans efforts, il ne parvenait pas à reproduire l'idéal qu'il avait conçu, ou bien il faut être animé de la noble ambition de conquérir une gloire durable aux dépens des succès immédiats et au mépris des bénéfices qu'ils rapportent. Malheureusement ce sont là des sentimens qui n'ont plus guère d'empire aujourd'hui. Le culte de l'art semble être devenu un mot sonore et creux qui a singulièrement vieilli, et quant à la gloire, on la considère volontiers comme un leurre bon à piper les simples, mais auquel ne se laissent plus prendre les gens sensés, qui, tenant en grande estime le bien-être

actuel, se soucient médiocrement de ce que l'on pensera d'eux après leur mort. Il est néanmoins encore des artistes assez naïfs pour vouer leur existence entière à la production d'une œuvre durable et pour sacrifier la fortune à la noble ambition de laisser après eux un nom qui leur survive. Parmi ces hommes d'un autre temps, on pourrait citer, sans être trop téméraire, un peintre belge, mort récemment à Bruxelles, pauvre, mais léguant à son pays tout un musée.

Il était assez peu connu à l'étranger, parce qu'il n'avait jamais voulu se séparer d'aucun de ses tableaux; mais la vigueur de son talent, l'audace de ses visées, la variété de ses compositions parfois inégales, incomplètes, bizarres même, d'autres fois vraiment belles, et toujours consacrées à exprimer une idée noble, juste, philosophique, la nouveauté de ses théories et de ses procédés d'exécution, la haute et sévère moralité d'une vie d'efforts incessans, de privations, de luttres, dévouée exclusivement au progrès de son art, cette réunion de qualités peu ordinaires constitue une figure qui commande la sympathie, le respect même, et qui mérite, croyons-nous, d'être mieux appréciée qu'elle n'a pu l'être jusqu'à présent hors des limites de sa patrie (1).

Antoine Wiertz était né à Dinant, aux bords de la Meuse, le 22 février 1806. Son nom de famille semble indiquer une origine allemande, quoique son père, Louis-François Wiertz, fût de Rocroy. Celui-ci, après quatre ans de service dans les armées de la république, de 1799 à 1803, avait été reçu dans les invalides à Louvain. Rentré dans la vie civile, il se fit tailleur, puis s'engagea dans la gendarmerie hollandaise après la chute de l'empire. Cet homme simple, qui ne dépassa point le grade de brigadier, exerça sur son fils une influence remarquable. Il lui inspira cette vigoureuse ambition de bien faire, cette indomptable soif de renommée qui furent l'unique mobile de l'éminent artiste, et qui le maintinrent toujours au-dessus de tous les intérêts ordinaires de la vie. Pour tout dire en un mot, il lui communiqua, sans s'en douter et avec une rustique naïveté, le souffle héroïque de 1789. C'est le propre des grandes révolutions d'élever les âmes de tous les contemporains, de leur donner je ne sais quelle trempe inconnue auparavant, et qui

(1) Pour qu'on puisse juger, même à l'étranger, les œuvres si diversement appréciées de l'artiste que la Belgique vient de perdre, un habile photographe de Bruxelles, M. Fierlandts, a entrepris de reproduire tout le musée Wiertz en magnifiques planches du plus grand format. Les différens écrits du peintre seront aussi publiés de façon à permettre aux jeunes artistes de se procurer un ouvrage où les secrets du procédé et les règles de la composition sont exposés avec une grande clarté et une profonde connaissance du sujet.

ne tarde pas à se perdre. Les plus humbles, les plus obscurs, ceux même qui n'ont pris aucune part aux événemens et qui les ont à peine suivis expriment encore longtemps après des sentimens bien supérieurs à ceux que comporte d'ordinaire leur condition. Il suffit d'avoir vécu en certaines années ardentes pour sortir de cette flamme meilleur, plus pur, plus fort. Les idées nouvelles, les généreux élans qui emportent alors les nations pénètrent dans toutes les classes et ennoblissent toute une génération. Par l'intermédiaire de son père, Wiertz hérita de cet esprit de la révolution qui visait à tout renouveler et qui, pour récompense, ne demandait que la gloire, cet applaudissement des siècles, comme dit Bossuet. Trois mobiles principaux poussent les hommes à agir. Le premier est le sentiment du devoir ou l'idée de se conformer à la volonté divine. C'est le plus élevé de tous; il anime les philosophes, les martyrs, tous les grands hommes de bien. Le second est l'amour de la gloire; c'est lui qui entraîne les héros et les grands artistes. Le troisième est le désir du bien-être; c'est celui qui détermine la plupart des hommes, ceux que l'on nomme le vulgaire. Inférieur au premier, très supérieur au troisième, Wiertz ne connut que le second de ces mobiles; mais il en fut possédé et pour ainsi dire enflammé à un âge où les autres enfans ne songent qu'à leurs jeux. De bonne heure il montra un goût très prononcé pour le dessin et la sculpture. A l'école, il avait toujours un crayon à la main et il cherchait à colorier ses esquisses. Sans autre outil que son couteau, il sculptait divers objets avec une étonnante adresse. Il parvint à imiter ainsi une grenouille si parfaitement qu'on l'eût crue vivante. Le succès de ce trompe-l'œil décida de son sort. Le capitaine de gendarmerie, chef de corps de son père, entrant un jour chez celui-ci, y fut pris; il crut voir une vraie grenouille, et il en parla partout. Un membre des états-généraux qui habitait Dinant et qui aimait les arts, M. Paul Maibe, conçut un vif intérêt pour l'enfant qui montrait des dispositions si précoces; il le prit chez lui, l'envoya à l'école et lui fit donner des leçons de dessin et de musique. Quand son protégé eut atteint l'âge de quatorze ans et fut arrivé à sculpter, dessiner, graver et jouer de divers instrumens, il le conduisit lui-même à Anvers. Là, sous la direction de deux excellens maîtres, Herreyns et van Brée, le jeune Wiertz fit des progrès rapides. Dès l'année 1821, il avait obtenu du roi Guillaume, grâce à l'intervention de M. Maibe, une petite pension de 140 florins, élevée successivement jusqu'à 300. C'était bien peu pour vivre. Ces 200 écus semblent pourtant lui avoir suffi. Il mettait en pratique les austères conseils de son père. Travaillant sans relâche, il ne s'accordait aucun délassement et s'imposait la plus stricte écono-

mie. « En dehors du prix de ma nourriture, écrit-il à sa mère, il est rare que je dépense deux liards. » Toutes les forces de son intelligence, de sa volonté, sont tendues vers un but unique : faire de la grande peinture et illustrer ainsi son nom et son pays. La gloire, telle est l'image radieuse qu'évoqua son père devant son imagination d'enfant, et que Wiertz, devenu homme, poursuivit avec une fougue égalée seulement par sa persévérance. A peine âgé de vingt ans, il traçait aux jeunes peintres ce fier programme : « dans un temps où le mécanisme est préféré à l'expression, il faut avoir le courage d'imiter le grand Poussin, de peindre pour la postérité, et, luttant toujours contre le mauvais goût, savoir rester pauvre afin de devenir un grand artiste. » Quelques années après, adoptant ce stoïque idéal pour lui-même, il écrit à un de ses amis : « Peindre des tableaux pour la gloire et des portraits pour le pot-au-feu, telle sera l'occupation invariable de ma vie. » La révolution de 1830 vint donner une force nouvelle aux sentimens enthousiastes qui bouillonnaient au cœur du jeune artiste. Dans un mémoire sur l'école flamande couronné en 1862 par l'académie de Belgique, il rappelle en termes éloquens ce temps de généreuses aspirations, d'où date en effet la renaissance de la peinture flamande. « La révolution politique amena la révolution artistique. L'amour de la patrie éveilla l'amour de l'art. On avait combattu pour le bon droit, on voulut combattre pour la bonne peinture. Ce fut un élan superbe. Le fusil donnait du cœur au pinceau. Toutes les têtes s'enflammaient au mot de patrie. La patrie ! chacun voulait sacrifier sur son autel. Les uns offraient leurs bras, les autres leurs capacités ou leur fortune. Le peintre sentit que lui aussi devait faire quelque chose pour son pays. Tous les hommes de l'art n'eurent plus qu'une seule pensée, ressusciter l'école flamande, relever ce glorieux fleuron national en criant à la fois : Vive la Belgique ! et vive Rubens ! »

En 1828, Wiertz concourut pour le prix de Rome, et en 1832 il fut couronné. Ce succès vint combler tous ses vœux. Il obtenait ainsi la première consécration de son talent et les moyens de visiter l'Italie, d'étudier les grands maîtres, et de se vouer tout entier à la production d'une œuvre capitale. Tandis qu'il traversait les Alpes, il roulait déjà dans sa tête le sujet de ce tableau. Il voulait l'emprunter à l'*Iliade* et faire saisir, en une toile héroïque, la poésie grandiose de l'épopée grecque. Il vivait en compagnie du vieil Homère ; il le lisait et le relisait sans cesse. « Comme le vainqueur de Darius, je le tiens sous mon chevet, » écrivait-il. « C'est singulier, disait-il ailleurs, comme la lecture d'Homère me donne de la fureur. Je pense souvent à la lutte d'Ajax et d'Hector. Ce sont eux qui m'échauffent quand je veux faire quelque chose. Ils m'inspi-

rent une sorte d'héroïsme et l'envie de combattre les plus grands maîtres. » — « Pour me donner de l'émulation, ajoutait-il, j'ose porter un défi aux plus grands coloristes. Je veux me mesurer avec Rubens et Michel-Ange. » A ces juvéniles audaces, à ces grandes visées, on reconnaît un véritable enfant de la révolution française. Il commença son tableau en mai 1835. C'était une toile énorme, de trente pieds de longueur sur vingt de hauteur, où il avait représenté les Grecs et les Troyens se disputant le corps de Patrocle. En moins de six mois, l'œuvre était achevée. Exposée d'abord à Rome, elle frappa d'étonnement tous ceux qui la virent. Le vieux Thorwaldsen alla jusqu'à dire : « Ce jeune homme est un géant. » Les farouches héros de l'*Iliade* avaient rappelé sans doute au sculpteur danois les souvenirs épiques de la patrie scandinave.

Les années que Wiertz passa à Rome furent les plus belles de sa vie. Il travaillait avec ardeur. Outre son grand tableau, il peignit à cette époque différents sujets empruntés aux mœurs du pays et un portrait de M^{me} Letitia Bonaparte exécuté après sa mort, et qui, exposé publiquement, eut un grand succès. En même temps il jouissait pleinement des splendeurs de la nature et de l'art dont il était entouré. Après de longues heures de contemplation passées à la chapelle Sixtine en face des fresques écrasantes de Michel-Ange, il allait demander aussi des inspirations aux grands aspects de la campagne romaine. Ces horizons solennels, ce paysage tragique, étaient en rapport intime avec son esprit et avec le sujet qu'il traitait. Monté ainsi au ton du sublime, il se mettait à peindre comme on combat. « Une toile, disait-il, est mon champ de bataille. » La brosse à la main, il s'y élançait en vainqueur avec une fougue dévorante. L'avenir, il y comptait; il espérait emporter la renommée de vive force, par un coup d'éclat. Et en effet son premier grand tableau est peut-être le plus parfait qu'il ait exécuté. Les Troyens, Hector et Énée à leur tête, s'efforcent d'arracher aux Grecs le cadavre de Patrocle. Depuis Rubens, on n'a pas mieux représenté le choc des corps humains et la fureur des combats. Partout des muscles tendus, des bras qui frappent, des bouches qui crient, des armes qui s'entrechoquent, des yeux qui lancent des éclairs, des guerriers qui succombent, des blessures qui saignent, enfin une effroyable mêlée au milieu de la poussière soulevée et du ciel assombri par l'orage. Le beau corps blanc de Patrocle se détache avec une grâce charmante sur ces groupes féroces, bronzés, rutilans, et sa chair décolorée donne bien le sentiment de la mort, et fait surgir à la pensée l'image virgilienne de la fleur que le soc a coupée. L'artiste s'est souvenu de l'effet merveilleux produit par le corps inanimé du Christ et par le linceul qui le soutient dans la *Descente de Croix* de la cathédrale

d'Anvers. Wiertz avait déjà trouvé un coloris excellent qui tient à la fois de celui de son modèle révérend, Rubens, et des Vénitiens, qu'il avait étudiés en Italie. Aucun des peintres flamands qui a passé les Alpes n'a échappé à cette influence de l'école de Venise, pas même Rubens, comme on peut s'en convaincre par l'examen de ses tableaux qui se trouvent dans l'église Saint-Ambroise à Gènes. Malgré certains défauts (1), on peut dire que Wiertz avait produit une œuvre qui n'était pas tout à fait indigne de la poésie à laquelle il avait demandé des inspirations : il était parvenu à faire revivre sur la toile l'image des luttes des temps héroïques. C'était l'*Iliade* avec la vie puissante et rude de l'époque primitive.

Wiertz revint en Belgique pendant l'été de 1835, emportant avec lui l'œuvre sur laquelle il comptait pour illustrer son nom. Il alla s'établir avec sa vieille mère à Liège, où le prix de quelques portraits leur permit de subsister. Son *Patrocle* étonna ceux qui le virent; les journaux en parlèrent, l'académie d'Anvers lui offrit un banquet; mais il n'obtint pas d'emblée la célébrité qu'il espérait. Il voulut la conquérir sur un plus grand théâtre, et l'année suivante il envoya sa vaste toile à Paris. Ici commence une série de déboires qui imprimèrent une teinte sombre et parfois amère à son caractère, jusque-là toujours sérieux, mais d'une gaieté facile et communicative. En 1838, son tableau de *Patrocle* faillit être saisi par la douane; arrêté ensuite par le dégel sur la route, il arriva trop tard. Le terme fatal était expiré, et les portes du Louvre lui furent fermées. En 1839, il fut admis et même placé dans le salon d'honneur, mais si haut et sous un jour si défavorable que l'on ne comprenait rien au sujet, et que l'œuvre par laquelle l'artiste comptait enlever tous les suffrages ne fut appréciée par personne à sa juste valeur. Ce fut pour lui une rude épreuve. En un jour, il voyait s'évanouir ce rêve de gloire qui avait été le mobile de toute sa vie. Pour acquérir un nom, il avait travaillé sans relâche depuis son enfance, renoncé aux plaisirs, aux distractions même; il s'était absorbé tout entier dans une seule idée, dans un seul espoir, et cet espoir était déçu. Il se berçait de l'idée qu'il obtiendrait un succès retentissant, et le public passait indifférent à côté de son œuvre. Une déception de ce genre est bien plus dure pour l'artiste que pour l'homme de lettres. Le livre peut attendre ses lecteurs et souvent le succès n'arrive que lentement. Le tableau, lui, subit une épreuve solennelle; il semble qu'il doive emporter les suffrages

(1) Le tableau qui se trouve maintenant au musée Wiertz est une reproduction de celui qui fut peint à Rome. Pour le coloris, il y a progrès, et d'utiles corrections ont été faites à la pose et au mouvement de quelques personnages.

lorsqu'il paraît au Salon, sous peine de rentrer pour toujours peut-être dans le silence de l'atelier, et nul n'en parle plus. L'écrivain longtemps espère. Pour l'artiste point d'illusion, la chute est immédiate, profonde, et il la croira irrémédiable si l'indifférence générale le fait douter de son talent. Cependant Wiertz n'était point de ceux qu'une défaite décourage. Revenu à Liège auprès de sa mère, à laquelle il se dévouait avec la plus tendre sollicitude, il osa s'attaquer à un sujet plus vaste que le *Patrocle*, et il entreprit de le traiter en des proportions encore plus colossales. Ayant obtenu de la ville la disposition d'une vieille église abandonnée, il y fit tendre une toile immense de cinquante pieds de haut sur trente de large. Emporté par une ardeur qui tient de cette fureur sacrée et sibylline dont parlent les anciens (1), il y représenta la révolte de l'enfer contre le ciel. Les anges précipitent dans l'abîme les démons qui les menacent et qui s'efforcent d'escalader l'empyrée. Les montagnes auxquelles ils s'accrochent se brisent foudroyées. Rochers et démons forment une effroyable avalanche qui tombe au gouffre éternel. Toute cette lutte titanique est rendue avec une verve inouïe. Les difficultés de dessin que présentaient ces corps puissants se tordant dans les positions les plus diverses sont vaincues d'une main audacieuse, on voit que le vaillant artiste a voulu lutter avec les prodigieux tableaux du musée de Munich où Rubens a représenté par deux fois un sujet semblable.

Wiertz ne se contentait pas de peindre; il avait profondément médité la théorie de son art. En 1840, lors des fêtes données par la ville d'Anvers pour l'inauguration de la statue de Rubens, un concours avait été ouvert pour l'éloge du grand peintre. Wiertz obtint le premier prix, et son mémoire, écrit avec l'entrain et la chaleur qui animaient son pinceau, analyse d'une façon très juste les qualités du maître anversoïse. Ce succès littéraire et la renommée qui commençait à s'attacher à son nom n'avaient pas guéri l'ancienne blessure, qui toute sa vie continua de saigner. Il ne pardonnait pas à la critique d'avoir méconnu d'abord son talent; il lui reprochait ses contradictions, se moquait de ses ignorances, dénonçait sa partialité, et la prétendait inutile, nuisible, funeste à l'inspiration des artistes. Se jetant à corps perdu dans une lutte ardente contre des adversaires en qui il croyait voir des détracteurs injustes, il leur répondait par de petits pamphlets illustrés de caricatures et offrait son tableau de *Patrocle* pour prix à celui qui prouverait le plus clairement dans un mémoire « l'influence pernicieuse du journalisme sur

(1) « Je ne connais plus ni jour, ni heure, ni date, écrivait-il. Je ne discerne que deux choses : le moment du travail et celui du repos, le jour, la nuit. »

les arts. » Par une ironie du sort qui montrait combien les préventions de l'artiste étaient injustes, ce fut précisément un journaliste et un critique de profession, M. Lalanne, qui l'emporta.

Sa nature le portait à la lutte. Fils de soldat, sa carrière fut toute militante. C'est bien à lui qu'on peut appliquer le mot connu : la vie est un combat. Lutter contre les difficultés de son art, contre les appréciations étroites, les hostilités jalouses et surtout contre le découragement des demi-succès, telle fut sa destinée pendant les premières années de sa vie.

Enfin Wiertz eut son jour : ce fut en 1848. Ayant quitté Liège après la mort de sa mère, il était venu se fixer à Bruxelles. Il chercha longtemps en vain un atelier assez vaste pour commencer la nouvelle œuvre qu'il méditait. Il obtint enfin qu'on mit à sa disposition une usine abandonnée, et c'est là qu'il peignit la toile qui lui assura désormais une place incontestée au premier rang des artistes de son pays. Ce tableau de vingt-cinq pieds de haut sur quarante de large est intitulé le *Triomphe du Christ*. Quoiqu'il eût dit quelque part avec beaucoup de sens : « La grandeur d'une composition tient moins aux dimensions qu'au style, » la fougue de son pinceau l'entraînait à préférer les proportions colossales. Le *Triomphe du Christ* est peut-être celui des tableaux de Wiertz où l'on peut le mieux apprécier les caractères distinctifs de son talent, l'originalité de la conception, la vigueur de l'exécution. L'idée est neuve et profonde; ce n'est plus le Christ expirant sur la croix, victime de l'injustice humaine et adressant au ciel cette parole tragique : O mon père, m'avez-vous abandonné? Le drame de la Passion, van Dyck l'a rendu avec une force et une vérité que nul n'a surpassées. Ce n'est point non plus le Christ triomphant au jugement dernier. Cette vision du dernier jour est au Vatican, et il n'y a pas à y revenir après Michel-Ange. Wiertz a voulu représenter la révolution morale qui prend date à la mort du Fils de l'homme. L'humanité était livrée au mal et l'esprit asservi aux sens. La tyrannie, l'esclavage, la sensualité, l'iniquité sous toutes les formes, régnaient sur la terre. Jésus meurt parce qu'il a apporté aux hommes une doctrine d'affranchissement pour les pauvres et les opprimés; à ce moment, une grande révolution morale s'accomplit. L'esprit de vérité et de justice se répand dans le monde, il chasse devant lui les puissances des ténèbres : les anges du mal sont vaincus et une ère meilleure inaugurée. C'est un sujet nouveau dans l'art chrétien, sujet plus général que le Calvaire, d'un sens moins mystique que le jugement dernier et digne de tenter un peintre philosophe, qui avec des symboles, des lignes, des couleurs, prétend exprimer une pensée. Voyons comment Wiertz a rendu le sujet qu'il avait si bien choisi. Le Christ vient d'expirer sur la croix; sa

tête douce et pâle apparaît au milieu des nuages sombres qui l'entourent, tandis que les anges de lumière se précipitent avec un élan irrésistible sur le groupe des démons, qui essaient en vain de leur résister. C'est une lutte du *Paradis perdu*. L'antique serpent, image allégorique du mal vaincu, tombe dans l'abîme; Lucifer, l'ange déchû, beau comme celui de Milton, se renverse et se dérobe à la vue de l'archange exterminateur, qui fond sur lui comme l'aigle sur sa proie. Cet archange est une création parfaitement réussie; on a peu dessiné de figure emportée d'un élan aussi irrésistible et animée d'une vie aussi puissante. Elle s'élance, elle vole avec la rapidité de la tempête, son bras tendu chasse et renverse les démons, qui roulent épouvantés. Ce geste plein d'une fureur sacrée foudroie; rien ne lui résiste au milieu de ce tourbillon d'anges et de démons, où tout est mouvement, combat et violence; seul le Christ expiré est immobile. Ce contraste rend admirablement la pensée de l'artiste-poète. C'est par sa mort que Jésus a appelé à l'action les forces libératrices qui ont renouvelé le monde. Il a passé en Galilée, obscur, faisant du bien aux hommes, et leur apportant la bonne nouvelle d'un âge d'égalité. Il disparaît, et aussitôt commence la lutte d'où s'est dégagée la civilisation moderne. L'idée est grande, et il a fallu de l'audace pour l'aborder comme l'a fait Wiertz. Il a réussi à créer une œuvre qui étonne et qui émeut.

On a dit souvent que la grande peinture, la peinture historique et religieuse, ne peut se produire qu'avec l'appui de l'église ou de l'état. L'église et l'état peuvent seuls en effet commander, placer et payer de grandes toiles qu'un particulier, quelque opulent qu'il soit, serait bien embarrassé de loger chez lui, et que par conséquent il n'achètera pas. Wiertz cependant parvint à créer tout un musée, sans autre secours que le prêt qui lui fut fait d'un atelier assez grand pour y déployer ses gigantesques compositions. Rubens, Raphaël, Jules Romain, le Dominiquin autrefois, de nos jours Cornélius, Kaulbach, Schnorr en Allemagne, Delacroix, Delaroche, Flandrin en France, tous ceux qui créèrent de grandes œuvres de peinture monumentale, travaillèrent pour des papes ou des souverains, des palais ou des églises. Wiertz, lui, fut son propre Mécène. En se privant de tout le bien-être qu'aurait pu lui procurer son talent, il se donna le loisir de produire ces pages énormes qui frappent d'étonnement. Il se payait ainsi indirectement les subsides nécessaires pour les acheter. Jamais il ne consentit à se séparer d'aucun de ses tableaux, même de ceux qu'il aurait pu très bien vendre; il voulait pouvoir toujours les corriger ou les anéantir, tant il poussait loin le respect de son art et de son talent. Il obéissait au mot d'ordre de son père : il travaillait pour la gloire. S'adressant quelque part

dans un de ses écrits aux jeunes artistes, il leur dit : « Si vous ne vous sentez point cet amour ardent, ce courage indomptable, ce puissant enthousiasme qui fait tout sacrifier à l'art, ne soyez point des nôtres; mais si la passion qui nous anime remplit votre âme, venez à nous, et vous comprendrez alors à combien peu de chose se réduisent les besoins de la vie, combien le corps est sobre et peu exigeant alors que l'âme n'a plus qu'une pensée, qu'un désir, qu'un vœu. » Comme il disait, il faisait. Il dévouait sa vie entière à son art. C'était son unique pensée, sa seule passion. Il y sacrifia jusqu'à sa santé même, qui s'altéra gravement à la suite des recherches chimiques auxquelles il se livra avec une ardeur fébrile pour perfectionner un nouveau procédé de peinture. Absorbé dans son culte, il oubliait le reste; mais n'ayant aucune fortune et ne vendant point ses tableaux, comment donc vivait-il? D'abord en limitant ses besoins au plus strict nécessaire, ensuite en vendant des portraits faits à la hâte et qu'il n'avouait pas. Il les donnait d'abord pour 300 ou 400 francs, puis pour 1,000. Il avait tort sans doute de traiter avec tant de dédain un genre de peinture qui a fourni aux plus grands maîtres, à Titien, à Raphaël, à Rembrandt, à van Dyck surtout, l'occasion de faire des chefs-d'œuvre; mais il n'y voyait qu'une manière de gagner son pain quotidien avec son pinceau, comme l'avaient fait Rousseau en copiant de la musique, et Spinoza en polissant des verres de lunettes. Il réservait ainsi pour ses œuvres de prédilection tout son temps, toute son indépendance. En ceci, Wiertz était un homme antique : il vivait de peu comme certains philosophes grecs dont l'histoire nous vante la simplicité stoïque. Il a toujours dédaigné ces raffinements du luxe et de la vanité, ces goûts de *comfort* qui enchaînent l'existence moderne et qui sont la perte de tant d'artistes. Ont-ils trouvé une veine qui plaît au public et un genre qui se vend bien, ils referont sans cesse le même tableau avec les mêmes personnages, les mêmes costumes, les mêmes accessoires, sans autre souci que de gagner beaucoup d'argent. On ne peut pas plus les blâmer que d'autres industriels qui trouvent moyen de placer à un haut prix les produits que la mode consacre; mais à coup sûr ce n'est pas ainsi qu'ils feront avancer l'art, ni même qu'ils exécuteront tout ce dont ils seraient capables.

Dans ce tableau de 1848, le *Triomphe du Christ*, se révèlent les qualités qui font de Wiertz le vrai disciple de Rubens, la vie, la force, le mouvement, la science et l'instinct du coloris, l'entente du clair-obscur. Il est un point où les peintres flamands ont presque tous excellé, c'est dans l'art de bien distribuer la lumière. Pour qu'un tableau ait toute sa valeur, il faut que la lumière vienne frap-

per sur le centre de l'action, afin que les personnages principaux apparaissent en plein relief et que le reste soit rejeté dans l'ombre, sacrifié, comme disent les artistes. C'est ainsi qu'est obtenue l'unité, qualité non moins essentielle dans les œuvres plastiques que dans les compositions littéraires. Les tableaux italiens, même ceux de premier ordre, pèchent souvent sous ce rapport. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, dans l'*Assomption de la Vierge* du Titien à l'Académie de Venise, l'œil est attiré à la fois et par le vêtement éclatant de la Vierge et par ceux de plusieurs des disciples, dont les tons ne sont pas moins vigoureux. L'unité fait défaut. Dans les tableaux de Rubens, de van Dyck, de Rembrandt, même dans les petits Flamands, Gérard Dow, van Ostade, Jan Steen, Wouwermans, la lumière est vivement projetée au centre, et elle va se dégradant, s'éteignant de tous côtés à mesure qu'elle s'éloigne du sujet principal. Aussi se sent-il singulièrement désappointé, celui qui, habitué aux toiles de l'école flamande, se trouve tout à coup en présence même des célèbres fresques du Vatican, où le peu de ressources qu'offre la peinture à l'eau sur mortier humide n'a pu permettre d'arriver à ces effets prestigieux du clair-obscur. C'est un des secrets de son art que Wiertz a parfaitement analysé dans ses écrits et dont il a tiré le meilleur parti dans presque tous ses tableaux, dans sa grande toile le *Triomphe du Christ* surtout, où la lumière traverse diagonalement le champ de l'action, projetée en une traînée flamboyante sur les deux principaux personnages, l'archange exterminateur et l'ange du mal. Cette même œuvre permet d'observer aussi un des côtés faibles du talent du peintre, défaut qu'il a en commun avec les maîtres mêmes de l'école flamande. Le dessin des différentes figures n'est pas assez étudié et la signification en est trop peu déterminée. L'artiste a admirablement représenté le choc et la lutte des anges et des démons, mais il aurait dû imprimer à chacun d'eux un caractère spécial, une individualité distincte. La mythologie chrétienne aurait pu lui fournir le type des différents vices, la volupté, l'orgueil, la cupidité, et d'autre part il aurait pu représenter les vertus que le Christ par ses discours et sa mort allait répandre dans le monde. Les maîtres italiens étudiaient chaque figure à part; ils s'efforçaient de lui donner de la noblesse, de l'élégance, de la grâce, et, pour arriver au contour le plus parfait qu'il leur était donné d'atteindre, ils n'épargnaient ni études ni esquisses préparatoires. Les Flamands sont plus préoccupés de l'effet général; ils cherchent l'harmonie de l'ensemble, et souvent Rubens peignait directement ses toiles sans dessiner les figures autrement qu'à la brosse. De cette différence dans le génie des deux écoles, il résulte que les tableaux italiens perdent beaucoup

moins à la gravure que les tableaux flamands, la perfection du dessin pouvant se rendre bien mieux que le charme du coloris et du clair-obscur. Pour exécuter sa grande composition le *Triomphe du Christ*, de même que pour son *Combat des Grecs et des Troyens*, Wiertz avait fait d'abord une série d'esquisses au pinceau, au crayon et au fusain, qui sont extrêmement intéressantes à comparer, parce qu'elles permettent de suivre tout le travail préliminaire d'élaboration auquel l'artiste s'est livré. On voit que, fidèle aux traditions de Rubens, il cherche surtout à trouver le mouvement et la disposition des figures, l'harmonie des tons et la distribution de la lumière. Comme son maître de prédilection, il peint d'inspiration, sans le secours des modèles, qui donnent souvent aux personnages une certaine raideur académique, et dont l'emploi a toujours pour effet de refroidir l'élan et de gêner la liberté de la composition.

Le succès de son grand tableau le *Triomphe du Christ* valut à Wiertz la réalisation de son vœu le plus ardent : la possession d'un atelier assez vaste pour contenir les toiles immenses qu'il voulait couvrir des sujets nouveaux que rêvait son audacieux génie. Il se trouvait à cette époque, 1850, au ministère de l'intérieur, un homme de goût, protecteur éclairé des arts, M. Rogier. Il sut comprendre qu'il pouvait rendre un grand service à l'artiste, à l'art belge et au pays. Il s'engagea au nom de l'état à construire pour Wiertz un atelier dont celui-ci aurait l'usufruit à la condition que les sept grands tableaux déjà exécutés et ceux dont le peintre pourrait disposer ultérieurement en faveur du gouvernement, demeureraient invariablement fixés aux murs du bâtiment, qui deviendrait ainsi un musée national. La construction fut bientôt achevée. Elle est vaste de dimension, mais les matériaux les moins coûteux y ont seuls été employés. Elle est toute en briques, et cependant elle offre un aspect très pittoresque. L'artiste a fait imiter les ruines de l'un des temples de Pœstum. De puissantes colonnes à moitié détruites se dressent devant l'édifice, dont le mur tout uni disparaît sous un épais manteau de lierre. La vigne vierge recouvre le tout de ses élégans festons, et, dérobant à la vue la pauvreté de la contrefaçon moderne, elle ne laisse apparaître que quelques masses aux lignes imposantes et sévères. On dirait un vaste mausolée complètement envahi par la végétation des ruines. Quand Wiertz eut pris possession de son nouvel atelier, il se livra tout entier à la réalisation des projets qui fermentaient dans son esprit toujours en travail. Il voulut d'abord perfectionner le procédé et arriver à réunir les avantages de la fresque et de l'huile. Le défaut de l'huile pour la composition monumentale est le miroitement qui empêche le spectateur de saisir l'ensemble de l'œuvre. L'inconvénient de la fresque

est qu'appliquée directement sur le mortier, elle ne convient pas aux climats humides du nord; ensuite elle exige une exécution très rapide et ne permet pas les retouches. Il arriva, après de longues recherches, à un procédé de peinture mate qu'il employa depuis lors dans presque tous ses tableaux. Jusqu'à lui, on avait essayé de rendre la peinture sur mur plus solide, moins sujette à détérioration, en employant l'encaustique et le *wasserglas*. Son but à lui était d'arriver à peindre sur toile avec les mêmes effets que sur les murailles. Les avantages que présente cette méthode sont nombreux et très importants. Tout miroitement est supprimé. La toile, qui conserve toute sa souplesse, peut être placée sous tous les jours sans qu'il se produise aucun reflet. La couche de couleurs est si mince qu'il n'y a plus à craindre ni gerçure, ni écaillage, ni *coultre* : fâcheux accidens qui ont compromis la conservation de plus d'un tableau et qui menacent les modernes plus encore que les anciens, comme le prouvent par exemple les *Moissonneurs* de Léopold Robert et le *Déluge* de Girodet. Avec le procédé nouveau, on peut obtenir l'éclat et la vigueur du coloris, le modelé le plus achevé, la finesse ou la hardiesse de la touche, l'exécution rapide. Les retouches sont toujours possibles sans qu'on les aperçoive, et il y a une économie des neuf dixièmes sur les frais que nécessite la peinture ordinaire. L'artiste a exposé tous les détails de son secret dans un mémoire qui sera bientôt publié. Déjà des peintres en ont fait usage avec la plus grande facilité et un incontestable succès.

Maître de son procédé, Wiertz l'appliqua bientôt à une nouvelle série de compositions où il essaya de traduire en figures symboliques les sentimens et les idées qui l'occupaient tour à tour. Quand on visite son musée, toujours ouvert au public, l'attention est aussitôt attirée par un tableau d'un aspect étrange, et qui, s'étendant depuis le sol jusqu'au plafond, n'a pas moins de sept mètres de hauteur. On y distingue un géant courbé jusqu'à terre, mais dont la taille est si énorme, que s'il devait se redresser il soulèverait le toit de l'édifice. C'est Polyphème dévorant les compagnons d'Ulysse. Il en tient un dans sa main; un autre disparaît broyé entre les terribles mâchoires du monstre. Le reste de la troupe fuit épouvanté. Ulysse seul se prépare à résister et tire déjà son épée, image de l'intelligence qui ose lutter contre la force brutale, et qui parvient à la vaincre. Ce Polyphème est bien l'ogre le plus effroyable que l'on puisse rêver dans une nuit de cauchemar. L'artiste a intitulé ce tableau : *Un grand de la terre*. Entre beaucoup d'autres œuvres, presque toutes d'un sens profond, il en est deux qui nous montrent le talent de Wiertz dans toute sa maturité. C'est le *Phare du Golgotha* et le *Dernier Canon*. Le *Phare du Golgotha* est une élé-

vation de la croix qui rappelle celle de Rubens qu'on admire dans la cathédrale d'Anvers. Seulement ici l'idée est plus haute, plus philosophique. Au bas de la toile, le despotisme, représenté par un centurion romain, force à coups de fouet les esclaves à dresser la croix qui va les délivrer, tandis qu'en haut les puissances infernales, dirigées par Satan, repoussent le symbole de l'émancipation universelle. La figure du Christ, que la croix rend invisible, jette des torrens de lumière qui traversent toute la toile et inondent les esclaves d'une clarté magique, — belle image de la parole de vérité qui va briser leurs chaînes et éclairer leur esprit. *Le Dernier Canon* offre une scène plus compliquée, mais une pensée non moins grande et morale. Sur la terre, c'est la guerre avec toutes ses horreurs. Ici un amas de cadavres mutilés, l'un d'eux tient encore entre ses bras le drapeau souillé de sang. Là une jeune femme soutient sur ses genoux le corps de son mari, que ses enfans désespérés couvrent de baisers. Plus loin encore, un père mourant tend vers sa fille les lambeaux sanglans de ses deux bras qu'un boulet a emportés. Au-dessus de cet horrible champ de bataille plane la civilisation revêtue d'un manteau de pourpre et d'or, emblèmes de la puissance et de la richesse. De ses bras vigoureux, elle tord et brise le dernier canon. Derrière elle s'élancent les générations heureuses, qui voient se réaliser le beau rêve des hommes de bien, la paix universelle. Elles sont conduites par la science; la poésie, la peinture, la musique, les accompagnent; le travail, l'industrie, l'agriculture, les précèdent. Une figure armée d'une torche met le feu à un énorme poteau sur lequel est écrit *frontières*, et plus loin la guillotine disparaît dans les flammes. La même pensée, la condamnation de la guerre, a inspiré encore une autre toile, très petite, celle-ci, mais d'une grâce charmante. Un canon est à terre parmi les fleurs, des enfans aux chairs éblouissantes de fraîcheur jouent au soldat autour de ce bronze farouche qui doit les moissonner un jour. Le contraste entre ce métal lugubre et la joie qui éclate sur ces ravissans visages fait frissonner. Le peintre a appelé ce tableau : *La chair à canon*. C'est ainsi que les maîtres anciens se sont plu à représenter souvent l'enfant Jésus endormi sur la croix.

Non content de peindre d'une brosse rapide et sûre vingt sujets divers, qui tous expriment une idée, Wiertz voulait revenir à la sculpture, qu'il n'avait jamais tout à fait abandonnée. Il modela vers la fin de sa vie trois groupes qui devaient symboliser l'histoire de l'humanité, et qu'il aurait voulu reproduire en dimensions colossales sur une place publique. Le premier groupe, la première époque, c'est la *Naissance des Passions*, la cause des luttes qui vont

ensanglanter le monde; le second groupe, la seconde époque, c'est la *Lutte*, deux hommes aux prises dans une effroyable étreinte : c'est le symbole des longues guerres qui ont armé les nations les unes contre les autres; la troisième époque, c'est la *Lumière*. Le génie de la civilisation vient d'arracher à l'ange du mal, se débattant à ses pieds, le glaive des combats fratricides, et il lève au ciel le flambeau qui, éclairant tous les hommes, leur montrera que leur véritable intérêt les convie à la paix et à l'union. Le mouvement de cette héroïque figure révèle la confiance dans le triomphe de la vérité, l'enthousiasme joyeux du droit qui l'emporte. Le groupe *la Naissance des Passions*, qui représente Adam enivré par la grâce séductrice de sa compagne, est le moins bon des trois. Les têtes manquent de style, et les formes des corps présentent une exagération de force et d'ampleur que la magie de la couleur et du clair-obscur fait admettre en peinture, mais qui ne convient pas aux lignes plus sévères de la sculpture. Le dernier groupe est plus réussi. Le mouvement, le contour, l'expression des figures, rendent admirablement la pensée de l'artiste. L'esprit toujours en fermentation de projets nouveaux, Wiertz commençait à se trouver à l'étroit dans ce vaste atelier qu'il avait rempli de ses créations. Il rêvait d'y faire ajouter deux ailes pour lesquelles il avait déjà esquissé une série de tableaux qui devaient représenter en des pages épiques toute l'histoire de l'humanité. Il appelait son musée actuel la préface de son œuvre, et l'un des plus beaux jours de sa vie, hélas ! aussi l'un des derniers fut celui où il s'entretint de son projet avec un haut fonctionnaire de l'état, lui montrant dans son jardin l'emplacement le plus favorable aux salles nouvelles et se laissant aller sans réserve à son rêve partagé. Il écrivait à cette époque à l'un de ses amis : « Que diriez-vous si tout à coup un musée trois fois grand comme le mien se présentait à votre imagination ? si l'œuvre la moins importante qu'il doit contenir l'emportait sur tout ce que j'ai créé jusqu'ici ? »

C'est au milieu de ces vastes projets de travail et d'un glorieux avenir que la mort vint l'enlever. Il souffrait depuis quelques années de névralgies. Ces indispositions le rendaient extrêmement malheureux, parce qu'elles l'empêchaient de travailler. Pour s'y soustraire, il consultait tous les médecins et essayait de tous les remèdes. La gymnastique et les exercices du corps lui firent du bien. Il ne pouvait s'habituer à cette triste dépendance qui rend l'âme esclave des misères du corps. Quand il sentait sa pensée entravée par un mal physique, il se révoltait contre cette lamentable servitude. « Les jours sont précieux, disait-il, et ceux que je perds, qui me les rendra ? » Au fond, sa santé était robuste. Cependant un an-

thrax, qui semblait peu dangereux d'abord, l'emporta en quelques jours par suite d'une résorption purulente. Il supporta ses souffrances avec un calme stoïque, et il vit approcher la mort avec une sérénité inaltérable. Vivement préoccupé des destinées de l'homme après cette fugitive existence, il croyait en l'immortalité de l'âme; plusieurs de ses tableaux le proclament. Sa dernière conversation porta sur la vie future à propos des paroles de Socrate dans le *Phédon* qu'un ami lui rappelait : « Ne sais-tu pas que l'âme est immortelle? » Ce fut le dernier acte religieux de sa vie accompli dans cette entrevue suprême après que cet ami, remplissant un pénible, mais viril devoir, lui eut annoncé que sa fin était proche. Il admirait le christianisme. Deux de ses compositions les plus belles sont consacrées à en célébrer la vertu libératrice; mais il avait rompu avec le catholicisme et ses ministres, dont il déplorait la funeste influence et condamnait les visées ambitieuses. Il ne permit à aucun d'eux d'approcher de sa couche mortuaire. N'ayant adopté aucune forme de culte qui correspondit à ses croyances spiritualistes, il voulut mourir comme il avait vécu, sans se soumettre à des rites dont l'accomplissement, lorsqu'on a cessé d'y croire, n'est plus qu'une dérision hypocrite de l'éternité qui commence. Il expira le 18 juin 1865, à dix heures du soir, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Jusqu'à sa dernière heure, il songeait à l'art auquel il avait voué toute son existence. La veille de sa mort, il rédigea de sa main une disposition ainsi conçue : « Je nomme mon ami Charles Potvin mon légataire universel. » Il ne pouvait faire un meilleur choix pour l'exécution de ses dernières volontés. Un poète dont les vers sont toujours inspirés par l'amour de la justice, de la vertu et de la patrie était digne de représenter l'artiste désintéressé qui n'avait jamais eu qu'un but, contribuer pour sa part à la gloire de son pays. M. Potvin connaissait les intentions de Wiertz. Aussitôt le testament ouvert, il s'empressa de délivrer à l'état belge l'œuvre entière du peintre. Les chambres sanctionnèrent la délivrance du legs, et le musée Wiertz fut constitué. Toujours préoccupé de maintenir ses tableaux réunis de façon à constituer une collection inséparable, l'artiste avait écrit dans un de ses projets de testament : « Pour l'exécution de cette clause sans laquelle aucune de mes œuvres ne serait devenue la propriété de l'état, je m'en remets à la bonne foi de mon pays. » Le pays a reçu ce legs avec reconnaissance, et il saura le conserver avec un soin pieux. Il y va non-seulement de sa bonne foi, mais de sa gloire. Une nation ne saurait mieux s'honorer elle-même qu'en honorant ses hommes éminens, et parmi ceux-ci la Belgique peut certes in-

scrire le nom d'Antoine Wiertz, non-seulement pour la vigueur de son talent, mais aussi pour la beauté de son caractère, exemple rare de désintéressement absolu et de dévouement complet à l'art et aux poursuites les plus élevées de l'esprit humain.

Quelle était la portée de la tentative à laquelle Wiertz a consacré sa vie? Son but, on ne peut le nier, était élevé. Il aspirait à reproduire sur la toile les grandes pensées de son temps. Le pinceau à la main, il voulait combattre pour la cause du progrès en dénonçant la peine de mort, la guerre, la misère, l'esprit de conquête comme autant d'attentats aux droits de l'humanité. Il croyait que l'art doit contribuer, pour sa part, à améliorer l'homme en cultivant l'une de ses plus nobles facultés, le sentiment esthétique. Sans doute quand l'artiste se donne ainsi une mission étrangère à son art, il risque de s'égarer, et le système de la peinture symbolique soulève, je le sais, de sérieuses objections. Et pourtant n'est-il pas certain qu'aux grandes époques, en Égypte et en Assyrie comme en Grèce, comme en Europe au moyen âge, l'architecture, la peinture, la sculpture, ont été essentiellement symboliques? L'art ne s'était-il pas donné pour objet de présenter aux yeux des peuples en images significatives les idées, les sentiments, les croyances, les souvenirs historiques qui constituaient la civilisation nationale? Aujourd'hui même, en Allemagne, l'art n'a-t-il pas suivi la même direction et contribué notamment à faire naître l'idée de la grande patrie germanique? Kaulbach, Cornélius, Schwanthaler, n'ont-ils pas produit des œuvres qui comptent parmi les plus importantes de notre époque? La tentative de Wiertz n'était donc pas chimérique, et s'il n'a pas fait école, il a du moins le droit d'invoquer d'assez illustres autorités; mais ce qu'on peut lui reprocher, c'est d'avoir parfois dépassé le but. Le désir de rendre une idée philosophique l'emporte au-delà des bornes de son art; il demande au pinceau de représenter à l'œil ce que la plume peut à peine faire sentir à l'esprit, et alors il aboutit à des œuvres extraordinaires, nécessairement incomplètes ou même tout à fait manquées, comme *le Suicide* ou *les Visions d'une tête coupée*. Au milieu de sa carrière, il avait maintenu une juste proportion entre la pensée et les moyens dont la peinture dispose pour l'exprimer. Vers la fin de sa vie, trop souvent il n'arrive qu'à une expression insuffisante pour une idée trop vaste ou trop abstraite. Grand coloriste, dessinateur vigoureux, le peintre que la Belgique vient de perdre laisse en tout cas après lui des œuvres qui occuperont une place à part dans l'école de son pays et l'exemple d'une vie d'abnégation et de labeur en un temps qui n'y porte guère.

ÉMILE DE LAVELEYE.

ÉTUDES

SUR

L'ALLEMAGNE NOUVELLE

II.

FRÉDÉRIC II, LA PRUSSE ET LA SAXE DU XVIII^e ET DU XIX^e SIÈCLES.

Les Secrets du cabinet saxon, 2 vol in-8°; Stuttgart 1866.

Quelques semaines avant les événemens qui ont si brusquement changé la face de l'Allemagne, un livre préparé à Dresde, composé à Rome, publié à Stuttgart, éclatait comme une déclaration de guerre, révélant avec une franche audace les sentimens qui animaient l'Autriche et le parti autrichien des états secondaires contre la Prusse. Ceux d'entre nous qui ont été surpris par la rapidité de la catastrophe n'ont qu'à parcourir ces pages; bien des choses qu'ils ne s'expliquent pas encore leur paraîtront plus claires.

On assure que M. de Beust aurait dit un jour, au plus fort de ses luttes avec le cabinet de Berlin : « Il faut effacer de l'histoire d'Allemagne l'épisode de Frédéric II. » Certes ce n'est pas sur une parole excessive, échappée dans un moment de colère, qu'il conviendrait de juger un homme tel que M. de Beust, un homme intelligent et résolu, à qui l'avenir si embrouillé des peuples allemands peut réserver des revanches; M. de Beust sait bien que la tradition d'idées créée par l'adversaire de Marie-Thérèse est acquise non-seulement à la Prusse, mais à l'Allemagne, non-seulement à l'Alle-

magne, mais à toute la civilisation européenne. Frédéric II a fait de la Prusse un des plus énergiques serviteurs de l'esprit moderne; on ne détruit pas cet esprit-là. On peut le contenir, faire son éducation, lui indiquer sa route, lui rappeler ses devoirs, on peut et on doit lui apprendre bien des choses qu'il ignore; on ne saurait l'anéantir au profit des régimes épuisés qui ont peur de la vie. M. de Beust, j'en suis convaincu, n'exprimait donc pas une opinion réfléchie quand il traitait de simple épisode le règne du grand Frédéric et prétendait le rayer de l'histoire. Quant à l'auteur du livre dont je parle, c'est bien là le fond de sa pensée; le règne de Frédéric, l'œuvre de la Prusse, la tradition libérale et active du plus robuste enfant de la vieille Germanie, en un mot l'esprit de l'Allemagne du nord, relevé par le Suédois Gustave Adolphe, soutenu par le grand-électeur, et d'année en année se dressant toujours plus fier en face de l'Allemagne des Habsbourg, voilà l'épisode funeste dont il faut supprimer tout vestige. L'homme qui parle ainsi, notez-le bien, n'est pas un de ces polémistes dont les clameurs ne méritent que le dédain. Esprit grave au milieu de ses colères, ami de l'érudition curieuse et précise, il ne paraît pas se douter de l'exagération de son langage. Il est évident qu'il exprime des sentimens accumulés et irrités par des années de combat. Cela seul indique la violence des hostilités qui divisaient les deux Allemagnes, l'Allemagne prussienne et l'Allemagne autrichienne. Ce n'est pas seulement M. de Bismark et sa politique arrogante, ce n'est pas seulement Frédéric le Grand et son ambition sans scrupules, c'est l'existence même de la Prusse qui est le but de ses attaques. La Prusse était un danger public aux yeux de l'écrivain saxon, comme la France était un danger européen aux yeux de la sainte-alliance. Or, si ces vues étaient celles de l'Autriche et du parti autrichien des états secondaires, si ces sentimens, dont l'histoire nous échappait en détail et qui ont éclaté pour nous dans ce manifeste, étaient connus depuis longtemps au-delà du Rhin, si la Prusse se sentait menacée par un système qui lui avait attiré depuis quinze ans de cruelles humiliations, comment s'étonner qu'au premier cri de guerre tout le pays se soit levé, que tous les partis aient disparu, que M. de Bismark lui-même ait vu ses adversaires de la veille oublier tous leurs griefs? Plus la politique de M. de Bismark excite chez nous de répugnance, plus nous devons désapprouver les adversaires maladroits, hommes d'état ou publicistes, qui lui ont fourni l'occasion d'exploiter à son profit les légitimes passions d'un grand peuple. Jeter le défi à l'esprit moderne dans la crainte que cet esprit ne devienne une arme aux mains d'un voisin arrogant, confondre avec les visées d'une cour ambitieuse les intérêts et les principes dont l'Allemagne du

nord a le dépôt depuis trois siècles, en vérité c'est prendre plaisir à décupler les forces de l'ennemi.

Est-ce à dire que le langage de l'écrivain saxon ne puisse être expliqué par l'attitude du cabinet de Berlin en ces dernières années? Ce n'est pas ici qu'on soutiendra le contraire. L'avenir, qui connaîtra mieux que nous les secrets de la lutte, mettra chaque incident en son vrai jour; on verra bien alors si cette agression n'était pas un acte de défense, si ces invectives n'étaient pas des représailles. Faut-il admettre surtout que les injustices et les violences d'une telle polémique assurent un bill d'indemnité aux violences et aux injustices des vainqueurs? Non certes. Je crois seulement que l'ouvrage dont il s'agit peut nous aider à débrouiller le faux et le vrai dans les complications présentes. Les torts que nous reprochons à l'auteur, l'histoire les reproche également à la politique des états secondaires. C'est pour avoir méconnu le droit de la Prusse qu'on lui fournit aujourd'hui les prétextes dont s'empare son ambition. C'est pour avoir contesté sa mission dans ce qu'elle avait de légitime et d'utile qu'on la pousse à méconnaître le droit d'autrui. Ces victoires dont la grandeur et les conséquences ont surpris la Prusse elle-même, ces entreprises qui, selon une voix prussienne, *entachent l'honneur allemand*, tout cela aurait pu être écarté, si les passions dont le manifeste saxon est rempli n'avaient aveuglé longtemps le parti autrichien de l'Allemagne du centre et du sud. Voilà pourquoi ce livre est un symptôme qui demande un examen attentif.

Le titre est plein de promesses, surtout quand on sait, comme toute l'Allemagne le sait désormais, que l'auteur anonyme de ces deux volumes est un des grands personnages du royaume de Saxe, un homme qui porte avec honneur un nom célèbre depuis plusieurs siècles dans la diplomatie et les hautes charges de l'état, — M. le comte de Vitzthum. M. de Vitzthum a intitulé son œuvre : *Les Secrets du cabinet saxon*. Qu'on ne s'attende pas cependant à des révélations sur les événemens dont nous sommes témoins. L'heure où sera connue la vérité définitive, « le pourquoi du pourquoi, » comme disait Leibniz, n'a pas encore sonné. Ces *Secrets du cabinet saxon* ne nous font pas assister au duel du baron de Beust et du comte de Bismark. Le second titre nous avertit que c'est là une étude consacrée au passé, une polémique rétrospective : *les Secrets du cabinet saxon, de la fin de l'année 1745 à la fin de l'année 1756*. Seulement ne l'oublions pas, et si nous étions tentés de l'oublier, on nous le rappellerait à chaque page, ces onze années de l'histoire du XVIII^e siècle renferment le commencement d'une entreprise, — l'auteur dit sans ménagement d'une intrigue, d'une rébellion, — qui est en train de dérouler sous nos yeux ses

conséquences dernières. — C'est donc un fragment d'histoire qui nous est présenté ici, l'histoire des préliminaires de la guerre de sept ans. Un double intérêt l'anime, sans parler du talent de l'auteur. D'abord, ces archives saxonnes si riches, si libéralement ouvertes, et d'où nous sont venus récemment des documens si précieux pour l'étude du XVIII^e siècle, ont permis à M. de Vitzthum de jeter une vive lumière sur des faits et des personnages appréciés jusqu'ici d'une façon peu exacte. Ensuite c'est la politique du cabinet saxon dans ces dernières années, ce sont les sentimens et les vues du parti autrichien que M. de Vitzthum nous révèle en rattachant le XIX^e siècle au XVIII^e, l'année 1866 à l'année 1756, M. de Bismark à Frédéric II, M. de Beust à M. de Kaunitz. Il y a là deux œuvres distinctes adroitement mêlées en une seule, une histoire et un pamphlet. L'histoire est neuve, savante, et quoique la philosophie dont elle relève soit absolument fausse, elle impose des obligations nouvelles à qui voudra nous donner le tableau définitif de cette période; le pamphlet est passionné, amer, injuste. C'est là ce qu'il faut essayer de prouver en débrouillant avec précision ce que l'auteur a confondu à dessein. Commençons par l'histoire.

I.

L'ouvrage de M. de Vitzthum est un mémoire plutôt qu'un récit, un acte d'accusation plutôt qu'une œuvre d'art. L'auteur compulse les archives secrètes du gouvernement saxon en vue d'une thèse à démontrer; il cite donc beaucoup de pièces inédites, il les cite longuement, minutieusement, et, sans s'interdire ça et là des tableaux qui se gravent dans le souvenir, il laisse à de plus habiles le soin de mettre ses matériaux en œuvre. Son recueil est un dossier d'affaires. C'est parce que ce dossier a manqué jusqu'ici aux historiens que nous ne possédons pas encore une sincère histoire de la guerre de sept ans. A l'entendre, la légende de Frédéric le Grand est complète; son histoire est encore à faire, du moins l'histoire de sa conduite à la veille des guerres européennes qui ont si profondément divisé l'Allemagne au milieu du XVIII^e siècle et préparé les bouleversemens du XIX^e. La guerre de sept ans, aussi bien que la guerre de la succession d'Autriche, était un vaste conflit européen; on ne l'a étudiée longtemps qu'à un point de vue local. D'où venait le premier narrateur qui en a tracé le récit? Des rangs de l'armée prussienne. Archenholtz, dans le style naïf des vieilles chroniques, a donné l'image légendaire du royal capitaine, image dramatique et touchante, image qui a séduit toute l'Allemagne, qui est restée populaire, et dans laquelle les jeunes générations

continuent d'apprendre la tradition consacrée. Ne demandez pas au soldat-chroniqueur quelques renseignements sur la politique générale de l'Europe à l'heure de ces grandes luttes, sur la conduite des divers cabinets, sur la formation et le revirement des alliances, sur la responsabilité des principaux acteurs; il n'en sait pas le premier mot. Ce qui se passe au grand jour, il le rapporte à sa manière; ce qui s'est préparé dans l'ombre, il ne l'a jamais soupçonné.

Quand on a commencé de nos jours à s'enquérir des pièces diplomatiques à l'aide desquelles on pouvait voir le dessous des cartes et contrôler les assertions de Frédéric II, ce furent encore des Prussiens qui se chargèrent de cette tâche. Tandis que M. Preuss, l'historiographe en titre du royaume et l'éditeur des œuvres complètes de Frédéric le Grand, avait naturellement à sa disposition les archives secrètes de Berlin, MM. Raumer et Ranke interrogeaient à Londres le *State Paper-Office*, MM. Schlosser et Stuhr consultaient nos archives. Étaient-ce là des garanties suffisantes? Soit que le patriotisme particulier rendit l'impartialité trop pénible à tel ou tel des investigateurs, soit que les autres fussent dominés à leur insu par la force des idées courantes et le prestige d'un grand nom, la question des origines de la guerre de sept ans demeurerait toujours indécise. On n'affirmait plus, comme Frédéric II dans ses histoires et ses écrits officiels, qu'une conspiration austro-russe, à laquelle la Saxe avait donné les mains, l'avait obligé de s'allier à l'Angleterre et de mettre l'Allemagne en feu. D'une telle conspiration, en effet, on ne trouvait nulle part la trace sérieuse. Seulement on persistait à dire que Frédéric avait dû croire à l'existence de ces *noirs complots*, puisqu'il en parle si souvent, avec des affirmations si nettes et une colère si vive. Quelques-uns même avaient recours à des hypothèses pour maintenir la tradition et justifier le roi de Prusse; Schlosser soutenait que le ministre de Marie-Thérèse, M. de Kaunitz, étant son secrétaire à lui-même et n'ayant pas de confident, avait bien pu emporter son secret dans la tombe; Stuhr supposait que ce même Kaunitz, par une machination ténébreuse, avait fait tomber entre les mains de Frédéric la copie mensongère de ce prétendu traité, afin de pousser le *margrave rebelle* à des entreprises violentes qui fournissent l'occasion de le châtier une fois pour toutes. Bref, la gloire, la légende de Frédéric le Grand et sa popularité en Allemagne le protégeaient contre les démentis qu'auraient dû lui infliger les investigations de la critique historique de nos jours. C'est à peine si M. Onno Klopp, dans un livre intitulé *le Roi Frédéric II et la Nation allemande*, a commencé, il y a dix ans, cette enquête devant laquelle hésite encore le patriotisme germanique; il est vrai que M. Onno Klopp appartient à une école sus-

pecte, à cette école de Schaffouse qui essaie de réhabiliter les Tilly, les Wallenstein, les pillards et les égorgeurs de la guerre de trente ans. Quant au savant M. d'Arneth, l'historien si complet de Marie-Thérèse, qui puise à pleines mains dans les archives de Vienne et qui n'est embarrassé, on le voit de reste, par aucun sentiment de piété nationale à l'égard du héros du nord, il n'est pas encore arrivé dans son histoire à la période qui nous occupe.

Eh bien ! ce que nul Allemand n'a fait, M. de Vitzthum va essayer de l'accomplir. Il a en main les dépêches secrètes du cabinet saxon. La Saxe, grâce au riche appoint de la couronne de Pologne, était un des centres de la politique européenne au XVIII^e siècle. La Prusse et l'Autriche, se disputant son amitié, cherchaient à l'attirer dans leur orbite. Le roi de France avait marié le dauphin à une fille d'Auguste III. Que d'affaires, que de confidences auxquelles était initié le gouvernement de ce pays placé au cœur de l'Allemagne ! Si le comte de Brühl, ministre du roi Auguste, était un pauvre homme d'état, c'était du moins un factotum qui classait soigneusement ses papiers ; toute sa correspondance est là. M. de Vitzthum possède en outre des souvenirs de famille qui intéressent l'histoire : ce sont les lettres de son aïeul le lieutenant-général Jean-Frédéric comte Vitzthum d'Eckstädt, grand personnage mêlé à de grandes affaires ; ce sont aussi certains mémoires du maréchal Rutowski, un des fils naturels du roi Auguste II, le frère de Maurice de Saxe. Muni de ces documens, M. de Vitzthum entreprend de contrôler les rapports de Frédéric avec la Saxe, avec l'Autriche, avec l'Europe entière, en ces heures décisives qui ont précédé la guerre de sept ans.

Quelles sont les conclusions auxquelles l'auteur s'efforce de nous conduire ? Quelle est la thèse laborieusement développée de la première à la dernière page de ces deux volumes ? En peu de mots, la voici : le traité de Westphalie avait consacré tous les droits sans diviser l'empire, il avait établi la liberté de conscience et fait une part équitable à chacune des communions chrétiennes sans porter atteinte à la communauté germanique. Cent ans après, ce grand ordre de choses est attaqué par des factieux ; un crime est commis contre l'empire, c'est-à-dire contre l'unité nationale, et à dater de ce moment commence le dualisme dont les dernières conséquences bouleversent aujourd'hui l'Allemagne. Quel est l'auteur du crime ? Frédéric II. Souverain d'un petit état, il ne pouvait s'attaquer à l'empire qu'en appelant l'étranger sur le sol de la patrie. Il n'a pas reculé devant cette trahison. Trois fois dans sa longue carrière, aux trois époques décisives de ce règne glorifié par les flatteurs, il a jeté sur l'Allemagne les armées étrangères. La France d'abord, l'Angleterre ensuite, la Russie enfin, l'ont aidé tour à tour à détruire une partie de l'édifice impérial.

Tel est le système de M. de Vitzthum. Est-il nécessaire d'en signaler l'exagération et l'injustice? Faut-il rappeler à l'auteur que l'unité nationale dont il parle n'existait plus depuis longtemps, qu'elle était en train de se reconstituer, de se chercher un nouveau centre, et que c'est précisément la gloire de Frédéric et de la Prusse d'avoir établi avec vigueur ce point d'appui au milieu de la somnolence universelle? Entre le passé, qui n'était plus qu'une ombre, et l'avenir, que nul ne pouvait encore soupçonner, il y avait alors comme un long interrègne. La compétition était ouverte à tous. N'avait-on pas vu la Bavière en 1740 aspirer à la succession de l'empereur Charles VI et vouloir déplacer à son profit la direction centrale du monde germanique? Si la Saxe avait eu d'autres chefs que ses voluptueux fainéans, d'autres ministres que les Flemming et les Brühl, elle n'eût pas négligé sans doute de se présenter dans la lice. Ce qui avait accablé la faiblesse du compétiteur bavarois de Marie-Thérèse, ce qui avait effrayé la mollesse du gouvernement saxon, excita et soutint la virile ardeur de Frédéric. Sa clairvoyance fit son ambition, et cette ambition fut son génie. Il comprit mieux que personne la situation précaire de la féodalité allemande; mieux que personne, il comprit que le futur empire de ce monde disloqué appartiendrait au plus digne, c'est-à-dire à celui qui se mettrait en mesure de servir avec le plus d'intelligence et de vigueur les intérêts de l'avenir. Si Frédéric est grand par les choses qu'il a faites, il l'est bien autrement encore par celles qu'il a préparées. Une fois qu'il eut marqué le but où devait tendre l'Allemagne du nord, il y marcha sans hésitation, sans scrupule, avec un mélange extraordinaire de fougue et de ténacité, d'allures despotiques et d'instincts libéraux, de hauteur méprisante et de sympathie humaine, tantôt dissimulé jusqu'à la fourberie, tantôt sincère jusqu'au cynisme, vrai type, non pas de Salomon ou de Mandrin, comme l'appelait tour à tour Voltaire, mais du révolutionnaire couronné, tel que le XVIII^e siècle devait le former pour l'admiration des uns et le scandale des autres. Son œuvre, à coup sûr, vaut infiniment mieux que sa personne... J'oublie cependant, car les idées se pressent au seul nom de ce singulier grand homme, il séduit et il provoque, il charme et il irrite, — j'oublie, disais-je, que je n'ai pas à tracer ici le portrait, encore moins l'apologie de Frédéric II. Je veux prendre seulement dans le livre de M. le comte de Vitzthum quelques détails ignorés ou mal connus dont l'histoire doit faire son profit.

Le plus curieux des épisodes auxquels s'appliquent les rectifications de M. de Vitzthum, ce sont les rapports de la Prusse et de la Saxe au début de la guerre de sept ans. L'auteur, on n'en saurait douter, a voulu rapprocher cet épisode de la situation des deux

pays au commencement de l'année 1866. Les procédés despotiques et perfides de Frédéric II vis-à-vis de l'électeur de Saxe, roi de Pologne, lui ont paru comme une sorte de programme prussien trop fidèlement suivi de nos jours par le comte de Bismark, et il a cru que le juste intérêt attaché il y a cent ans à de royales victimes profiterait aujourd'hui à la politique de M. de Beust. Nous examinerons tout à l'heure quelle est la portée de ces rapprochemens; il faut savoir d'abord ce que l'historien, avec ses documens secrets, a de neuf à nous apprendre. Du laborieux récit de M. de Vitzthum je détache ce qui est vraiment digne d'être recueilli par la critique, le tableau des perfidies et des violences de Frédéric II au début de la guerre de sept ans. Les méfaits de Frédéric en 1756, comme les méfaits de M. de Bismark en 1866, doivent-ils nous faire oublier quels intérêts et quels droits représente l'Allemagne du nord depuis la révolution du *xvi^e* siècle? C'est là un problème d'un autre ordre. L'erreur que je reproche à M. de Vitzthum, l'erreur perpétuelle qui gâte pour moi ce curieux livre, c'est d'avoir embrouillé toutes ces choses. *Divido sententiam*, disait le sage antique. Distinguons les principes et les hommes qui en abusent. Je vais raconter avec M. de Vitzthum une aventure odieuse, je vais maintenir contre M. de Vitzthum les grandes causes qu'il a méconnues; dans l'une et l'autre tâche, je serai fidèle à une même inspiration, l'amour de la justice et de la vérité.

II.

Au mois d'août 1756, Frédéric, persuadé ou feignant d'être persuadé que l'Autriche et la Russie viennent de s'allier contre lui par un traité secret, se décide à porter la guerre dans les états de Marie-Thérèse. C'est en Bohême qu'il veut frapper les premiers coups; pour cela, il a besoin de traverser le territoire saxon. Ce droit de passage, de passage innocent, comme on disait, — *ohnschädlicher Durchmarsch, transitus innoxius*, — était réglé par les lois de l'empire et soumis à certaines formalités, quand une des parties belligérantes avait à traverser un état neutre. Sans se soucier des règles, Frédéric se borne à signifier au cabinet de Dresde que son armée entre en Saxe. Il ne demande pas, il ne prévient pas; c'est le 28 août qu'il est parti de Potsdam pour aller rejoindre son armée à la frontière saxonne, et ce jour-là même le ministre saxon à Berlin, M. de Bulow, mandé vers le soir par le comte de Podevils, ministre du roi de Prusse, reçoit officiellement la notification du *transitus innoxius*. Que le roi de Pologne ne s'alarme point, disait M. de Podevils; les troupes prussiennes observeront la plus sévère discipline, la cour de Dresde sera l'objet des plus res-

pectueux ménagemens, on ne mettra nul obstacle au départ de l'électeur pour son royaume de Pologne, où l'appelle l'ouverture de la diète, des ordres seront donnés en Silésie pour que le royal voyageur trouve partout les relais de poste dont il aura besoin. M. de Bulow transmet immédiatement ces étonnantes nouvelles au chef du cabinet saxon et termine sa dépêche par ces paroles : « M. le comte de Podevils finit par me dire que, comme cette marche involontaire, ce *transitus innoxius* ne devait donner aucunement atteinte à l'amitié et bonne intelligence entre ces deux cours, le roi son maître l'avait chargé en particulier de me donner l'assurance que je pourrais continuer mon ministère en toute tranquillité, et qu'on aurait toujours pour moi la considération attachée à mon caractère public. Je me suis contenté de réserver le rapport de ce propos inattendu, puisque toute réplique aurait été inutile... » Bien inutile en effet. Dès le lendemain, 29 août, un escadron de hussards prussiens entrait en pleine Saxe, à Leipzig, et le colonel annonçait à la ville qu'elle aurait à recevoir huit bataillons d'infanterie, deux régimens de grenadiers, deux escadrons de hussards, six ou huit cents chevaux des trains d'artillerie. Quelques heures après le prince Ferdinand de Brunswick, commandant de ce corps d'armée, arrivait à l'hôtel de ville, et tenait au conseil assemblé ce discours sans ambages : « Je suis venu ici par l'ordre de sa majesté le roi de Prusse, avec les troupes que vous allez recevoir. Le roi promet sa gracieuse bienveillance au conseil et à toute la bourgeoisie, espérant que ses troupes seront logées et nourries comme il convient. » Le prince ajouta, en s'adressant à une députation de marchands, que les droits de commerce, quels qu'en fussent la nature et le nom, ne seraient plus désormais payés au roi de Pologne. « C'était, s'écrie M. de Vitzthum, c'était ce même prince devenu alors duc régnant de Brunswick que la Némésis devait atteindre en personne un demi-siècle plus tard, le jour où il tomba sur le champ de bataille d'Iéna, après avoir vu périr dans ses mains l'armée et le royaume de Prusse. »

Informé de l'irruption des Prussiens, le roi de Pologne croit sauver les apparences en accordant ce qu'on a oublié de lui demander. Auguste III savait déjà que l'armée prussienne foulait le sol saxon quand il écrit à Frédéric : « Monsieur mon frère, le ministre de votre majesté à ma cour, venant de faire la réquisition pour le passage de ses troupes par mes états pour aller en Bohême, je l'ai accordé, espérant que votre majesté fera observer une exacte discipline. Aussi ai-je envoyé vers votre majesté mon lieutenant-général et commandant du corps de Suisses sieur de Meagher pour mieux concerter tout ce qui est relatif à cette marche et en régler l'exécution... » Cette lettre est du 29 août; le soir même, M. de

Meagher prend la route de Leipzig, et, ignorant ce qui vient de se passer dans cette ville, il tombe au milieu des Prussiens, qui l'arrêtent. Singulière ambassade! il va offrir le libre passage de la Saxe, et déjà ce passage est pris d'autorité; il va recommander la discipline réglementaire à ces terribles hôtes, et il les trouve installés déjà comme en pays conquis; il apporte des paroles de modération, de neutralité, d'amitié sincère, on l'emprisonne. Il faut bien pourtant qu'on se résigne à lui laisser accomplir sa mission : un officier prussien le conduit à Wittemberg, auprès du prince de Dessau, et de là au quartier-général du roi de Prusse, qui le reçoit enfin le 1^{er} septembre. Frédéric est d'abord sarcastique et dur; il croit que la neutralité de la Saxe cache des sentimens favorables à Marie-Thérèse, et sa colère, vraie ou simulée, rejaillit sur l'envoyé du roi de Pologne. Quelques heures après, ayant écrit sa réponse au souverain saxon, il se calme, et rappelant M. de Meagher : « Mon général, dit-il, je suis fâché de faire votre connaissance dans les conjonctures présentes. J'espère qu'il s'en trouvera de plus gracieuses. J'ai ouï dire beaucoup de bien de vous. Tenez, voilà la réponse au roi votre maître. Je me flatte qu'il en sera content. C'est tout ce que je puis dans les circonstances. D'ailleurs ce n'est point cupidité ou désir de m'agrandir qui m'ont déterminé à la démarche que je fais. Mes ennemis m'y ont forcé... » *La démarche que je fais!* Ces mots sonnent singulièrement aux oreilles du brave officier qui a vu les états de son maître envahis en pleine paix, et qui vient d'être arrêté lui-même au mépris de tous les droits. Il se contient pourtant, et se borne à dire que rien ne justifierait les défiances du roi de Prusse. Le roi de Pologne n'a-t-il pas été pour lui un bon et loyal voisin depuis le traité de Dresde? N'est-il pas décidé à maintenir ce traité fidèlement? « Oui, répond Frédéric, je le crois de la part de votre maître : il est droit et honnête homme; mais il n'en est pas de même de ses serviteurs, qui pensent autrement, et... enfin, monsieur, vous avez la lettre. C'est tout ce que je puis dire au roi. Faites-lui mes complimens. » La lettre de Frédéric II, remise à Auguste III par M. de Meagher le lendemain 2 septembre, était conçue en ces termes :

« Monsieur mon frère,

« Les inclinations que j'avais pour la paix sont si notoires que tout ce que je pourrais dire à votre majesté ne le prouverait pas davantage que la convention de neutralité que j'ai signée avec le roi d'Angleterre. Depuis ce temps, par différens reviremens de système, la cour de Vienne a cru trouver le moment favorable pour mettre en exécution des desseins que depuis longtemps elle couvait contre moi. J'ai employé la voie de la négociation, la croyant plus convenable pour dissiper des soupçons réciproques

auxquels différentes démarches de la cour de Vienne avaient pu donner lieu. La première réponse que j'ai reçue de la cour de Vienne est si obscure et énigmatique qu'un prince qui veut pourvoir à sa sûreté ne peut s'en contenter. La seconde était conçue avec tant de hauteur et de mépris, qu'elle devait offenser l'indépendance de tout prince qui a son honneur à cœur, et, quoique je n'eusse insisté que sur les assurances que j'exigeais de l'impératrice-reine d'être sûr contre les entreprises qu'elle pourrait faire contre moi cette année-ci et l'année qui vient, elle n'a pas daigné répondre à une demande aussi importante. Ce refus m'a obligé malgré moi de prendre le parti que j'ai cru le plus propre pour prévenir les desseins de mes ennemis. Cependant, tant pour l'amour de la paix que par esprit d'humanité, j'ai encore ordonné à mon envoyé à Vienne de faire de nouvelles représentations à cette cour, en lui faisant sentir que sa dernière réponse étant non-seulement conçue en termes très peu mesurés, mais encore remplie d'une mauvaise dialectique qui ne répondait point à ce que je lui demandais, je me mettais en mouvement d'un côté, — mais que, si encore l'impératrice voulait me donner la sûreté que je lui demandais pour cette année et l'année qui vient, elle pouvait compter que je sacrifierais volontiers toutes les dépenses d'un commencement de guerre à la tranquillité publique, et que de plus je consentirais incessamment à mettre les choses sur le pied de la paix. Voici la vraie situation où je me trouve. Ce n'est ni la cupidité ni l'ambition qui dirigent mes démarches, mais la protection que je dois à mes peuples, et la nécessité de prévenir des complots qui deviendraient plus dangereux de jour en jour, si l'épée ne tranchait ce nœud gordien lorsqu'il en est temps encore. Voilà à peu près toutes les explications que je suis en état de donner à votre majesté. Je ménagerai ses états autant que ma situation présente le permettra. J'aurai pour elle et pour sa famille toute l'attention et la considération que je dois avoir pour un grand prince que j'estime et que je ne trouve à plaindre qu'en ce qu'il se livre trop aux conseils d'un homme dont les mauvaises intentions me sont trop connues, et dont je pourrais prouver les noirs complots papiers sur table.

« J'ai fait toute ma vie une profession de probité et d'honneur, et sur ce caractère qui m'est plus cher que le titre de roi, que je ne tiens que du hasard de la naissance, j'assure votre majesté que, quand même dans quelques momens, surtout du commencement, les apparences me seraient contraires, elle verra, en cas qu'il soit impossible de parvenir à une réconciliation, que ses intérêts me seront sacrés, et qu'elle trouvera dans mes procédés plus de ménagemens pour ses intérêts et pour ceux de sa famille que ne lui veulent insinuer des personnes qui sont trop au-dessous de moi pour que j'en daigne faire mention. Je suis, avec la plus parfaite estime et considération, monsieur mon frère, de votre majesté,

« Le bon frère,

« FRÉDÉRIC II.

« A Pretsch, le 1^{er} de septembre 1756. »

Les personnes dénoncées dans ces dernières lignes avec tant d'irritation et de hauteur, est-il besoin de le rappeler? c'étaient les

ministres d'Auguste III, c'était surtout le chef du cabinet de Saxe, M. le comte de Brühl. Frédéric exagérait sans doute, soit par colère, soit par politique, quand il se faisait fort de prouver, *papiers sur table*, les noirs complots du personnage; M. de Vitzthum me paraît exagérer à son tour lorsqu'il veut absolument que le comte de Brühl n'ait jamais nourri de pensées hostiles au roi de Prusse. La vérité est que le ministre saxon, au milieu de sa vie épicurienne, avait assez de clairvoyance pour s'effrayer par momens de l'ardeur de Frédéric II, et que sa mollesse, bien plus encore que ses principes, en faisait nécessairement l'auxiliaire de Marie-Thérèse, le collaborateur secret de M. de Kaunitz. La Saxe du comte de Brühl, alors même qu'elle restait neutre, était, si l'on me passe ce terme, la première préfecture du vieil empire.

On devine l'émoi de la cour de Dresde après une telle missive: les promesses de modération, les assurances d'amitié n'étaient là que pour la forme; Frédéric, à la tête d'une armée de soixante-dix mille hommes, occupait tout le nord de la Saxe, et il accusait les *noirs complots* du cabinet saxon! Que faire en ce péril? persister à demeurer neutre ou se joindre aux troupes impériales? chercher un refuge quelque part, en Bohême, en Pologne, ou bien se retrancher sur un point du pays et garder la défensive? M. de Vitzthum, à l'aide de ses pièces authentiques, nous révèle toutes les opinions qui se croisent en ce conseil effaré. Diplomates, généraux, chacun à son point de vue propose un plan de campagne. Enfin c'est l'avis le plus sage qui l'emporte: le roi quittera Dresde, sa dignité l'exige; quelle serait sa position en face des hôtes redoutables qui demain peut-être envahiront la ville! La plus grande partie de l'armée saxonne est rassemblée au camp de Pirna, espèce de forteresse naturelle défendue par des rochers à pic; la place du roi est là. On avisera ensuite aux projets ultérieurs. Soit qu'on veuille s'unir à l'Autriche, soit qu'on essaie de tenir tête à la Prusse sans s'écarter du territoire, on peut attendre les événemens derrière ce rempart inexpugnable. Dès le 2 septembre, le soir même du jour où s'est tenu ce conseil, la garnison de Dresde va rejoindre le corps d'armée, laissant à la milice bourgeoise le soin de garder la ville. Le lendemain, Auguste III se met en route pour le camp après avoir adressé au roi de Prusse la réponse que voici :

« Monsieur mon frère, le général Meagher vient de m'apporter la lettre que votre majesté m'a écrite en réponse à celle dont je l'avais chargé pour elle. Je suis à la vérité fort sensible aux expressions affectueuses avec lesquelles votre majesté m'assure de son amitié pour ma personne; mais je me flatte qu'elle voudra bien me faire sentir incessamment les effets de ces assurances, qui me sont très précieuses.

« Les différends survenus entre votre majesté et l'impératrice-reine ne me regardent en aucune façon. De plus votre majesté a fait faire, comme elle m'en instruit, de nouvelles représentations à la cour de Vienne, et elle se réglera en conséquence de la réponse qu'elle en recevra. Mais j'aurais dû me flatter qu'en prenant le passage innocent par mes états suivant les constitutions de l'empire connues à votre majesté, elle ne les occuperait pas, et qu'en se conformant à la déclaration qu'elle a fait publier, — « qu'elle n'a aucune intention de me faire la guerre, ni de traiter mes états comme des pays ennemis, » — elle en agirait au contraire avec les ménagemens d'un prince ami et bien intentionné. Au lieu de cela, les troupes de votre majesté y font des exactions, s'emparent de mes caisses et les emportent, viennent de démolir une partie de ma forteresse de Witttemberg et arrêtent mes officiers-généraux et autres quand elles les rencontrent. J'en appelle aux sentimens de justice et de probité dont votre majesté fait profession, et je suis persuadé qu'elle ne voudra pas que moi et mes états devions souffrir des différends de votre majesté avec l'impératrice-reine. Je désirerais au reste que votre majesté voulût me donner à connaître les noirs complots dont elle fait mention dans sa lettre, et que j'ai ignorés jusqu'à présent. Je prie donc votre majesté de faire attention à mes représentations et d'évacuer mes états en en faisant sortir ses troupes le plus tôt possible. Je suis prêt à donner à votre majesté toutes les sûretés qu'elle pourra exiger de moi, convenables à l'équité et à ma dignité; mais comme le temps presse, et que je ne saurais, dans la position violente où je me trouve, voir approcher encore de plus près des troupes qui en quelque sorte agissent en ennemis et qui me font appréhender par là des suites encore plus fâcheuses, je prends le parti de me rendre à mon armée pour y recevoir au plus tôt les explications ultérieures de votre majesté, lui protestant en même temps encore une fois que mon intention n'est nullement de m'éloigner d'une convention de neutralité avec elle, mais que plutôt j'y donnerai les mains avec une satisfaction parfaite. Je mets toute confiance dans l'amitié de votre majesté, lui réitère les protestations de la mienne, et suis avec la plus parfaite considération, de votre majesté,

« Le bon frère,

« A. R.

« A Dresde, le 3 septembre 1756. »

Au moment où le roi de Pologne somrait ainsi le roi de Prusse de conformer sa conduite à ses paroles et d'évacuer ses états au plus tôt, selon les règles du *transitus innoxius*, on entendait retentir à quelques lieues de là le premier coup de feu de la guerre de sept ans. Un lieutenant-colonel de hussards, sorti des avant-postes de l'armée prussienne, s'était présenté devant la forteresse de Stolpea, avait désarmé les sentinelles en signifiant au commandant l'ordre de lui livrer la place, et comme celui-ci faisait mine de résister, il lui avait tiré à bout portant un coup de pistolet au flanc gauche. Quelques instans après la forteresse était au pouvoir de l'ennemi.

Ainsi, malgré les déclarations de Frédéric, malgré la neutralité de la Saxe, malgré le *transitus innoxius*, la guerre a commencé. Dès cette heure, les événemens se précipitent avec une rapidité singulière. Le roi de Prusse, le prince de Brunswick, le duc de Bevern, commandant les trois corps d'armée, occupent d'un bout à l'autre tout le nord de la Saxe; ils marchent vers Dresde, vers le camp de Pirna, vers la frontière de Bohême. Le roi de Pologne est au camp avec son armée; il a formé un instant le projet de devancer les Prussiens vers la Bohême et de se réunir aux troupes impériales que commande le maréchal Broune, mais les hussards de Frédéric occupent déjà les chemins. Auguste III, qui ne sortait qu'à regret de sa neutralité, restera donc enfermé dans cette grande forteresse naturelle des plateaux de Pirna, où il peut defier tous les assauts. Désiera-t-on aussi la famine? Ces troupes ont été entassées bien à la hâte, on n'a pas eu le temps de pourvoir aux approvisionnemens; si les Prussiens, comme on peut le craindre, se décident à bloquer le camp de Pirna, que deviendra-t-on au bout de quelques semaines? Dès le 6 septembre, on n'a plus le moindre doute sur les intentions du roi de Prusse; une lettre de sa main, en date du 5, annonce au roi de Pologne que ses états ne seront pas évacués de si tôt. Pourquoi? « Pour cent raisons de guerre qu'il serait ennuyeux d'alléguer. » Il est évident que Frédéric a besoin de la Saxe, qu'il veut en faire sa base d'opérations, qu'il ne s'engagera pas dans une guerre contre l'Autriche en laissant derrière lui l'armée et le gouvernement saxons, un gouvernement à demi autrichien, disait-il, et complice de tous ses ennemis. C'est le 6 septembre que la lettre du roi de Prusse est arrivée au camp de Pirna; le 7, des courriers partent pour toutes les capitales de l'Europe. A Vienne, la Saxe implore le secours de l'impératrice contre le violateur des lois de l'empire; à Saint-Petersbourg, à Stockholm, à Paris, elle dénonce le perturbateur de la paix générale, le prince factieux qui déchire le traité de Westphalie. Il était temps que les courriers partissent; le surlendemain, 9 septembre, les trois divisions prussiennes ayant opéré leur jonction, l'armée saxonne était bloquée dans le camp de Pirna par les soixante-dix mille hommes de Frédéric.

« Les Saxons faisaient retentir toute l'Europe de leurs cris; ils répandaient les bruits les plus injurieux aux Prussiens sur leur invasion dans cet électorat : il était nécessaire de désabuser le public de toutes ces calomnies, qui, n'étant point réfutées, s'accréditaient et remplissaient le monde de préjugés contre la conduite du roi. Depuis longtemps, le roi possédait la copie des traités du roi de Pologne et des relations de ses ministres aux cours étrangères. Quoique ces pièces justifiasent pleinement les entreprises de la

Prusse, on ne pouvait en tirer parti : si on les eût publiées, les Saxons les auraient taxées de pièces supposées et forgées à plaisir pour autoriser une conduite audacieuse qu'on ne pouvait soutenir que par des mensonges ; cela obligea d'avoir recours aux pièces originales qui se trouvaient encore dans les archives de Dresde. Le roi donna des ordres pour qu'on les saisisse. Elles étaient toutes emballées et prêtes à être envoyées en Pologne. La reine, qui en fut informée, voulut s'y opposer. On eut bien de la peine à lui faire comprendre qu'elle ferait mieux de céder par complaisance pour le roi de Prusse... » C'est ainsi que Frédéric lui-même, en son récit de la guerre de sept ans, expose une des scènes les plus révoltantes de ce *transitus innoxius*. Le roi est obligé de soustraire les papiers d'un état neutre, il ordonne de les saisir, il fait forcer les caisses, briser les serrures... Ne semble-t-il pas, à l'entendre, que ce soit la chose la plus naturelle du monde ? Et en présence de ces effractions, que dites-vous de la surprise causée au royal larron par le peu de complaisance de la reine ? Les procès-verbaux que publie M. de Vitzthum nous rendent la scène dans toute sa brutalité. La reine de Pologne était restée à Dresde après le départ du roi pour le camp de Pirna ; on avait espéré que la présence d'une princesse auguste, moins respectable encore par son rang que par ses vertus, inspirerait quelque retenue aux Prussiens, s'ils osaient, au mépris de tous les droits, occuper militairement la capitale. Les Prussiens, avant même d'avoir bloqué l'armée saxonne, avaient pris possession de Dresde. Frédéric, arrivé dans la matinée du 9 septembre avec plusieurs bataillons, avait immédiatement envoyé un de ses aides-de-camp saluer la reine de sa part, disant qu'il serait venu lui-même, s'il n'avait craint qu'en de telles circonstances sa visite ne fût importune, et promettant que la dignité de la reine n'aurait pas à souffrir la plus légère atteinte. La reine, quoique prisonnière en son palais, conservait un semblant d'autorité. Il avait été expressément convenu que la garde suisse continuerait à faire exclusivement le service intérieur du château. Or, quelques heures après, trois patrouilles prussiennes viennent s'établir à la porte de la chancellerie secrète, avec ordre de ne laisser entrer ni sortir personne. Sur les plaintes de la reine, le commandant des grenadiers prussiens, M. de Vangenheim, arrive au palais, chargé d'une communication pour tous les secrétaires de la chancellerie. « Le roi mon maître, leur dit-il, a décidé que les papiers de la chancellerie saxonne resteraient dans l'état où ils sont, que nul ne devait y toucher, soit pour ajouter, soit pour enlever quoi que ce fût. Nous avons placé ici des sentinelles pour assurer l'exécution de cet ordre ; nous les ferons sortir, si l'on consent à nous livrer les clés de toutes les portes, de tous les bureaux, les clés de

chaque armoire et de chaque tiroir. Si on nous les refuse, les postes seront doublés. » Les secrétaires vont conférer avec la reine sur le parti à prendre ; ils lui conseillent de ne pas se laisser effrayer par la menace du commandant : « Laissons-le doubler ses postes, et gardons nos clés ; ce sera obliger le roi de Prusse à briser les portes, les serrures, à se déshonorer par une sorte de brigandage. » La reine préfère un moyen terme ; elle ne veut ni admettre les sentinelles prussiennes dans l'intérieur du palais, ni livrer ces clés pour qu'on en fasse usage. Elle les remettra, puisqu'il le faut, mais dans un paquet scellé du sceau royal ; les portes du cabinet de la chancellerie seront scellées de la même manière. Ne sont-ce pas là les garanties que demande le roi de Prusse ? Déconcerté un instant par cette offre inattendue, M. de Vangenheim ne s'y rend pas sans résistance ; les clés, il veut les voir, les toucher, les compter ; quant aux scellés, il insinue brutalement que la garantie pourrait bien être insuffisante, et n'accepte le sceau de la reine sur les portes de la chancellerie qu'à la condition d'y apposer le sien propre. La proposition ayant été repoussée comme une insulte, le soldat emporte ses clés et va consulter son chef, le général Wylich, commandant de la place. Il revient à dix heures du soir, annonçant que le général lui a donné l'ordre de placer son propre sceau à côté du sceau de la reine.

Est-ce assez de grossièretés et d'outrages ? Non, tout n'est pas fini. Le lendemain 10 septembre, à sept heures du matin, M. de Vangenheim, qui la veille avait relevé ses sentinelles, revient établir trois patrouilles à la porte de la chancellerie et fait prévenir la reine que, le roi de Prusse ayant besoin de certains papiers déposés aux archives, il est obligé d'y pénétrer malgré le sceau qui en protège le seuil. La reine était à la messe dans la chapelle du château ; elle mande son premier chambellan, le baron de Wessenberg, et lui donne mission d'aller porter ses plaintes au roi de Prusse, qui, après quelques heures passées à Dresde, était reparti pour le quartier-général. Vangenheim déclare qu'il lui est impossible d'attendre le retour du messenger, et déjà il s'apprête à briser le sceau. A ce moment-là même, la reine, sortant de la chapelle, traversait la galerie sur laquelle s'ouvre la chancellerie ; elle voit ce qui se passe, marche droit à la porte et demande à M. de Vangenheim s'il osera bien mettre la main sur la reine de Pologne. Le soldat s'incline, s'excuse, balbutie et court demander de nouveaux ordres au général. Le général arrive lui-même ; il arrache le sceau, il ouvre les portes, il fouille les tiroirs, il brise les cassettes dont les clés lui manquent, il ajoute les menaces aux violences, et enfin, après toute une journée de perquisitions, c'est-à-dire de bouleversement et de pillage dans la chancellerie saxonne, il part avec ses acolytes, em-

portant d'énormes liasses de papiers entassées dans trois gros sacs de toile (1).

Qu'on se représente maintenant l'attitude des trois acteurs principaux dans ce singulier drame : à Dresde, la reine de Pologne humiliée par les soldats de Frédéric ; à Pirna, le roi de Pologne aussi captif au milieu de son armée que la reine en son palais ; Frédéric enfin, dans son quartier-général de Sedlitz, dominant tout le pays, faisant échec au roi, échec à la reine, ici imposant la loi à Dresde, là resserrant chaque jour un cercle de fer autour des troupes saxonnes, « qui se laissent affamer galamment. »

Que fait le roi de Pologne, tandis que Frédéric, avec sa volonté impérieuse et son humeur sarcastique, répand autour de lui l'activité qui le dévore ? Nul contraste plus grand que celui des deux souverains. Nous avons là en quelques traits l'histoire même de la Prusse et de la Saxe au XVIII^e siècle. Si l'écrivain qui rapporte ces choses était prussien, on pourrait croire qu'il essaie de justifier l'ardeur intempérante de Frédéric II par la somnolence d'Auguste III ; M. de Vitzthum n'est pas suspect, ses révélations n'en ont que plus de valeur. Que fait donc le roi de Pologne ? Pendant les six semaines qu'il a passées au camp de Pirna, au milieu de ses troupes bloquées, affamées, à qui chaque jour on diminue les rations et dont il faut soutenir la constance, — pendant ces six semaines d'épreuves (3 septembre — 6 octobre), c'est à peine si Auguste III s'est montré à son armée. Enfermé dans une maison seigneuriale du village de

(1) Voilà comment a pu être composé le manifeste célèbre publié vers la fin de l'année 1756 par ordre de Frédéric, et dont le titre est conçu en ces termes : *Mémoire raisonné sur la conduite des cours de Vienne et de Saxe, et sur leurs desseins dangereux contre sa majesté le roi de Prusse, avec les pièces originales et justificatives qui en fournissent les preuves*. Ces pièces justificatives, auxquelles Frédéric renvoie le lecteur dans le troisième chapitre de son *Histoire de la Guerre de Sept Ans*, et que le récent éditeur des œuvres complètes du roi, M. Preuss, a insérées comme annexe de ce chapitre (t. IV, p. 40-79), sont devenues en Allemagne l'objet d'une controverse qui dure encore. Il nous semble que la vérité, avec toutes ses nuances, se trouve dans cette lettre que le comte de Brühl adressait le 20 septembre 1756 au comte de Flemming, ministre de Saxe à Vienne : « Le roi de Prusse a fait ouvrir par force le cabinet et enlever les papiers, par lesquels il prétend aujourd'hui justifier toute l'horreur de ses procédés. L'enlèvement de ces papiers, auquel nous ne pouvions jamais nous attendre de la part d'un prince qui ne se déclare pas ennemi, nous fait, comme votre excellence le sent bien, une peine infinie ; il est certain que le roi de Prusse a pu voir qu'on n'a pas plaidé sa cause, mais toujours n'a-t-il pas pu trouver que nous fussions entrés dans un concert contre lui, vu que cela n'est point... » Ainsi, pas de concert, pas de noirs complots ; mais enfin le gouvernement saxon, — et il en avait bien le droit à ses risques et périls, — n'avait pas plaidé la cause du roi de Prusse. Il y a des pays, on le verra par la suite de cette histoire, il y a des pays malheureux à qui la géographie et la politique, en des circonstances données, rendent la neutralité impossible. Or la neutralité de la Saxe entre l'Autriche et la Prusse n'était-elle pas une neutralité équivoque ?

Struppen, il s'abandonne à ses chagrins avec un mélange de vertueuse bonhomie et de cérémonial ridicule. A lire ces étranges détails, on est tour à tour attendri et impatienté. Ce bonhomme de roi n'est point un chef d'état. Une seule fois, le 9 septembre, il est monté à cheval pour aller visiter le fort de Kœnigstein; ajoutez à cela deux courses en voiture à travers le camp, c'est toute la part qu'il a prise aux labeurs et aux émotions du soldat. L'étiquette de la cour et les prescriptions du comte de Brühl tiennent à distance les serviteurs les plus dévoués. Le commandant en chef de l'armée est le maréchal Rutowski, un des fils naturels d'Auguste II, le digne frère de Maurice de Saxe, car il lui a disputé en 1741 l'honneur de l'escalade de Prague. Tous les jours, le maréchal est admis pendant quelques minutes à l'audience du roi : pure cérémonie, visite de parade, jamais le roi ne lui adresse une parole qui se rapporte à la marche des affaires ou à la situation de l'armée. Les ordres du souverain sont transmis au maréchal par le comte de Brühl. Le comte de Brühl décide tout, règle tout; il a habitué le monarque à ne voir que par ses yeux. Jamais l'apathie d'un roi fainéant n'a été plus complètement exploitée. Les fils mêmes de son maître, il les tient à distance. Il y en a deux qui ont suivi leur père à Pirna, le prince Xavier et le prince Charles, le premier âgé de vingt-six ans, le second qui en a déjà vingt-trois; ils ne sont rien au conseil, rien à l'armée; on ne les laisse servir qu'à titre de volontaires, et chaque fois que le comte de Brühl entre dans le cabinet du roi, ils doivent se retirer aussitôt. Le roi les aime pourtant, et de l'amour le plus tendre. C'est même là le seul trait intéressant de sa physionomie. Ce roi épicurien, ce grand seigneur amoureux de ses musées et qui surveillait sa troupe d'opéra comme Frédéric II ses bataillons, était cordialement sensible à toutes les joies de la famille. Éloigné de la reine, privé de la conversation de ses filles, ces jeunes princesses d'une grâce si noble et d'un esprit si merveilleusement doué, il se sentait comme frappé de stupeur. Ce n'était pas le roi, ce n'était pas le politique, ce n'était pas le chef de l'armée saxonne qui souffrait de se voir paralysé ainsi par le blocus de Pirna; c'était le père, singulier mélange de vertus et de faiblesse, prince candide et fastueux, honnête et pusillanime.

Avec ces qualités et ces défauts, l'histoire doit le féliciter doublement de sa résistance opiniâtre aux négociations, c'est-à-dire aux séductions et aux violences du roi de Prusse. S'il n'agissait guère, il écrivait, et une fois qu'il eut pris son parti, jamais sa plume loyale ne trembla dans sa main. Frédéric a dit insolemment dans son *Histoire* : « Il était plus aisé pour les Saxons d'écrire que de se battre. » Rien de plus révoltant que ce langage. Les Saxons

ne demandèrent qu'à en finir par les armes, tant que la lutte fut possible. En vérité, ce ton méprisant sied-il au personnage qui, violant un territoire ami et se moquant de ses propres déclarations, ne rougissait pas d'opposer soixante-dix mille combattans à dix-huit mille hommes indignement provoqués? N'avait-on point le droit de lui renvoyer l'injure? De quel côté étaient le courage et l'honneur? Frédéric se contentait de bloquer les Saxons, déclarant leur position inattaquable; lorsque Napoléon, cinquante ans plus tard, visita le camp de Pirna, il découvrit neuf endroits qui eussent donné prise à l'assaut. Un peu plus de modestie aurait donc convenu en cette circonstance à l'historien de la guerre de sept ans. Si Auguste III écrivait lettres sur lettres à Frédéric et à l'impératrice, c'est que, malgré ses sympathies pour l'Autriche, il avait résolu de rester neutre. Le coupable ici, ce n'est pas le malheureux roi surpris par l'invasion et tâchant de maintenir la neutralité de la Saxe; ce n'est pas le maréchal Rutowski, partagé entre ses instincts de soldat et ses devoirs de chef; ce ne sont pas tous ces braves généraux impatients de combattre et obligés de se rendre pour sauver l'armée : le vrai coupable, c'est le comte de Brühl, le favori qui avait confisqué l'esprit du souverain, le ministre indolent qui, par sa politique au jour le jour, sans plans, sans idées, sans principes, avait excité les défiances de la Prusse et n'avait pas su se ménager à temps l'appui de Marie-Thérèse.

Ainsi le roi de Pologne, prisonnier dans son camp, ne sortait de son morne silence que pour rédiger des missives. Grâce à M. de Vitzthum, nous avons aujourd'hui toutes ces lettres si curieuses du mois de septembre 1756. C'est le moment où le roi fainéant se relève; sur cette molle figure éclate par instans une sorte de lueur. Au contraire quelle perfidie et quelle dureté dans les lettres de Frédéric! Auguste a écrit, le 13 septembre, une page qui peut se résumer ainsi : « Vous voulez détruire mon armée par la disette ou par le fer; nous ne craignons ni l'une ni l'autre. Considérez d'ailleurs et votre rôle et le mien; songez à notre dignité commune et respectons la justice. *Je fais et je veux tout faire pour m'entendre avec votre majesté sur l'unique point qui l'occupe, pourvu que je puisse le faire avec honneur.* » C'est-à-dire : « Traversez mes états suivant le droit impérial, allez faire la guerre à l'Autriche, ni aujourd'hui ni demain je ne me mêlerai de vos querelles, et, quelle que soit l'issue de la lutte, vous n'aurez rien à redouter de la Saxe. Promesses, traités, garanties, vous obtiendrez de moi tout ce que vos intérêts exigent; ne me demandez rien de plus, n'espérez pas me contraindre à une alliance avec vous contre l'empire; l'honneur me le défend. » Mais c'est là précisément ce que réclame Frédéric; forcé

enfin d'expliquer ses violences, il déclare que *le sort de la Saxe doit être lié au sort de la Prusse*. Ce n'est pas une ouverture, c'est un ordre : *il le faut*. Écoutez cet ultimatum.

« Monsieur mon frère, je n'ai rien de plus à cœur que ce qui peut regarder personnellement l'honneur et la dignité de votre majesté. Elle peut être persuadée que sa personne dans son camp m'a plus embarrassé que ses troupes. Je crois cependant qu'il y a un moyen pour accorder sa dignité avec ce qu'exigent mes intérêts dans le moment présent, et que tout ceci peut se terminer d'une façon également honorable à l'un et à l'autre. Si votre majesté le juge à propos, j'attends son consentement pour lui envoyer un officier-général chargé de propositions pour elle. Je la prie de lui parler seul et de daigner lui répondre. Je lui répète encore, et je l'assure sur mon honneur, qui m'est plus cher que ma vie, que je n'en veux ni à sa personne ni aux intérêts de sa famille, mais que dans les circonstances présentes *il faut que son sort soit lié au mien, et je l'assure, sur tout ce qu'il y a de plus sacré, que, si la fortune me seconde dans la présente guerre, elle n'aura pas lieu de m'en vouloir du mal, mais que, si le malheur m'en veut, la Saxe aura le même sort que la Prusse et le reste de mes états*. Je suis avec toute la considération imaginable, monsieur mon frère, de votre majesté le bon frère,

« FRÉDÉRIC.

« A Sedlitz, ce 13^e de septembre 1756. »

Le négociateur annoncé par le roi de Prusse arrive au camp de Pirna. Le roi de Pologne consent-il, oui ou non, à faire cause commune avec la Prusse? Voilà ce que le général de Winterfeld est chargé de demander à Auguste III. — Jamais, répond le roi. Et mon honneur! et ma parole royale! Comment pourrais-je tourner mes armes contre une princesse à laquelle m'attachent des liens sacrés? Ce que je puis faire, et je l'offre de grand cœur, c'est d'assurer la sécurité du roi de Prusse par la neutralité la plus loyale. — Cette réponse si nette, il la fait directement au général de Winterfeld, il l'adresse par écrit au roi de Prusse, et bientôt, prenant l'initiative à son tour, il envoie un de ses officiers, M. d'Arnim, porter au quartier-général prussien ses offres de garanties. M. d'Arnim a rédigé lui-même sa conversation avec Frédéric II. La scène est vive, et contient plus d'un trait que doit recueillir l'histoire. On nous saura gré de la citer ici tout entière.

« *Détail de ce qui s'est dit pendant l'audience que j'ai eue le 15 septembre de sa majesté le roi de Prusse.*

« LE ROI, après avoir lu la lettre que je lui apportais. — Je vois que le roi de Pologne se refuse à joindre ses troupes aux miennes, mais je n'en saurais démordre, mon cher monsieur; j'ai de trop bons motifs qui m'en

empêchent. La raison de guerre le veut, et je ne puis absolument pas changer mon plan là-dessus.

« ARNIM. — Le roi mon maître ne désire rien tant que de vivre en bons rapports d'amitié avec votre majesté; il fera tout ce qui pourra y contribuer. Il donnera toutes les garanties possibles afin de vous convaincre que son intention est de garder la plus stricte neutralité dans la présente guerre. Le roi mon maître adoptera également, dans les limites de l'honneur, tout ce qui pourra tranquilliser votre majesté au sujet des soupçons dont nos troupes sont l'objet, à savoir qu'elles agiraient contre vous en cas de revers. Quant à joindre notre armée à la vôtre, l'honneur de mon maître s'y oppose absolument. L'impératrice-reine a comblé le roi de témoignages d'amitié sans lui donner le moindre sujet de plainte. Votre majesté connaît elle-même le traité d'alliance défensive qui existe depuis des années entre les deux cours. D'après ce traité, le roi de Pologne doit fournir six mille hommes à l'impératrice, si un ennemi l'attaque. Dans le cas actuel, la question de savoir qui est l'agresseur étant douteuse, le roi a repoussé tous les avantages qu'on lui offrait et refusé ses troupes à l'impératrice. Comment le roi mon maître pourrait-il se résoudre à déclarer la guerre à une princesse qui ne lui a pas même fourni le plus léger prétexte d'inimitié? De quelle manière colorer une pareille conduite? Ce serait une tache éternelle à son honneur, et le roi craindrait avec raison d'encourir le blâme de toute l'Europe. Il est fermement convaincu que votre majesté ne peut qu'approuver au fond une si juste délicatesse, bien plus que vous auriez, sire, une mauvaise opinion de sa droiture et de sa loyauté, s'il était capable d'agir autrement.

« LE ROI. — Eh! mon cher monsieur, tout ceci est bel et bon, mais sans la jonction des troupes je ne vois aucune sûreté pour l'avenir. Le roi de Pologne n'a qu'à faire un traité en conséquence avec moi, qui nous lie de plus en plus d'amitié et d'intérêt, car il faut que la Saxe coure la même fortune et le même risque que mes états. Si je suis heureux, il sera non-seulement dédommagé amplement de tout, mais je songerai aussi à ses intérêts autant qu'aux miens. Et pour le *qu'en dira-t-on* nous enjolverons le traité de quantité de bonbons. D'ailleurs la meilleure excuse est la nécessité où l'on se trouve de ne pouvoir faire autrement.

« ARNIM. — J'ai eu l'honneur d'exposer à votre majesté les raisons impérieuses qui interdisent au roi mon maître de rien accorder sur ce point; mais comme votre majesté, dans sa première lettre, désire avant toute chose voir écarter les circonstances qui pourraient compromettre la sûreté de ses troupes, j'ai plein pouvoir pour conclure avec elle un accommodement qui la rassurerait complètement à cet égard.

« LE ROI. — Et quelle sûreté peut-on me donner? Est-ce des otages? Il n'y en a point d'autres que la jonction des troupes. Je ne veux plus être dupe comme je l'ai été en 1744. D'ailleurs je ne suis que trop informé de toutes les trames du ministre et des mauvaises intentions où on est d'aider à me dépouiller d'une grande partie de mes états.

« ARNIM. — J'ai vu la note des accusations contre le ministre apportée par le général de Winterfeld à sa majesté mon auguste maître; or, en ce

qui me concerne, pour le temps où j'étais ambassadeur à Saint-Petersbourg, tout cela est singulièrement outré et envenimé. Je puis affirmer à votre majesté, sur ma foi d'homme d'honneur, que j'ai reçu à cette époque des ordres formels et réitérés pour décliner toute participation au traité de Saint-Petersbourg, et cela uniquement par égard pour votre majesté. Le chancelier Bestuchef, à plusieurs reprises, en a été fort irrité contre moi.

« LE ROI. — Oui, oui, je sais que vous avez été mal avec le chancelier.

« ARNIM. — Pour cette seule raison, sire, que je refusais d'accéder au traité malgré ses instances. Quant au soupçon élevé contre votre majesté au sujet des vues que vous pourriez avoir sur la Prusse polonaise et la Courlande... (Ici, dit le plénipotentiaire, le roi m'a vivement interrompu.)

« LE ROI. — Eh! mon cher monsieur, on a beau nier ou s'excuser, je sais tout ce qui s'est négocié contre moi depuis l'an 1749 consécutivement jusqu'au mois de juillet de cette année; j'ai des preuves suffisantes en main. Je ne puis donc pas laisser les troupes saxonnes en arrière sans commettre une très grande faute.

« ARNIM. — Mais, sire, il y a moyen de donner à votre majesté toute sécurité à cet égard, et si vous n'êtes pas satisfait de nos offres, ayez la bonté de nous dire ce que vous demandez en plus.

« LE ROI. — Il me faut les troupes, sans quoi il n'y a point de sûreté. Je joue gros jeu. Les armes sont journalières. Je n'aurais qu'à avoir un échec considérable, et je les aurais à dos.

« ARNIM. — Le roi mon maître veut tenir à sa parole royale et garder dans cette guerre la neutralité la plus stricte. Quoi qu'il arrive, ses troupes, sire, n'agriront pas contre vous. Les puissans motifs qui l'empêchent d'accéder aux desirs de votre majesté vous montrent assez quel est le fond de son âme et combien il lui est impossible de ne pas respecter sa parole de roi. Vous pouvez compter avec la même certitude sur la consciencieuse exécution de ses promesses. On pourrait s'entendre sur les quartiers où nos troupes se retireraient. Bien plus, si votre majesté y tenait absolument, nos généraux pourraient s'engager personnellement, sur leur honneur, à ne pas servir contre vous dans cette guerre. Ce serait là en vérité une précaution bien superflue; le roi y consentirait cependant pour vous donner toute sécurité.

« LE ROI. — Tous ces traités, tous ces accommodemens, on les tourne comme on veut. Il faut nécessairement que j'aie les derrières libres, comme aussi la libre communication par la Saxe et l'Elbe. La parole des généraux! croyez-vous que je veuille faire pendre des généraux et faire la guerre en brigand? Et puis est-ce qu'on ne peut pas nommer d'autres généraux?

« ARNIM. — Mais si le roi mon maître se décidait à licencier le quart, le tiers de son armée?

« LE ROI. — Il faudrait donc congédier toute l'armée... Mais non, ce serait trop dur. Il y a un moyen : il faut que l'armée marche avec moi, et qu'elle me prête serment.

(Ceci, remarque l'ambassadeur, me fit faire un mouvement de saisissement dont je ne fus pas maître, et dont le roi parut surpris.)

« ARNIM. — Ce serait là une chose dont l'histoire n'aurait pas encore fourni d'exemples, ni chez les anciens, ni chez les modernes.

« LE ROI. — Pourquoi non, monsieur? Si fait, il y en a... Et n'y en eût-il point, je ne sais si vous savez, monsieur, que je me pique d'être original.

« ARNIM. — Si c'est là votre dernier mot, sire, il ne nous reste plus qu'à nous faire enterrer à notre poste.

« LE ROI. — Bah! ce sont là des phrases. Le soldat ne pense pas comme les généraux. Vous savez cela aussi bien que moi : si on ne lui donne pas la subsistance nécessaire, il déserte et se mutine.

« ARNIM. — Nous n'en serons pas là de si tôt. Votre majesté sait fort bien qu'il ne dépendait que de nous de gagner la Bohême et de nous joindre aux troupes de l'impératrice, si le roi l'avait voulu. Le dernier de nos régimens, quand il entra au camp, avait une avance de trois marches sur votre avant-garde. N'est-ce pas une preuve évidente que le roi mon maître ne veut se mêler de rien, qu'il entend rester absolument neutre, que votre majesté n'a rien à craindre?...

« LE ROI. — Tout ce que vous pourrez me dire, mon cher monsieur, ne me fera pas changer mon plan. Il faut absolument que j'aie les troupes de manière ou d'autre. Ne soyez point en peine pour moi, je ne suis pas pressé du tout. Je puis laisser ici au moins vingt-quatre mille hommes, dont je n'ai nullement besoin vis-à-vis de M. de Broune... »

M. de Broune, c'était le feld-maréchal qui commandait les troupes de Marie-Thérèse. Appelé par le roi de Pologne, il marchait au secours des Saxons; mais Frédéric, avec sa mordante ironie, avait eu raison de dire à M. d'Arnim : « Ne soyez point en peine pour moi, je ne suis point pressé du tout. » M. de Broune arrivait à la manière autrichienne, avec plus de prudence que de célérité. Il eût fallu débloquer les Saxons dès les premiers jours de septembre, quand l'armée était encore pleine de vigueur, pleine d'élan, et que les Prussiens n'avaient pas eu le temps de s'établir aux environs de Pirna; on attendit que Frédéric fût maître des deux rives de l'Elbe et l'armée saxonne affamée, exténuée, découragée. *Nur langsam voran!* comme dit la satire populaire. *Lentement, lentement*, c'est la devise de l'Autriche. Dans un de ces momens où il ne faut compter que sur soi-même et frapper des coups décisifs, le gouvernement autrichien se reposait en partie sur ses auxiliaires. Le jour même où avait eu lieu l'entretien du roi de Prusse et du général d'Arnim, M. de Kaunitz, ministre des affaires étrangères, écrivait de Vienne au commandant de l'armée impériale, qui avait sans doute besoin d'être un peu encouragé : « Un courrier nous arrive de Paris avec de bonnes nouvelles; le roi très chrétien envoie un corps important de l'élite de ses soldats au secours de notre auguste souveraine. Ces troupes se rassemblent aux environs de Namur, et vont se joindre à quinze ou seize mille hommes de nos

troupes de Hollande. Cela fera une armée respectable dont il faudra régler la destination au plus tôt. Rien n'égale le zèle avec lequel la nation française soutient les magnanimes résolutions de son roi... »

Oui, certes, l'émotion était vive. On peut lire dans le *Journal de Barbier*, aux mois de septembre et octobre 1756, la confirmation des paroles de M. de Kaunitz. La dauphine, mère de l'enfant qui sera un jour Louis XVI, était fille du pauvre roi enfermé dans Pirna et de la malheureuse reine prisonnière à Dresde. A part même les questions de personnes, le sentiment du droit était assez éveillé déjà pour que les procédés de Frédéric révoltassent la loyauté française. « Le roi de Prusse, écrit l'annaliste parisien, est entré avec quarante ou cinquante mille hommes dans les états de l'électeur de Saxe, roi de Pologne, qui ne lui disait rien, et, sans aucune déclaration de guerre, il s'est emparé de la ville de Leipzig dans le temps de la fameuse foire; il y a mis garnison. Il perçoit à son profit tous les droits et profits de cette foire, qui sont considérables, et il marche du côté de la Bohême. Ce procédé a paru fort irrégulier et contre le droit des gens; il fait sur terre ce que les Anglais ont fait sur mer. On l'appelle *le Mandrin couronné*... » Qu'on lise à la même date la correspondance de Voltaire, on verra que Ferney et Paris vibraient à l'unisson. Le souvenir de l'aventure de Francfort (1753) donne aux paroles du philosophe un accent plus amer. Est-ce lui qui emprunte, est-ce lui qui prête aux Parisiens ce mot de « Mandrin couronné ? » Je ne sais; une chose certaine, c'est qu'il s'associe de cœur aux colères de l'opinion publique. Il s'excuse de ses anciennes « coquetteries » avec le Vandale, il se déclare « un serviteur de Marie; » enfin le 13 septembre, au moment où se passent les scènes que nous venons de raconter, il écrit avec une joie qui sent la guerre : « On dit que Marie-Thérèse est actuellement l'idole de Paris, et que toute la jeunesse veut s'aller battre pour elle en Bohême. » Généreux élans de la justice irritée ! M. de Kaunitz a bien raison de dire que rien n'égale ces vivacités françaises.

Mais quoil tout cela n'était que des promesses; il s'agit bien d'espérances lointaines quand le danger est là, terrible, inexorable, quand chaque jour voit diminuer les rations, quand hommes et chevaux vont mourir de faim ! C'est seulement à la fin du mois de septembre que le maréchal de Broune commence les opérations dont le succès peut débloquer l'armée saxonne. Une grande bataille, la première journée de la guerre de sept ans, est livrée le 1^{er} octobre à Lowositz, au pied des montagnes de Bohême. Prussiens, Autrichiens, avec une égale ténacité, se sont canonnés pendant huit

heures, et le lendemain Frédéric transporté de joie écrit à un de ses maréchaux : « Je ne vous dirai rien des troupes, vous les connaissez; mais depuis que j'ai l'honneur de les commander je n'ai jamais vu de pareils prodiges de valeur, tant cavalerie qu'infanterie... Ceci fera rendre les Saxons. »

La victoire des Prussiens n'avait pas été aussi complète que l'annonce Frédéric dans sa lettre au maréchal de Schwerin. Des documents autrichiens et saxons publiés aujourd'hui par M. de Vitzthum il résulte que dans ce terrible choc l'armée du roi de Prusse fut plus cruellement décimée que l'armée impériale. Ce n'était donc ni un triomphe, comme les Prussiens le répétaient avec fracas, ni une *victoire postiche*, comme l'affirmait un publiciste allemand dans une brochure qui fit scandale à Berlin; de l'avis des meilleurs juges, ce fut une journée indécise. Le maréchal de Broune, malgré ses pertes, sut maintenir sa position; les chemins qu'il avait occupés pour diriger sa marche sur Pirna lui demeuraient ouverts. Il faut bien reconnaître cependant qu'une journée indécise pour les armes autrichiennes était une journée fatalement décisive pour les Saxons; la défaite, la déroute de Frédéric pouvait seule les délivrer de ce cercle de fer que chaque jour resserrait autour d'eux. Que d'obstacles encore, après cette journée de Lowositz, entre les impériaux et les prisonniers de Pirna! Tandis que M. de Broune se ravitaillait avant de reprendre sa marche, on compte les jours et les heures dans le camp des affamés. Un plan de jonction est combiné; la même nuit, à la même heure, les Saxons traverseront l'Elbe et forceront les lignes ennemies, attaquées de flanc par les impériaux. « Je ne serai prêt que le 11 octobre, écrit M. de Broune, et si vous pouvez tenir un, deux, trois jours de plus, quatre jours même, jusqu'à la soirée du 15, vous me rendrez grand service. J'ai tant de détours à prendre et par des chemins si rudes! » — « Impossible, répond le maréchal Rutowski, nos dernières provisions s'épuisent; tout ce que nous pouvons faire, c'est d'attendre la nuit du 11 au 12; à minuit, nous attaquons les postes prussiens. » Il fallut toutefois, par suite d'un accident imprévu, retarder de vingt-quatre heures encore l'exécution du projet. Enfin le 12 octobre est arrivé; le roi a transféré son quartier-général de Struppen à Thürmsdorf, pour y attendre que l'armée ait passé sur la rive droite de l'Elbe.

Les troupes se mettent en marche à minuit. Le ciel est noir et la pluie tombe à torrents. Enveloppés dans la tempête, les Saxons se trouvent cachés aux regards des sentinelles ennemies; mais que de difficultés nouvelles ajoutées par l'orage aux périls d'une telle entreprise! Quand on a passé les ponts jetés à la hâte, il faut escalader

les montagnes qui dominent la droite du fleuve. Point de chemins, à peine quelques sentiers connus des pâtres et des pêcheurs. Dans ces défilés que défonce la pluie, comment faire monter les chevaux et les canons ? Bien que la ténacité saxonne ne faiblisse pas une minute, il est clair que le temps fera défaut aux opérations projetées. On devait rejoindre les Autrichiens dans la matinée du 13 à quelques lieues des bords de l'Elbe, après avoir forcé de ce côté les circonvallations prussiennes ; on n'y sera pas avant le soir ou le lendemain. Le roi, dès cinq heures du matin, informé que les troupes, sauf l'arrière-garde, ont traversé le fleuve, s'est rendu à la forteresse de Kœnigstein. Il apprend, en y arrivant, quels obstacles entravent la marche de la cavalerie et de l'artillerie ; le comte de Brühl écrit au maréchal de Broune pour excuser les Saxons : « On n'a pas encore pu attaquer les Prussiens, on se prépare, on se rassemble, on est en marche ; c'est un retard qu'on n'a pu éviter, mais qui sera réparé le soir au plus tard... » Hélas ! avant qu'il ait achevé sa lettre, les Prussiens arrivent bride abattue. Ils ont franchi les hauteurs de Pirna et traversé le camp abandonné. L'armée saxonne est décimée par derrière avant d'avoir pu seulement rétablir ses lignes pour attaquer l'ennemi qu'elle a en face. La voilà prise entre deux feux, et dans quelle situation ! L'artillerie embourbée, les munitions perdues, les chevaux crevant de faim et de fatigue, les hommes n'ayant pas mangé depuis plus de vingt-quatre heures (1).

Après tant d'épreuves héroïquement supportées, qu'on se représente ces braves gens sur les hauteurs d'Ebenheit ; l'heure du tragique dénouement a sonné, il ne leur reste plus qu'à se rendre ou à mourir. Le maréchal Rutowski rassemble un conseil de guerre ; tous les généraux décident que la lutte est devenue impossible et qu'il y a lieu de sauver l'armée en capitulant. Le roi, à qui cette décision est soumise, en pousse un cri de désespoir. « Se rendre ! une armée tout entière ! se rendre sans brûler une cartouche ! se rendre, quand il n'y a plus qu'un dernier effort à faire, quand les Autrichiens arrivent, quand M. de Broune est là ! Mes généraux ont-ils bien songé à ce que sera l'arrogance de l'ennemi après que la

(1) On voit combien Voltaire était mal informé de ces circonstances, quand il écrivait le 1^{er} novembre au maréchal de Richelieu : « Il est certain que l'impératrice hasardait tout pour délivrer le roi de Pologne. M. de Broune avait fait passer douze mille hommes par des chemins qui n'ont jamais été pratiqués que par des chèvres ; il avait envoyé son fils au roi de Pologne. Ce prince n'avait qu'à jeter un pont sur l'Elbe et venir à lui. Il promet pour le 9, puis pour le 10, le 12, le 13, et enfin il a fait son malheureux traité des fourches caudines. Les Anglais et les guinées ont persuadé, dit-on, ses ministres. »

Saxe aura capitulé sans coup férir ! » Voilà ce qu'écrivit le malheureux roi du fond de cette forteresse de Kœnigstein où il s'est laissé enfermer par M. de Brühl, et en même temps, comme il craint d'ordonner un sacrifice inutile, il adresse au maréchal Rutowski un billet confidentiel où il lui recommande tous les ménagemens qu'exige l'humanité. Angoisses douloureuses, contradictions touchantes ! la même scène se renouvela plusieurs fois dans cette fatale journée du 14 octobre. Enfin il faut se résigner. Conduire au feu cette armée sans munitions, ces soldats harassés, exténués, ce n'est pas seulement les mener à la boucherie, c'est consommer la ruine de la Saxe. En capitulant, on peut encore obtenir des conditions de salut pour le roi et la famille royale ; l'armée détruite par les armes, tout est fini, le roi tombe du même coup, et l'électorat saxon n'est plus qu'une province prussienne. Les négociations, commencées le 15, furent terminées le lendemain ; l'armée entière rendait les armes. Il était stipulé que le roi de Pologne déliait de leur serment les officiers qui voudraient servir le roi de Prusse, mais que ni officiers ni soldats ne pourraient être enrôlés malgré eux dans les rangs prussiens. Était-ce là de quoi embarrasser ce formidable recruteur ? L'armée lui appartenait par droit de conquête. Frédéric affirma jusqu'au bout que l'obstination seule du roi de Pologne le forçait de s'emparer ainsi des Saxons. M. de Vitzthum a publié le texte de la capitulation avec les notes marginales de Frédéric, notes brusques, hautaines, sarcastiques, où éclate comme partout son despotisme opiniâtre ; or, dès le premier article, à côté de la formule : « l'armée saxonne se rend prisonnière de guerre au roi de Prusse, » Frédéric avait écrit ces mots : « si le roi veut me les donner, ils n'ont pas besoin d'être prisonniers de guerre. » C'est le résumé de cette tragique histoire au point de vue du conquérant inflexible : « j'ai besoin de l'armée du roi Auguste ; il me la refuse, je la prends. »

Et comment la prit-il ? Si l'on veut savoir de quelle manière se pratiquaient les annexions prussiennes au XVIII^e siècle, il faut lire le curieux rapport que le maréchal Rutowski adresse huit jours plus tard au roi son maître sur la capitulation d'Ebenheit. Le 17 au matin, quand l'infanterie saxonne fut arrivée au camp des Prussiens, on commença par éloigner les officiers, puis chaque régiment reçut l'ordre de se former en cercle, et une proclamation équivoque essaya de faire entendre aux soldats que, par suite de la convention ratifiée la veille, ils passaient régulièrement du service de l'électeur de Saxe au service du roi de Prusse. Il y eut des marques de surprise, il y eut même des refus et des murmures ; mais les soldats prussiens, par une manœuvre savante, s'étaient

mêlés tout à coup aux rangs saxons, et les *oui! oui! vive le roi! vive la Prusse!* étouffèrent les protestations. « Pendant qu'on procédait ainsi avec les simples soldats, ajoute le maréchal, les princes, les généraux, les personnages les plus considérables de l'armée prussienne ne rougissaient pas d'employer les moyens les plus indignes pour s'emparer de nos officiers. Flatteries et insultes, promesses et menaces, tout leur était bon. » — *Oui! même les menaces, ja, selbst Drohungen*, — écrit le maréchal indigné; mais soit qu'il n'ait pas tout vu, soit que la pudeur ait arrêté sa plume, il s'en faut bien qu'il nous donne ici l'entière image de la vérité. D'autres témoins ont achevé sa peinture. Après la scène burlesque des *vivat*, il y a la scène odieuse des coups de poing et des coups de canne; la comédie vandale est complète. « Voici ce que j'ai vu de mes yeux, écrit le général de Vitzthum: quand un de nos Saxons hésitait à répéter le serment que lui marmottait un *auditeur*, les soldats prussiens tombaient sur lui à poings fermés. Le prince Ferdinand, frère du roi, et le prince Maurice d'Anhalt se sont distingués entre tous par leur zèle à enrégimenter nos soldats, donnant la schlague à quiconque faisait mine de résister. Le roi, le roi lui-même s'est assez peu respecté pour frapper de sa canne un jeune gentilhomme porte-enseigne au régiment de Crousatz, et ajoutant l'injure à la brutalité, « tu n'as donc, criait-il, ni ambition ni honneur dans le ventre, puisque tu refuses d'entrer au service prussien? »

Est-ce assez d'indignités et de violences? Pas encore. Il avait été stipulé dans la capitulation d'Ebenheit que le roi serait libre de retourner à Dresde ou d'aller en Pologne, que la reine et les princesses ne seraient plus traitées en prisonnières, qu'elles pourraient sortir du château et y rentrer, qu'elles ne seraient plus gardées par des sentinelles prussiennes... Promesses dérisoires! la captivité de la malheureuse reine ne cessa qu'avec sa vie. Le roi Auguste s'était rendu en Pologne, tandis que la reine était demeurée à Dresde, et, confiant dans la parole de Frédéric, il demandait instamment que des stations de houlans fussent établies à travers la Prusse pour la sûreté des communications entre la Pologne et la Saxe. Sous prétexte que la capitulation de l'armée saxonne n'avait pas été loyalement exécutée, que des agens secrets débauchaient les régimens saxons et les faisaient passer en Bohême, Frédéric entra dans une de ces colères qui servaient si bien sa politique, et déclara qu'on ne devait plus compter désormais sur sa *modération*. Sa lettre, écrite le 2 décembre au général de Spoecke, représentant du roi de Pologne, se termine par ces effrayantes paroles :

« Je ne vois pas comment je puis après cela me confier à la bonne foi. Je me vois au contraire forcé de mettre des bornes à la complaisance dont j'ai fait usage jusqu'ici, de songer plutôt à ma propre sûreté et au salut de mes états, et par conséquent de refuser rondement les postes de houlans au travers de mes états comme une chose de mauvaises suites, de sorte que l'on ne doit plus y penser... J'espère que ce sera la dernière lettre que vous m'écrivez, car depuis les procédés peu aimables de votre cour il ne me reste que le droit de l'épée. On abuse étrangement de ma modération. Si l'on me pousse à bout, je ne réponds de rien. Et ceux qui me bravent et me trompent grossièrement à présent pourront bien avoir lieu de s'en repentir... Mais il faut tout sacrifier à la cour de Vienne, et l'on s'aveugle parce que l'on ne veut point voir. Je m'en lave les mains. Voici la dernière réponse que vous recevrez de moi. »

C'est à Dresde même que Frédéric écrivait cela, à quelques pas du palais où commençait l'agonie de sa captive. La pauvre femme s'éteignait, dévorée par la douleur et la honte. Pendant les terribles épreuves des mois de septembre et d'octobre 1756, sa fille Marie-Josèphe, la dauphine de France, la mère de Louis XVI, avait éprouvé de si violentes émotions qu'elle en fit une fausse couche (1); on devine ce que la reine de Pologne devait souffrir sous ce *droit de l'épée* dont parle le conquérant. Ne semble-t-il pas qu'il y ait ici comme une image anticipée de la captivité du Temple? Ses humiliations durèrent plus d'une année. Que d'épreuves, que d'angoisses depuis le mois de septembre 1756 jusqu'au mois de novembre 1757! Tantôt on chasse de son palais, on exile de Dresde et de la Saxe ses plus fidèles serviteurs, tantôt on prétend l'obliger elle-même à quitter sa résidence; on veut la renvoyer en Pologne, errante par les chemins, au milieu des hasards, dans ces pays que désole la guerre, et c'est à grand'peine que la maladie dont elle va mourir la protège contre ces ordres barbares. Sa vie est surveillée de près, sa correspondance doit passer sous l'œil de la police, elle est contrainte d'employer la ruse pour dépister les inquisiteurs. Si elle écrit au roi son époux, c'est dans la langue des chiffres; si elle reçoit des lettres intimes de la cour de Pologne ou de la cour de France, c'est que des voyageurs se seront chargés de les lui remettre. Elle apprend ainsi en octobre la naissance de son petit-fils le comte d'Artois, celui qui devait provoquer la France nouvelle en 1830 et s'en aller mourir à Holyrood. Atteinte au plus profond de son âme, elle déclinaît de jour en jour. Le 16 novembre, dans la

(1) « Madame la dauphine, qui a été vivement pénétrée du malheur de la Saxe et des traitemens que souffre la reine de Pologne sa mère, a fait une fausse couche de quatre mois, dit-on. On a fait dire à l'ambassadeur du roi de Prusse de ne point paraître à Fontainebleau... » Barbier, octobre 1756.

soirée, elle venait de dicter trois lettres, la première à Marie-Thérèse, les deux autres aux deux généraux qui venaient d'être si misérablement battus par Frédéric à Rosbach (5 novembre), le prince de Saxe-Hildburghausen et le prince de Soubise; au moment où elle recopiait de sa main la missive destinée à l'impératrice-reine, un malaise violent la saisit; elle s'arrêta sur ces mots *le bon Dieu...* et quelques heures après, vers le milieu de la nuit, elle expira. Le sang de ce noble cœur, soulevé par tant d'orages, avait fait irruption au cerveau (1).

Trois semaines plus tard, un de ceux qui l'avaient servie le plus loyalement, le général de Vitzthum, écrivait à un ami : « Vous connaissiez la reine; ce n'est pas à vous que j'ai besoin de faire son éloge, ni de signaler ses défauts. Les catholiques la vénèrent comme une sainte, et elle a tout fait pour justifier ce titre. Les protestans l'ont accusée de bigoterie, de prosélytisme, et peut-être n'est-ce pas sans raison. Une chose certaine, c'est que ses intentions ont toujours été irréprochables. Elle cherchait loyalement la vérité; il se peut qu'elle ne l'ait pas trouvée toujours. Elle était fidèle à ses devoirs et n'en a transgressé aucun de propos délibéré. Ses dernières années ont été abreuvées d'amertume. Le roi de Prusse ne l'a pas traitée en souveraine; il s'est comporté envers elle comme on le ferait à peine avec une vivandière prise au milieu d'une armée ennemie. Il n'y a point d'avanie qu'on ne lui ait infligée par son ordre. A la suite de tant de chagrins, il lui est venu au côté une douleur qui a causé sa mort. Elle m'a toujours dit que le roi de Prusse lui avait brisé le cœur. La honte d'un pareil traitement est pour le roi de Prusse lui-même. Un souverain devrait se respecter dans la personne d'un autre souverain; mais Frédéric II se met au-dessus de tout, et paraît oublier que son tour pourrait bien venir. »

III.

On nous rendra cette justice, que nous n'avons pas atténué l'acte d'accusation dressé par l'historien; la première année de la guerre de sept ans nous a livré tous ses secrets, les violences et les indignités de Frédéric II sont mises à nu. Si la Prusse du *xix^e* siècle

(1) Barbier, d'après les bruits de Paris, attribue à la journée de Rosbach le coup suprême qui emporta la reine de Pologne. Frédéric aurait fait célébrer à Dresde, sous les yeux de l'auguste malade, d'insultantes réjouissances au sujet de sa victoire : ces cris, ces chants, ces décharges d'artillerie auraient déterminé la dernière explosion du mal. Voilà un trait qui manque aux détails navrans rassemblés par M. de Vitzthum. Si le fait n'est pas exact, le récit de l'annaliste prouve du moins quelle idée on avait à Paris de l'insolence du vainqueur.

n'est pas autre chose que la Prusse du XVIII^e, si les griefs du passé doivent dominer les intérêts du présent, si des rancunes oubliées doivent prendre la place de la politique, le manifeste de M. de Vitzthum n'a pas manqué son but; mais c'est là précisément toute la question. A quoi tend cette polémique rétrospective? Quels sentimens nous découvre-t-elle chez ceux qui la font ou qui l'approuvent? J'ai bien peur qu'elle ne soit plus fâcheuse pour l'ancien cabinet saxon que pour la Prusse elle-même. L'Allemagne entière, celle du nord comme celle du midi, sait bien que Frédéric le Grand ne fut pas un saint Louis; dompteur de peuples et fondateur d'empire dans un siècle sans scrupules, il était de la race des hommes dont le poète a dit :

Et vous, fléaux de Dieu, qui sait si le génie
N'est pas une de vos vertus?

Une chose digne de remarque, c'est que le nouvel enthousiasme des Prussiens pour Frédéric II, cet enthousiasme sans réserve exprimé par les écrivains de tous les partis, depuis le féodal jusqu'au démagogue, date surtout de ces quinze dernières années, c'est-à-dire de l'époque où l'action légitime de la Prusse a été arrêtée violemment par la politique du prince de Schwarzenberg. L'image du roi philosophe s'est transfigurée pendant cette période, comme l'image de Napoléon en France pendant les quinze années de la restauration. Ces circonstances particulières une fois écartées, soyez sûrs que l'Allemagne n'est pas disposée à plier les genoux devant l'idole. L'Allemagne est le pays de la critique, et ce n'est pas chez elle que l'histoire craindrait aucune révélation d'aucun genre. Le livre de M. de Vitzthum, qui se borne à confirmer par de tragiques détails des jugemens consacrés, n'est donc point fait pour lui causer le moindre embarras. Pure affaire d'érudition et de curiosité, ces *Secrets du cabinet saxon* ne sont que des documens nouveaux ajoutés à bien d'autres; mais quand on a vu l'un des personnages les plus considérés de l'aristocratie saxonne disposer tous ces odieux souvenirs comme une machine de guerre contre la Prusse nouvelle, quand on a su que ce livre, sans avoir un caractère officiel, exprimait pourtant les sentimens et les idées de l'ancien gouvernement saxon, les esprits impartiaux ont été stupéfaits des illusions, bien plus de l'aveuglement volontaire auquel ce gouvernement se condamnait lui-même. Que la Saxe ait eu de justes raisons pour craindre et, si l'on veut, pour détester l'action envahissante de ses voisins du nord, nul n'en doit être étonné. Prenez garde pourtant; la peur et la haine sont souvent de mauvaises conseillères, elles empêchent de voir nettement les choses. Ce sont de mauvaises dispo-

sitions pour combattre l'ennemi que d'ignorer ses titres et sa force. Fermer les yeux au présent et s'attacher à de vieilles histoires, parce que ces histoires nous fournissent des argumens commodes, c'est s'exposer aux plus tristes déconvenues. Telle est précisément l'erreur de M. de Vitzthum, telle est aussi la faute commise depuis une vingtaine d'années par la cour de Dresde quand on s'est obstiné à confondre le passé et le présent de la nation prussienne.

Il y a plus : M. de Vitzthum ne s'est pas aperçu qu'en dénonçant les méfaits de Frédéric II il mettait aussi en pleine lumière les fautes du gouvernement saxon. Frédéric s'est montré despotiquement brutal; mais quelle faiblesse, quel abandon de soi-même, quel mépris du devoir chez ceux de qui dépendaient alors les destinées de la Saxe! Qu'est-ce que ce roi de Pologne, épicurien honnête, fainéant débonnaire, qui abdique aux mains de son favori, qui se laisse tromper comme un Gêronte, qui soupçonne à peine de quoi il s'agit dans la lutte de la Prusse et de l'Autriche, qui ne sait ni voir ni comprendre, qui se réveille enfin à l'heure suprême, à l'heure de la détresse et de la honte, pour se répandre en lamentations? Qu'est-ce que ce favori, le comte de Brühl, occupé seulement d'entretenir la mollesse de son maître, homme de plaisirs avant tout, esprit vulgaire, insidieux, rampant, égoïste imperturbable au milieu des malheurs publics? Bien que M. de Vitzthum, on devait s'y attendre, ait voulu laisser dans l'ombre cette partie de son tableau, il y a des instans où la vérité éclate. Un seul exemple suffira. Écoutez cette anecdote si tristement expressive. Au moment où le roi Auguste III était allé s'enfermer au camp de Pirna, le comte de Brühl avait si bien administré les finances que le trésor se trouvait à sec; en face des nécessités qu'il était si facile de prévoir, point d'argent pour mobiliser les troupes, pour approvisionner le camp, pour armer la forteresse de Kœnigstein. Peu de temps après, c'est-à-dire pendant le blocus de Pirna, le roi de Pologne ayant eu l'occasion d'expédier je ne sais quel envoi à la reine, le comte de Brühl profita du même courrier pour faire parvenir à une chanteuse de l'opéra nommée Albuzzi une somme de 4,000 ducats. Or le messager confondit les deux cassettes; l'envoi destiné à la reine fut remis à la chanteuse, les 4,000 ducats furent remis à la reine. Dès que le message royal est ouvert, la princesse ne cache point sa joie; l'or est devenu si rare à Dresde! Pauvre joie, hélas! et de courte durée : une heure plus tard, le courrier inattentif rapportait à la reine l'envoi qui s'était trompé d'adresse et lui redemandait la cassette de la chanteuse. L'échange n'était pas à l'avantage de la reine de Pologne; l'opéra était mieux traité que le château. La reine rendit les ducats sans prononcer une parole; seulement, étonnée de voir une telle somme employée de la sorte au milieu d'une pénurie

si grande, elle fit faire une enquête sur la situation des finances; elle sut bientôt que les caisses du trésor étaient vides, et que depuis assez longtemps déjà, dans l'armée comme dans les fonctions civiles, les serviteurs de l'état ne recevaient point leur solde. On manquait d'argent pour mettre les soldats saxons à l'abri des coups de Frédéric II, on en manquait pour les besoins les plus urgents; il s'en trouvait pour payer une chanteuse. Quand la reine apprit quelle masse de dettes pesait sur la couronne, elle ne put retenir ces mots: « Donc la chemise que je porte et le pain que je mange ne sont pas payés! »

M. de Vitzthum a-t-il rendu un grand service à la Saxe du XIX^e siècle en nous montrant, sans le vouloir, ce qu'était la Saxe au XVIII^e sous le gouvernement d'Auguste III? Si la morale condamne Frédéric II, elle ne condamne pas moins le souverain saxon. Dans l'état où se trouvait l'Allemagne, la victoire appartenait d'avance, non pas au plus juste, hélas! mais au moins efféminé. L'histoire des idées complète ici le tableau de M. de Vitzthum et lui donne son véritable sens; on lit dans M. Gervinus que les *Literatur Briefe* de Lessing et Nicolaï mirent fin à l'école littéraire de la Saxe, à cette école empesée, formaliste, vivant d'imitations, image trop fidèle de l'étiquette de la cour et de la somnolence du pays. M. Gervinus va jusqu'à dire que ce manifeste célèbre a été dans l'histoire littéraire ce qu'a été la guerre de sept ans dans l'histoire politique; il a porté du centre au nord le mouvement et la vie. Or qu'était ce grand Lessing? Un Saxon, mais un Saxon qui ne voulait pas s'enfermer dans une atmosphère énervante. Ni Lessing en son temps, ni M. Gervinus aujourd'hui, ne peuvent être rangés parmi les courtisans de Frédéric; ils ont reconnu cependant l'un et l'autre que le gouvernement des deux Auguste avait paralysé en Saxe l'élément germanique.

Est-ce à dire que la Saxe du XIX^e siècle soit responsable de ce qu'a fait la Saxe au XVIII^e? Non certes, pas plus que la Prusse de nos jours n'est responsable des actes de Frédéric II. Sachons voir chaque chose en son vrai jour; gardons-nous de confondre le passé avec le présent, gardons-nous surtout de confondre les grands mouvements des nations avec l'esprit des hommes qui exploitent ces progrès et trop souvent les compromettent. Frédéric II a sa grandeur malgré tout ce qui pèse sur sa mémoire; la grandeur de la nation prussienne est bien autrement digne de respect et de sympathie. Cette grandeur s'est dessinée surtout dans la première moitié de notre siècle. Est-il besoin de répéter que nous parlons non pas de la politique de M. de Bismark, mais de la nation elle-même, de sa vigueur morale, de son labeur opiniâtre, de toutes ces fortes qualités qui font les races saines et prospères? Faire rejaillir sur la

nation prussienne les fautes de Frédéric le Grand, c'est imiter les déclamateurs qui reprochent sans cesse à la France les crimes de la révolution. Entre la Prusse de Frédéric II et la Prusse du *xix^e* siècle, la différence est si grande que M. de Vitzthum lui-même n'a pu s'empêcher de la signaler. Dans l'emportement de sa colère contre Frédéric, il affirme que l'état créé par l'adversaire de Marie-Thérèse contenait des germes de ruine, que son despotisme militaire ne pouvait durer, que son œuvre a croulé en 1806 sous l'épée de Napoléon, et qu'une Prusse nouvelle a dû naître. Comment l'auteur n'a-t-il pas vu qu'un tel aveu était la réfutation de son pamphlet? Oui, une autre Prusse est née en même temps que se formait une Saxe meilleure; c'est avec cette Prusse nouvelle que la nouvelle Saxe devait se mesurer virilement au lieu de s'absorber dans la haine de la Prusse d'autrefois. Laissons les morts ensevelir les morts. Le monde marche et se régénère; c'est avec les vivans qu'il faut vivre et agir.

Ces polémiques rétrospectives sont donc vaines et sans portée; leur principal effet est d'égarer les esprits qui s'y livrent. Si M. de Vitzthum n'avait voulu montrer que des rapprochemens fort curieux entre la conduite de Frédéric et les procédés de M. de Bismark, au risque même de faire entrevoir des analogies du même genre entre l'imprévoyance de M. de Brühl et les imprudences de M. de Beust, on ne pourrait qu'applaudir à ces piquantes découvertes. Comment nier cependant qu'il ait cherché tout autre chose? L'idée fondamentale de son pamphlet, c'est que l'esprit de la nation prussienne est un danger pour l'Allemagne, et que ce danger a commencé le jour où des intérêts nouveaux créés par le *xvi^e* siècle ont fourni aux Allemands du nord l'occasion de mettre en pièces la vieille constitution impériale. Le traité de Westphalie est déjà pour lui une œuvre révolutionnaire et funeste. Ainsi le retour à l'ancien régime, c'est-à-dire à l'Allemagne du moyen âge, la soumission de l'esprit nouveau traité d'esprit rebelle, l'anéantissement de l'influence morale de la Prusse, voilà ce que rêvait M. de Vitzthum. Son livre n'est pas un livre saxon, c'est un livre autrichien; encore faut-il ajouter un livre autrichien des temps à jamais disparus, une œuvre qui sent le *xvi^e* siècle et la guerre de trente ans. En haine et par crainte de la Prusse, l'auteur renonce aux traditions naturelles de la Saxe, comme pour ne rien avoir de commun avec l'ennemi. Nous avons, nous, plus de fierté pour cette noble Saxe; nous rappelant qu'elle a été l'alliée de la France dans nos grandes guerres, nous osons dire à ses enfans : Ne soyez ni Autrichiens, ni Prussiens; soyez Saxons.

Fort bien, répondra-t-on peut-être; vous oubliez seulement

position de la Saxe. Abaissée au XVIII^e siècle, ébréchée au XIX^e, placée entre deux états puissans, elle s'est tournée vers celui qui menaçait le moins sa sécurité, vers l'Autriche, gardienne des vieilles formes légales, conservatrice des vieux droits. — Je réponds que cette politique timide, bien loin d'éloigner le péril dont on avait raison de se préoccuper, en créait un autre plus redoutable; elle favorisait la naissance d'un parti prussien au sein de la nation saxonne. Le seul moyen pour la Saxe de limiter l'action progressive de la Prusse était de la suivre sur son propre terrain, de marcher du même pas, de développer comme elle toutes les énergies morales de la nation. Si on ne pouvait réussir à l'égal, du moins ne lui donnait-on pas des armes contre soi : on empêchait les hommes de progrès, les partisans de l'action et de l'unité germanique de tourner leurs regards vers Berlin. Il y a en Saxe une forte sève indigène qui ne demandait, qui ne demande encore qu'à se déployer. Les journaux prussiens se sont beaucoup moqués d'abord de certain manuel d'histoire à l'usage des écoles primaires où se lisent des réponses comme celle-ci : « Quel est le centre de l'Europe ? L'Allemagne. Quel est le centre de l'Allemagne ? La Saxe. Quel est le cœur de la Saxe ? Dresde. » Ces prétentions naïves ne sont après tout qu'un souvenir des choses d'autrefois, et, si elles nous font sourire, c'est par le contraste du rôle amoindri de cette malheureuse contrée avec le rôle viril qu'elle aurait pu remplir. N'est-ce pas de la Saxe qu'est sorti le mouvement de la réforme, c'est-à-dire l'œuvre la plus germanique du monde moderne ? N'est-ce pas la Saxe qui a donné à l'Allemagne du nord l'énergique ferment de vitalité dont la Prusse profite aujourd'hui ? Or, puisque les gouvernemens saxons, du XVI^e siècle au XVIII^e, ont permis qu'un voisin plus faible d'abord, mais plus actif et plus tenace, lui enlevât la direction de l'esprit allemand, pourquoi donc au XIX^e siècle un gouvernement meilleur, instruit par l'expérience, n'eût-il pu reprendre sa bannière des anciens jours, et, sans disputer à la Prusse une prééminence incontestable, s'assurer du moins une place à l'abri du péril ? C'est en prévenant les annexions morales qu'on empêche les annexions réelles. On a fait trop souvent le contraire. Comment le cabinet de Dresde n'a-t-il pas compris, surtout depuis 1848, que sa politique autrichienne ne pouvait que favoriser le développement d'un parti prussien sur la terre saxonne ? En se montrant infidèle et aux traditions passées et à l'esprit du siècle, il jouait le jeu de son ennemi. Cette infidélité aux traditions nationales a été poussée si loin que M. le comte de Vitzthum, écrivain protestant, n'hésite point à renier et à maudire ce qu'il y a eu de plus glorieux pour la Saxe dans l'histoire des trois der-

niers siècles. Je lis aux premières pages de son livre ces incroyables paroles : « Qu'était-ce que Gustave-Adolphe, le roi de Suède, qu'on nous apprend encore dans nos écoles, — tant est grande notre bonhomie ! — à vénérer comme *le héros de la foi protestante* ? Qu'était-ce que Bernard de Weimar, et tous les autres avec eux, leur nom n'importe guères, qu'était-ce encore une fois, entre les mains de Richelieu ? Des marionnettes luthériennes que le cardinal catholique faisait mouvoir, des condottieri soldés par la France en ses guerres contre l'Allemagne. »

Ce n'est pas le moment d'apprécier dans son ensemble la politique de M. le baron de Beust. Toutefois, sans manquer ni à la justice envers un homme d'une rare valeur ni à la générosité à l'égard d'un vaincu, on peut dire que le caractère de cette politique était une complaisance excessive pour les traditions de l'ancienne Autriche. M. de Beust a été une sorte de Metternich saxon ; il a eu peur de cet esprit national qui se faisait jour par toutes les issues, et au lieu de s'en servir pour augmenter les forces morales de la Saxe, il l'a obligé de tourner ses regards du côté de Berlin. Pourquoi y a-t-il un parti prussien à Leipzig ? Parce que l'esprit public ne trouvait point d'aliment sous le gouvernement autrichien de la terre saxonne. Ne dites pas que ce parti prussien s'est constitué surtout depuis la journée de Königsgrätz. La victoire a trop souvent cet effet de fasciner les faibles, d'entraîner les indécis, de terrifier les lâches : ce serait pourtant mal connaître l'Allemagne que d'appliquer ces lieux communs à la situation actuelle. Le parti prussien à Leipzig date de bien des années ; s'il a pu naître et grandir, c'est l'imprévoyance, c'est la timidité du gouvernement saxon qui l'a permis. La tragique histoire mise en lumière par M. de Vitzthum n'offre-t-elle pas un frappant symbole de la politique dont il est le défenseur ? Le cabinet de Dresde s'est laissé ravir ses armes par son redoutable voisin ; enveloppé par la marche des idées, il s'est laissé bloquer sans munitions et sans vivres comme l'armée d'Auguste III derrière les rochers de Pirna. Quoi ! voilà un pays plein de ressources, une nation laborieuse, industrielle, libérale, attachée à ses traditions propres, non moins dévouée à la communauté allemande, et qui n'aspire qu'à déployer ses forces ; on la sépare du mouvement national où elle aurait si bien rempli son rôle, on veut qu'elle se désintéresse des questions où est engagée la grande patrie, on lui accommode un régime à l'autrichienne, un régime patriarcal et doux, mais sans esprit public ; on l'énervé, on l'endort. Cependant autour d'elle le mouvement de la vie s'accroît. Comment s'étonner que les hommes d'action et de progrès s'accoutument à chercher ailleurs l'air salubre que vous leur refusez ?

L'histoire impartiale ne reprochera point au gouvernement saxon

de ces vingt dernières années, elle ne reprochera point à M. de Beust en particulier, d'avoir voulu s'opposer au progrès menaçant de la Prusse; elle lui reprochera de l'avoir combattu si timidement. Il fallait tenir les esprits en éveil au lieu de les engourdir, il fallait développer les forces allemandes au lieu de laisser cette arme puissante aux seules mains de l'ennemi. Des révélations récentes (1) nous apprennent que le gouvernement saxon en 1848 avait noué des négociations avec les Saxons ducaux pour réunir toutes leurs armées sous un commandement unique. M. de Pfordten était alors ministre des affaires étrangères dans le cabinet de Dresde. D'après ce projet, le roi de Saxe aurait eu à l'égard des ducs ses voisins la même position que le roi Guillaume vient de s'attribuer à l'égard du roi Jean. Ce plan, dont les commotions de 1848 empêchèrent la réussite, pouvait certainement avoir d'heureux effets; c'est à une pensée bien autrement féconde que les hommes d'état saxons auraient dû demander le salut de leur pays. Quelques milliers d'hommes de plus ou de moins dans l'armée saxonne, qu'importe? Est-ce par l'organisation militaire que la Saxe pouvait lutter contre la Prusse? La chose urgente, c'était de la tenir en échec par les travaux de la paix et de la liberté, c'était de ne pas permettre qu'elle arborât à elle seule la bannière germanique. Une politique si loyale eût déconcerté les tactiques berlinoises. On n'aurait pas provoqué la formation d'un parti prussien à Leipzig, on n'aurait pas contraint les plus généreux enfans du pays saxon à une hésitation douloureuse entre la petite patrie et la grande.

Les fautes commises sont-elles donc irréparables? La Saxe doit-elle se résigner à être absorbée un jour tout entière par les vainqueurs de Sadowa? Après avoir été si longtemps autrichienne par timidité, faut-il qu'elle consente à devenir prussienne par découragement? Nous espérons tout autre chose de son patriotisme. Sans doute on ne remonte pas le cours des siècles, et la Saxe n'enlèvera point à la Prusse cette hégémonie qu'elle lui a laissé prendre; elle peut du moins, si le pouvoir et la nation marchent ensemble, maintenir sa place distincte au sein de la confédération du nord. Que le peuple et la maison royale renouvellent leur alliance, qu'une confiance généreuse dans les traditions du pays fasse oublier la timidité d'autrefois, que ces *public spirits* dont parle le Saxon Leibniz ne soient plus comprimés dans la patrie de Luther, la Saxe, quoi qu'il arrive, ne regrettera point d'avoir eu foi en elle-même.

Ces idées étaient si clairement indiquées par la nature des choses, qu'aujourd'hui encore nous en retrouvons la trace dans les mani-

(1) Voir dans les *Grenzboten* du 9 novembre l'article intitulé *das Project der Militärlöhheit Sachsens über Thüringen von 1848*.

festes les plus opposés de l'opinion publique. Parmi les brochures qui pullulent à Leipzig, il y en a deux qui ont attiré particulièrement l'attention. La première porte ce titre : « Que va devenir la Saxe (1)? » L'auteur s'attache surtout aux questions économiques, il montre combien l'activité de la Prusse a été bienfaisante, quelle impulsion féconde a créé le *Zollverein*, quelles sources de travail, de richesse, de moralité, il a ouvertes; puis, se demandant ce que tout cela va devenir si la Saxe n'est pas incorporée à la Prusse, il adjure le roi Jean de ne pas condamner son peuple à une situation impossible et d'abdiquer généreusement sa couronne. L'auteur de la seconde brochure intitulée *La Saxe et la confédération du nord* (2), est persuadé au contraire que la Saxe peut vivre et prospérer au sein de la confédération nouvelle en gardant son autonomie. On a ici en face l'un de l'autre les deux représentans des opinions extrêmes. La Saxe, dit l'un, ne vivait que par la Prusse; après les événemens dont le gouvernement seul est responsable, après une guerre désastreuse que la nation saxonne ne voulait point, la Saxe étouffera, si elle ne devient prussienne. La Saxe, dit l'autre, peut vivre à côté de la Prusse, et elle vivra d'autant plus qu'elle ne se séparera ni de ses traditions propres ni de sa vieille dynastie. En d'autres termes, le premier, qui réclame l'état unitaire sous le sceptre des Brandebourg, représente le parti prussien; le second, qui s'accommode d'une fédération, représente le parti saxon proprement dit. Eh bien! à travers toutes ces différences, une inspiration commune les unit : c'est le même culte pour leurs traditions particulières, le même respect pour une famille royale si cruellement éprouvée. Celui-là même qui croit l'abdication du roi nécessaire au salut de la Saxe lui demande ce sacrifice comme à un homme digne de comprendre les plus hautes obligations de la souveraineté; il le lui demande au nom de son caractère royal et de l'intérêt du peuple. Et quel sentiment de ce que vaut la nation saxonne, quelle revendication de ses titres, quand il s'écrie : « Ce ne sont pas seulement les relations commerciales qui nous relient à nos voisins; nos mœurs, notre science, notre foi, tout ce qui est grand et beau dans notre vie, nous le possédons en commun avec eux, oui tout, notre langue, notre littérature, nos fêtes, nos desirs politiques! Nous sommes protestans; c'est par le protestantisme, dont les racines plongent dans notre sol, que notre civilisation, notre moralité, nos travaux intellectuels, notre industrie créatrice, ont porté depuis trois siècles des fruits aussi précieux que chez nos voisins de Prusse... » L'auteur en conclut que la Saxe doit être

(1) *Was wird aus Sachsen?* Leipzig 1866.

(2) *Sachsen und der norddeutsche Bund*, Leipzig 1866.

heureuse de disparaître au sein de la nation prussienne. Étrange raisonnement! la vraie conclusion est celle-ci : restons nous-mêmes, renouons la chaîne de nos destinées, réveillons notre esprit public si misérablement endormi, et puissent nos gouvernans, après de si terribles épreuves, comprendre enfin le rôle que nous assignent les transformations du XIX^e siècle!

Au moment où le roi de Saxe était encore en Autriche et où l'on ne savait pas ce que deviendrait son royaume, un publiciste prussien, M. Henri de Treitschke, qui a relevé en quelques mots irrités le pamphlet du comte de Vitzthum, décrivait d'avance à sa manière le spectacle que présenterait la ville de Dresde, si le roi Jean était admis à rentrer dans sa capitale. Il ne parle pas du vieux roi, on peut le croire, comme en parle l'écrivain que je viens de citer. Toutes les rancunes et toutes les convoitises du *particularisme* prussien éclatent dans ces pages venimeuses. « Qu'on se représente, dit-il, le retour du roi Jean dans sa capitale, le conseil municipal de Dresde accueillant avec des paroles de vénération et de reconnaissance l'homme qui a ruiné son pays, les jeunes filles en robes blanches avec des couronnes de fleurs s'inclinant devant la couronne flétrie et déshonorée, les poètes du lieu apportant aussi leurs guirlandes. Ah! que de mensonges imposés à la loyauté germanique! A cette seule pensée, le cœur se soulève de dégoût (1). » Le mensonge est dans ce tableau du pamphlétaire. Mauvaises, mauvaises paroles, prophétie perfide et fausse! Les choses ne se sont point passées de la sorte. Le roi Jean est rentré grave et digne dans la Saxe amoindrie. Les acclamations du peuple n'ont pas été une ovation niaiseusement hypocrite, elles ont été une consolation et un encouragement. Devant les députés du pays, le roi a dit simplement, noblement, avec la sincérité qui l'a rendu vénérable entre tous : « Comme j'ai été un loyal serviteur de l'ancienne confédération germanique, je serai un serviteur loyal de la confédération du nord. » Cette promesse faite à la Prusse est aussi une promesse à la patrie saxonne. Dans une fédération de monarchies comme dans une fédération de républiques, n'est-ce pas servir la cause commune que de faire prospérer la vitalité particulière de chaque état? Si l'auguste vieillard, réconcilié avec l'esprit du siècle, comprend ainsi les leçons de l'histoire, il a encore une grande tâche à remplir, tâche ardue, mais féconde, et pour laquelle il vaut la peine d'être roi.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

(1) *Die Zukunft der norddeutschen Mittelstaaten*, von Heinrich von Treitschke; Berlin 1866.

L'ÉPOPÉE DES NIBELUNGEN

ÉTUDE SUR SON CARACTÈRE ET SES ORIGINES

D'APRÈS LES DERNIERS TRAVAUX.

I. *Les Nibelungen*, traduction nouvelle par M. E. de Laveleye, 2^e édition. — II. *La Saga des Nibelungen dans les Eddas et dans le Nord scandinave*, par le même; Paris, 1866.

Il n'est pas rare d'entendre parler en France du poème des *Nibelungen*, mais ceux qui en parlent laissent la plupart du temps soupçonner qu'ils n'en connaissent guère que le titre, et surtout qu'ils ne se doutent pas des intéressans problèmes qui se rattachent à la vieille épopée germanique. Cependant des écrivains plus ou moins autorisés ont plus d'une fois abordé ce sujet, de manière à piquer notre curiosité nationale plutôt qu'à la satisfaire. Le romantisme, avec sa prédilection pour le moyen âge, accueillit un peu de confiance le long *lied* allemand, comme il avait accueilli sans y regarder de trop près les *lais* de nos vieux ménestrels et les *romances* d'Andalousie. Chateaubriand, qui ne le connaissait guère, en fit dans ses *Études historiques* un grand éloge. J.-J. Ampère analysa le poème entier dans son cours de 1832 à la faculté des lettres de Paris. M. Saint-Marc Girardin, à son retour d'Allemagne, en traduisit peu de temps après quelques fragmens. En 1839, M. Riaux, professeur de philosophie à Rennes, publia une traduction com-

plète du poème due à une plume féminine, à M^{me} Moreau de la Meltière, et mit en tête du volume une introduction fort savante pour l'époque. Malheureusement la traduction était bien souvent inexacte et sacrifiait trop au besoin d'élégance et à nos goûts modernes la couleur rude, brutale même, mais primitive, éclatante, étrangement vigoureuse, de l'original. Et puis les beaux jours du romantisme commençaient à passer, ceux de la critique historique se levaient à peine. Le silence se fit donc au sujet des *Nibelungen* jusqu'au moment où la critique se fut conquis une large place au soleil. Tout le monde sait avec quelle curiosité persévérante cette science nouvelle interroge les plus vieux documens, les plus vieux poèmes, les origines linguistiques et religieuses, dans l'espoir de découvrir, par une comparaison attentive, les procédés de l'esprit humain opérant et produisant spontanément selon les lois de sa nature. Le travail qui est en train de s'accomplir sur les livres sacrés et sur les épopées de tous les peuples devait s'étendre et s'est étendu à l'épopée germanique. A ce titre, et indépendamment de sa valeur propre, le poème des *Nibelungen* réclame sa part des investigations de la science historique aussi bien que les poèmes homériques, hindous et autres, et c'est une bonne fortune pour le lecteur français que de pouvoir désormais l'étudier dans la fidèle et lumineuse traduction dont nous sommes redevables à M. de Laveleye.

Nous verrons bientôt pourquoi le savant professeur de Liège ne pouvait se dispenser de joindre à la traduction du poème allemand celle des nombreux chants parallèles qui se trouvent à l'état fragmentaire dans les vieilles poésies scandinaves. Cette question spéciale touche de près à celle des origines que nous aurons à étudier; mais, puisqu'il y a mille raisons de penser que la très grande majorité de nos lecteurs ne connaissent les *Nibelungen* que de nom, nous nous proposons de leur dire ce qu'ils sont avant de chercher d'où ils viennent. Il est toutefois indispensable qu'avant de présenter un résumé du vieux poème nous rappelions les circonstances de sa résurrection au sein du monde moderne, et que nous préparions ainsi l'examen des problèmes qu'il soulève.

I.

Le poème des *Nibelungen* doit aujourd'hui une grande partie de sa valeur à son parfum de sauvage antiquité. Il nous transporte en réalité fort au-delà du XIII^e siècle, où il reçut la forme définitive sous laquelle il nous est parvenu. Ce sont les vieux Germains antérieurs à la conversion et même aux invasions qu'il fait revivre sous

nos yeux. Tombé peu à peu dans l'oubli, comme presque toutes les grandes épopées du moyen âge, il en fut tiré au XVIII^e siècle, alors que les Allemands, secouant leur léthargie littéraire et se dégageant d'une servile admiration des classiques français, se mirent à rechercher les richesses enfouies dans leur propre sol. Lessing doit être le premier écrivain faisant autorité qui l'ait signalé à l'attention de ses compatriotes. Cet appel ne rencontra dans les premiers temps que fort peu d'écho. Un très médiocre poète de Zurich, Bodmer, qui s'entendait mieux en érudition qu'en poésie, essaya toutefois en 1757 de publier une édition avec notes et commentaires, mais il eut la malheureuse idée de la dédier à Frédéric le Grand, le moins romantique des princes. La réponse qu'il reçut du disciple couronné de Voltaire fut médiocrement encourageante. On la montre encore à Zurich. Elle disait : « Vous avez, mon cher monsieur, beaucoup trop bonne opinion de ces poésies du XIII^e siècle. A mon avis, elles ne valent pas la peine qu'on les ramasse, je ne les supporterai pas dans ma bibliothèque et les jetterai plutôt par la fenêtre. »

Le fait est que l'esprit du XVIII^e siècle était tout ce qu'on peut concevoir de plus insensible à ce genre de beauté naïve, puissante, haute en couleurs, mais de formes souvent immodérées, qui devait bientôt faire pâmer d'aise les romantiques d'outre-Rhin. « Voulez-vous, mes jolis petits Français, disait Henri Heine dans une de ses lettres, voulez-vous vous faire une idée de ce poème et des passions de géant qui s'y déploient ? Eh bien ! figurez-vous que, par une claire nuit d'été, où brillent au ciel bleu des étoiles blanches comme de l'argent et grandes comme des soleils, toutes les cathédrales gothiques de l'Europe se sont donné rendez-vous sur une plaine immensément large. Vous voyez s'avancer tranquillement le dôme de Strasbourg, celui de Cologne, le Campanile de Florence, Saint-Ouen de Rouen, etc., etc., qui se mettent à faire bien gentiment la cour à la belle Notre-Dame de Paris. Il est vrai que leur démarche est un peu lourde, que quelques-uns se conduisent assez gauchement, et qu'on pourrait mainte fois rire de leur dandinement amoureux ; mais on cesserait de rire, je pense, quand on verrait ces colosses entrer en fureur, s'étrangler les uns les autres, et comment Notre-Dame de Paris, levant au ciel son bras de pierre, saisit brusquement une épée et coupe la tête au plus hautain de tous les dômes. Mais non, vous ne pouvez vous faire une idée des héros du *Nibelungenlied*, il n'est tour aussi haute ni pierre aussi dure que le farouche Hagene et la vindicative Kriemhilt. »

Cette comparaison bizarre ne manque ni de sel ni de justesse, et d'avance elle explique les répugnances que devait soulever un pa-

reil genre de littérature auprès des beaux esprits du dernier siècle. Cependant le goût ne tarda pas à changer. La haute érudition et le dilettantisme romantique s'emparèrent à l'envi du vieux poème. Le patriotisme allemand souffla encore sur ce beau feu. Jean de Müller n'hésita pas à décorer les *Nibelungen* du titre d'*Iliade germanique*. Cette appellation fit une rapide fortune, et il se trouva bientôt des critiques patriotes pour proclamer l'éclatante supériorité du poème germanique sur l'*Iliade*, l'*Odyssée* et tous les poèmes antiques réunis tant connus qu'inconnus. Les conjectures sur l'auteur probable de ce chef-d'œuvre abondèrent. Les noms des illustres *Minnesänger* des XII^e et XIII^e siècles furent prononcés tour à tour, et, comme autrefois les villes de la Grèce, les diverses régions de l'Allemagne se disputèrent l'honneur d'avoir vu naître l'auteur mystérieux de l'épopée nationale. Le jour vint où cette *Iliade* trouva son Wolf. Déjà l'on avait émis l'idée, en elle-même fort plausible, que le poème, sous sa forme actuelle, suppose l'existence antérieure de chants isolés, indépendans, mais roulant sur une matière commune, c'est-à-dire sur les faits les plus saillans d'une tradition généralement connue. En 1816, le savant Lachmann voulut préciser cette théorie. Soumettant le texte à une critique minutieuse, il trouva que le poème actuel provenait de la coordination, sous forme suivie, de vingt *lais* antérieurs, ni plus ni moins, qu'on pouvait encore détacher sans grande peine de leur encadrement. Pendant assez longtemps, tout le monde admit sans discussion la théorie de l'illustre critique, et celui-ci la fortifia encore par de nouvelles recherches en 1842; mais en 1854 elle fut combattue avec beaucoup de vivacité par le docteur A. Holzmänn, de Heidelberg, qui prétendit avoir découvert le véritable auteur du poème fondamental et qui en reporta la rédaction à la fin du X^e siècle. A son tour, M. Holzmänn rencontra un vigoureux antagoniste dans la personne de M. K. Mullenhoff, qui prit la défense des vues de Lachmann, et la prit sur un ton d'excessive aigreur, comme s'il se fût agi d'un dogme trois fois saint. Jusqu'où la manie de l'orthodoxie ne va-t-elle pas se glisser? On parle de la violence de certaines controverses théologiques et médicales; mais j'affirme que la théologie et la médecine n'ont absolument rien à envier à ces discussions d'érudits. La théorie de Lachmann n'en sortit pas complètement intacte. L'idée-mère, il est vrai, en peut être regardée comme incontestable, mais le professeur de Berlin avait cru pouvoir lui donner des contours un peu trop arrêtés. Depuis, et sans qu'on ait le droit de dire que les ténébres qui recouvrent l'origine du poème se soient beaucoup éclaircies, des travaux plus calmes, la fermeté croissante des résultats obtenus par l'étude des questions adjacentes, par-dessus tout

l'augmentation continue des moyens de rapprochement entre les traditions allemandes et les traditions scandinaves (1), ont permis de poser du moins quelques jalons qui faciliteront peut-être de futures découvertes. Si nous ne citons pas plus de noms propres, ce n'est pas que l'opulente érudition de l'Allemagne ne nous en fournisse un très grand nombre; mais il faut se borner, notre goût français trouvera probablement qu'il y en a déjà bien assez, et d'ailleurs le présent travail contient la substance des recherches multipliées dont la vieille épopée germanique ne cesse d'être l'objet.

Le moment est venu d'énoncer les raisons qui ont conduit la critique à chercher dans les poésies scandinaves des lumières sur les origines du poème allemand. On sait généralement que les vieilles poésies païennes du nord, constamment refoulées par les progrès de la foi chrétienne, trouvèrent un asile et un sol favorable en Islande, où elles se chantaient encore longtemps après avoir disparu du continent. Chose remarquable, en Islande plus que nulle part ailleurs la vieille légende et la foi nouvelle subsistèrent côte à côte en assez bonne intelligence. Les anciens dieux ne devinrent ni des démons ni des saints, ils restèrent eux-mêmes. Ce furent des prêtres qui conservèrent les chants héroïques sans les dénaturer dans l'intérêt de l'église. L'éloignement du centre agressif et intolérant de la chrétienté explique ce phénomène malheureusement trop rare, et justifie l'intérêt de premier ordre qui s'attache à l'étude des antiques chants de l'Islande. L'*Edda* ou plutôt les *Eddas*, — car il y en a deux, l'ancienne, vraisemblablement recueillie par le prêtre islandais Sæmund le Sage, mort en 1133, et la nouvelle, rédigée en grande partie par Snorri Sturluson (xiii^e siècle), — les *Eddas* se composent de chants et de récits relatifs à la mythologie et aux légendes héroïques du nord. L'origine germanique de cet ensemble de traditions ne peut être révoquée en doute, mais cela veut dire seulement qu'elles sont venues des contrées qui forment aujourd'hui l'Allemagne, dans un temps où, sous le rapport des mœurs, du langage et des croyances, la différence entre Germains et Scandinaves était encore fort peu sensible. En fait, elles sont la propriété commune de ces deux grandes sœurs jumelles de la famille aryenne; mais on ne peut nier que la forme sous laquelle nous les connaissons ne soit frappée à l'empreinte du pays très septentrional où elles se sont perpétuées si longtemps avant d'être fixées par l'écriture.

Eh bien! dans les *Eddas* et dans d'autres recueils de vieilles poé-

(1) On peut consulter avec fruit le bel ouvrage de M. A. Raszmann, *Die deutsche Heldensage und ihre Heimat* (la légende héroïque allemande et son berceau); Hanovre, 1857.

sies septentrionales, telles que la *Walsungasaga*, la *Nornagestssaga*, les chants populaires danois et les chants si curieux des îles Féroé (1), nous retrouvons des données analogues à celles qui forment le fond des *Nibelungen* germaniques : mêmes personnages principaux, mêmes situations fondamentales, mêmes catastrophes. D'incontestables, d'étroites ressemblances de noms de personnes et de lieux achèvent de démontrer la conformité des deux traditions. Il y a des différences sans doute, et même elles sont nombreuses ; mais elles ne sauraient voiler l'unité originelle de ce double fleuve de légendes héroïques, et elles tendent le plus souvent à assurer aux chants scandinaves sur le poème allemand l'avantage de présenter la tradition commune sous sa forme la plus antique. Ce dernier par exemple est chrétien ; il l'est aussi peu que possible, mais enfin il l'est ; les chants du nord, au contraire, sont encore tout païens. Le fond mythique, surnaturel, commun aux deux cycles, est sur le premier plan chez les Scandinaves ; il est déjà relégué en arrière chez le poète allemand. De nombreux détails que celui-ci a enregistrés sans les expliquer n'ont trouvé leur explication qu'à l'aide d'une comparaison attentive avec les sources septentrionales. En deux mots, le poème des *Nibelungen* suppose, pour être compris, la connaissance de la tradition scandinave bien plus que celle-ci ne suppose la connaissance du premier. C'est pourquoi, et afin d'éviter d'inutiles répétitions, nous commencerons par résumer et coordonner aussi clairement que possible les principales indications que les poésies scandinaves nous fournissent relativement

(1) Le mot *Edda* veut dire la *bisaïeule* et convient admirablement à la vieille tradition racontant les choses d'il y a bien longtemps. La *Walsungasaga* est une compilation, rédigée au XII^e siècle, de vieux chants relatifs aux destinées épiques de la famille des *Wolsungen*, à laquelle appartient le Sigurd ou le Siegfried des *Nibelungen*. La *Nornagestssaga*, écrite au XIV^e siècle, est censée contenir le récit du vieux skalde *Nornagest*, narrateur peu avant de mourir au roi Olaf les événements dont il aurait été lui-même le témoin trois cents ans auparavant. Ce vieux skalde est bien la personnification de la *saga* elle-même, qui s'en vient mourir à la cour du premier roi chrétien. Les chants populaires des îles Féroé sont une découverte relativement récente. C'est en 1817 qu'un jeune candidat en théologie, M. H. C. Lyngby, faisant une excursion botanique dans ce petit archipel, fut tout étonné de surprendre dans la bouche des pâtres et des pêcheurs qui lui donnaient l'hospitalité des expressions et des sentences qui offraient un étroit rapport avec l'histoire des *Nibelungen*. Il entendit même chanter des strophes entières qui lui parurent provenir de l'Edda. De retour en Danemark, il annonça sa découverte, qui fit sensation, et, muni d'un subside royal, il retourna aux îles Féroé, où il réunit un certain nombre de chants qui remontent au temps des excursions maritimes des Normands. Depuis, une édition plus complète et plus exacte a été publiée aux frais de la *Société royale de Copenhague*, par M. Hammerschaimb. N'est-il pas intéressant de savoir qu'aujourd'hui encore il est un pays en Europe où, dans les veillées de l'hiver et les fêtes de l'été, on chante les exploits des héros des *Nibelungen* ?

aux héros et héroïnes que nous verrons ensuite figurer dans le poème définitif des *Nibelungen*.

II.

Les trois Ases ou dieux, Odhin, Loki et Hœnir, se promenant un jour sur la terre, tuèrent la loutre Ottur, nain vivant sous forme animale (1), fils d'un certain Hreidmar; puis, emportant sa fourrure, ils allèrent demander l'hospitalité à Hreidmar lui-même, qu'ils ne connaissaient pas, et qui, s'apercevant du meurtre commis sur la personne de son fils, voulut les mettre à mort à moins qu'ils ne lui offrissent une *composition* suffisante. Or il n'exigeait rien moins qu'une quantité d'or capable de remplir et de recouvrir jusqu'au dernier poil la peau de la loutre. Pour se la procurer, Loki dut ravir par la ruse et la violence le trésor possédé par le brochet Andvari, autre nain métamorphosé, qui, forcé d'abandonner ses richesses et l'anneau (*Andvara-Naut*) avec lequel il pouvait en créer de nouvelles à volonté, y attacha une malédiction devant entraîner la mort violente de tous ceux qui les détiendraient par la suite. Cette *saga* est comme le prologue, l'introduction explicative de celles qui vont suivre. Aucun des personnages qu'elle met en scène ne se représentera par la suite. Seule, la malédiction prononcée par Andvari va planer sur les héros des récits que nous allons analyser.

En effet, Fafnir, fils de Hreidmar, tua son père pour devenir maître du trésor, et, chassant son frère Regin, il prit la forme d'un dragon monstrueux pour veiller jour et nuit sur sa conquête dans la bruyère dite *Gnitaheide* (la bruyère brillante). Le nain Regin s'enfuit à la cour du roi franc Hialprek (Chilpéric) qui régnait sur les bords du Rhin, et y remplit les fonctions de maréchal (au sens propre du mot). Il y rencontra le jeune Sigurd, fils du roi Sigmund, descendant d'Odhin, échappé miraculeusement aux meurtriers de son père. Il dirigea son éducation et lui parla du merveilleux trésor en lui inspirant le désir de l'enlever à Fafnir. Il lui forgea l'épée *Gram*, dont la lame coupait si bien que, plongée dans le Rhin, elle fendit un flocon de laine poussé contre elle par le courant du fleuve, et lui dressa l'incomparable cheval Grani. Le jeune héros, dont le nom est synonyme de *victorieux*, tira d'abord une vengeance éclatante des meurtriers de son père, dont le royaume, fabuleux ou non, doit être cherché au nord de l'Allemagne; puis il partit avec Regin

(1) C'est une marque de haute antiquité de la légende que l'indifférence avec laquelle les personnages qui y remplissent un rôle revêtent ou quittent la forme animale.

pour conquérir le trésor du dragon Fafnir. C'était une entreprise désespérée, car ce dragon était d'une force démesurée et couvert d'écailles impénétrables. Sigurd appela la ruse à son aide, et ayant creusé un grand trou dans le sentier que le monstre suivait de temps en temps pour aller se désaltérer à la source voisine, il se blottit au fond et réussit à enfoncer son épée dans le ventre du dragon, qui expira en versant des flots de sang. Regin voulut alors manger le cœur de son frère. Sigurd, par complaisance, le faisait rôtir pour lui, quand, se brûlant par mégarde, il porta à ses lèvres ses doigts teints du sang qui en coulait. Au même instant, il fut tout surpris de s'apercevoir qu'il comprenait ce que disaient deux aigles perchés dans le voisinage. C'est par eux qu'il apprit que Regin songeait aux moyens de le tuer par surprise. Aussitôt il prévint la trahison en tuant le traître, et, ayant mangé lui-même le cœur du dragon, il partit chargé du trésor.

Mais les oiseaux lui avaient mis au cœur une autre ambition. Ils lui avaient parlé de la belle valkyrie Sigurdrifa (*passion de la victoire*), dont Odhin avait puni certaine désobéissance en la condamnant à un sommeil devant durer jusqu'au moment où un guerrier devinerait le lieu de sa retraite, et oserait traverser l'enceinte de flammes entourant le château enchanté qui la cacherait à tous les regards. Grâce à sa vaillante épée et à son cheval Grani, Sigurd pénètre dans le *burg* et réveille la belle endormie (1). Le chant de Sigurdrifa, quand elle rouvre à la lumière ses yeux depuis si longtemps fermés, est sans contredit l'un des plus poétiques de l'*Edda*:

« Salut, ô jour! Salut, ô fils du jour! Salut, ô nuit, et toi, terre nourricière, salut! Jetez sur nous des regards bienveillans et accordez-nous la victoire. »

« Salut à vous, dieux! Salut à vous, déesses! Salut à toi, campagne féconde! Accordez-nous à nous deux, qui avons un noble cœur, la parole et la sagesse, et des mains toujours pleines de guérisons. »

Comme on s'y attend sans doute, le jeune héros et la valkyrie se prennent d'amour l'un pour l'autre, et Sigurdrifa révèle les *runes* (2) à son libérateur, qui parvient ainsi à l'apogée de la science, de la gloire et du bonheur.

(1) On reconnaît ici la donnée fondamentale de bien des mythes solaires, la nature au printemps réveillée par l'arrivée du jeune soleil, cette poétique conception qui nous est parvenue en France dans la gracieuse légende de la *Belle au bois dormant*.

(2) Les valkyries sont dans la mythologie du nord des vierges célestes chargées par Odhin de désigner les guerriers devant mourir dans les combats et de les transporter au Valhalla. Savoir les *runes*, c'est-à-dire les lettres, équivalait à peu près, dans ces temps de profonde ignorance, à la possession de l'omniscience.

Pourtant, et sans que la tradition islandaise s'explique clairement sur ce point, Sigurd ne reste pas près de celle qu'il a délivrée; nous le retrouvons dans un chant suivant époux de Gudrun la blonde, sœur de ses hôtes et amis Gunnar et Hœgni, rois des Niflungen. Aux îles Féroé, on attribue cette infidélité de Sigurd aux maléfices de la mère de Gudrun, qui, alléchée par l'idée de voir sa fille maîtresse du trésor, a fait boire au héros du « breuvage d'oubli. » Ailleurs il est question purement et simplement de l'infidélité de Sigurd et de la déchéance de Sigurdrida, que la perte de sa virginité fait descendre au rang de mortelle. Quoi qu'il en soit, c'est une nouvelle série d'aventures qui s'ouvre par le mariage du jeune héros avec Gudrun. Sigurd, devenu beau-frère du roi Gunnar, aide celui-ci à obtenir pour épouse Brynhild (*guerrière cuirassée*), sœur d'Atli, roi du Hunenland. Or Brynhild n'est autre que Sigurdrida, et elle continue d'aimer secrètement Sigurd. Le bonheur de Gudrun lui est insupportable, d'autant plus que celle-ci affecte envers elle des airs de dédain, de mépris, qui l'exaspèrent. C'est que Sigurd avait dû mettre sa vaillance et sa science au service de son beau-frère Gunnar pour que celui-ci devint l'époux de Brynhild, et il avait confié à sa femme Gudrun par quel stratagème il avait pénétré dans la chambre de la princesse, qui avait cru, en le recevant dans sa couche, se donner à un époux. C'est un point du reste fort obscur et sur lequel il y a de nombreuses variantes dans les légendes. Or, un jour que les deux reines lavaient leur chevelure au courant du fleuve, Gudrun s'avança au large pour éviter le contact de l'eau qui avait touché Brynhild. Celle-ci se fâche, mais Gudrun la couvre de confusion en lui montrant l'anneau que Sigurd lui avait donné jadis, mais qu'il lui avait repris dans la fameuse nuit de son mariage prétendu avec Gunnar. Brynhild furieuse excite Gunnar et Hœgni à assassiner Sigurd. Le désir de devenir maîtresse du trésor les détermine; mais pour ne point violer les serments échangés c'est un plus jeune frère qui tue le héros pendant son sommeil et meurt lui-même sous les coups de Sigurd expirant. Les lamentations de Gudrun devant le cadavre de son mari appartiennent aussi aux plus belles productions de l'antique poésie du nord.

Cependant le corps du héros est brûlé en grande pompe. Brynhild se tue ensuite avec huit de ses serviteurs et cinq de ses suivantes et va rejoindre dans le royaume de Hell l'amant sans lequel elle ne peut plus vivre. Dans les chants danois, au contraire, elle est tuée par le meurtrier de Sigurd, que le remords avait saisi, et sa mort forme la clôture du cycle.

Mais dans les chants norvégiens-islandais ce sombre drame se prolonge en nouvelles péripéties. La malédiction attachée à la pos-

session du trésor doit s'étendre à ses possesseurs actuels, les rois des Niflungen, Gunnar et Hœgni. Atli, ce roi du Hunenland dont Gunnar était devenu le beau-frère, Atli, furieux de la mort de sa sœur Brynhild, feint de se réconcilier avec les deux princes, et son mariage avec leur sœur Gudrun scelle cette réconciliation. En réalité, Atli désire s'approprier à son tour le fatal trésor. Bientôt Gunnar et Hœgni sont invités à se rendre à sa cour pour assister à des fêtes. Malgré les sinistres présages qui signalent leur départ, ils se livrent au pouvoir de leur nouveau beau-frère. Ici encore le courant légendaire se partage en deux branches, dont l'une attribue à Gudrun des sentimens de haine inextinguible pour ses frères, dont l'autre veut au contraire qu'elle ait pris leur parti auprès d'Atli, et même qu'elle ait tiré l'épée pour leur défense. Ces deux branches se rejoignent toutefois dans une donnée commune, à savoir que les rois des Niflungen durent céder à la force. On arracha le cœur à Hœgni encore vivant, qui se mit à rire pendant qu'on lui ouvrait la poitrine. Gunnar fut jeté dans une tour pleine de serpens venimeux. Il avait réussi à les endormir tous aux sons merveilleux de sa harpe, qu'à défaut de ses mains enchaînées il faisait vibrer avec ses pieds; mais il y eut une vipère qui persista à rester éveillée et le mordit jusqu'au foie. Cette vipère était la mère d'Atli.

Mais à son tour Atli n'échappera pas à la fatalité qui marque du sceau mortel tous les personnages de cette histoire. Gudrun ne lui pardonne point le meurtre de ses frères, et elle en tire une effroyable vengeance. Atli avait deux fils d'un autre lit.

« Elle attira doucement les enfans à elle, et les fit asseoir sur le banc. Ils s'effrayèrent, mais ne pleurèrent point.

« — Sur le sein de notre mère, pourquoi devons-nous venir tous deux?

« — Dois-je le dire? Je veux vous tuer; il y a longtemps déjà que je désire vous enlever la vie. »

Elle leur trancha la tête, et de leurs crânes fit des coupes où elle mêla leur sang à l'hydromel qu'elle offrit à Atli, puis elle lui fit manger leurs cœurs apprêtés comme des cœurs de veau, et quand elle lui eut révélé ce qu'elle avait fait, elle ajouta : « Tu n'as mangé que de cela, et tu n'en as rien laissé... Oh! ce serait pour moi une volupté de t'égorger toi-même. » Mais c'est Hniflung, fils d'Hœgni, qui venge son père en tuant Atli. Ailleurs on raconte que Gudrun ne voulut pas laisser à d'autres le soin de sa vengeance, qu'au sortir de l'épouvantable festin elle attira Atli près d'elle par de trompeuses caresses, et le poignarda après lui avoir dit ce qu'il avait mangé et bu; puis elle mit le feu à la salle du festin, et tous ceux qu'elle renfermait périrent. Elle voulut ensuite se noyer, mais elle

ne put y parvenir et fut réservée par le destin à une autre série d'aventures qui ne rentre plus dans le cycle des Nibelungen.

Quoi qu'il en soit, l'histoire des Niflungen ou Nibelungen du nord est finie. Personne ne possédera plus le trésor de Fafnir. Avant de quitter leur royaume, Gunnar et Hægni l'avaient secrètement jeté dans un gouffre du Rhin, et comme ils emportèrent leur secret dans la tombe, nul ne saura jamais l'endroit où le fleuve roule ses eaux vertes sur le trésor des Nibelungen.

III.

Le grand avantage des légendes scandinaves quant au sujet qui nous occupe, c'est qu'elles nous présentent l'épopée germanique encore dans sa période de formation et pour ainsi dire d'incubation collective. Supposons qu'un cycle de lais analogue à celui qu'elles renferment circule dans une autre région : il est bien probable que, si les circonstances s'y prêtent, un poète en fera dans un intérêt poétique ce que nous venons de faire dans l'intérêt de notre exposition, c'est-à-dire qu'il les coordonnera en un tout suivant un enchaînement logique. Naturellement ces chants différeront des chants scandinaves par la forme et par plus d'un trait du fond. De là des différences qui se reproduiront dans l'épopée une fois constituée et qui s'augmenteront de toutes celles que, dans sa liberté de poète, l'arrangeur épique brodera sur le canevas traditionnel. Il ne s'agit pas, à l'époque où les *Nibelungen* sont écrits, de conserver un texte stéréotypé. Le goût naïf du temps, l'amour des histoires merveilleuses pousseront le poète au contraire à enrichir son récit de traits inconnus aux premiers auteurs. D'autre part, comme les chants scandinaves développent librement une tradition héroïque, mais ne prétendent nullement la reproduire dans tous ses détails, il se pourra bien qu'on trouve dans le poème plus récent des élémens d'une très haute antiquité oubliés ou négligés par les chantres du nord. Toutes ces suppositions deviennent autant de réalités dans le poème allemand, dans les *Nibelungen* proprement dits, dont il faut maintenant nous occuper.

Uns ist in alten Mæren Wunders vil geseit
Von Helden lobebæren, von grozer Kuonheit...

« Les vieilles traditions nous disent bien des merveilles des louables héros et de leur grande audace... » Ainsi commence le poète germain, qui par conséquent déclare dès les premiers mots (dont on remarquera le tour mystérieux et naïf) qu'il entend non pas inventer, mais reproduire ce que lui ont raconté ces vieilles légendes.

Son poème en effet représente le moment où les matériaux, voguant encore pêle-mêle sur les eaux de la poésie scandinave, se sont fixés et organisés. Ce n'est pas toutefois que cette organisation soit achevée au point de voiler entièrement l'état d'éparpillement antérieur. Ainsi nous devons d'avance faire observer que le poème allemand a deux parties, l'histoire de Siegfried (le Sigurd scandinave) et la vengeance de Kriemhilt (qui prend ici la place de Gudrun), et que ces deux parties ne sont réunies que par un lien assez lâche. Les sympathies sont autres à la fin qu'au commencement : franques et anti-burgondes dans la première partie, elles sont décidément burgondes dans la seconde. Il n'est pas jusqu'au nom même de *Nibelungen* qui ne change, chemin faisant, de signification. Au commencement, il désigne le peuple lointain dont Siegfried a fait la conquête en même temps qu'il s'emparait du fameux trésor; à la fin, ce nom est celui des guerriers burgondes dont la mort héroïque, désespérée, forme le dénouement du poème et en détermine le titre proprement dit, *Nibelungen-Nôt, la détresse des Nibelungen*. Toutes ces précautions prises, nous pouvons maintenant aborder de pied ferme le résumé de l'épopée allemande.

Il y avait à Worms sur le Rhin trois princes burgondes, Gunther (le Gunnar scandinave), Gernôt et Giselher, qui avaient une sœur d'une rare beauté nommée Kriemhilt. Ils eussent désiré qu'elle se mariât, mais elle prétendait n'avoir aucun goût pour le mariage et vouloir toujours rester près de leur mère à tous, la reine veuve, dame Ute. Elle ne tarda pas cependant à revenir sur sa résolution lorsqu'elle vit arriver à la cour du roi burgonde un jeune et beau prince des pays rhénans du nord, nommé Siegfried, dont le père Sigmund et la mère Sigelinde régnaient à Xanthe (1) dans le *Niederland* ou Pays-Bas. Un des vassaux de Gunther, Hagene de Troneck, reconnaît en lui le jeune héros qui s'est illustré au loin par la conquête du trésor des *Nibelungen*. Il est devenu invulnérable

(1) Xanthe, ancienne capitale des Francs-Saliens, position autrefois très importante, est aujourd'hui une toute petite ville de la Prusse rhénane, située entre Clèves et Cologne. Peu visitée, elle mérite pourtant de l'être pour ses antiquités romaines, sa magnifique église gothique et les curieux groupes en pierre sculptée de grandeur naturelle qui en décorent l'entrée. Ce fut, au temps de l'empire romain, l'emplacement de la colonie dite *Castra vetera*. Dans une excursion que j'y ai faite cet été même, j'ai été frappé du mélange de la légende des *Nibelungen* avec la légende catholique dans plusieurs anciens tableaux suspendus aux murs de l'église. Il y a aussi une statue de saint Victor foulant aux pieds un dragon et dans laquelle il est difficile de voir autre chose qu'une transformation du Siegfried épique. On peut faire des remarques analogues en visitant l'église de Calcar, autre petite ville de la même région. Cela prouve l'extrême popularité que conserva longtemps la tradition des *Nibelungen* dans ce pays qui en est probablement le berceau.

en se baignant dans le sang du dragon, et en même temps il a conquis la *Tarnkappe*, la chape magique qui rend invisible. C'est le renom de beauté et de dédain de Kriemhilt qui l'attire, et en dépit des allures passablement provocantes du nouveau-venu, malgré les répugnances de Hagene, qui, dès cette heure, lui voue une haine profonde, Gunther et ses frères le reçoivent en ami, mettant leur royaume à sa disposition. Peu de temps après, Siegfrid reconnaît leur hospitalité en les défendant victorieusement contre une formidable invasion des Sahsen (Saxons) et des Danes (Danois). Ces prouesses ne font qu'augmenter l'inclination de Kriemhilt pour le jeune prince, qui la paie de retour; mais Gunther veut mettre à profit la vaillance et la force exceptionnelle de Siegfrid. Il lui donnera sa sœur à la condition qu'il l'aidera lui-même à conquérir la superbe et farouche Brunhilt (Sigurdrifa, Brynhild scandinave), reine-vierge islandaise, d'une force indomptable et dont celui-là seul deviendra l'époux qui la vaincra en combat singulier dans trois épreuves consécutives. Malheur aux vaincus! ils ont la tête tranchée, et jusqu'à présent tous ceux qui se sont présentés ont payé leur témérité de leur vie. Le prince burgonde et son ami se rendent donc en Islande avec une suite pompeuse. La reine, dès le premier moment, jette sur Siegfrid un regard complaisant. Que n'est-il son prétendant! Mais ce prétendant est Gunther, et Gunther serait vaincu dans les épreuves proposées par la robuste reine, si son ami Siegfrid, invisible grâce à la *Tarnkappe*, ne lui prêtait le secours de son bras invincible. Brunhilt doit donc s'avouer vaincue; cependant un vague soupçon et le dépit de s'être laissé vaincre par un prince qu'elle n'aime pas font qu'elle retarde son départ sous prétexte de prendre congé de ses sujets, ce qui amène à son *burg* une foule de guerriers. Les Burgondes craignent un guet-apens. Siegfrid se rend alors au pays des Nibelungen, dont il est le maître et seigneur; mais, afin de se battre une fois de plus dans sa vie, il y arrive déguisé et reconquiert à nouveau le trésor avant de se faire connaître. Après cela, il équipe mille guerriers Nibelungen au moyen de ce trésor merveilleux qui se renouvelle à mesure qu'on l'épuise et revient à la tête de sa troupe en Islande.

Son retour décide Brunhilt à se soumettre. On revient en triomphe à Worms, et le poète allemand n'a pas sur sa lyre assez de cordes pour chanter les fêtes, réjouissances et festins qui précéderent les noces simultanées de Siegfrid et de Kriemhilt, de Gunther et de Brunhilt.

Cependant le lendemain des noces, et comme les deux couples allaient faire sanctionner à l'église leur union accomplie, Siegfrid, au comble du bonheur, remarque l'air contraint, mélancolique de

son ami Gunther, et sur ses instances celui-ci lui avoue que sa femme Brunhilt a jusqu'à présent refusé de condescendre à ses vœux. S' imagine-t-on comment il a passé sa première nuit de mariage? Sa vigoureuse moitié l'a battu, lui a lié pieds et mains et l'a attaché à un clou, après quoi elle s'est endormie tranquillement!... Il faut que Siegfrid intervienne encore pour mettre à la raison dame Brunhilt. Couvert de la *Tarnkappe*, il se glisse dans la chambre nuptiale, et après une lutte acharnée, dans laquelle il doit employer toute sa vigueur, Brunhilt tombe à bout de forces dans les bras de Gunther. « Depuis lors, dit le poème, elle ne fut pas plus forte qu'une femme ordinaire. »

Siegfrid retourne donc à Xanthe avec sa belle Burgonde et règne dix ans sur le Niderland en toute paix et en tout honneur. Cependant à Worms on est moins heureux. Brunhilt, qui se sent toujours un certain faible pour Siegfrid, est jalouse aussi de sa richesse immense, de la beauté de Kriemhilt, et soupçonne quelque mystère dans les relations du roi de Xanthe avec celui de Worms. Siegfrid s'était dit le vassal de Gunther : pourquoi donc reste-t-il dix longues années sans venir lui rendre hommage? Elle décide enfin son mari à inviter Siegfrid et sa femme à des fêtes splendides.

A peine réunies, les deux reines se prennent de querelle. Siegfrid, lors de sa lutte nocturne avec Brunhilt, lui avait enlevé son anneau et sa ceinture pour en faire présent à Kriemhilt. Or celle-ci, allant à la messe, a une altercation avec Brunhilt sur la question de préséance. Brunhilt prétend avoir le pas sur sa vassale, mais Kriemhilt refuse de le céder à une femme qui a été la concubine de Siegfrid, en preuve de quoi elle montre l'anneau et la ceinture. Les deux époux mettent un terme à la dispute, mais non au ressentiment de Brunhilt, dont Hagene, nommé plus haut, épouse les desirs de vengeance. Le roi Gunther lui-même devient sombre, défiant, et finit par prêter l'oreille aux propositions meurtrières de Hagene. Ce qui est surtout fatal à Siegfrid, c'est que sa femme, prenant Hagene pour un ami sûr, lui confie que Siegfrid, invulnérable par tout le corps, ne l'est pas cependant à un certain endroit qu'elle lui indique, entre les deux épaules. Lorsqu'il s'était baigné dans le sang du dragon, une feuille de tilleul était tombée sur cette place sans qu'il s'en aperçût. Hagene met à profit cette découverte, et dans une partie de chasse où Siegfrid avait fait des prodiges de valeur, au moment où il se penchait au bord d'une source pour étancher sa soif, le traître lui enfonce un poignard dans le dos. Siegfrid meurt en maudissant ses assassins.

On conçoit les pleurs et le désespoir de Kriemhilt. L'assassin est dénoncé par le mort lui-même, dont la blessure se rouvre à

l'approche de Hagene. Cependant Gunther ne peut ni ne veut lui infliger le châtement qu'il mérite, et la malheureuse veuve mène solitairement son deuil pendant trois ans et demi; après ce laps de temps, elle se réconcilie à moitié avec ses frères. Hagene a persuadé à Gunther de se prêter à cette réconciliation, afin de décider Kriemhilt à faire venir dans le pays le trésor des Nibelungen, qui lui appartient à titre de dot ou *Morgengabe*. Déjà l'on peut pressentir que Kriemhilt nourrit en son cœur le projet d'une vengeance terrible. Au moyen du trésor, qu'elle a fait venir et dont elle garde la possession, elle se fait des amis en si grand nombre que le soupçonneux Hagene se défie, s'empare du trésor et le cache dans le Rhin, près de Loch. Kriemhilt désespérée voulait se renfermer dans un monastère lorsque le roi des Huns, Etzel (Attila), devenu veuf, la fait demander en mariage. Kriemhilt résiste longtemps et ne cède que lorsque le vieux Ruediger de Pechlarn, l'ambassadeur d'Etzel, lui insinue que, par son mariage, elle trouverait le moyen d'assouvir sa soif de vengeance.

Sept ans se passent, et Kriemhilt est devenue complètement maîtresse du cœur et de la volonté d'Etzel. C'est à son instigation qu'Etzel envoie aux princes burgondes l'invitation de se rendre à sa cour. Hagene se défie encore, mais l'honneur chevaleresque ne permet pas à des guerriers de reculer sur de simples soupçons, et ils partent escortés par mille cavaliers.

Le poème décrit ensuite longuement les incidens du voyage, la traversée du Danube, la rencontre de Hagene sur les bords du fleuve avec une *ondine* ou fille des eaux qui lui prédit la catastrophe qui l'attend (ce qui, conformément à la vieille poétique, ne l'empêche pas de poursuivre sa route), l'arrivée sur les terres de Ruediger, qui héberge magnifiquement ses hôtes et donne sa fille en mariage au jeune Giselher, l'arrivée de Dietrich de Bern (Théodoric de Vérone) avec ses cavaliers, les premières rencontres avec Kriemhilt, qui essaie à plusieurs reprises de faire tuer les Burgondes, mais voit toujours ses plans échouer devant les précautions et le courage de Hagene et de son ami Volkêr, le ménestrel, qui se sert de son archet comme d'une massue. Les Huns intimidés n'osent attaquer en face les princes Nibelungen. Hagene, toujours plus insolent, se montre à Kriemhilt l'épée de Siegfried à la main, et lui avoue effrontément qu'il l'a assassiné pour venger sa suzeraine Brunhilt. C'est en vain que Kriemhilt cherche de tous côtés des champions. Ce n'est qu'à force de promesses qu'elle décide le seigneur Blœde, frère d'Attila, à entrer en lice, et il est tué par Dankwart, frère de Hagene. Les Huns exaspérés se ruent sur la suite des princes burgondes et massacrent leurs serviteurs, tandis qu'Etzel,

soucieux et désirant ramener la paix, festoie ses hôtes dans la grande salle de son palais; mais à peine Hagene a-t-il entendu le bruit du massacre que d'un coup d'épée il fait voler la tête de l'enfant royal Ortlieb sur les genoux de sa mère Kriemhilt. En vain les trois rois rhénans veulent s'interposer. Une affreuse mêlée ensanglante la salle du festin, et bientôt les rois doivent y prendre part eux-mêmes pour vendre chèrement leur vie. Etzel et Kriemhilt ne réussissent à s'échapper que grâce à un moment de trêve obtenu par l'autorité de Dietrich. Bientôt sept mille cadavres huns s'amoncellent dans les salles ou autour du palais dans lequel les guerriers Nibelungen se défendent comme des forcenés. A la manière homérique, le poète allemand raconte une foule de combats singuliers avec provocations, argumentations subtiles, insultes réciproques; presque toujours les hommes du Rhin conservent l'avantage.

Etzel fait offrir aux rois burgondes de sortir librement du royaume, à la seule condition de livrer Hagene. Ils refusent de sacrifier leur vassal, qui s'est compromis pour eux. Vingt mille Huns entourent alors le château et y mettent le feu par dehors. Du reste les flammes ne pénètrent pas dans la salle, et le matin, malgré une nuit passée tout entière à se battre, il y avait encore six cents Nibelungen vivans (1).

C'est alors que se déroule un des plus beaux incidens du poème. Etzel furieux n'entend pas qu'un seul des hommes du Rhin retourne vivant en son pays, et il ordonne au vieux Ruediger, celui-là même qui avait amené Kriemhilt, reçu les princes Nibelungen sous son toit et fiancé sa fille au jeune prince Giselher, de les attaquer à son tour. Le combat qui se livre dans l'âme du vieux chevalier, partagé entre ses devoirs de vassal et sa loyauté envers des hôtes, est saisissant. Enfin l'obéissance féodale l'emporte, et il va défier le roi Gernôt, frère de Gunther; mais il s'aperçoit que le bouclier de son adversaire s'est brisé dans les combats de la nuit, et il lui donne le sien. Voilà un trait plus qu'homérique, on est ici en pleine chevalerie du moyen âge. Le vieillard et le jeune roi s'entre-tuent. Alors les hommes de Dietrich de Bern s'avancent pour en finir. Les Nibelungen succombent à la fatigue et sous le nombre. Bientôt Gunther et Hagene restent seuls vivans. Dietrich a perdu beaucoup de ses guerriers, et, sur la promesse qu'Etzel et Kriemhilt respecteront les prisonniers, il fond sur Hagene et parvient enfin à le blesser sérieusement. Chargé de chaînes, Hagene est conduit à Kriemhilt, qui rentre en possession de la célèbre épée de Siegfried. Dietrich triom-

(1) On se rappelle que dans cette seconde partie du poème le nom de Nibelungen est passé du peuple conquis par Siegfried aux guerriers burgondes.

phe aussi de Gunther après une épouvantable lutte. Kriemhilt va trouver Hagene dans son cachot et lui offre la vie sauve, s'il consent à dire où se trouve le trésor des Nibelungen. Hagene refuse d'indiquer l'endroit tant qu'un seul de ses suzerains vivra encore. Là-dessus Kriemhilt fait décapiter Gunther; mais, à la vue de la tête coupée de son roi, Hagene déclare à la reine des Huns qu'elle ne saura jamais le secret de la cachette. Kriemhilt furieuse lui tranche la tête avec l'épée de Siegfried; mais le vieux Hildebrand, l'un des vassaux de Dietrich, indigné de ce manquement à la promesse faite à son maître, plonge son épée dans le cœur de la reine. L'extermination totale de la famille royale burgonde clôt donc cette tragique épopée, que le poète termine par cette remarque à la fois triste et naïve : « comme toujours, l'amour finit par produire du malheur. Ainsi finit le *Nibelungen-Nôt*, la détresse des *Nibelungen*. »

Notre analyse est, il faut l'avouer, bien impuissante à reproduire, ne fût-ce que de loin, l'étrange et sauvage beauté du poème. Elle supprime, à la vérité, des descriptions monotones de fêtes et de parures qui ralentissent l'action et refroidissent souvent l'intérêt; mais, ce qu'il est impossible de rendre, ce sont ces rudes accens, ces cris de joie et de douleur, ces rugissemens farouches, où la nature humaine éclate dans toute sa violence primitive, telle qu'elle pouvait être au temps où quelques principes de bravoure et de loyauté chevaleresque l'élevaient seuls un peu au-dessus de la vie purement instinctive. Parfois l'horreur de la situation et des paroles touche au grandiose. Lorsque le feu commence à montrer ses langues ardentes aux fenêtres de la salle où sont renfermés les héros Nibelungen, ivres de carnage et marchant sur les cadavres ruisselans, l'un deux prend la parole :

« Nous devons succomber... La grande chaleur me fait tellement souffrir de la soif que je crois bien que ma vie s'éteindra bientôt dans ces tourmens.

« Hagene, le bon guerrier, répondit : — Que ceux qui souffrent l'angoisse de la soif boivent du sang. Dans une pareille chaleur, cela vaut mieux que du vin. Il ne peut y avoir rien de meilleur en ce moment.

« Le guerrier se dirigea vers un mort, s'agenouilla devant lui, délia son casque, puis se mit à boire dedans le sang qui coulait des blessures. Quelque étrange que ce fût, cela parut lui faire grand bien.

« — Que Dieu vous récompense, dit l'homme épuisé, pour l'avis que vous m'avez donné de boire ce sang. Rarement un meilleur vin m'a été versé. Si je survais, je vous en serai toujours reconnaissant.

« Quand les autres entendirent qu'il s'en trouvait bien, il y en eut beaucoup qui se mirent aussi à boire du sang. Cette boisson accrut la force de leurs bras. »

La grossièreté des mœurs est en harmonie avec cette effroyable barbarie guerrière. Quelque part la belle Kriemhilt déclare qu'elle a été battue par son mari en punition de son indiscretion dans sa dispute avec Brunhilt. Cela ne les empêche pas de s'adorer. C'est pourtant le même poète qui, racontant la première entrevue de Siegfried et de Kriemhilt au moment où le jeune héros revient couvert de gloire de son expédition contre les envahisseurs danois et saxons, trouve des traits d'une grâce, on dirait presque d'une mignardise inattendue, comme celui-ci :

« La blanche main de Kriemhilt fut-elle pressée tendrement avec une vraie effusion de cœur? C'est ce que je ne sais pas. Pourtant je ne puis croire qu'ils ne l'aient pas fait, sinon ces deux cœurs amoureux auraient eu tort. »

On se demandera quelle est l'idée morale (car toute épopée en a une) qui domine ce long poème et en général la légende entière des Nibelungen sous ses différentes formes. Cette idée est double, selon que l'on fixe son attention sur la donnée mythique originelle du trésor, donnée qui préside à l'ensemble des légendes scandinaves, ou bien que l'on envisage les développemens d'apparence historique dont le poète allemand a enrichi le thème primitif. Sous le premier aspect, c'est la croyance, encore répandue de nos jours chez certaines populations d'origine celtique, que la découverte, le rapt ou même la possession pure et simple d'un grand trésor porte malheur. La malédiction prononcée par le nain Andvari, quand il est dépouillé par le dieu Loki, entraîne la mort violente de tous ceux qui lui succèdent dans la possession de son trésor. Sous le second aspect, c'est bien plutôt l'idéal de l'honneur féodal qui attire le regard du poète et qui détermine les évolutions de son poème. S'il parle du trésor, s'il suit même très fidèlement la ligne traditionnelle qui conduit à la mort tragique de tous ses possesseurs consécutifs, il paraît avoir oublié ou n'avoir jamais su la cause surnaturelle de cet enchaînement de calamités. La possession du trésor n'est plus le grand mobile des exploits accomplis ni des crimes commis. L'amour chevaleresque, la bravoure intrépide, la légitimité de la vengeance, surtout la fidélité féodale de l'homme-lige à son suzerain aussi bien que de la femme à son époux et seigneur, cette fidélité considérée comme le devoir absolu, voilà les grands ressorts de l'épopée allemande. C'est en envisageant les choses du même point de vue que l'auteur qu'on peut comprendre ses sympathies avouées pour ceux dont il nous raconte les crimes. Kriemhilt, dans cet ordre d'idées, ne fait qu'accomplir son devoir envers son époux assassiné en préparant pendant plus de sept ans

L'épouvantable vengeance qu'elle veut tirer de ses meurtriers. C'est par obéissance à la loi féodale que Ruediger se décide à combattre ses amis et ses hôtes. Hagene lui-même, le grand pourfendeur, si effroyablement brave à la fin, n'a été traître et lâche dans la première partie du poème que parce qu'il ne pouvait venger autrement l'honneur outragé de sa suzeraine Brunhilt. Kriemhilt meurt sous les coups de Hildebrand, et celui-ci ne craint rien d'Etzel, tant il est certain d'être dans son droit en punissant sur-le-champ, même sur la femme du roi, une violation formelle de la promesse faite à des ennemis vaincus.

Tout cet ordre de sentimens et d'idées est encore inconnu dans les chants scandinaves et dénote que le poème allemand appartient à une époque où le sens moral est déjà un peu plus développé et où la société est organisée sur des bases plus élevées que celle de la force pure et simple; mais il faut ajouter que cette supériorité n'est pas encore bien grande. L'idéal chrétien n'a pénétré que très faiblement dans l'esprit des Germains du ^{xii}^e siècle. Le christianisme est encore une croyance toute superficielle chez ces barbares à peine dégrossis. Il est visible d'ailleurs que le dernier ou les derniers poètes ont introduit dans la tradition des élémens chrétiens qui lui étaient étrangers et qu'on peut en détacher sans faire le moindre tort à la marche du poème, car pas un seul n'est essentiel. On peut dire de tous qu'ils sont du même genre que la strophe où nous voyons que les nouveaux époux, Gunther et Brunhilt, Siegfried et Kriemhilt, voulant donner à leur union la consécration religieuse, se rendent à la messe... le lendemain de leur mariage. On avait donc commencé par s'en passer.

Sans contester le mérite *sui generis* de l'épopée allemande, il faut avouer que le patriotisme a passablement aveuglé les critiques d'outre-Rhin lorsqu'ils ont voulu nous montrer dans les *Nibelungen* un poème supérieur à tous les autres, dépassant même l'*Iliade* en grandeur et en beauté épiques. Il manque au poème allemand ce qui fut le don inné du génie grec, la mesure, le sens instinctif de la proportion et par conséquent de la grâce. La remarque humoristique d'Henri Heine reste vraie. Les héros de l'épopée grecque sont de taille assurément à se mesurer avec ceux de l'épopée germanique; mais combien leur démarche est plus légère et leurs mouvemens plus aisés! Il y a de l'intempérance, de l'immodéré dans la bravoure des hommes et dans la beauté des femmes du poème allemand. Comparez au Parthénon, non pas une de ces cathédrales gothiques où l'accord des détails avec le plan général réalise une harmonie, une unité d'impression incontestables, celle d'Amiens par exemple, ou celle de Cologne quand elle

sera terminée, mais un de ces échafaudages imposans et discords, où la fantaisie domine, où les styles s'enchevêtrent, où le bon sens n'a rien à voir, qui subjuguent cependant le spectateur par leur masse, leur hauteur, leurs voussures bizarres, leurs projections audacieuses, et vous aurez un rapport tout semblable à celui qui existe entre les épopées grecque et germanique. Même en admettant que la puissance poétique proprement dite soit égale des deux côtés, — ce qui serait beaucoup accorder, — encore faudrait-il reconnaître que la supériorité au point de vue de l'art est décidément du côté des Grecs.

Ceci soit dit à l'encontre de certains engouemens qui nuisent par leurs exagérations aux bonnes causes dont ils s'emparent; mais cette réserve n'ôte rien au puissant intérêt qui doit s'attacher à cette œuvre colossale qui nous touche de bien plus près que les poèmes homériques. N'y trouvons-nous pas, peinte par elle-même et avant d'avoir subi aucune altération essentielle, cette race germanique à laquelle est due en réalité la destruction de l'empire romain et par conséquent la constitution de l'Europe moderne? Comme tous ces personnages sont bien allemands! L'on s'en aperçoit déjà au rôle actif et à chaque instant prépondérant des femmes. Quelle différence avec la position effacée, toujours passive, de la femme grecque! A côté de la lourdeur et de la gaucherie qui sont les traits d'une race forte et massive, on remarque déjà cette tendance rêveuse, ces notes mélancoliques s'échappant du sein du bonheur même, et aussi cette bonhomie cordiale et expansive qui caractérisent encore de nos jours l'esprit allemand. N'insistons pas plus qu'il ne faut sur l'extrême susceptibilité dont tout le monde fait preuve dans notre poème, excepté Etzel-Attila, personnage bien fruste, bien mou, bien peu ressemblant au géant historique que nous connaissons tous, mais aussi qui n'est pas un Germain. C'est pourtant un trait bien allemand que ce trait-là, et il n'est certes pas affaibli par la circonstance que la querelle des deux reines, cet incident générateur de toutes les catastrophes qui suivent, a pour motif une question de préséance. Il semble vraiment qu'à la cour des rois francs et burgondes on était déjà bien rigoureux sur l'étiquette. Ce qui est plus significatif, c'est que la chevalerie, avec ses principes d'honneur et de loyauté à toute épreuve, se montre sur ce sol encore si peu cultivé à l'état de plante indigène, croissant d'elle-même. Sous le rapport de la bravoure, Siegfried vaut Achille, Hagene n'a rien à envier à Hector, ni Volkèr au bouillant Ajax; mais Hagene ne fuirait pas devant un rival, et si l'épopée allemande n'a pas d'Ulysse, l'épopée grecque n'a pas de caractère qui, sous le rapport de la noblesse et de la générosité des sentimens, puisse se

comparer à Ruediger. Quand une religion plus pure aura adouci ces rudes barbares et leur aura mis au cœur un peu de cette tendresse, de cette sympathie humaine qui leur manquent, on verra bien qu'avec eux un nouvel esprit se répand dans le monde. Le poème des *Nibelungen* a tout le charme particulier aux origines des grandes choses.

IV.

Ses origines à lui-même donnent lieu à des questions étroitement liées qu'il nous reste à examiner.

Et d'abord quelle est la valeur historique des traditions qu'il a fixées? Aurions-nous en lui un document qui, toute part faite à la poésie, jetterait quelque jour sur l'histoire encore si peu connue du premier âge des peuples germains? Ou bien faut-il renoncer à cet espoir qu'on a quelquefois conçu?

M. de Laveleye a mis en tête des fragmens traduits des *Eddas* une éloquente et savante introduction où ces diverses faces du problème sont étudiées avec le soin consciencieux que l'honorable professeur apporte dans toutes ses recherches. S'il est permis de juger un peu des autres par soi-même et de leurs travaux par ses propres tentatives, nous ne pouvons qu'admirer le courage avec lequel M. de Laveleye a plongé dans les eaux les plus troubles de la critique allemande pour en retirer un certain nombre de faits avérés et d'hypothèses d'une haute vraisemblance. Si cela ne contente pas encore sur tous les points notre curiosité, l'esprit y gagne pourtant cette satisfaction que procure la connaissance partielle de la vérité jointe à l'espoir fondé de la mieux connaître par la suite. Sur quelques points de détail seulement, nous aurions à émettre des opinions un peu différentes, si du moins il faut appeler différences ce qui se réduit à des nuances que des explications réciproques feraient probablement disparaître.

Ainsi, pour signaler une de ces légères divergences, j'inclinerais moins que M. de Laveleye à penser qu'il y a de l'histoire dans les merveilleux récits du cycle des *Nibelungen*. Ce n'est pas que lui-même prétende en avoir trouvé beaucoup; mais il penche à croire que des faits historiques, inconnus de l'histoire documentée, sont à la base des traditions amplifiées par les chants du moyen âge allemand. Pour ma part, je ne vois pas le moindre motif de penser qu'aux époques reculées où les lais des *Nibelungen* commencèrent à circuler, l'histoire y ait joué un plus grand rôle qu'aux époques relativement modernes où ces chants se sont condensés et organisés en épopée.

Sans aucun doute, il y a dans les *Nibelungen* actuels des élémens ou plutôt des détails empruntés à l'histoire réelle. Les noms des trois rois burgondes régnant à Worms se retrouvent à peu près sous la même forme dans le recueil de lois du roi Gondebaud. En 431, l'armée burgonde, son roi Gondicaire et toute la maison royale burgonde doivent avoir été anéantis par les Huns à la suite d'une grande victoire remportée par ces derniers. C'est du moins ce qu'on lit dans un passage de Prosper d'Aquitaine. D'après Jornandès, pendant la terrible bataille de Châlons-sur-Marne, où vint se briser la puissance d'Attila, les blessés burent du sang pour se désaltérer. L'Etzel du poème est, de l'aveu de tous, Attila lui-même, et ce nom semble le désigner très naturellement comme le prince du Volga. L'empire immense qui lui est attribué, son frère Blæde, sa première femme Herka ou Helche, sa résidence aux bords du Danube, ses croyances païennes, tout concourt à mettre hors de doute cette identité, depuis longtemps constatée. Dietrich von Bern est Théodoric de Vérone, — celui que l'histoire appelle Théodoric le Grand et dont le règne glorieux a laissé une impression prolongée sur les imaginations germaniques, témoin les nombreuses légendes qui ont été recueillies à son sujet : Vérone est la ville sous les murs de laquelle il battit Odoacre; de là son titre. Le voyage des princes burgondes vers le pays des Huns est décrit avec une remarquable connaissance des localités. On a pu rapprocher aussi de Siegfried le roi franc-austrasien Sigebert, l'époux de Brunehaut, dont la statue sépulcrale, dans l'église de Saint-Médard près de Soissons, avait les pieds appuyés sur un dragon, et, dans cette supposition, la sanglante rivalité des deux reines Brunehaut et Frédégonde serait la réalité historique latente sous la lutte engagée entre Brunhilt et Kriemhilt. Il faut citer encore un personnage épisodique du poème, l'évêque Pilgrim de Passau, connu dans l'histoire comme un des convertisseurs de la Hongrie. On pourrait donc à première vue supposer qu'autour de ces noms historiques se groupent aussi des événemens embellis ou amplifiés, mais au fond historiques.

Cette supposition ne tarde pas toutefois à perdre toute vraisemblance quand on analyse d'un peu près le rôle dévolu à cette série de personnages. Ainsi cet évêque Pilgrim de Passau a vécu au x^e siècle, cinq cents ans après Attila. Sigebert, époux de Brunehaut, assassiné par des émissaires de Frédégonde, aurait dû, pour ressembler à Siegfried, être époux de Frédégonde et être l'objet des haines de Brunehaut (Brunhilt). D'ailleurs c'est bien moins entre Brunhilt et sa belle-sœur qu'entre celle-ci et Hagene que se déroule la lutte tragique terminée par la destruction des *Nibelungen*.

Théodoric le Grand, né en 449, quatre ans avant la mort d'Attila, ne peut évidemment avoir paru à la cour du « Fléau de Dieu. » Si la topographie du voyage est d'une exactitude remarquable, cela prouve seulement que le poète connaissait bien la région dont il parle; mais la mention qu'il fait de Vienne au temps d'Attila comme d'une grande ville de commerce, lorsqu'il est avéré que jusqu'en 1151 Vienne ne fut qu'un village insignifiant, montre clairement que l'histoire réelle était son moindre souci. Et quel rapport peut-il y avoir entre les Huns battus près de Châlons et les Huns destructeurs des mille guerriers burgondes sur les bords du Danube? Pas plus qu'il n'y en a entre l'Attila de l'histoire et celui du poème. Évidemment donc l'histoire, aux époques décrites par les historiens, n'a pas fourni autre chose au chantre ou aux chantres des *Nibelungen* que des noms plus ou moins célèbres, de lointaines analogies, tout au plus ce que les Anglais appellent des *hints*, des suggestions pour l'embellissement ou l'enrichissement de la légende. En ce sens, je pourrais admettre que les événements et les personnages énumérés tout à l'heure ont pu exercer indirectement une sorte d'influence inspiratrice sur la pensée poétique, mais en ce sens seulement, et il m'est impossible de voir pourquoi, à une époque plus reculée, la poésie germanique aurait usé de procédés autres que ceux qu'elle emploie si naïvement aux temps dont l'histoire nous est connue.

Le génie populaire allemand n'est-il pas du reste coutumier du fait? Aucun peuple n'a montré au même degré la tendance à incorporer dans les anciennes légendes des noms relativement modernes en les substituant purement et simplement à d'anciens noms légendaires. Pour ne citer qu'un exemple, tout le monde connaît la poétique légende qui veut que l'empereur Barberousse dorme dans sa caverne, entouré de ses preux, en attendant le jour où il se réveillera pour délivrer ses chers Allemands, châtier le pape, réformer l'église, en un mot extirper tous les abus possibles. Eh bien! cette légende ne fait que reporter sur la personne du grand empereur souabe le mythe concernant le sommeil hivernal de Wôdan, l'ancien dieu germain, rémunérateur et vengeur, et ce n'est pas seulement Barberousse que la légende a substitué à Wôdan; c'est aussi, et à tour de rôle, Charlemagne, Henri l'Oiseleur et Othon le Grand. La légende écossaise parallèle s'est contentée du roi Artus.

D'ailleurs la comparaison de l'épopée allemande avec les chants scandinaves peut servir de contre-épreuve. Nous avons déjà fait observer que ces chants, bien que roulant sur un thème identique, appartiennent à une époque plus reculée que le poème allemand.

S'il y avait de l'histoire à la base de nos récits épiques, les *sagas* du nord, étant d'une antiquité plus grande, plus rapprochées des événemens supposés, devraient avoir aussi un caractère plus historique. C'est le contraire qui a lieu. Beaucoup plus mythiques, les *sagas* présentent moins encore de points de contact avec le monde réel que le *lied* allemand. Il n'y est nulle part question des princes burgondes. Sigurd est venu du sud, des bords du Rhin, du pays franc, et le *Hunenland* ou *Hiunenland*, dont il est parlé comme du royaume d'Atli, ne paraît avoir rien de commun avec l'empire d'Attila. Il doit être situé dans l'Allemagne du nord. Il faut savoir que le nom de Huns ou Hiunes n'a pas été seulement le nom des Tartares envahisseurs de l'empire. Il a dû désigner aussi un peuple mythique ou réel dont le souvenir est resté comme celui d'un peuple de géans, très puissans et très forts, quelque chose d'analogue aux *Gebôrim* de la légende orientale. C'est ainsi qu'aujourd'hui encore, dans les provinces néerlandaises et dans l'Allemagne du nord, on désigne indifféremment par le nom de *Hunnenbed* (lit de Hun) et par celui de *Reusenbed* (lit de géant) les monticules artificiels qui doivent avoir servi de sépulture à d'anciens chefs de tribu (1). Atli lui-même, dont le nom, d'après M. Grimm, signifie *grand-père*, serait-il, dans les poésies scandinaves, l'écho plus ou moins défiguré du fameux roi des Huns historiques? Rien absolument ne le prouve, et il est bien plus vraisemblable que l'analogie fortuite du nom d'Atli avec celui d'Attila dans un temps où ce dernier, moins impopulaire au-delà qu'en-deçà du Rhin, planait vaguement dans les souvenirs comme celui d'un grand potentat des siècles passés, que cette analogie, dis-je, suffit pour expliquer pourquoi la tradition de l'Allemagne du sud a identifié ces deux personnages.

Enfin il ne faudrait pas se figurer que la légende de Sigurd-Siegfrid, de ses exploits, de sa conquête du trésor, de ses amours et de sa fin tragique, n'ait donné lieu à un cycle de poésies héroïques que dans l'Allemagne du sud et dans le nord scandinave. Moins brillamment développée ailleurs, autant du moins que les documens parvenus à notre connaissance nous permettent d'en

(1) M. Raszmann, dont nous avons cité plus haut l'ouvrage, croit même pouvoir désigner le peuple germain qui aurait porté le nom de Hun conjointement avec un autre nom resté dans l'histoire. Ce seraient les *Marses*, qui habitèrent longtemps la Westphalie et surtout les environs de Soest, où la légende du désastre des Nibelungen a été localisée par la tradition populaire du pays. Parmi les preuves alléguées par M. Raszmann, preuves qui, soit dit en passant, pourraient être plus convaincantes, se trouve cette curieuse remarque, tendant à montrer avec quelques autres que les noms de *Marse* et de *Hun* ont été employés comme synonymes, savoir que notre expression maritime *mât de hune* se traduit en allemand par *marsbaum* (hollandais *marshmast*), et se traduisait par *hân* dans le vieux norroin.

juger, elle s'est étendue, on peut le dire, sur toute l'Allemagne avec d'innombrables variantes. Les notes en prose qui accompagnent les chants de l'*Edda* font déjà mention des divergences que présentent les traditions. Les textes scandinaves eux-mêmes proviennent de diverses régions du nord, dont chacune avait sa version de la légende commune. La *Thidrikssaga* ou légende de Théodoric, rédigée au XIII^e siècle d'après de vieux fabliaux saxons, contient aussi l'histoire de Sigurd. La *Walsungasaga* a puisé dans des sources allemandes aussi bien que dans les chants norrains. La *Klage*, autre poème allemand qui prétend faire suite au désastre des Nibelungen, connaît ce désastre d'après une analyse en latin différente du poème que nous possédons. La Saxe, la Westphalie, le littoral de la Mer du Nord, le pays rhénan, ont eu, tout aussi bien que l'Allemagne méridionale et la Scandinavie, leurs traditions sur les Nibelungen, et ces traditions tantôt diffèrent, tantôt se rapprochent de celles qui ont prévalu plus au nord et plus au midi. Le livre de M. Raszmann ne permet plus d'en douter. Parfois même ces traditions, moins connues, ont conservé des traits appartenant à la forme la plus ancienne de la légende commune, oubliés ailleurs et qui aident à fixer le jugement de la critique sur la nature réelle du récit primitif. Par exemple, il en est qui racontent que les yeux de Sigurd-Siegfrid étaient si brillants qu'on n'en pouvait soutenir l'éclat. Ce détail, en effet, vient confirmer ce que toutes les analogies faisaient déjà supposer, savoir qu'à la base de toutes ces légendes et de tous les poèmes petits et grands dont les Nibelungen ont fourni le sujet, il y a un mythe solaire, importé par la race germanique, encore indivise, des régions asiatiques d'où elle partit pour se répandre vers l'occident et vers le nord, et qui est resté l'héritage commun de tous les peuples issus de cette souche féconde.

Il n'y a rien d'arbitraire dans cette explication. On peut s'en assurer en se rappelant la tendance générale des mythes solaires des autres peuples. Le soleil est tout à la fois glorieux et tragique. Invincible, d'une beauté et d'une force incomparables quand il se lève chaque jour ou quand il remonte chaque année sur l'horizon, il a tous les jours et tous les ans sa fin mélancolique et lugubre. Voilà ce qui a déterminé presque partout le caractère à part des mythes dont il est l'objet. La mythologie grecque elle-même, habituellement si sereine, n'a pas fait exception sous ce rapport. Les mythes d'Apollon, d'Adonis, de Phaéton, de Persée, de Bellérophon, d'Ixion, de Cadmus, de Thésée, surtout d'Hercule, sont là pour le prouver. On remarquera aussi avec quelle facilité le soleil, dans sa gloire matinale ou printanière, se transforme dans l'imagination

des peuples primitifs en un jeune prince d'une force et d'une intrépidité sans pareilles. En Grèce, en sa qualité d'astre régulateur des jours et des saisons, il est devenu régulateur de la vie humaine, fondateur de villes, législateur et civilisateur. Dans l'Allemagne païenne, il n'en a pas eu le temps; mais du reste tous les traits propres au Sigurd-Siegfrid germanique se retrouvent dans les mythes solaires de la Grèce. Sa lutte victorieuse avec le dragon ou le nuage est une donnée pour ainsi dire universelle, remontant jusqu'au berceau de la race indo-européenne tout entière. La conquête du trésor des Nibelungen a d'innombrables parallèles dans la mythologie antique depuis les pommes d'or du jardin des Hespérides jusqu'aux bœufs rouges d'Érythie : on sait que dans l'antiquité les bœufs et les trésors se prennent, au propre et au figuré, les uns pour les autres (1). Ce sont les nuées d'or du matin ou du soir qui ont donné lieu à cette conception mythique, et le sens primitif du mot Nibelungen ou Niflungen se rattache visiblement à la même racine que *nebel*, *nebula*, en sanscrit *naba*, nuage. Sigurdrida, la Brynhild scandinave, la Kriemhilt allemande, ont dû être originairement des lunes, car, dans les mythologies, la lune se prête aussi bien à produire l'impression de la pureté virginale (Diane, Phœbé, Seléné, etc.) qu'à revêtir l'apparence de la jalousie et en général des passions les plus violentes et les plus meurtrières (Hélène, Hécate, Brimo, Médée, Bellone, etc.). La *Tarnkappe* de Siegfrid, qui le rend invisible, le charme qui le rend invulnérable comme Achille, sauf sur un point déterminé de son corps, la trahison dont il est la victime et qui a pour cause la jalousie d'une femme, tout cela se retrouve encore dans les mythes solaires. Il n'est pas jusqu'à Grani, son coursier sans rival, qui n'ait son pendant mythique dans le cheval Pégase, qui servit à Persée et à Bélérophon. On a même cru retrouver le parallèle de Siegfrid dans Karnâ, l'un des héros de l'épopée indienne. Il va sans dire qu'il ne peut être ici question d'emprunts faits par une mythologie à l'autre. Il ne peut s'agir que de croyances primitives communes, remontant jusqu'au berceau de la race et se développant ensuite parallèlement d'une manière conforme tout à la fois à l'unité et à la diversité de l'esprit humain.

Ce n'est donc pas de l'histoire, c'est de la mythologie qui est à la base du récit des *Nibelungen*. On a pu exagérer ce point de vue et lui faire du tort en le raffinant, Lachmann entre autres, qui va jusqu'à faire de Hagene la personnification de l'épine de la mort (2);

(1) Cela est encore visible dans le latin *pecus* (troupeau) et *pecunia* (argent).

(2) Ajoutons toutefois que Lachmann fut sobre de raffinemens, si on le compare à

mais, maintenu dans sa généralité, il est irréfutable. C'est une erreur échappée à la clairvoyance de M. de Laveleye et qu'il rectifiera certainement, que le passage de sa préface où il doute de la transformation possible d'une divinité mythique en héros épique. Trop de mythes solaires, celui d'Hercule entre autres, prouvent le contraire. Chez les Germains comme ailleurs, un mythe solaire, ayant pris peu à peu la tournure d'une épopée terrestre, revêtit toujours de plus en plus les apparences d'une histoire réelle à mesure qu'il s'éloigna de son berceau. Sur ce thème populaire, qui fournissait de prime abord des combats, des amours, des vengeances et des catastrophes, la fantaisie poétique a brodé mille incidents divers, sans toutefois dénaturer jamais entièrement la donnée primitive. C'est ici que des événemens réels ont pu jouer plus d'une fois le rôle dont nous avons parlé, fournir des données, suggérer des développemens. Les noms propres de personnages restés célèbres ont pu surtout se substituer aux noms mythiques originaux; mais quels furent ces événemens réels? Quels furent ces personnages? Voilà ce qu'il sera toujours impossible même de conjecturer. Il y eut certainement dans la période anté-historique des peuples germains d'autres guerres, d'autres jalousies féminines, d'autres vengeances longuement préméditées, d'autres convoitises poussant au crime, que celles qui nous sont racontées à l'aurore de leur histoire. Toutefois, puisque plus on remonte le cours du temps, moins l'histoire réelle détermine la narration poétique, puisque les emprunts ultérieurs à l'histoire connue se réduisent à des noms et tout au plus à quelques analogies vagues, il est à croire que l'influence de l'histoire inconnue fut plus restreinte encore. On retrouverait plutôt l'histoire réelle de Charlemagne dans les romans du cycle carlovingien que celle de Siegfried et des Nibelungen dans les poèmes dont ils sont les héros.

La discussion prolongée à laquelle nous avons soumis la question de la valeur historique de l'épopée allemande nous permettra d'être

d'autres. On sait avec quel éclat Creuzer développa l'idée, fort juste en soi, mais très fautive quant aux applications qu'il en fit, que les mythes antiques renfermaient tout autre chose que des impostures sacerdotales ou des niaiseries absurdes. A son exemple, on voulut y voir des abîmes de sagesse philosophique et même de science naturelle. Bientôt on vit paraître des exégèses mythologiques très sérieuses d'intention, mais d'un burlesque achevé. N'y eut-il pas un professeur, Trautweiler, à Mittau, capable de soutenir que les *Nibelungen* étaient un traité poétique de chimie! Etzel était la chaux, Gunther le carbone, Siegfried l'acide muriatique, Brunhild l'acide carbonique, Kriemhild le noir brillant du charbon. Le meurtre de Siegfried représente la neutralisation de l'acide muriatique. C'est Zeune qui rapporte cette incroyable interprétation dans la préface de son édition des *Nibelungen* (Berlin, 1815), en ajoutant gravement « qu'elle ne lui paraît reposer sur aucun fondement certain. »

plus bref dans la réponse à quelques autres qu'il nous faut encore examiner.

Dans quelle partie de l'Allemagne la légende héroïque de Siegfried-Sigurd a-t-elle reçu la forme qu'elle a conservée essentiellement à travers ses nombreuses variantes? On comprendra que cette question doive se poser, tout en se rappelant que la légende se greffa sur un mythe généralement répandu parmi les peuples germaniques. Au milieu des versions multiples et multicolores qu'une *sage* (légende) populaire reçoit dans de telles conditions, il est de règle qu'il y en ait une qui l'emporte sur les autres par l'éclat, par la beauté dramatique, par la supériorité politique et guerrière du peuple qui la propage, et qu'elle tende dès lors à éclipser ses sœurs, à peu près comme dans la religion de l'ancienne Grèce la personification du ciel brillant sous le nom de Zeus ou Jupiter obscurcit et même supplanta en bien des lieux les cultes similaires de Saturne, de Cœlos et de Cronos. Quant au sujet qui nous occupe, c'est un grand avantage de retrouver la légende héroïque des Nibelungen pleinement épanouie dans deux régions aussi distantes que la Scandinavie et l'Allemagne du sud. Le poème allemand que nous lisons aujourd'hui et qui, selon toute vraisemblance, a été rédigé au commencement du XIII^e siècle, dans la période brillante des Hohenstaufen et de la poésie chevaleresque, a dû faire son apparition au sud du Mein et probablement près du Danube. Le dialecte est souabe; l'auteur est inconnu, circonstance à noter et qui laisse déjà supposer qu'en publiant son épopée il ne produisit rien d'absolument nouveau. Si donc nous retrouvons dans l'extrême nord une tradition foncièrement semblable à celle qu'il a développée dans ses vers, il est bien à croire que la source commune des deux courans traditionnels doit être cherchée dans une région intermédiaire. Et en effet, d'après les chants scandinaves, Sigurd est un homme du Rhin, et c'est aussi des bords du Bas-Rhin, du Niderland, que le poète allemand fait venir son Siegfried, à l'époque où les Burgondes occupaient la partie moyenne de ce fleuve. Ce n'est là du reste qu'un indice remarquable entre bien d'autres qui concourent à fonder l'opinion de Grimm, de Lachmann et de M. de Laveleye, qui voit dans la *sage* de Sigurd-Siegfried une tradition essentiellement *franque* (1). Des bords du Rhin, où les Francs eurent

(1) La différence du nom scandinave et du nom allemand s'explique à merveille par le vieux néerlandais *Segesfred*, *Segevert*, qui, contracté, est devenu *Sigurd* dans le nord, *Stuart* en Danemark, *Siegfried* dans l'Allemagne du sud. Observez que des deux formes du vieux néerlandais viennent aussi les deux formes françaises *Sigefroy* et *Sigebert*. Il est aussi parlé dans un document latin d'une tribu franque distinguée par le nom de *Franci Nebulones*.

longtemps le centre de leur domination, la version franque de la légende rayonna dans les divers pays germaniques. La prépondérance des Francs sous les Carlovingiens en assura pour toujours la prédominance. Ainsi s'expliqueraient également les prétentions des divers pays où ils s'étaient établis auparavant, tels que le littoral de la Mer du Nord, la Westphalie, la Franconie, etc., à passer pour le théâtre des événemens qui composent la légende et pour la patrie des poèmes qui les ont chantés. La manière dont les chants scandinaves développent la partie mythique des aventures de Sigurd et ce qu'il y a de factice dans les couleurs chrétiennes répandues sur le poème allemand prouvent que, dans ses traits fondamentaux, la légende des Nibelungen est antérieure à la conversion des Francs au christianisme. Il faut toutefois ajouter que la seconde partie du poème allemand doit avoir mêlé à la tradition franque de nombreux élémens empruntés à la légende burgonde et à celle des Goths.

Du reste, — et nous entrons ici dans la question relative à la formation de la célèbre épopée, — il est impossible de voir en elle une œuvre individuelle, éclore tout entière dans le cerveau d'un homme. Sans doute les *Nibelungen*, tels que nous les lisons, sont tout autre chose qu'une simple compilation de chants antérieurs. Un travail personnel d'organisation, d'arrangement logique, a présidé à la composition finale du poème, et a dû s'étendre bien souvent à la forme, parfois même au fond; mais ce travail est essentiellement une œuvre de combinaison réfléchie et non d'invention poétique. C'est ce dont il n'est plus permis de douter depuis les nombreuses recherches consacrées à élucider la question des origines. M. Holtzmann lui-même, qui s'est élevé si vivement contre la théorie de Lachmann sur la division primitive et le nombre des chants combinés dans le poème actuel, qui, sur quelques indices très vagues, a voulu reculer de deux siècles la composition du poème fondamental et en faire honneur à un certain Conrad, secrétaire latin de l'évêque Pilgrim de Passau dont il a été parlé plus haut, n'a pu soutenir sa thèse qu'à la condition de ranger plusieurs épisodes importants, l'expédition de Siegfried contre les Danois et les Saxons, la lutte nocturne avec Brunhild, etc., dans la classe des additions introduites après coup, et de faire du secrétaire latin un arrangeur habile des légendes et chants héroïques antérieurs à son poème. En principe, cela revient donc au même. Il reste toujours acquis que le texte épique des Nibelungen est le résultat d'un travail de coordination intelligente. L'existence elle-même des chants scandinaves et des légendes particulières au nord de l'Allemagne rend impossible toute autre manière de se représenter le mode de com-

position de notre poème. Ce que nous savons des origines de la poésie germanique est tout à fait conforme à ce point de vue. Tacite nous dit que les Germains n'avaient, en fait d'histoire, que d'anciennes poésies, de vieux chants en l'honneur de leurs dieux et de leurs héros. La conversion des peuples germains au christianisme relégua les premiers dans l'ombre, mais ne fit aucun tort aux seconds. Longtemps ce furent les guerriers eux-mêmes qui, comme Achille dans l'*Iliade*, chantèrent les *cantilènes*; mais peu à peu, en Allemagne comme en France, il se forma une profession spéciale de trouvères et de ménestrels, — rappelant tout à fait les *aèdes* et les *rhapsodes* de la Grèce primitive et les *kavis* hindous (1). Charlemagne, en même temps qu'il tâchait de sauver les débris de la littérature latine, prit soin de fixer par l'écriture les anciens chants populaires de la Germanie. On les copia dans les cloîtres, on les traduisit en latin, on les baptisa autant qu'on put en éliminant toujours davantage les parties mythologiques trop saillantes et mal vues de l'église, et en y introduisant des retouches chrétiennes. D'autres chants naquirent des événemens qui suivirent la dislocation de l'empire carlovingien. Il en résulta qu'à l'époque où la poésie chevaleresque prit son entier développement dans l'Allemagne du XII^e siècle, il y avait à la disposition des ménestrels une masse de vieux chants sans cesse repris et remaniés, roulant sur des sujets identiques, amplifiés par l'inspiration individuelle, gravitant en quelque sorte les uns vers les autres, matière d'abord fluide, puis plus consistante, mais encore très malléable, et qui n'exigeait que peu d'efforts pour être fondue et fixée de manière à former une véritable épopée.

Nous voilà donc en face d'une dernière question, celle des rapports qui rattachent cette genèse de l'épopée allemande au problème général de la formation des épopées antiques.

Les lecteurs de la *Revue* n'ont pas oublié la savante étude de M. Émile Burnouf sur les origines de la poésie hellénique (2). Ils ont pu y voir le riche parti que la critique moderne a tiré de la comparaison des antiquités grecques avec les antiquités indiennes et françaises. Chose étrange, le grand débat suscité par Wolf à propos de l'*Iliade* et de la personne d'Homère a roulé tout à la fois sur la reine des épopées et sur celle dont, faute de renseignemens sur les temps qui la précèdent, il était le plus difficile de se repré-

(1) Un fait significatif à relever, c'est qu'une fois la profession constituée, beaucoup d'aveugles qui y trouvaient un gagne-pain l'embrassèrent. Qui ne se rappelle l'infirmité traditionnelle d'Homère? Cela prouve aussi que ce fut la mémoire, bien plutôt que l'écriture, qui fut le moyen principal de la transmission des chants héroïques.

(2) Voyez la *Revue* du 1^{er} octobre dernier.

senter la formation. On ne pouvait s'appuyer que sur la constitution interne du poème, et la querelle n'en finissait pas selon la coutume des querelles purement exégétiques. La question s'est présentée sous un tout autre jour quand, l'unité de la race indo-européenne une fois établie scientifiquement, l'Inde antique révélée à l'Europe, notre propre histoire de France renouvelée de fond en comble, on s'est aperçu que chacune des sous-races composant cette grande famille de peuples a eu son époque et sa littérature épiques, engendrées par des circonstances analogues et soumises à des conditions intellectuelles semblables. C'est ainsi que M. Émile Burnouf a pu démontrer victorieusement qu'une même loi a présidé en France, en Grèce et dans l'Inde à la constitution d'épopées nationales résultant de la fusion plus ou moins complète de chants héroïques antérieurs. La recherche des origines de l'épopée germanique vient parachever la démonstration et avec d'autant plus d'autorité qu'il ne s'agit plus de la repousser dédaigneusement sous prétexte qu'elle n'aboutit qu'à des hypothèses, car les deux phases de l'évolution épique sont là, sous nos yeux, chants héroïques encore disséminés dans le nord scandinave, épopée constituée dans l'Allemagne méridionale (1). Nous devons renvoyer ici aux solides et brillantes considérations que M. de Laveleye a développées dans son introduction aux chants scandinaves qu'il a traduits. La seule réserve que nous ferions pour rester fidèle à la théorie déjà énoncée plus haut concernerait la rencontre des deux courans, l'un mythique, l'autre héroïque, dont la réunion, selon le savant traducteur, constitue l'épopée. A notre avis, le mythe lui-même, surtout le mythe solaire, devient de lui-même légende héroïque, et nous comparerions volontiers le mythe à la source, le mythe devenu légende héroïque au fleuve, enfin l'histoire, les faits réels aux rives qui déterminent les sinuosités du fleuve, et dont çà et là quelques parcelles se détachent pour rouler ensuite confondues avec les eaux. Du reste cette introduction nous paraît un morceau magistral, que devront désormais connaître tous ceux de nos compatriotes qui voudront avoir une opinion sur ces problèmes si attachans et si graves.

Nous pouvons le dire en effet en toute assurance, ces études de haute critique, longtemps considérées comme du domaine exclusif

(1) Il est clair que, comme M. Burnouf, nous éliminons de notre champ d'examen les épopées composées dans un esprit d'imitation, d'après un plan réfléchi et au sein d'une civilisation développée, telles que l'*Énéide* ou la *Henriade*. C'est précisément la comparaison de ces œuvres, qui, malgré tout leur mérite littéraire, se rapprochent toujours un peu du pastiche, avec les épopées remontant aux époques primitives, qui a suggéré l'idée que celles-ci devaient leur existence à un tout autre mode de composition que celles-là.

de l'érudition pure, entrent de plus en plus dans le champ des applications. C'est la plus haute réalité que puisse atteindre notre observation, c'est l'esprit humain qu'elles révèlent à lui-même dans ses procédés intimes, dans sa puissance de production spontanée, dans son épanouissement naturel. *Nostra res agitur*. Si l'on peut espérer qu'à force de persévérance l'homme parviendra un jour à arracher au mystère qui l'entoure quelques révélations scientifiquement démontrables sur son origine et sa destinée, c'est par cette voie et non par d'autres qu'il les obtiendra. Les sciences religieuses proprement dites ne sont pas moins intéressées que l'histoire et la littérature aux résultats de ces belles études. Non-seulement elles viennent en aide à la critique religieuse dont elles confirment les résultats acquis, justifient la méthode, éclairent les recherches; elles prouvent encore que de lui-même l'esprit humain est poète, c'est-à-dire qu'il a l'intuition d'un ordre supérieur de choses qui, une fois aperçu, colore de ses reflets les réalités au sein desquelles nous vivons, et les transfigure. Cette sublime faculté de seconde vue, de perception poétique des choses, ne se déploie, il est vrai, que dans l'élite de notre espèce; mais c'est en vain que les inspirés de la poésie et de l'art multiplieraient leurs belles œuvres, s'ils ne rencontraient pas d'écho dans la foule, s'il n'y avait pas en chacun de nous un poète et un artiste qui s'ignore. N'est-il pas remarquable que plus on remonte vers les anciens âges, plus le travail personnel du génie, sans être jamais nul, suppose le travail collectif du peuple tout entier? Il en est de même dans une autre sphère où l'esprit humain s'élève plus universellement et plus directement encore que dans la poésie vers le monde supérieur qui l'attire; je veux parler de la religion. C'est en vain que les révélateurs, ceux qui sentent plus vivement que les autres et qui énoncent avec plus de force ce qu'éprouve l'âme dans son contact avec la vie infinie, c'est en vain qu'ils feraient résonner à nos oreilles leurs immortelles paroles, s'il n'y avait pas en chacun de nous un fils de Dieu qui sommeille. Tout ce qui nous montre l'esprit humain s'élevant spontanément vers le sublime, le parfait, l'idéal, est une révélation de sa vraie destinée et du vrai Dieu qui la lui fait.

ALBERT RÉVILLE.

LA

PHYSIQUE MODERNE

ET LES IDÉES NOUVELLES

SUR L'UNITÉ DES PHÉNOMÈNES NATURELS

- I. *Du Principe général de la philosophie naturelle*, par F. de Boucheperon, Paris 1853. — II. *L'Unità delle forze fisiche, saggio di filosofia naturale*, del P. Angelo Secchi, Rome 1864. — III. *Cinque lezioni sulla teoria dinamica del calore e sulle sue applicazioni*, di C. Matteucci, Turin 1864. — IV. *La Chaleur considérée comme un mode de mouvement*, par John Tyndall (traduction de l'abbé Moigno, Paris 1864). — V. *Esquisse élémentaire de la théorie mécanique de la chaleur et de ses conséquences philosophiques*, par G. A. Hirn, Colmar 1864. — VI. *Les Problèmes de la nature*, par M. A. Laugel, Paris 1864. — VII. *Les Problèmes de la vie*, par le même, Paris 1866.
-

DERNIÈRE PARTIE (1).

IX.

Les charbons d'une lampe électrique s'échauffent et deviennent lumineux quand un courant les traverse (2). Un foyer allumé nous donne chaleur et travail. Un rayon de lumière tombant sur une

(1) Voyez la *Revue* des 1^{er} et 15 novembre.

(2) Nous n'avons pas cru devoir ajouter à la troisième et dernière partie de ce travail une introduction nouvelle, qui aurait eu l'inconvénient de rompre la suite de notre exposé. Qu'il nous suffise de rappeler en quelques mots à nos lecteurs le point de vue où nous nous sommes placé. Notre but n'a pas été d'offrir même en raccourci un tableau des phénomènes de la nature; nous avons voulu seulement présenter la conception générale qui semble ressortir des faits acquis à la science par les découvertes les plus récentes, et en particulier de ceux que l'étude de la chaleur a révélés de nos jours. Ce système, qui ne saurait être jusqu'à présent qu'une ébauche, consiste à ramener les

plaque sensible détermine une action électro-motrice qui se traduit en mouvement dans l'aiguille d'un galvanomètre, en chaleur dans une hélice thermométrique. Nous pourrions multiplier à l'infini de pareils exemples, où la lumière, la chaleur, l'électricité, apparaissent comme des phénomènes solidaires, tous réductibles à l'idée de travail mécanique. Un travail les produit, et ils produisent un travail. Ils naissent du mouvement et ils se résolvent en mouvement. L'esprit public s'accoutume, — il nous le semble du moins, — à considérer sous ce point de vue les effets de lumière, de chaleur, d'électricité; mais la question est moins avancée en ce qui concerne ces forces attractives, la gravité, la cohésion, l'affinité, qui paraissent résider dans les profondeurs de la matière. Elles conservent jusqu'ici un aspect plus mystérieux. Il nous reste à voir si nous pourrions dissiper en partie l'obscurité qui les entoure, en leur appliquant le principe qui éclaire maintenant pour nous tous les phénomènes naturels. Chemin faisant, nous avons, à mesure que l'occasion s'en présentait, indiqué brièvement les considérations qui permettent de ramener ces forces à des effets de mouvement. Nous avons donc surtout à grouper et à développer ici des hypothèses précédemment ébauchées.

Et d'abord les forces attractives ne sauraient être considérées comme inhérentes à la matière. Quand Newton proclama la loi de la gravitation universelle, il eut bien soin de faire ses réserves à cet égard. Après avoir décrit les mouvemens planétaires dans son livre des *Principes mathématiques de la philosophie naturelle*, il ajoute: « J'ai expliqué jusqu'ici les phénomènes célestes et ceux de la mer par la force de la gravitation; mais je n'ai assigné nulle part la cause de cette gravitation. Cette force vient de quelque cause qui pénètre jusqu'au centre du soleil et des planètes, sans rien perdre de son activité; elle agit selon la quantité de la matière, et son action s'étend de toutes parts à des distances immenses en décroissant toujours dans la raison doublée des distances... Je n'ai pu en-

divers groupes de phénomènes à des mouvemens transformables les uns dans les autres et à éliminer les forces inexplicables et incompréhensibles admises par l'ancienne physique, les mystérieuses entités auxquelles se rattachaient d'après elle les différens ordres de faits que la science embrasse. L'atome et le mouvement, voilà tout l'univers dans le système que nous avons entrepris d'esquisser. Après avoir exposé cette hypothèse, que nous avons désignée sous le nom d'unité des forces physiques, nous avons à parcourir les diverses parties de la science en vue d'y chercher les faits qui servent de fondemens à la théorie ou les lacunes qui commandent de la maintenir quant à présent dans certaines limites. Nous avons successivement considéré sous cet aspect les phénomènes sonores, lumineux, calorifiques et électriques. Il nous reste à passer en revue tout cet ensemble de faits délicats et complexes qui relèvent de la gravitation, de la cohésion et de l'affinité, puis à rassembler dans une conclusion sommaire les résultats qui jaillissent de cet examen et à en signaler les applications légitimes.

core déduire des phénomènes la raison de ces propriétés de la gravité, et je n'imagine point d'hypothèses... Il suffit que la gravité existe, qu'elle agisse suivant les lois qui viennent d'être exposées et qu'elle puisse expliquer tous les mouvemens des corps célestes et ceux de la mer. » C'est encore dans le livre des *Principes* qu'il dit : « J'exprime par le mot attraction l'effort que font les corps pour s'approcher les uns des autres, soit que cet effort résulte de l'action des corps qui se cherchent mutuellement ou qui s'agitent l'un l'autre par des émanations, soit qu'il résulte de l'action de l'éther, de l'air ou de tout autre milieu, corporel ou incorporel, qui pousse l'un vers l'autre d'une manière quelconque tous les corps qui y nagent. »

Ainsi Newton laissait la question en suspens; mais après lui on s'est peu à peu habitué à considérer la gravité comme une sorte de qualité inhérente aux corps. Bien des gens admettent aujourd'hui pour premier axiome que la matière est inerte, et pour second qu'elle s'attire suivant telles et telles lois. Nous avons déjà dit qu'il faut choisir entre ces deux idées contradictoires. Si les molécules se portent les unes vers les autres en vertu d'une cause qui est en elles, que venez-vous dire qu'elles sont inertes? Elles sont actives au contraire, et tout l'échafaudage que vous avez élevé sur l'idée d'inertie s'écroule par sa base. Que sera-ce donc si de la gravité nous passons à l'affinité chimique! Si les molécules se choisissent en vertu d'un principe qui est en elles, elles ont donc une initiative propre, elles ont des volontés, des caprices! La chimie devient l'étude des passions moléculaires. Nous allons y trouver des sympathies et des haines, des instincts vils et de nobles sentimens, des tendresses légitimes et des ardeurs coupables, des mariages heureux et des unions troublées, de sourdes inimitiés et des luttes éclatantes. Voilà les idylles et les drames que nous présente la chimie, si nous logeons dans les molécules un principe répulsif et un principe attractif, comme on loge quelquefois l'esprit du bien et l'esprit du mal dans les âmes humaines.

On fait une pure fiction géométrique quand on suppose que deux molécules agissent l'une sur l'autre à distance. En réalité, nous ne connaissons que des actions qui ont lieu au contact par la communication du mouvement. Entre les molécules se trouvent les atomes étherés; des uns aux autres les chocs se transmettent; la matière demeure inerte et ne fait que se mouvoir du côté où elle est poussée. Les forces répulsives se sont déjà évanouies devant l'idée de mouvement calorifique; les forces attractives doivent également se réduire à des effets d'impulsion.

Si l'on compare les trois forces que nous trouvons rangées dans la même famille, la gravité, la cohésion, l'affinité chimique, on est

d'abord frappé de la disproportion qu'elles présentent. Combien la cohésion est plus puissante que la gravité ! Un fil de fer ne peut rompre sous son propre poids que s'il atteint une longueur de 5,000 mètres. Il faut donc que la pesanteur accumule des masses énormes de métal pour vaincre l'adhérence qui se produit dans une seule tranche du fil ; mais ce qui est plus extraordinaire à coup sûr, c'est qu'une fois l'adhérence vaincue et le fil brisé, le rapprochement le plus étroit des parties disjointes n'y fait pour ainsi dire renaître aucune trace de la cohésion primitive. Ainsi la cohésion, incomparablement plus intense que la pesanteur, n'est sensible qu'à des distances extrêmement petites ; la pesanteur, plus faible au contraire, continue son action à des distances infinies. Si l'on veut se faire une idée comparative de ces forces diverses, on peut considérer les indications suivantes : elles sont dues à un savant physicien, M. Dupré, qui depuis longues années s'est voué à l'étude des actions moléculaires. M. Dupré déduit de ses expériences et de ses calculs la force nécessaire pour vaincre l'affinité mutuelle des élémens de l'eau, pour séparer violemment l'oxygène et l'hydrogène sur une section d'un millimètre carré ; il trouve que cette force devrait aller à 1673 kilogrammes. Pour vaincre la simple adhérence moléculaire de l'eau, pour arracher une tranche à sa voisine, il faudrait une force de 70 kilogrammes par millimètre carré. On sait d'ailleurs que sur cette même surface la pesanteur n'exerce qu'une action de 10^{er}, 33. En comparant les trois nombres qui représentent dans cet exemple les puissances respectives de l'affinité, de la cohésion, de la pesanteur, on peut apprécier l'énorme différence de leurs valeurs.

Abordons, sans plus tarder, les considérations théoriques qui peuvent nous éclairer sur la nature des forces attractives et commençons par la gravité. Imaginons l'éther uniformément répandu dans l'espace ; ses atomes, animés de mouvemens de projection et de mouvemens rotatoires, se choquent les uns les autres de la manière que nous avons déjà dite. Supposons maintenant qu'en un point de ce milieu il y ait une cause spéciale et permanente d'ébranlement ; ce sera par exemple une molécule pesante animée elle-même d'un mouvement vibratoire. L'ébranlement va se répandre dans la masse éthérée et, en raison de la nature du milieu, s'y propager dans tous les sens. Les atomes les plus rapprochés de la molécule pesante recevront des chocs violens, ils seront puissamment chassés, leurs rangs s'éclairciront dans le voisinage du centre d'ébranlement, et la couche contiguë à la molécule deviendra moins dense que le reste du milieu. L'action motrice persistant, ce même effet va se propager de couche en couche à travers l'espace. Comme résultat final, l'éther se trouvera distribué autour du centre d'é-

branlement en couches concentriques dont les premières, les plus voisines de la molécule, seront les moins denses, et qui iront indéfiniment en augmentant de densité. On peut se représenter facilement cet état de choses et en tracer la figure : la molécule au centre, autour d'elles des sphères d'atomes espacées d'abord, puis de plus en plus rapprochées. Notons même en passant que la différence de densité des couches contiguës, comme tous les effets qui se propagent suivant des sphères concentriques, est inversement proportionnelle aux surfaces de ces sphères, c'est-à-dire aux carrés de leurs rayons.

Cela établi, supposons qu'une seconde molécule se trouve en un point quelconque de ce système. Elle rencontrera du côté de la première des couches d'éther moins denses que du côté opposé; choquée par l'éther dans tous les sens, elle recevra cependant moins de chocs du côté de la première molécule, et elle tendra par conséquent à s'en approcher. Ainsi apparaît la cause de la gravité. La seconde molécule est poussée vers la première parce qu'elle rencontre des couches éthérées de densités différentes, et l'énergie de cette action, par la raison que nous avons indiquée tout à l'heure, est inversement proportionnelle au carré de la distance des deux molécules. On reconnaît dans cet énoncé la loi suivant laquelle agit la gravité.

Ce que nous venons de dire de molécules isolées s'applique d'ailleurs à des molécules groupées de manière à former un corps. Un pareil assemblage déterminera dans l'éther cette variation de densité que nous avons décrite; il la déterminera avec d'autant plus de force que les molécules seront plus nombreuses ou la masse du corps plus grande. Les astres enfin ne sont que des corps volumineux sollicités par cette même cause qui fait tomber les graves à la surface de la terre. Pour les uns comme pour les autres, l'attraction n'est que cette tendance au rapprochement dont nous venons de rapporter l'origine à des impulsions extérieures.

Sans doute les indications sommaires qui viennent d'être données ne constituent pas une démonstration rigoureuse. Pour éclaircir une question de si haute importance, il faudrait suivre les phénomènes par le menu, montrer dans leur détail les répercussions d'ordres divers au moyen desquelles l'éther se dispose autour des molécules en couches différemment denses. Il faudrait aller au-devant des doutes que peut faire naître un pareil exposé, répondre aux principales objections qui peuvent se présenter. On demandera par exemple pourquoi l'effet que nous décrivons est propre aux molécules matérielles, pourquoi il ne se produit pas, au moins çà et là, autour des atomes éthérés. Ici la réponse est facile. Au milieu de la masse éthérée, en l'absence de toute molécule, tout est symétri-

que par rapport à chaque atome; l'effet commence, si l'on veut, autour de chacun des atomes; c'est comme s'il ne commençait autour d'aucun d'eux, et le milieu reste uniformément dense : il faut un centre d'ébranlement pour en rompre l'uniformité. On demandera encore si ce n'est pas une supposition bien arbitraire que de donner aux atomes, et surtout aux molécules, la forme ronde qui semble nécessaire au premier abord pour expliquer la régularité des chocs et la symétrie de leurs effets. Ici encore il est aisé de répondre. La théorie des rotations enseigne en effet que les chocs ne dépendent pas de la forme extérieure des corps et qu'on peut toujours imaginer qu'un solide de forme quelconque soit remplacé par un globe ellipsoïde. La forme ronde n'est donc réellement nécessaire ni aux molécules ni même aux atomes. Bien d'autres objections seraient à détruire; mais on conçoit que nous ne puissions ici analyser toutes les circonstances du phénomène. Notre but est atteint si l'on a saisi le principe général de l'explication qui vient d'être donnée, et si l'on voit comment le mouvement de l'éther peut produire l'attraction terrestre aussi bien que l'attraction sidérale.

Il reste un point cependant dont nous ne pouvons nous empêcher de dire quelques mots. On peut remarquer que l'astronomie moderne s'est faite tout entière sans la notion de l'éther. Ce sont les physiciens qui, d'abord par leurs études sur la lumière, puis par les inductions qu'ils en ont tirées, ont imposé à la science l'idée de ce fluide universel. On peut se demander dès lors si cette idée ne va pas se trouver en désaccord avec les lois astronomiques qui ont été établies sans elle. Ceux qui répugnent à admettre l'existence de l'éther ne manquent pas d'objecter que la marche des astres doit être retardée par ce fluide, que les planètes, en raison de la résistance qu'elles rencontrent, doivent aller sans cesse en se rapprochant du soleil, et que cependant les astronomes ne constatent aucun symptôme d'un semblable effet. — Le retard existe peut-être sans qu'on puisse le constater, répondent les partisans de l'éther. Si nous nous plaçons sur le terrain des faits, nous sommes certains que ce retard ne peut être que très faible en raison de la ténuité du fluide qui le produit. On a établi des calculs d'après lesquels la résistance de l'éther raccourcirait de 3 mètres par an la distance de la terre au soleil; la durée de l'année serait ainsi abrégée d'une seconde en six mille ans; l'état de nos observations astronomiques ne permet pas de distinguer une pareille conséquence au milieu des perturbations déjà connues de l'orbite terrestre.

Ne trouvant point de faits décisifs dans les mouvements planétaires, la controverse se rejette sur les comètes. Si la résistance éthérée est insensible pour les planètes à cause de la grande densité qu'elles présentent, elle doit être appréciable pour les comètes, qui

n'ont pour ainsi dire pas de masse, et qu'on a pu appeler des *riens visibles* (1). Ici une considération intervient pour obscurcir le problème. L'extrême légèreté des comètes doit les rendre sensibles à la résistance d'un milieu universel sans nul doute, mais elle les expose aussi à des perturbations d'autres sortes. Elles sont puissamment déviées de leur route lorsqu'elles passent dans le voisinage des corps planétaires. Quand la comète de Lexell a traversé en 1770 les satellites de Jupiter, la durée de sa révolution s'est trouvée brusquement réduite de cinquante ans à cinq ans et demi. Comment discerner au milieu de perturbations de cet ordre l'influence de l'éther? La comète d'Encke, dont la périodicité est connue depuis 1818, n'a qu'une révolution de très courte durée, trois ans et un quart environ; son orbite est comprise tout entière dans celle de Jupiter. En comparant ses apparitions successives depuis 1818, on a remarqué une diminution graduelle dans la durée de sa révolution; on a prouvé d'ailleurs que cet effet ne provenait pas de l'action perturbatrice des planètes. Certains astronomes en ont conclu qu'il devait être attribué à la résistance d'un milieu, et ils ont vu là une première démonstration astronomique de l'existence de l'éther; mais cette conclusion, tirée d'un exemple unique, au milieu de l'incertitude qui règne encore sur la plupart des particularités du mouvement cométaire, ne peut pas être regardée comme bien rigoureuse.

Ainsi les observations astronomiques ne fournissent aucun fait caractéristique au sujet de la résistance d'un milieu, et il n'y a rien à conclure à cet égard ni de la marche des planètes ni de celle des comètes; mais nous avons à nous demander maintenant si l'explication qui vient d'être donnée au sujet de l'origine de l'attraction n'éclaire pas le problème d'un jour tout nouveau. L'analyse mathématique ramène à deux forces les causes qui produisent le mouvement curviligne des astres; une force initiale d'impulsion ou vitesse acquise tend à les diriger en ligne droite, tandis que la gravité en in-

(1) Il n'y a pas fort longtemps que l'on est fixé sur l'extrême ténuité de la matière cométaire. Auparavant on avait toujours considéré le choc de ces astres comme redoutable pour les planètes. C'est à un choc de cette nature que Buffon attribuait l'origine de notre système planétaire; une comète, en se jetant sur le soleil, en aurait détaché des fragmens de matière et les aurait lancés dans l'espace. C'est encore à des chocs de cette espèce que divers géologues attribuaient les cataclysmes terrestres; des comètes, en touchant la terre, en auraient déplacé l'axe de rotation et déterminé les grands déluges. Il ne reste plus rien de pareilles opinions. Les comètes sont regardées aujourd'hui comme des astres tout à fait inoffensifs, incapables de troubler la paix du monde. On les a vus passer tout près des planètes sans y causer aucun désordre; on a vu deux fois la comète de Lexell se jeter au travers des satellites de Jupiter sans y produire aucun dérangement. D'après les récents calculs de M. Faye, le noyau des comètes, qui en est la partie la plus compacte, est à peine neuf fois plus dense que l'air qui reste dans nos machines pneumatiques après que nous y avons fait le vide aussi complètement que possible; quant à la densité de la queue, elle serait dix billions de fois moindre.

fléchit incessamment le cours. C'est cet équilibre dynamique, établi par les astronomes en dehors de toute notion de l'éther, qui a paru compromis dès que les physiciens ont admis l'existence d'un milieu universel; l'éther devait déranger cette pondération de deux forces instituée sans son concours. Si maintenant l'on reconnaît qu'il est l'origine de l'une au moins des deux forces, la question change de face. On ne peut plus dire qu'il soit resté étranger à l'établissement des équilibres célestes, et il se trouve au contraire qu'on l'y a fait entrer sans le connaître. Qu'on ne vienne plus dès lors parler d'une résistance nouvelle introduite par l'éther! Sa façon de résister aux mouvemens célestes, c'est précisément de déterminer l'attraction et d'infléchir ainsi le cours des astres. Nous disons que l'éther produit la gravité, qu'il pousse les corps célestes dans un certain sens; c'est donc que nous avons tenu compte de toutes les actions qu'il exerce, des chocs qu'il donne de tous les côtés. Ce serait faire un double emploi que d'introduire une seconde fois dans nos calculs, sous forme de résistance au mouvement, les chocs que reçoivent les astres du côté où ils se meuvent. S'il en est ainsi, s'il est vrai de dire que l'éther ne peut être considéré à la fois comme une cause du mouvement sidéral et comme un obstacle à ce mouvement, nous n'avons plus à nous étonner que l'astronomie ne trouve en aucun point des cieux la marque d'un milieu résistant.

X.

Il est donc possible de faire rentrer dans le cadre de notre hypothèse la cause qui produit la gravité des corps; mais c'est là, — nous ne pouvons nous le dissimuler, — un des points les plus difficiles que nous ayons à traiter. Telles sont les habitudes de notre esprit que l'origine de l'attraction nous paraît inabordable. Rattacher cette conception à une idée plus générale semble une entreprise chimérique. Pour appuyer la démonstration que nous avons tentée à cet égard, il ne sera pas inutile que nous rappelions par quelques traits rapides comment est née, comment s'est développée cette grande idée de l'attraction universelle. En indiquant le rôle qu'elle a joué dans l'histoire de nos sciences, nous marquerons mieux la place qu'elle doit tenir dans la physique contemporaine. En voyant comment l'esprit humain s'est élevé à une loi si haute, il nous semblera qu'il peut monter encore, et que, pour avoir expliqué tant de choses, la gravité n'est pas inexplicable.

L'astronomie moderne commence au livre des *Révolutions célestes*, que Copernic publia en 1543. Copernic, renversant la doctrine de Ptolémée, plaçait le soleil au centre du monde; il faisait tourner autour de cet astre les six planètes alors connues, Mercure, Vénus,

la Terre, Mars, Jupiter et Saturne, et il les animait elles-mêmes d'un mouvement de rotation sur leurs axes. Bien que dédié au pape Paul III, le livre des *Révolutions célestes* fut condamné comme contraire au texte des Écritures. Soit qu'il voulût échapper aux censures de la cour romaine, soit qu'il eût l'ambition d'attacher son nom à un système qui lui fût propre, Tycho-Brahé adopta une hypothèse éclectique. Il priva la terre de son double mouvement, et fit tourner autour d'elle la lune et le soleil conformément à la doctrine de Ptolémée; mais il admit en même temps la rotation de Mercure, de Vénus, de Mars, de Jupiter et de Saturne autour du soleil. Malgré cette théorie bizarre, Tycho-Brahé est un des fondateurs de la science céleste. Aidé de disciples et de collaborateurs nombreux dans la petite cité astronomique qu'il avait fondée, il fouilla le ciel dans tous les sens, et accumula au sujet des mouvemens planétaires une quantité prodigieuse d'observations qui servirent de base aux travaux de Képler.

On connaît les trois grandes lois auxquelles Képler a donné son nom. Copernic et Tycho-Brahé avaient conservé la croyance des anciens, qui regardaient la marche des planètes comme circulaire. C'est sur cette opinion que porta d'abord l'examen de Képler. En comparant les observations de Tycho sur les mouvemens de la planète Mars avec celles qu'il avait faites lui-même, il s'assura que l'orbite de cet astre n'était pas circulaire; après avoir essayé inutilement plusieurs hypothèses, il reconnut enfin qu'il pouvait satisfaire au résultat de ses calculs en supposant que l'orbite de Mars était une ellipse dont le soleil occupait un foyer. Du même coup il trouva que les aires décrites autour du foyer par le rayon vecteur sont égales dans des temps égaux. Telles sont les deux premières lois indiquées par Képler. Après les avoir vérifiées sur plusieurs planètes, il les publia en 1609 dans un mémoire *De motibus stellæ Martis*. La troisième loi consiste en ce que les carrés des temps des révolutions planétaires sont proportionnels aux cubes des grands axes des orbites. C'est celle qui a coûté le plus d'efforts au génie persévérant de Képler. La manière dont il l'annonce dans son traité *Harmonices mundi* se ressent de l'enthousiasme que lui causa une pareille découverte. « Après avoir trouvé, dit-il, les vraies dimensions des orbites par les observations de Brahé et par l'effort continu d'un long travail, enfin j'ai découvert la proportion des temps périodiques à l'étendue de ces orbites... Et si vous voulez en savoir la date précise, c'est le 8 mars de cette année 1618 que, d'abord conçue dans mon esprit, puis essayée maladroitement dans des calculs, partant rejetée comme fausse, puis reproduite le 15 mai avec une nouvelle énergie, elle a surmonté les ténèbres de mon intelligence, si pleinement confirmée par mon travail de dix-sept ans

sur les observations de Brahé et par mes propres recherches que je croyais d'abord rêver et faire quelque pétition de principe. Mais plus de doute, c'est une proposition très certaine et très exacte que le rapport entre les temps périodiques de deux planètes est précisément sesquialtère du rapport des moyennes distances (1). » Ainsi Képler avait déterminé, dans trois grandes lois de fait, l'orbe des planètes et les conditions de leur mouvement. Il était si près du principe d'où ces lois dérivent, qu'on peut se demander s'il ne l'a pas pressenti. Doué d'une ardente imagination, il chercha naturellement la cause de ces mouvemens dont il avait trouvé la nature; mais sous ce rapport ses ouvrages ne nous montrent guère que les exubérances de l'ancienne fantaisie astrologique : les vieilles théories pythagoriciennes, les mystérieuses propriétés des nombres y jouent un rôle singulier, et l'on est étonné des rêves bizarres qui se trouvent mêlés aux calculs les plus solides. Il eut cependant sa théorie sur l'attraction solaire. Il donnait au soleil un mouvement de rotation sur un axe perpendiculaire à l'écliptique, pressentant ainsi une vérité que l'expérience ne devait prouver que bien plus tard; des espèces immatérielles émanées de cet astre dans le plan de son équateur, douées d'une activité décroissante en raison des distances, faisaient participer chaque planète à ce mouvement circulaire. La planète entraînée par cette effluence transcendante suivait la rotation du soleil, et en même temps, par une sorte d'instinct ou de magnétisme, elle s'approchait et s'éloignait alternativement de l'astre central, tantôt s'élevant au-dessus de l'équateur solaire et tantôt s'abaissant au-dessous.

En même temps que Képler déterminait les conditions du mouvement planétaire, Galilée trouvait la loi de l'accélération des corps qui tombent librement à terre ou qui glissent sur des plans inclinés; il établissait les propriétés générales du mouvement uniformément accéléré. Les lois de la pesanteur à la surface de la terre constituaient les premières bases de la mécanique. Bientôt Huyghens perfectionnait la théorie du pendule et donnait par sa *Théorie des forces centrales dans le cercle* de brillantes indications sur la force centrifuge. Tels sont les principaux élémens d'où Newton fit sortir la grande découverte de l'attraction universelle. Les méthodes du calcul venaient aussi de s'enrichir de mémorables inventions : Descartes avait fondé la géométrie analytique, et Fermat venait de poser les principes du calcul infinitésimal. Ainsi les travaux d'un demi-siècle fécond en grands géomètres et en grands astronomes concoururent à réunir les matériaux que Newton sut mettre en œuvre.

(1) Le demi-grand axe d'une orbite planétaire est souvent appelé *moyenne distance*. C'est en effet la moyenne entre la plus grande et la plus petite distance de la planète au soleil.

La tradition rapporte que Newton, retiré à la campagne pendant l'année 1666, vit une pomme tomber d'un arbre; dirigeant alors sa pensée vers le système du monde, il conçut l'idée que cette force qui attirait les corps vers la surface du sol était celle qui faisait tourner la lune autour de la terre et les planètes autour du soleil. Les lois de Képler lui fournirent d'admirables données dont il tira les conséquences analytiques. De la loi des aires proportionnelles aux temps, il conclut que chaque planète est soumise à une attraction constamment dirigée vers le soleil. Du mouvement elliptique, il conclut que pour une même planète la tendance vers le soleil varie d'un point à l'autre de l'orbite en raison inverse des carrés des distances. Il avait donc le moyen de comparer les gravitations d'une même planète vers le soleil en deux points quelconques de son orbite; mais cela n'était pas suffisant, il fallait de plus savoir comparer les gravitations de deux planètes différentes, car il pouvait se faire que d'une planète à l'autre il y eût un changement dans l'attraction. La troisième loi de Képler, la proportionnalité entre les carrés des temps et les cubes des moyennes distances, permit à Newton de compléter sa théorie et de ramener toutes les attractions à l'unité; cette loi signifie en effet que toutes les planètes, à masses et à distances égales, seraient également attirées par le soleil. La même égalité de pesanteur existe dans tous les systèmes de satellites, et Newton s'en assura pour la lune ainsi que pour les satellites de Jupiter.

C'est par l'attraction lunaire qu'il commença la vérification de sa théorie. Il s'agissait de déterminer si la force qui dévie sans cesse la lune vers la terre est identique à la pesanteur terrestre. Dans ce cas, les actions de ces forces rapportées au centre de la terre devaient être dans le rapport du rayon terrestre pris pour unité au carré de la distance qui sépare les deux astres. Newton entreprit cette vérification en partant des expériences de Galilée sur les corps graves; mais on n'avait alors qu'une mesure inexacte du rayon terrestre, et le grand géomètre vit le résultat de son calcul en désaccord avec son hypothèse. Persuadé dès lors que des forces inconnues s'ajoutaient à la pesanteur lunaire, il renonça pour un temps à ses idées. Quelques années plus tard, l'Académie des Sciences venant de faire mesurer en France un degré du méridien et une nouvelle mesure du rayon terrestre étant résultée de ce travail, Newton reprit ses recherches, et il trouva cette fois que la lune était retenue dans son orbite par le seul pouvoir de la gravité. La vue de ce résultat, dont il avait désespéré, lui causa, au dire de ses biographes, une si vive excitation, qu'il ne put vérifier son calcul et qu'il dut en confier le soin à un ami. Ainsi une même loi, une loi unique et grandiose,

expliquait tous les mouvemens des corps à la surface des planètes et ceux des astres dans l'espace. Les principaux développemens de cette loi furent réunis dans l'immortel traité des *Principes mathématiques*, que Newton publia vers la fin de l'année 1687.

Parvenu à un principe qui embrassait l'ensemble du monde, Newton en fit lui-même de brillantes applications. Il prouva que la terre en tournant a dû s'aplatir vers les pôles, et il détermina la mesure suivant laquelle varient les degrés du méridien. Il vit que les attractions du soleil et de la lune font naître et entretiennent dans la mer les oscillations qui en constituent le flux et le reflux. Il montra enfin comment le renflement du sphéroïde terrestre à l'équateur et l'inclinaison de l'axe polaire sur l'écliptique déterminent le phénomène de la précession des équinoxes. Il connut d'une façon générale, même avec précision sur quelques points, les perturbations qui affectent le système planétaire. Si l'on considère une seule planète gravitant vers le centre du soleil, elle doit obéir strictement aux lois de Képler, mais il n'en est plus de même si on considère l'attraction de plusieurs astres les uns vers les autres, si au lieu de deux corps on en prend trois; les conditions changent alors, et les mouvemens se compliquent jusqu'à devenir très difficilement abordables à l'analyse. Newton assigna le sens et parfois la valeur numérique de quelques perturbations planétaires, traçant ainsi dans leur germe les méthodes qui devaient de nos jours permettre au calcul d'aller chercher la planète Neptune aux extrémités du système solaire. Il connut ces phénomènes perturbateurs qui affectent les élémens des orbites planétaires et que l'astronomie divise en deux catégories, les *inégalités séculaires* à très longue échéance, et les *inégalités périodiques* dont le terme n'est que de quelques années; mais quand il vit que les ellipses planétaires s'approchent ou s'éloignent successivement de la forme circulaire, que les orbites ne restent pas toujours également inclinées sur un plan fixe, qu'elles coupent l'écliptique suivant des lignes qui se meuvent dans l'espace, une pensée décourageante entra dans son esprit. Il lui sembla que les faibles valeurs de toutes ces variations, en s'ajoutant à la suite des siècles, devaient bouleverser le système du monde; il déclara que ce système n'avait pas en lui-même des élémens durables de conservation, et qu'il fallait qu'une puissance transcendante intervînt de temps en temps pour en réparer les désordres. Leibniz releva vivement une pareille opinion, et se moqua de cette croyance à un miracle intermittent. Newton riposta par des railleries au sujet de la doctrine de l'harmonie pré-établie, qui était, il faut l'avouer, une des conceptions les plus bizarres de la métaphysique. La querelle s'agrita même et se compli-

qua de la controverse acerbe où l'on vit ces deux grands esprits se disputer l'invention du calcul différentiel.

Newton avait tracé une sublime ébauche de la théorie du mouvement sidéral; mais ce n'était qu'une ébauche. Il fallut que l'analyse mathématique fît des prodiges, il fallut qu'Euler, Clairaut, d'Alembert, Lagrange et Laplace accumulassent leurs efforts pour que l'esquisse devint un tableau. Clairaut donna le premier une solution complète et satisfaisante du problème *des trois corps*, qui consiste à déterminer la marche d'une planète soumise aux attractions combinées de deux autres astres. On continuait à s'inquiéter des perturbations astronomiques dont la périodicité n'était pas reconnue. Ce fut Laplace qui le premier y découvrit une donnée propre à nous rassurer sur la conservation du système planétaire. Au milieu des perturbations de toute sorte que l'observation fait connaître, il y a une quantité qui demeure constante ou qui du moins n'est sujette qu'à de petites variations périodiques; c'est le grand axe de chaque orbite, dont dépend, suivant la troisième loi de Képler, la durée de la révolution de chaque planète. Le monde solaire se trouva comme raffermi, et l'on vit qu'il ne fait qu'osciller autour d'un état moyen dont il ne s'écarte jamais que de quantités très petites. A peine ce résultat était-il obtenu qu'il sembla compromis. On signala des inégalités constantes dans la marche de Jupiter et de Saturne. En comparant les anciennes observations aux nouvelles, on trouvait que le mouvement de Jupiter allait sans cesse en s'accéléralant, et que celui de Saturne était sujet au contraire à un ralentissement graduel. La conséquence théorique de ces faits était de nature à frapper les esprits : on devait en conclure que Jupiter irait graduellement en se rapprochant du soleil jusqu'à se jeter sur lui; Saturne au contraire était destiné à s'éloigner sans cesse du centre de notre système et à s'enfoncer pour toujours dans les profondeurs de l'espace que nos télescopes n'atteignent pas. L'Académie des Sciences s'émut de ces éventualités; elle appela sur cette question les travaux des géomètres. Euler, Lagrange, descendirent dans l'arène sans résoudre la difficulté; ce fut encore l'analyse savante de Laplace qui montra dans les perturbations réciproques de Jupiter et de Saturne la raison des anomalies signalées par les observateurs, et qui les expliqua par une inégalité à longue période dont le développement exige plus de neuf cents ans. On connaît d'ailleurs des inégalités dont la période est bien plus longue : celles qui dépendent de la précession des équinoxes ont une durée de deux cent soixante siècles; l'excentricité de l'orbite terrestre va en diminuant depuis les âges les plus reculés suivant une période dont la durée ne se compte ni par siècles, ni par milliers d'années, c'est

une étendue dans laquelle l'histoire des observations astronomiques, celle même de la race humaine, ne figurent en quelque sorte que comme un point.

Nous venons de suivre l'idée newtonienne jusqu'au moment où elle a rendu compte de tous les phénomènes célestes; mais il ne faut pas croire qu'elle se soit imposée tout de suite à tous les esprits. Ses origines furent signalées par les luttes les plus vives. La querelle du cartésianisme et du newtonianisme remplit toute la première moitié du XVIII^e siècle. La physique de Descartes ne céda que lentement devant celle de Newton, et sur le terrain même des faits l'avantage resta longtemps indécis entre les deux doctrines. Non-seulement la synthèse que Newton avait tirée des lois de Képler, mais ces lois mêmes furent longtemps contestées. A la fin du XVII^e siècle, Dominique Cassini proposait de substituer aux ellipses de Képler une courbe qui paraissait s'adapter plus exactement aux mouvemens sidéraux; cette courbe a pris le nom de *cassinoidé* (1). On niait une des premières conséquences de la théorie de Newton, l'aplatissement de la terre vers les pôles; les fils de Cassini, héritiers des traditions paternelles, prouvaient par la mesure d'un arc du méridien que la terre est un sphéroïde allongé dans le sens de son axe. Cette opinion prévalut dans notre Académie des Sciences jusqu'au moment où une grande expédition fut organisée pour déterminer les longueurs comparatives d'un degré près du pôle et près de l'équateur; Bouguer et La Condamine partirent en 1735 pour le Pérou, Maupertuis et Clairaut se rendirent en Laponie. L'hypothèse de Newton sortit victorieuse de cette épreuve, et vers 1744 la plupart des savans, les deux Cassini eux-mêmes, reconnurent les erreurs d'expérience ou de raisonnement qui leur avaient fait prendre la terre pour un sphéroïde allongé. C'était le moment où la physique de Descartes sombrait enfin avec une grande partie de sa métaphysique, et l'idée newtonienne, vulgarisée par Voltaire, puis par les encyclopédistes, demeura triomphante.

Mais quel était, si nous allons au fond des choses, le point spécialement discuté entre les cartésiens et les disciples de Newton? Descartes était parti de ce principe, que tout dans l'univers doit être expliqué par le mouvement, et ce n'est pas nous qui lui en ferons un reproche; c'est à ce point de vue même que se place la science contemporaine, et la plupart de nos physiciens, qu'ils le veuillent ou non, se trouvent cartésiens à cet égard. Seulement, le principe posé, Descartes, sans faits, sans observations, sans expé-

(1) Dans l'ellipse, la somme des rayons menés d'un point de la courbe à deux foyers est constante. Dans la *cassinoidé*, courbe du quatrième degré, c'est le produit des deux rayons qui est constant.

riences, sans aucune preuve, par une pure conception de son esprit, avait créé un système du monde : le monde était plein de matière, absolument plein, sans aucun vide; de vastes courans circulaires régnaient à travers cette matière et entraînaient avec eux les planètes comme le courant d'un fleuve entraîne des bateaux. Les disciples de Descartes n'avaient rien rabattu de l'idée du maître, et ils accumulaient de laborieuses explications pour montrer comment les tourbillons pouvaient se propager dans le plein absolu, comment les particules de matière pouvaient glisser les unes sur les autres sans aucun vide intersticiel. En face de cette doctrine, Newton vint placer la loi de la gravitation universelle; cette loi contenait en elle-même une masse énorme de faits : non-seulement elle expliquait tous ceux qui étaient connus, mais elle en faisait prévoir de nouveaux, et l'expérience venait justifier toutes ses prévisions. Les newtoniens se sentaient donc sur un terrain très solide. Dans leur enthousiasme, ils sortaient du domaine des faits et en venaient à regarder la gravitation comme une cause mystérieuse d'un ordre supérieur à tous les phénomènes physiques. Newton, nous l'avons montré tout à l'heure, s'était gardé de cet excès, au moins dans les commencemens de sa carrière et dans le livre des *Principes*. Peut-être fut-il moins réservé à cet égard dans sa vieillesse. Quant à ses disciples, ils avaient une pente manifeste à se croire en possession d'un principe surnaturel. C'est contre cette tendance que réagissait l'école cartésienne; elle repoussait la cause occulte qu'on lui présentait, mais elle rejetait du même coup la cause et les effets démontrés par l'expérience. Elle fermait les yeux pour ne pas voir l'astronomie nouvelle, et elle s'obstinait dans sa physique de fantaisie. Elle tomba sous le ridicule, et l'hypothèse des tourbillons, dont Fontenelle fut le dernier défenseur, entraîna dans sa chute toute la doctrine cartésienne. On voit ainsi souvent dans le conflit des idées humaines, lorsque deux grandes doctrines se sont combattues avec acharnement, l'une d'elles succomber tout entière et les vainqueurs effacer sans distinction tout ce que les vaincus avaient inscrit sur leur drapeau. Pour nous, qui regardons maintenant ce débat historique à travers l'apaisement des années, nous voyons le terrain où les deux doctrines ennemies pouvaient se concilier. La gravitation newtonienne et tous les faits qu'elle embrasse nous apparaissent, conformément au principe cartésien, comme des conséquences de mouvemens matériels.

Ces deux principes, si longtemps ennemis, s'unissent et se confondent dans l'idée générale que nous pouvons maintenant nous faire du système du monde. Cette idée générale se forme dans notre esprit si nous rapprochons dans une vue d'ensemble l'hypo-

thèse de Laplace sur la naissance du système solaire, les conjectures que l'astronomie contemporaine tire de l'aspect des nébuleuses et les données que nous avons développées précédemment sur le rôle d'une substance éthérée. Commençons par rappeler en peu de mots l'hypothèse de Laplace. Notre système planétaire n'aurait été d'abord qu'une nébuleuse dont les limites se seraient étendues bien au-delà des orbites actuelles de nos planètes, et qui se serait successivement condensée à travers les âges. Le noyau solaire qui s'y forme n'est qu'une masse gazeuse animée d'un mouvement de rotation qu'elle partage avec une immense atmosphère. Par le refroidissement général du système, cette atmosphère abandonne successivement, dans le plan de son équateur, des zones lenticulaires d'où naissent les planètes. Quelquefois ces zones conservent la forme circulaire, comme les anneaux de Saturne nous en montrent des exemples. Le plus souvent elles se séparent en plusieurs parties. Les fragmens peuvent rester désunis, comme nous le voyons dans le monde des petites planètes situées entre Mars et Jupiter. Ils peuvent aussi, et c'est le cas le plus fréquent, se réunir en une seule agglomération. Les planètes ainsi formées sont à l'origine des masses gazeuses qui continuent à tourner autour du soleil; elles tournent aussi sur elles-mêmes, parce que dans l'anneau originel les molécules les plus éloignées du centre solaire avaient une plus grande vitesse que les autres. Par cette rotation, chacune d'elles prend la forme d'un sphéroïde aplati aux pôles, et bientôt dans chacun de ces petits mondes recommence le phénomène expliqué tout à l'heure : l'atmosphère planétaire abandonne des anneaux d'où naissent les satellites. Les noyaux des planètes, ceux des satellites, se solidifient par leur surface, les atmosphères se resserrent contre leurs noyaux, et l'immense étendue que remplissait d'abord la nébuleuse n'est plus occupée que par quelques globes célestes qui se meuvent régulièrement autour de leur centre commun. L'auteur de la *Mécanique céleste* n'a présenté qu'avec réserve cette hypothèse grandiose; il l'a placée modestement dans une note qui termine son *Exposition du système du monde*. Elle n'a pas laissé de prendre une haute importance, comme la seule conception qui rende compte des principaux phénomènes planétaires. Elle explique pourquoi toutes les planètes circulent autour du soleil à peu près dans un même plan, pourquoi ce plan de circulation générale est précisément celui de l'équateur solaire, pourquoi les planètes décrivent des ellipses qui ressemblent presque à des cercles, pourquoi leurs mouvemens de translation et leurs mouvemens de rotation ont lieu dans le même sens, pourquoi toutes les circonstances observées dans la marche des planètes au-

tour du soleil se retrouvent dans la circulation des satellites autour des planètes (1).

L'hypothèse de Laplace nous conduit donc depuis l'origine du soleil jusqu'au développement complet de notre système solaire; mais concevons maintenant une phase antérieure et efforçons-nous d'en imaginer l'histoire. Reportons-nous à un point de la suite des âges où nul système n'existe encore. L'éther seul remplit l'espace de ses atomes en mouvement. Si ce milieu est rigoureusement semblable à lui-même dans toutes ses parties, l'agitation uniforme continuera sans fin; mais si parmi ces atomes primitifs il existe en certains points quelque dissemblance, les atomes prépondérans deviennent aussitôt des centres de groupement. Ils s'approchent les uns des autres suivant le mode que nous avons décrit. Une sorte de triage s'opère ainsi dans la masse universelle; l'éther devient de plus en plus homogène à mesure que les élémens de dissemblance se réunissent en certains centres. Ainsi se forme au sein de l'éther de plus en plus épuré une essence cosmique universellement répandue, germe subtil de la matière pondérable. C'est en effet la gravité qui vient de prendre naissance dans le phénomène que nous avons esquissé, et elle s'accuse plus nettement à mesure que se dessinent les groupes moléculaires, et que l'éther se trouve amené à l'uniformité atomique. Voilà donc l'espace occupé par une sorte de réseau embryonnaire dont les atomes étherés remplissent les interstices. Le mouvement d'attraction qui a commencé ne s'arrête plus. En même temps que l'éther tendait vers un régime uniforme, les molécules rudimentaires absorbaient tous les élémens de dissemblance : aussi sont-elles inégalement choquées dans des sens divers; le mouvement de translation et le mouvement de rotation leur sont naturels. La variété est aussi le caractère du réseau cosmique en raison même de son origine; il se déchire donc çà et là en nappes irrégulières, où se manifestent des effets de concentration. Ici nous touchons au point où l'observation télescopique vient au secours de la spéculation pure. A mesure que les astronomes plongent plus avant dans les profondeurs des cieux, ils découvrent un nombre de plus en plus considérable de ces nappes cosmiques, dont les

(1) Est-il besoin de rappeler ici l'expérience brillante à laquelle un physicien belge, M. Plateau, a attaché son nom, et qui reproduit les principales phases de ces créations célestes? On met dans un vase un mélange d'eau et d'alcool au centre duquel on place une goutte d'huile. Dans cette goutte, on introduit une aiguille à laquelle on donne un mouvement régulier de rotation. La sphère huileuse tourne avec son axe et s'aplatit aux pôles. Bientôt du renflement de son équateur s'échappe, si l'expérience est habilement conduite, une sorte d'anneau qui se rompt en globules dont chacun commence à tourner autour de la masse centrale. On peut ainsi faire un monde dans un verre d'eau.

unes sont résolubles en étoiles, tandis que les autres conservent l'aspect de nébulosités irréductibles. Ces dernières ne doivent-elles cette apparence qu'à l'éloignement, et faut-il croire qu'à l'aide de grossissemens plus forts on les décomposerait en points lumineux? L'opinion peut varier à cet égard dans tel ou tel cas particulier, au sujet de telle ou telle nébuleuse spéciale; mais l'ensemble des observations porte à croire que ces agglomérations sont des mondes à des degrés divers de formation. Dans les unes, la matière cosmique serait encore diffuse; dans les autres, les noyaux solaires seraient plus ou moins formés; dans d'autres encore, les soleils auraient engendré déjà leur cortège de satellites. Ainsi nous aurions devant nous, plus ou moins accessibles à nos télescopes, les spécimens des phases diverses que traversent les mondes.

On n'attachera pas à ces indications plus d'importance qu'elles n'en méritent. Si Laplace renvoyait son hypothèse à la fin d'un de ses livres, où ne faudrait-il pas reléguer l'ébauche cosmogonique qui vient d'être esquissée? Nous avons essayé de reporter à l'origine même des formations cosmiques cette conception qui nous représente la gravité comme une conséquence des mouvemens de l'éther. Les aperçus que nous avons donnés à cet égard peuvent sembler injustifiables. On peut les rejeter sans infirmer du même coup les considérations qui portent sur la nature même de la gravité, telle que nous pouvons l'observer dans notre monde actuel, au milieu de circonstances accessibles à notre analyse.

XI.

Il nous faut maintenant revenir par un saut brusque des mouvemens célestes aux phénomènes moléculaires, des espaces immenses où s'étend la gravité aux distances infiniment petites où se manifestent la cohésion et l'affinité chimique. Nous avons signalé déjà la puissance énorme de ces deux dernières forces; mais les résultats numériques que nous avons rapportés n'en donnent qu'une faible idée. On sait que des changemens de cohésion, la congélation de l'eau par exemple et la solidification du bismuth, peuvent briser des bouteilles de fer épaisses de plusieurs centimètres; nous ne parlons pas des effets formidables que produisent les affinités des mélanges explosibles; les simples actions qui forment et maintiennent les agrégations ordinaires ont une puissance telle qu'on a pu les appeler dans un langage figuré des géans travestis. Il semble au premier abord que les corps célestes absorbent dans leur course à travers l'espace la plus grande partie de la force vive qui est répandue dans l'univers : c'est le contraire qui est vrai; la force vive

que représentent les mouvemens célestes est bien faible, si on la compare à celle qui est concentrée dans les actions moléculaires.

Avant de faire un pas nouveau dans l'examen de ces actions, il importe que nous revenions sur la notion même de molécule, et que nous en précisions le sens. Les molécules des corps réputés simples, de l'oxygène, de l'hydrogène, du carbone, sont-elles des unités indivisibles, de véritables atomes, ou sont-elles des agrégats? Cette seconde hypothèse, nous l'avons déjà dit, nous paraît seule admissible. Après les premiers travaux qui ont fondé la chimie, lorsque l'analyse s'arrêta devant un certain nombre de substances qu'elle ne put décomposer, on fut porté à regarder ces substances comme différentes dans leur qualité même. Telle fut la doctrine de Berzélius. Dans cette théorie, le carbone, l'or, le platine, sont des corps tout à fait hétérogènes, dont les atomes jouissent par eux-mêmes de propriétés spéciales. Cependant la notion des *équivalens*, introduite dans la chimie dès le commencement de ce siècle, mettait naturellement les esprits sur la pente d'une doctrine différente. Puisqu'on avait vu que les corps simples se combinent et se remplacent dans leurs combinaisons suivant des proportions nettement définies, on devait être amené à regarder les quantités équivalentes des corps différens comme des collections diverses formées d'une substance unique. Proust avait le premier formulé cette opinion : pour lui, les poids équivalens des corps simples étaient des multiples de celui de l'hydrogène. On reconnut bientôt que cette loi ne pouvait être maintenue dans toute la rigueur de son énoncé : la détermination précise de certains équivalens la mettait en défaut. On fit disparaître les premières exceptions en prenant pour unité le demi-équivalent de l'hydrogène; mais de nouvelles difficultés surgirent, et il fallut recourir à un fractionnement plus compliqué. La loi de Proust a ainsi perdu peu à peu sa première originalité. Elle reste cependant, corrigée par les tempéramens nécessaires, comme un argument important en faveur de l'unité élémentaire des corps. Nous avons déjà montré comment la physique nouvelle remonte jusqu'aux atomes éthérés pour trouver cette unité élémentaire. Entre les molécules de l'oxygène, de l'hydrogène, du carbone, de l'or, du platine, elle ne conçoit aucune différence qui porte sur la qualité même de la matière; elle ne voit dans ces corps divers que des propriétés qui résultent du mouvement. Si cela est vrai de ces corps comparés entre eux, cela est vrai aussi des mêmes corps comparés à l'éther. Entre eux et l'éther, où trouverait-on une différence qui portât sur la qualité matérielle? Toute molécule élémentaire nous apparaît ainsi comme formée d'atomes éthérés. La chaleur désorganise les corps, elle arrive à séparer l'hydrogène et

l'oxygène qui forment la vapeur d'eau; un dernier pas serait à faire : en surchauffant ces molécules mêmes, on arriverait sans doute à les faire éclater et on les résoudrait en atomes éthérés, soit directement, soit par degrés successifs. Voici donc comment se présente à nos yeux l'échelle de l'agrégation matérielle. A l'état le plus ténu, l'atome éthéré; vient ensuite la molécule élémentaire des corps réputés simples; ces molécules se combinent, et il en résulte des molécules composées ou chimiques. Celles-ci se réunissent à leur tour et forment ainsi les particules des corps.

On conçoit, au moins d'une façon générale, comment l'agrégation d'une molécule élémentaire peut résulter de l'action d'un milieu et des mouvemens relatifs de ses parties. Sans que nous insistions sur ce point, on peut se représenter cet ordre de phénomènes à l'aide de quelques exemples grossiers, de quelques analogies lointaines. C'est ainsi que la pression de l'air maintient les uns contre les autres les segmens d'une sphère creuse. C'est ainsi qu'une veine liquide prend souvent l'aspect et la consistance d'un solide par le mouvement commun de ses parties. C'est ainsi que nous voyons quelquefois des tourbillons de vent ou de poussière parcourir de grands espaces sans se déformer, parce que les élémens qui les composent sont animés d'une même vitesse angulaire.

Aussi bien, si l'on serre ces questions de près, la physique nouvelle ne les éclaire que de quelques aperçus fugitifs. On lui demanderait en vain de montrer par des exemples décisifs comment les propriétés diverses des molécules naissent de la combinaison des mouvemens. Cette diversité, qui sort pour ainsi dire du sein même de la matière, fut toujours et demeure encore un des plus étranges phénomènes que l'homme puisse aborder. La science ancienne voyait dans les corps une sorte de dualité; elle imaginait d'une part une matière dépourvue de qualités propres, mais capable de les recevoir toutes, et de l'autre des essences qui s'ajoutaient aux corps pour en constituer les propriétés; elle supposait que ces essences pouvaient être isolées par la distillation, et l'alchimiste s'efforçait de les recueillir pour les infuser à son gré dans la matière. Après la doctrine des essences, on vit prévaloir l'idée des formes; une esthétique cachée déterminait au sein des corps les moules où se produisait la diversité moléculaire. Notons que cette conception nous rapproche de celle du mouvement. L'idée du mouvement ne va pas en effet sans une certaine idée de forme; la géométrie détermine les courbes et les surfaces idéales où se produisent et se limitent les mouvemens. La physique nouvelle rapporte au mouvement la structure et les propriétés des molécules; elle tire cette conclusion de l'ensemble des lois qu'elle a trouvées; elle s'y croit

autorisée par ce qu'elle sait de plusieurs grands phénomènes naturels, par ce qu'elle a appris de la lumière, de la chaleur, de l'électricité, par les inductions auxquelles elle s'est élevée sur la nature de l'attraction universelle; mais l'avenir seul montrera si elle peut se rapprocher des conditions originelles qui diversifient les mouvemens dans les profondeurs secrètes de la matière. Il ne faut donc pas nous attarder à la métaphysique des molécules. Les principaux résultats que nous avons énoncés successivement sont indépendans de toute hypothèse sur la constitution moléculaire. Nous avons pris soin de réserver le terme d'atome pour les élémens de l'éther et d'appliquer le nom de molécules à ceux de la matière pondérable; mais d'ailleurs dans tout le cours de ce travail, si on laisse de côté quelques théories incidentes qui s'en détachent facilement, on peut conserver la notion primitive que fournit la chimie, et considérer les molécules élémentaires comme de petits blocs indivisibles dont la disposition intérieure n'influe pas sur les phénomènes.

On a vu comment les molécules plongées dans l'éther arrivent à s'attirer. Il nous faut un nouveau principe pour expliquer la cohésion, et nous le trouvons dans l'hypothèse de la rotation moléculaire, dont le père Secchi a tiré tant de conséquences ingénieuses. Dans leur rotation, les molécules doivent entraîner avec elles une atmosphère d'atomes étherés; c'est un fait que nous avons déjà mis en relief en traitant du changement d'état des corps. L'existence de ces atmosphères (il faut éviter à cet égard une confusion possible) est tout à fait distincte du phénomène qui répartit l'éther en couches différemment denses. Ce dernier effet s'étend à l'infini; le premier n'a lieu que dans un espace très restreint, au voisinage immédiat de la molécule. Dans cet espace, les atomes participent directement à la rotation moléculaire; au dehors, ils en sont indépendans. On a montré plus haut comment agissent ces atmosphères quand un corps, en perdant sa chaleur, est ramené de l'état de gaz à la forme liquide et de celle-ci à l'état solide. Faisons remarquer ici que cette hypothèse explique pourquoi la forme liquide et la forme solide naissent tout à coup, à un moment donné, quand les molécules ont été ramenées à une distance précise : tant que les atmosphères ne se touchent pas, aucune trace de cohésion ne se manifeste; dès qu'elles s'abordent, la force naît. On comprend aussi pourquoi les températures de fusion et de solidification sont fixes pour un même corps; ces effets ont lieu au moment précis où les atmosphères, variables avec la température, ont atteint le diamètre voulu.

Qu'est-ce maintenant que l'affinité? Remarquons la nature de son action. Elle agit pendant un temps, plus ou moins brusquement, pour troubler un équilibre; les corps en présence se saturent l'un

de l'autre; puis un nouvel équilibre succède à cet effet. Ce phénomène peut s'expliquer par l'hypothèse même dont nous venons de nous servir. Entre molécules homogènes, toutes les atmosphères sont semblables, et il n'y a pas de raison déterminante pour que l'une modifie l'autre : la cohésion se produit dans ce cas. Si au contraire des molécules d'espèce différente se trouvent en présence, il y a variété dans les atmosphères; celles-ci peuvent se fondre l'une dans l'autre et modifier ainsi la position de leurs molécules respectives. Ainsi nous apparaît le principe de l'affinité chimique. Plus les atmosphères seront inégales, plus il y aura de chance pour que l'équilibre en soit rompu, et plus l'action chimique aura d'énergie. Elles peuvent différer d'ailleurs non-seulement dans leurs volumes, mais aussi dans leurs vitesses, et elles offrent ainsi plusieurs élémens de variation. La température influe naturellement sur l'état des atmosphères, et change par là les conditions de l'affinité. Il peut arriver que deux molécules qui ont à un certain moment des atmosphères dissemblables et par suite une affinité très grande arrivent à avoir, si la température change, des atmosphères égales et par conséquent une affinité médiocre. Il peut se faire même, si la température continue à varier, que la valeur relative des atmosphères soit renversée. On rendrait compte ainsi d'anomalies connues; on expliquerait de cette façon pourquoi, à des températures très rapprochées, on voit tantôt le fer décomposer l'eau et mettre l'hydrogène en liberté, tantôt au contraire l'hydrogène décomposer l'oxyde de fer pour s'emparer de l'oxygène.

La molécule chimique a donc une enveloppe générale; mais ce n'est pas à dire que les molécules élémentaires restent dépourvues de petites atmosphères spéciales. Il faut remarquer d'ailleurs que ces atmosphères sont pour ainsi dire des phénomènes extérieurs sous lesquels nous retrouvons naturellement les mouvemens mêmes des molécules. C'est entre tous ces mouvemens, ceux des molécules, ceux des enveloppes partielles et ceux de l'enveloppe totale, que s'établit un équilibre d'où résulte la stabilité de la combinaison. Le composé sera d'autant plus stable que cet équilibre dynamique aura moins de chance d'être troublé. Si les élémens sont nombreux, une légère variation de température met le désordre dans cette aggrégation et en détruit le lien. Cet effet se manifeste plus nettement à mesure qu'on passe du règne minéral, où domine une certaine simplicité, aux matières organiques, dont la structure est plus compliquée. Une molécule d'albumine contient, dit-on, neuf cents molécules élémentaires. On conçoit que des composés si complexes soient facilement détruits par des variations de chaleur. La complication est bien plus grande encore dans les tissus organisés. Aussi les végétaux sont-ils confinés chacun dans un climat déterminé, et

si les animaux peuvent vivre dans des régions plus étendues, c'est qu'ils portent en eux-mêmes une source de chaleur qui rend pour chacun d'eux la température à peu près constante.

Depuis Lavoisier, la chimie s'est faite au point de vue des masses; on peut dire qu'elle reste tout entière à faire au point de vue des vitesses. Or les masses et les vitesses forment deux séries d'éléments qu'il est également nécessaire de connaître pour apprécier les forces vives dont les molécules sont animées et les divers effets qu'elles peuvent ainsi produire. On ne peut s'empêcher pourtant de remarquer les immenses progrès que la chimie a faits par la seule considération des masses. La loi des *proportions définies*, la loi des *proportions multiples*, la notion même de l'équivalence chimique, qui est sortie naturellement de ces deux lois fondamentales, sont indépendantes de toute idée de mouvement. C'est à l'aide des pesées que l'on a suivi les corps simples dans leurs combinaisons élémentaires et déterminé l'échelle de leur saturation. Plus tard, la chimie organique se fonde par l'étude des corps gras d'abord, puis par les premières analyses des alcools et des éthers; la balance devient insuffisante alors pour suivre la complication des phénomènes, et cependant les théories que le chimiste élève semblent, au moins au premier abord, s'appliquer à des molécules en repos. La loi des *substitutions* résume les progrès de la chimie organique. Cette loi n'implique (on pourrait le croire au moins) aucune idée d'agitation moléculaire, elle peut s'entendre, si l'on se contente d'un aperçu sommaire, de groupes immobiles où des groupes partiels se remplaceraient les uns par les autres; mais nous n'en sommes plus à avoir besoin de montrer ce qu'il y aurait d'incomplet dans une pareille manière d'apprécier les phénomènes chimiques. On ne saurait comparer la formation moléculaire à la superposition des pierres d'un édifice; il faut, si l'on veut la représenter par une figure sensible, imaginer sur une échelle restreinte des tourbillons solaires qui viendraient à se pénétrer, et dont les éléments prendraient en cette rencontre un nouvel équilibre mobile.

Au surplus, il ne s'agit pas ici d'une simple conception théorique. Si nous nous reportons sur le terrain des faits, nous voyons que l'action chimique produit un travail, ce qui est le propre des masses animées de vitesse. C'est une action chimique, c'est la combustion du charbon qui fait tourner la plus grande partie de nos machines. Jusqu'ici nous ne savons pas mesurer directement ce travail chimique, nous ne le déterminons que par l'intermédiaire de la chaleur ou de l'électricité; mais par ces moyens indirects nous en obtenons déjà une appréciation assez exacte. Nous jugeons de l'action chimique par ses effets extérieurs, et ce n'est pas un résultat qui soit à dédaigner. Pour la connaître en elle-

même, pour en pénétrer le secret, pour en comprendre le jeu intérieur, il nous faudrait préciser les vitesses aussi bien que les masses moléculaires. Si nous possédions les termes de cette double catégorie, nous verrions disparaître ce que la chimie présente encore de bizarre et de capricieux, nous expliquerions les combinaisons diverses et les propriétés matérielles qui en résultent. Alors serait fondée la mécanique moléculaire, qui comprendrait dans son ensemble non-seulement les phénomènes chimiques, mais tous les phénomènes naturels dont nous avons parlé tour à tour, ceux de la gravité comme ceux de la chaleur, ceux de l'électricité comme ceux de la lumière; une dynamique universelle embrasserait l'astronomie, la physique et la chimie.

XII.

Nous avons à peu près épuisé le programme que nous nous étions tracé d'avance; nous avons porté successivement notre attention sur les principaux phénomènes qui font l'objet des sciences physiques, nous en avons montré les liens mutuels, indiqué l'unité fondamentale. Nous pourrions borner là notre examen et considérer notre tâche comme achevée; les résultats auxquels nous sommes parvenus se présentent dès maintenant dans leur généralité. Cependant nous ne nous sommes point occupés des êtres vivans qui font partie eux aussi de l'univers physique. Faut-il les comprendre dans l'unité phénoménale sur laquelle nous avons arrêté nos regards, ou faut-il les en exclure? Obéissent-ils entièrement aux lois dont nous avons montré la connexité, ou, s'ils en sont affranchis par quelques points, quelles sont leurs immunités? Le simple énoncé de ces questions rappelle à l'esprit les problèmes immenses qui ont de tout temps troublé l'humanité, — tant de théories sur la nature de la vie, tant d'efforts accumulés autour de la personnalité humaine, tant de discussions sur les principes d'essence supérieure. Qu'on ne s'attende pas à nous voir aborder ces hautes questions. Nous pouvons les réserver tout entières, et nous n'avons pas besoin de nous aventurer sur le terrain des spéculations transcendantes pour montrer comment se vérifie dans les êtres organisés cette grande loi à laquelle nous avons ramené le jeu de la nature.

Il semble, d'après les travaux de la physiologie moderne, qu'il faille chercher dans la cellule le principe de l'activité vitale. Les végétaux comme les animaux sont composés de cellules. Tout végétal est formé d'un assemblage de petites outres ou vésicules qui prennent en se serrant les unes contre les autres la forme polyédrique. Chacune d'elles forme un organe clos qui a sa vie propre et qui est comme la partie intégrante du végétal. Il n'en est pas au-

trement dans les animaux; mais plus l'organisme général est parfait, plus on trouve de variété dans les cellules. Aux degrés inférieurs de l'échelle animale, parmi les infusoires des dernières espèces, se montrent des créatures de la composition la plus simple qu'il semble possible d'imaginer : des cellules toutes semblables entre elles remplissent une enveloppe garnie de cils vibratiles à l'aide desquels s'agit le animal. Chez les animaux supérieurs, chez les vertébrés, chez l'homme, il y a de grandes différences entre les cellules qui appartiennent à des tissus, à des organes différents. Un noyau plus ou moins complexe au centre, une fine membrane à la périphérie, entre les deux un liquide simple ou composé, tels sont les principes constitutifs de la cellule, et ils présentent assez d'éléments de variété pour qu'on remarque de profondes dissemblances entre les cellules qui forment les diverses fibres musculaires, les divers filets nerveux, les membranes muqueuses, séreuses, etc. Au milieu de cette diversité, chaque cellule a dans l'être collectif une indépendance relative, une façon d'autonomie; chaque famille de ces vésicules a son régime propre, sa nourriture, ses poisons, ses maladies. On sait d'ailleurs, depuis les ingénieuses découvertes de Dutrochet, comment se nourrissent ces petites outres entièrement fermées, séparées même les unes des autres par la double cloison qui résulte de leur adossement; on sait qu'elles arrivent à absorber les liquides extérieurs et à chasser en partie ceux dont elles sont pleines. Ce phénomène d'endo-exosmose suffit avec la capillarité pour rendre compte de l'ascension et de la descente de la sève dans les végétaux. Il montre comment dans les animaux les différentes cellules peuvent renouveler incessamment leur contenu et se procurer par une filtration élective tout ce qui est nécessaire à leur entretien. Non-seulement ces vésicules se nourrissent grâce à ce mécanisme, mais elles arrivent, par une action communiquée de proche en proche, à puiser des liquides dans des canaux qui ne s'ouvrent nulle part et à les déverser dans d'autres canaux également fermés, établissant ainsi à travers la masse des tissus une circulation capillaire dont le principe a longtemps échappé à toutes les recherches.

Ainsi nous trouvons à l'origine de la vie les cellules qui sont comme les premières assises de l'organisation. On peut dire qu'elles constituent dans les deux règnes organiques les individus que l'on peut mettre en regard des atomes du règne minéral, — atome, individu, deux termes empruntés à des langues différentes pour exprimer une même idée; — mais sait-on comment naissent les cellules, et a-t-on surpris le secret de leur formation? On a vu dans le germe des végétaux une première cellule se nourrir de l'amidon contenu dans la graine et que la germination convertit en dextrine

et en sucre; on a vu de nouvelles cellules se juxtaposer à la première par une gemmation liquide dont l'enveloppe se coagulait; les matières solubles élaborées dans cette vie rudimentaire arrivaient ainsi à constituer les premiers élémens des végétaux. Dans le germe animal, dans l'œuf, on voit une matière granuleuse se diviser en plusieurs segmens sphéroïdaux, et chacun d'eux se convertir en vésicule par la coagulation de sa couche superficielle; puis les vésicules se collent les unes contre les autres, se multiplient par scission, c'est-à-dire par formation de membranes intérieures, et arrivent à constituer la toile cellulaire d'où doit sortir l'embryon. C'est dans cette toile que se disposent par un mécanisme analogue les rudimens des organes, d'un appareil circulatoire, d'un système nerveux.

Si maintenant nous essayons de condenser cette notion primordiale de la vie, de la ramener à ses élémens essentiels, qu'y trouvons-nous? — D'une part les matériaux mêmes du monde inorganique (1), d'autre part une série de mouvemens qui se succèdent les uns aux autres dans un ordre déterminé. La succession définie de ces mouvemens offre sans doute un caractère tout spécial, mais à travers leurs transformations successives on ne trouvera rien qui blesse les lois de la mécanique moléculaire. Est-ce à dire que nous ayons là tous les élémens de la vie? Quelle est la cause qui forme la première cellule, qui en tire le développement de l'être, qui règle et limite son évolution? Il est trop clair qu'au point de vue des faits nous ne pouvons répondre à cette question. Nous n'avons donc que deux partis à prendre : ou suspendre notre jugement, ou admettre une cause spéciale dont le principe soit propre aux phénomènes vitaux. De la nature même de cette cause nous n'avons pas à nous occuper ici, et, puisqu'elle se manifeste par des mouvemens, son nom est tout trouvé dans la langue que nous parlons, nous devons l'appeler une force. Que nous apprennent sur l'action de cette force les préliminaires que nous venons de poser? C'est là-dessus qu'il faut bien s'entendre. Elle détermine des mouvemens, mais elle ne peut les produire qu'aux dépens de mouvemens antérieurs; de même qu'elle ne crée pas les matériaux des organismes, mais qu'elle les façonne seulement à l'aide d'élémens préexistans, de même elle ne crée pas les mouvemens, et peut seulement les transformer. C'est ainsi que les phénomènes vitaux, sans perdre leur caractère spécial, rentrent entièrement dans la synthèse des mouvemens matériels. Si la force vitale a une activité propre, cette activité consiste à transformer,

(1) La chimie compte aujourd'hui soixante-dix corps simples environ; seize de ces corps entrent dans l'organisme humain et le composent tout entier. Quelque compliquée que soit l'architecture de ses molécules, l'homme est réductible à ces seize élémens.

non à créer. Elle nous fournit donc une confirmation nouvelle de la grande loi dont nous cherchons le développement dans l'ensemble de l'univers.

Tel est le point de vue auquel nous serons sans cesse ramenés quand nous considérerons les phénomènes de la vie. La respiration des animaux, la circulation du sang, la nutrition, concourent à une production de chaleur. C'est le fait qui résume toutes ces fonctions. Or l'observation directe a pu le suivre dans ses conditions essentielles et montrer qu'il se produit suivant les données de la thermodynamique.

Voyons d'abord l'état de repos, considérons un homme qui ne développe aucun travail extérieur. La chaleur animale provient des oxydations lentes qui ont lieu dans l'organisme. On peut ajouter qu'elle est due presque entièrement aux combinaisons de l'oxygène avec l'hydrogène et le carbone. Il est donc facile, en comparant les gaz qui entrent dans les poumons et ceux qui en sortent, de calculer le nombre de calories qu'un homme produit dans une heure. On trouve ainsi une moyenne de 120 calories, qui peut varier, suivant les sujets, d'un tiers environ de la valeur totale. Que deviennent les calories ainsi produites? Il faut que l'homme les perde à mesure qu'il les développe, puisque la température de son corps demeure constante (1). Il les envoie en effet au dehors sous plusieurs formes, évaporation pulmonaire et cutanée, échauffement de l'air expiré, rayonnement, contact des objets extérieurs. Si l'on mesure directement la chaleur que l'homme émet par ces divers moyens, on la trouve égale à celle qu'il produit, et l'observation confirme ainsi les prévisions de la théorie. Notons que, dans le décompte à établir entre l'homme et le milieu ambiant, nous n'avons pas à faire figurer les travaux qui s'accomplissent dans l'intérieur du corps. Le cœur par exemple fonctionne constamment à la manière d'une pompe aspirante et foulante; il agit sans cesse avec une force qui peut être évaluée à la soixante-quinzième partie d'un cheval-vapeur, et son action représente ainsi l'effet de neuf calories par heure. Bien d'autres mouvemens intérieurs ont lieu, dont la puissance mécanique pourrait être évaluée de la même façon avec

(1) Cette température est, comme on sait, de 37 degrés environ. Les climats n'exercent à cet égard aucune influence; entre les habitans des pays les plus chauds et ceux des régions les plus froides, on trouve à peine une différence d'un degré. Le régime alimentaire n'a lui-même aucune action sur la température humaine. Aux Indes, elle est également de 37°,1 pour les ouvriers indigènes, qui ne mangent que du riz et des poissons, pour les prêtres de Bouddha, qui vivent de végétaux et pour les soldats anglais, nourris surtout de viandes. Une variation de 4 ou 5 degrés dans la température moyenne du corps humain constitue un état pathologique qui amène rapidement la mort.

plus ou moins d'exactitude; mais, le cycle de ces phénomènes s'accomplissant tout entier dans le corps, il y a une équivalence intérieure entre les quantités de chaleur et de travail qu'ils représentent, et elles ne figurent point dans l'échange qui a lieu entre l'homme et le milieu ambiant.

Voilà pour l'état de repos. Considérons maintenant l'homme qui fait des mouvemens et qui produit un travail externe. Les belles recherches de M. Hirn ont montré que dans le corps humain la chaleur se transforme en travail et le travail en chaleur, suivant le rapport numérique que nous avons déjà si souvent mis en évidence; une calorie s'y convertit en 425 kilogrammètres et réciproquement. M. Hirn a pris pour objet de ses études le travail qu'un homme produit en élevant son propre corps. Quand nous gravissons une rampe ou que nous la descendons, notre force musculaire et la pesanteur sont mises en antagonisme. Dans la pratique, cet antagonisme est compliqué par des réactions horizontales dues aux frottemens qui déterminent la marche. M. Hirn, par un ingénieux mécanisme, a pu éliminer ces causes de complication, de manière à ne considérer que des forces verticales. Imaginons qu'un homme se meuve sur les échelons d'une roue mobile; si l'on agit convenablement sur la roue, l'homme, sans avoir à changer réellement de place, réalisera des conditions artificielles de montée, de descente, de marche plane, où des actions verticales seront seules en jeu. C'est dans ces données qu'ont été faits les essais de M. Hirn. Le sujet de ses expériences produisait un travail externe quand il déplaçait le centre de gravité de son corps pour atteindre un échelon supérieur; s'il descendait au contraire, son poids agissait comme s'il eût reçu du travail externe, et son corps bénéficiait en quelque sorte d'une certaine quantité de force motrice; s'il marchait sans monter ni descendre, son centre de gravité s'élevait et s'abaissait alternativement de quantités égales, il y avait production et consommation équivalentes de travail externe. La théorie indiquait nettement les effets calorifiques qui devaient se manifester dans ces diverses circonstances, et ils se sont produits de manière à justifier pleinement les inductions de l'expérimentateur. M. Hirn avait d'abord établi par des mesures directes qu'à l'état de repos chaque gramme d'oxygène absorbé dégageait invariablement cinq calories; observant ensuite l'état de mouvement, il vit que cette proportion variait. Si un homme pesant 75 kilogrammes élevait son poids de 425 mètres, chaque gramme d'oxygène dégageait moins de chaleur, et 75 calories, représentation exacte du travail produit, se trouvaient ainsi dissimulées. Si le même homme descendait de 425 mètres, chaque gramme d'oxygène dégageait plus de 5 calories,

et la descente laissait ainsi dans l'organisme 75 unités de chaleur qui ne pouvaient être attribuées à l'action respiratoire. La respiration continuait d'ailleurs à donner 5 calories par gramme d'oxygène dans le cas de la marche plane. Ces résultats saisissants ont été mis en évidence par une série d'essais répétés (1).

La théorie mécanique de la chaleur se vérifie donc dans le moteur humain comme dans tous les autres. L'homme qui, dans les expériences de M. Hirn, a donné les meilleurs résultats dynamiques rendait en travail 12 pour 100 de la chaleur produite; c'est à peu près le rendement de nos machines les plus parfaites. Si l'on poursuit ce parallèle en comparant le poids du moteur à la force qu'il développe, on trouve encore une sorte d'égalité entre l'homme et nos machines; mais la nature vivante nous offre à cet égard une classe d'êtres tout à fait privilégiés : ce sont les oiseaux. Ces moteurs admirables développent la force de 1 cheval-vapeur sous un poids de cinq ou six kilogrammes. Leur structure physiologique leur donne, avec une légèreté relative, les moyens de suffire à l'é-

(1) Au premier abord, on peut s'étonner que la marche plane n'amène au point de vue du travail aucune dépense, et que la descente constitue à cet égard une sorte de bénéfice, alors que toutes deux, — même dans les conditions où se place M. Hirn, — demandent certains efforts et produisent une certaine fatigue. Il y a plus, le cas même de la montée peut donner lieu à une objection précieuse. Comment se fait-il, pourratt-on dire, que l'ascension consomme de la chaleur alors que manifestement le corps s'échauffe en produisant ce travail? Il importe de faire disparaître des contradictions apparentes qui seraient de nature à laisser dans les esprits une vague défiance contre toute cette théorie. Oui, le travail correspondant à l'ascension consomme de la chaleur, mais en même temps il précipite l'action respiratoire et la circulation. Le volume d'air inspiré s'accroît, et la puissance absorbante des poumons s'élève elle-même dans une proportion souvent considérable. La quantité d'oxygène absorbé, par conséquent la chaleur produite, augmente jusqu'à se quintupler. M. Hirn a constaté ces faits en se plaçant lui-même dans l'appareil qui lui servait à faire ses expériences; pour une ascension de 450 mètres à l'heure, le nombre des battements du cœur s'élevait de 80 à 140; le nombre d'inspirations par minute passait de 18 à 30; le volume d'air aspiré dans une heure s'élevait de 700 litres à 2,300. Par suite de cette activité croissante dans la respiration et la circulation, l'expérimentateur consommait, non plus 30 grammes comme à l'état de repos, mais bien 132 grammes d'oxygène par heure. Ainsi, malgré la consommation produite par le travail, un excès de chaleur se développe dans le corps, et l'individu s'échauffe. Des considérations du même ordre feraient disparaître la difficulté que nous signalions au sujet de la marche plane et de la descente. Pour ne parler que du premier cas, chaque pas se divise en deux périodes; dans l'une, le poids du corps s'élève, et dans l'autre il s'abaisse; la première période consomme de la chaleur, et la seconde en restitue une quantité égale. A ce point de vue, l'équilibre calorifique n'est pas troublé; mais l'organisme, répondant à l'appel des muscles alternativement contractés et allongés, développe un excédant de chaleur. Cet excédant peut suffire à un travail intérieur des muscles, d'où la fatigue peut naître, mais qui, suivant un exemple déjà rencontré précédemment, n'a point à figurer dans le décompte établi entre l'homme et le milieu ambiant.

norme travail qu'ils doivent produire pour se soutenir dans l'atmosphère. L'oiseau est un foyer de combustion d'une extrême activité; tout son corps n'est pour ainsi dire qu'un poumon; l'air, puissamment appelé par le jeu même des ailes, vient en abondance vivifier le sang que le cœur lance avec une vigueur prodigieuse à travers les organes. Le torrent de la circulation fournit ainsi aux muscles d'énormes provisions de chaleur qu'ils peuvent convertir en travail. On a pu constater que l'oiseau consomme à l'état de repos une grande quantité d'oxygène; on serait peut-être effrayé, si l'on pouvait connaître ce qu'il en absorbe dans un vol rapide.

Nous venons de constater chez l'homme et incidemment chez l'oiseau la conversion de la chaleur en travail. Il nous faut encore examiner d'un peu plus près les circonstances qui accompagnent ce phénomène. Les muscles se gonflent en se raccourcissant pour déterminer les mouvemens des os auxquels ils sont reliés. Lorsque dans les expériences physiologiques on fait contracter un muscle (1) par une excitation factice, en le pinçant par exemple ou en lui communiquant une secousse électrique, on obtient des soubresauts, des convulsions violentes, qui ne ressemblent pas aux mouvemens gradués que provoque la volonté; mais, si l'on produit une série continue d'excitations, on voit le muscle se contracter d'une façon durable. Helmholtz, en employant le courant intermittent d'une bobine d'induction, a montré qu'il faut au moins trente-deux excitations par seconde pour obtenir la contraction continue: le muscle ainsi contracté produit un son perceptible, quoique très grave, et Helmholtz a pu constater que la hauteur du son correspondait au nombre d'interruptions produites dans la bobine inductrice. Un fait caractéristique accompagne d'ailleurs la contraction musculaire, et peut en être regardé comme la cause directe: c'est une forte absorption d'oxygène. M. Matteucci l'a prouvé en comparant, par un dosage à l'eau de chaux, les quantités d'acide carbonique que donnent des muscles contractés et des muscles en repos. L'oxydation des muscles s'observe aussi directement dans l'économie animale; on sait que le sang veineux, lorsqu'il sort de

(1) Les muscles sont formés de fibres éminemment contractiles et qui affectent deux formes principales: la fibre *lisse* appartient aux muscles qui servent à la vie organique, à cette vie sourde et comme inconsciente qui anime les diverses parties du corps; la fibre *striée* appartient aux muscles de la vie de relation, à ceux qui produisent les mouvemens volontaires. Certains muscles, le cœur par exemple, offrent une composition mixte. Une différence apparaît dans la motilité de ces deux espèces de fibres; le muscle strié, quand on l'excite, se contracte brusquement et se relâche aussitôt; le muscle lisse agit plus lentement et d'une façon plus prolongée. La physiologie a surtout étudié les muscles striés; ce sont ceux qui présentent pour nous en ce moment la plus grande importance, puisqu'ils sont les organes des mouvemens volontaires.

muscles longtemps contractés, est complètement dépouillé d'oxygène et contient un grand excès d'acide carbonique. Ainsi nul doute à cet égard : ce qui spécifie la contraction, c'est un accroissement d'énergie dans l'oxydation des tissus musculaires, une décomposition plus vive des matières hydro-carbonées par les élémens du sang artériel. Que l'action chimique ainsi accrue dans l'étendue du muscle en change la forme, qu'elle le raccourcisse en l'élargissant, il n'y a rien là qui puisse nous étonner : nous voyons bien une corde se gonfler et se tendre quand on la mouille et produire ainsi une traction considérable. Que la chaleur développée dans le tissu musculaire se convertisse partiellement en travail, c'est ce que nous regardons aussi comme un phénomène usuel et vulgaire; M. Bécларd a fait d'ailleurs sur ce dernier point une série d'expériences ingénieuses. Il a étudié sous le rapport calorifique une même contraction musculaire, dans le cas où elle ne produit pas de travail externe et dans le cas où elle en produit; il a vu ainsi, dans une longue série d'essais, que la chaleur due à l'action chimique était diminuée de toute celle qui se transformait en travail.

Mais n'en restons pas là, efforçons-nous de remonter à l'origine de l'action musculaire. Les nerfs interviennent pour susciter l'action des muscles. Le système nerveux, si nous le considérons dans ses rapports avec le mouvement, peut être représenté de la façon suivante. Un organe extérieur reçoit les sensations; un filament tubulaire très mince les porte à une cellule nerveuse qui les perçoit; une autre cellule, propre à commander les mouvemens, communique à l'aide d'un nouveau filament avec l'appareil contractile qui doit les exécuter; enfin entre la cellule sensible et la cellule motrice un tube nerveux sert de trait d'union. Telle est, réduite à sa plus simple expression, l'idée générale de la communication nerveuse. L'acte qui se propage d'une extrémité à l'autre du système s'appelle un *acte réflexe*. Les filamens élémentaires, très minces, très déliés, puisqu'un grand nombre d'entre eux n'ont guère qu'un centième de millimètre, sont réunis et mêlés de façon à former de petites cordes; les cellules sont aussi groupées dans des lieux particuliers qui portent le nom de centres nerveux. Chez les vertébrés, chez l'homme, que nous avons particulièrement en vue, la plus grande partie des centres nerveux est réunie dans cette longue tige qui constitue la moelle épinière. Il en reste pourtant un certain nombre qui sont disséminés dans le corps; on les appelle ganglions nerveux, et leur ensemble est connu sous le nom de système du grand sympathique. Une sorte de hiérarchie s'établit ainsi dans les actes réflexes; les uns n'intéressent que les ganglions, tandis que les autres remontent jusqu'à la moelle épinière. Au-dessus de

celle-ci s'élève encore un système supérieur. A la naissance de l'encéphale se trouvent les centres globulaires, qui commandent aux mouvemens respiratoires et aux contractions du cœur; viennent ensuite le cervelet, qui coordonne les mouvemens volontaires, puis les lobes du cerveau où résident la volonté et l'intelligence. Les ganglions d'abord, la moelle ensuite, font successivement une sorte de triage parmi les actes réflexes, et n'en laissent arriver qu'un certain nombre aux régions supérieures du système, où paraît se concentrer la direction consciente de l'être. Ainsi l'on peut ramener à quelques lignes générales l'infinie complication de ce réseau si délié qui se ramifie dans toute l'étendue du corps.

Comment s'y propage l'action nerveuse? Il y a quelques années, les travaux publiés par M. du Bois-Reymond et plusieurs physiologistes allemands semblaient avoir résolu ce problème. On acceptait avec une sorte d'ardeur une solution qui se présentait sous les dehors les plus séduisants. L'innervation était un courant électrique: un courant parcourait le nerf sensitif pour aboutir à la cellule sensible; un courant partait de la cellule motrice pour aboutir à l'organe du mouvement; quelles que fussent les réactions opérées dans les cellules, elles prenaient dès lors une analogie manifeste avec ce qui se passe dans les piles ou les autres appareils électro-moteurs. On s'est refroidi sur cette explication: admise au début sans preuves suffisantes, elle fut ensuite rejetée par beaucoup de physiologistes sans motifs bien valables. On ne trouve point dans le corps humain les conditions simples où se présentent nos appareils électriques. Il est clair qu'un nerf ne peut être assimilé complètement à un arc conducteur et isolé, puisqu'il est lui-même, comme tout ce qui l'entoure, le siège de réactions incessantes. On s'est rebuté un peu vite à cause de la confusion des résultats donnés par les expériences. On apporte, pour infirmer l'existence de courans nerveux, des raisons qui ne paraissent pas d'un grand poids: les courans électriques, dit-on, se propagent lentement dans les nerfs, ils n'ont qu'une vitesse de 24, de 18 mètres même par seconde, ils vont moins vite dans les nerfs que dans les muscles; on allègue encore qu'un nerf coupé, si étroitement qu'on en rapproche les segmens, devient impropre à la communication. Ce sont là des détails qui n'ont rien de décisif. Quoi qu'on puisse dire, on se trouve toujours en face de faits considérables et de haute signification. En faisant agir sur un nerf des courans électriques, — de véritables courans produits par nos machines, — on obtient la contraction des muscles, non-seulement la contraction instantanée, mais la contraction continue. Qu'on prenne un arrièretrain de grenouille, les deux cuisses rattachées aux nerfs lom-

baires et ceux-ci à un fragment de la moelle, et qu'on fasse passer un courant dans l'un des nerfs, on obtiendra non-seulement l'excitation directe du membre correspondant, mais aussi le mouvement réflexe de l'autre cuisse. Il nous semble que ces résultats bien connus et accessibles à l'expérience vulgaire fournissent de sérieux élémens de conviction. Si maintenant on vient à prouver que le flux qui arrive aux muscles ne peut pas être confondu avec le courant électrique, qu'il faut le regarder comme étant de nature spéciale et l'étudier sous un nom distinct, il n'y aura rien dans cette circonstance qui puisse infirmer les résultats que nous exposons. A l'abri de cette déclaration, nous continuerons à parler de l'action nerveuse comme d'un flux électrique. On pourra, si l'on veut, ne voir dans ce langage qu'une représentation figurée des phénomènes; elle sera suffisamment exacte pour justifier les conséquences que nous voulons mettre en lumière.

Ainsi le nerf excite le muscle. Est-ce à dire que le nerf ait lui-même toute la force vive qui va se développer dans le muscle? Eh non! puisque le muscle prend directement cette force dans l'oxydation de ses tissus. Le nerf ne fait que susciter l'action chimique, il n'opère en quelque sorte que le déclenchement d'un mécanisme. C'est ainsi qu'une étincelle produit l'explosion d'un mélange gazeux; c'est ainsi qu'une allumette détermine la combustion d'un foyer; c'est ainsi qu'en ouvrant un robinet on fait couler toute l'eau accumulée dans un réservoir. On est donc conduit naturellement à penser que le travail du nerf est extrêmement petit, si on le compare à celui du muscle. M. Matteucci a mis ce fait en évidence par une expérience directe. Il suspendait un poids au muscle principal de la jambe d'une grenouille, et il envoyait un courant électrique dans le nerf attaché à ce muscle. La contraction musculaire soulevait le poids, et il était facile d'estimer l'effort en kilogrammètres. On pouvait de même évaluer par un calcul simple la combustion du zinc produite dans la pile pendant la durée très courte de l'excitation. M. Matteucci trouvait ainsi que le travail fait par le muscle était au moins vingt-sept mille fois plus grand que le travail chimique ou calorifique de l'excitation nerveuse.

Remontons encore et rapprochons-nous de l'origine du mouvement. Si petit que soit le travail du nerf, comment s'accomplit-il? Pour déterminer dans le nerf la naissance d'un courant, il suffit qu'un circuit se ferme quelque part, à l'intérieur ou à la périphérie de la cellule nerveuse, et cette action elle-même n'est qu'une très petite partie de l'action que le courant peut produire. Sur la manière dont peut se fermer un pareil circuit, nous ne saurions rien préciser. Nous dirons, s'il s'agit d'un mouvement volontaire, que

la volonté intervient; mais deux remarques sont à faire. D'abord l'action mécanique ainsi réservée à la volonté se trouve, par les considérations qui précèdent, réduite graduellement à une si extrême petitesse qu'elle semble s'effacer. Ajoutons en second lieu que la volonté ne crée pas ce travail, si imperceptible qu'il soit. Elle ne peut être conçue que comme un agent spécial de transformation dans les mouvemens infiniment petits. Son acte direct, — à plus forte raison son acte réflexe, — à quelque ténuité qu'il soit réduit, ne va pas sans une modification subtile des tissus où il s'opère, sans un je ne sais quoi qui est une transformation délicate de mouvemens moléculaires. En remontant de l'action musculaire à l'action nerveuse proprement dite et au jeu de la volonté, nous avons atteint la limite où les phénomènes physiques font place aux phénomènes moraux, et nous n'avons point à la franchir. Dans les termes où nous sommes resté, on a pu voir comment se vérifient chez les êtres vivans les principes auxquels nous avons été conduit par l'étude du monde inorganique. Notre conception de l'univers physique eût été trop incomplète, s'il nous avait fallu en retrancher tout ce qui touche à la vie. Nous pouvons maintenant, sans laisser derrière nous une si formidable lacune, reprendre la synthèse que nous avons entreprise et tenter de lui donner sa dernière formule.

XIII.

Cuvier disait dans son *Histoire du Progrès des Sciences naturelles* : « Une fois sortis des phénomènes du choc, nous n'avons plus d'idée nette des rapports de cause et d'effet. Tout se réduit à recueillir des faits particuliers et à rechercher des propositions générales qui en embrassent le plus grand nombre possible. C'est en cela que consistent toutes les théories physiques, et, à quelque généralité qu'on ait conduit chacune d'elles, il s'en faut encore beaucoup qu'elles aient été ramenées aux lois du choc, qui seules pourraient les changer en véritables explications. » On ne peut pas dire que les physiciens aient rempli déjà le programme tracé par ces paroles. Et pourtant, si l'on jette un regard en arrière sur le chemin que nous venons de parcourir, si l'on embrasse dans une vue d'ensemble tous les faits que nous avons cités, on se sentira de plus en plus affermi dans cette pensée, que tous les phénomènes physiques consistent dans l'échange et la transformation des mouvemens matériels. Dira-t-on que notre examen n'a pas toujours été assez sévère, que nous avons affirmé quelquefois, quand il fallait exprimer un doute, que nous n'avons pas toujours accentué suffisamment les réserves auxquelles nous étions conduit ? Nous ne nous

défendrons pas de ce reproche, sentant trop bien que nous l'avons mérité. Il eût mieux valu peut-être laisser plus de points dans l'ombre et nous borner aux faits certains. Qu'on nous pardonne quelques indications trop conjecturales; les résultats acquis sont considérables, et quelques suppositions téméraires ne peuvent pas les compromettre.

Ces résultats acquis, nous pourrions au besoin les couvrir de l'autorité d'un éminent physicien. M. de Sénarmont, dans la dernière année du cours qu'il professait avec tant d'éclat à l'École polytechnique, et que la mort est venue si tôt interrompre, résumait ainsi sa pensée sur le progrès des sciences physiques : « Récemment encore chaque groupe de faits reconnaissait un principe spécial; le mouvement et le repos résultaient de forces assez mal définies spécifiquement, mais qu'on était convenu d'appeler mécaniques; les phénomènes de chaleur, d'électricité, de lumière, assez mal définis eux-mêmes, étaient produits par autant d'agents propres, de fluides doués d'actions spéciales. Un examen plus approfondi a permis de reconnaître que cette conception de différents agents spécifiques et hétérogènes n'a au fond qu'une seule et unique raison, c'est que la perception de ces divers ordres de phénomènes s'opère en général par des organes différents, et qu'en s'adressant plus particulièrement à chacun de nos sens ils excitent nécessairement des sensations spéciales. L'hétérogénéité apparente serait moins alors dans la nature même de l'agent physique que dans les fonctions de l'instrument physiologique qui forme les sensations, de sorte qu'en transportant par une fausse attribution les dissemblances de l'effet à la cause, on aurait en réalité classé les phénomènes médiateurs par lesquels nous avons conscience des modifications de la matière plutôt que l'essence même de ces modifications... Tous les phénomènes physiques, quelle que soit leur nature, semblent n'être au fond que des manifestations d'un seul et même agent primordial... On ne saurait plus méconnaître cette conclusion générale de toutes les découvertes modernes, quoiqu'il soit impossible encore d'en formuler nettement les lois et les particularités conditionnelles. » Ainsi parlait M. de Sénarmont dans un enseignement classique où ne devait trouver place aucune doctrine hasardée.

Nous ne sommes point tenu à la même réserve. Aussi avons-nous formulé plus explicitement le système qui semble résumer les travaux et exprimer le sentiment général de la physique contemporaine. L'éther agité remplit l'espace. Les atomes éthérés forment par leur agrégation des molécules, celles-ci des corps. Entre ces atomes, ces molécules, ces corps, ont lieu les échanges de mouvement qui constituent pour nous la chaleur, la lumière, l'électricité,

la gravité, l'affinité chimique. Ces échanges dépendent des masses et des vitesses qui sont en jeu. La conception de l'univers physique est tout entière dans ces données. Jusqu'ici nous ne savons atteindre qu'un très petit nombre des faits que cette formule renferme, parce que nous ne connaissons la plupart du temps ni les valeurs absolues, ni les valeurs relatives des masses et des vitesses qui règlent la communication des mouvemens. Au point de vue pratique, nous nous contentons de dire que la chaleur, la lumière, l'électricité, la gravité, l'affinité, se transforment les unes dans les autres suivant des rapports déterminés d'équivalence, et nous leur assignons une commune mesure, celle du travail mécanique.

Restés ainsi en dehors des phénomènes, nous n'avons qu'une notion vague des circonstances qui accompagnent et déterminent les transformations. Il y a sans doute des mouvemens que nous ne savons nommer d'aucun nom, et que nous ne sommes pas aptes à percevoir, bien qu'ils jouent leur rôle dans la nature. Dans le nombre varié des mouvemens qui nous paraissent possibles, pourquoi les uns se produisent-ils et non pas les autres? Y a-t-il parmi les mouvemens une sorte de sélection naturelle? Nous aurions la clé des transformations qui s'opèrent sous nos yeux, si nous pouvions atteindre cette mesure des masses et des vitesses qui nous échappe jusqu'ici. Dans une machine à vapeur par exemple, l'agitation qui règne au sein du foyer se communique aux tubes de la chaudière, de ceux-ci à l'eau elle-même; les molécules de l'eau vaporisée perdent chacune un peu de leur force vive sur le piston que ces efforts accumulés font mouvoir et qui entraîne l'arbre de la machine; mais nous n'apercevons cette série de mutations qu'à travers un voile. Quand un mouvement d'une certaine espèce est remplacé par un autre d'espèce différente, la raison de ce changement nous échappe d'ordinaire, et c'est à cause de cette ignorance que nous avons recours à la notion de force; nous disons qu'une force se manifeste et produit tel effet parce que nous ne pouvons pas saisir les mouvemens antérieurs d'où cet effet résulte.

La notion de force physique devrait donc disparaître, si les élémens de la mécanique moléculaire étaient connus. Dans l'état actuel de nos connaissances, il faut bien que nous la conservions; mais il faut aussi nous mettre en garde contre les erreurs qu'elle peut entraîner. Appelons force, si l'on veut, toute cause de mouvement; mais n'oublions pas que ce mot ne représente le plus souvent qu'une cause provisoire et conditionnelle. L'horreur du vide a été une force dans son temps, voire l'horreur du vide jusqu'à trente-deux pieds. Si nous revenons avec insistance sur cette considération, c'est qu'elle nous paraît présenter une importance capitale, et

que nous ne saurions consacrer trop d'efforts à la mettre en lumière : elle est comme le nœud du système que nous avons développé. Et cependant parmi les physiciens mêmes qui sont entrés dans le courant des idées nouvelles, il existe une école qui persiste à donner aux forces physiques je ne sais quelle existence spéciale. M. Hirn, dont le nom s'attache en France à la détermination de l'équivalent mécanique de la chaleur, M. Hirn, que nous citons quand nous voulons mettre un nom français à côté de ceux de MM. Joule et Mayer, M. Hirn n'hésite pas à regarder les forces physiques comme des élémens constitutifs de l'univers. Il en fait sous le nom de *principes intermédiaires* des essences à demi transcendantes qui occupent tout l'espace, et qui ont la propriété de donner le mouvement à la matière. Il fait même le dénombrement de ces principes, et il en trouve quatre, la force gravifique, la force lumineuse, la force calorique et la force électrique. Eh quoi ! la matière va donc ça et là sortir du repos, et de nouveaux mouvemens vont naître au gré de ces forces ? Ce n'est pas précisément ce qu'entend M. Hirn ; il sait trop bien qu'il serait en contradiction avec les faits. Voici la théorie qu'il imagine. Pour lui, chaque force est répandue partout : au moment même où l'intensité de l'une d'elles augmente de manière à produire un mouvement, l'intensité d'une autre force diminue dans une proportion correspondante. Or cette diminution d'intensité dans la seconde force correspond elle-même à une diminution de mouvement dans la matière. C'est, comme on voit, une sorte d'harmonie préétablie. Sans doute il n'y a qu'à supprimer ces intermédiaires artificiels pour se trouver en face des mouvemens eux-mêmes, et l'on revient ainsi facilement, quand on le veut, du point de vue où se place M. Hirn à celui où nous étions placés tout à l'heure. Pourquoi dès lors, entre deux mouvemens qui s'engendrent l'un l'autre, introduire deux essences demi-transcendantes ? Pourquoi recourir à ces principes intermédiaires ? Pourquoi cette mythologie, cet olympe de forces ?

Pourquoi ? Il n'est pas bien difficile de le dire, et ce ne sera pas non plus inutile. Ces conceptions arbitraires sont inspirées à M. Hirn par les inquiétudes d'un spiritualisme ombrageux. M. Hirn entre en défiance quand il voit une doctrine qui chaque jour explique par les mouvemens de la matière un nombre de plus en plus considérable de faits ; il en redoute les envahissemens ; il craint qu'elle n'aille atteindre l'âme humaine, qu'elle ne réduise à de purs mouvemens les phénomènes de la volonté et de la pensée. C'est pour l'arrêter dans sa marche qu'il a recours aux forces gravifique, calorique, lumineuse, électrique. Ces principes intermédiaires sont des remparts qu'il élève pour défendre le principe animique. Sin-

gouliers remparts en vérité et bien incapables d'une pareille défense! Faut-il répéter d'ailleurs que les problèmes de l'âme ne sont nullement en cause dans les théories contre lesquelles M. Hirn essaie de se prémunir? Au milieu des transformations matérielles, des causes actives par elles-mêmes peuvent intervenir, et nous en avons indiqué des exemples en marquant la nature et les limites de cette intervention. C'est assez pour laisser le champ libre à toutes les solutions de la métaphysique.

Après avoir montré comment notre hypothèse bannit les entités fallacieuses dont la physique peut être embarrassée, est-il besoin de la défendre elle-même contre les conséquences excessives qu'on en pourrait tirer? Quand on admet une hypothèse scientifique, veut-on dire qu'on se croie en possession de la réalité des choses? Ce serait trop oublier tant de systèmes qui se sont écroulés les uns sur les autres! Ce serait trop oublier que le physicien, perdu dans l'infini du temps et de l'espace, ne saisit que des rapports phénoménaux, et n'arrive pas même à concevoir l'absolu! Qu'est-ce donc que grouper dans une hypothèse toutes nos idées sur la nature? C'est nous donner le moyen d'éclairer nos connaissances les unes par les autres, d'établir entre les faits des rapprochemens féconds et de faire ainsi jaillir des sources de découvertes. Ce qui importe, à proprement parler, dans une semblable hypothèse, ce n'est pas le tableau qu'elle donne de la nature, c'est la méthode qu'elle trace au physicien. A ce point de vue, le système que nous avons exposé se résume admirablement dans un principe unique; il s'en dégage un *criterium* lumineux dont l'efficacité s'est déjà révélée dans les recherches scientifiques.

Ce précieux symbole a un nom dans le langage de la mécanique; mais, avant de le prononcer, hâtons-nous de rappeler ce que nous avons dit sur la difficulté qu'on rencontre à exprimer des idées nouvelles avec des mots anciens. Par une cruelle ironie des choses, nous allons retrouver un terme dont nous eussions voulu nous affranchir en ce moment à cause des équivoques qu'il renferme. Jamais nous n'avons senti plus vivement le besoin d'employer une expression nouvelle, et si nous ne le faisons pas, c'est que notre déclaration à cet égard pourra sans doute nous tenir lieu d'un néologisme. Nous concevons dans l'univers une quantité immuable d'atomes matériels animés de vitesse et qui se groupent en systèmes pour former des molécules et des corps. Chacun de ces atomes et de ces systèmes, en raison de sa masse et de sa vitesse, possède ce que nous avons appelé jusqu'ici une *force vive*, ce que nous pourrions, — si nous voulons éviter ce terme ambigu, — appeler une *énergie*, sans gagner beaucoup au change. Voilà les expres-

sions contre lesquelles nous avons voulu nous prémunir par une déclaration préalable. Nous n'employons point un mot nouveau; mais nous en avons dit assez pour montrer que, sous ces désignations usitées, on ne doit voir absolument que des masses en mouvement. Dire que l'énergie se déplace, c'est dire simplement que les masses agissent les unes sur les autres en modifiant réciproquement leur vitesse. L'énergie passe ainsi indéfiniment d'un système à l'autre, donnant lieu par là à la variété des phénomènes naturels. Tantôt elle se manifeste par une série de phases où l'on peut suivre ses effets successifs : on dit alors qu'elle conserve la forme *active*; tantôt elle se dissimule pour maintenir pendant un temps plus ou moins long un équilibre dont la rupture la régénérera : on dit alors qu'elle passe à l'état *virtuel*. L'énergie active et l'énergie virtuelle varient sans cesse dans leur proportion relative, mais leur somme demeure constante. Tel est le principe que l'on désigne d'ordinaire sous le nom de *conservation de l'énergie*. Sans doute, pour vérifier dans son ensemble cette constance de l'énergie, il faudrait pouvoir embrasser l'univers entier. L'énergie peut croître à certaines époques, en certaines régions de l'espace, et décroître en des régions différentes, bien que l'éther apparaisse comme une sorte de régulateur de cette action universelle. Les échanges qui ont lieu sans cesse entre notre globe terrestre et le milieu sidéral se traduisent-ils pour nous par une perte, par un gain, par une oscillation périodique autour d'un état moyen? Comment se comporte lui-même notre système solaire par rapport aux autres mondes? Voilà les immenses problèmes où la notion de l'énergie universelle trouve son application. Ce n'est pas à dire que le principe de la conservation de l'énergie ne puisse se vérifier dans la connexion immédiate des phénomènes usuels. Il établit un lien précis entre tous les faits qui nous entourent. Le physicien sait que les mouvements peuvent passer des masses visibles aux masses invisibles sans cesser d'obéir à une loi dont il connaît la teneur. S'il n'est pas assez heureux pour enfermer toujours les faits dans des cycles complets où les effets et les causes s'enchaînent jusqu'à se rejoindre, du moins il n'est plus réduit à regarder les phénomènes comme des apparences isolées. Pour chacun d'eux, il sait comment remonter aux origines ou descendre aux conséquences. Il peut faillir dans l'application de sa méthode, il peut se représenter sous un faux jour telle ou telle famille de faits; mais le principe même en vertu duquel il cherche l'unité fondamentale sous la diversité infinie des apparences est pour lui la conquête la plus précieuse et la mieux assurée de la science contemporaine.

EDGAR SAVENEY.

DON FA-TUTTO

Tout voyageur qui a visité les provinces de la Haute-Italie du temps de la domination étrangère doit se souvenir d'y avoir vu un nombre énorme de jeunes gens qui ne suivaient aucune carrière. Si un Italien se vouait de bonne foi au service du gouvernement autrichien, il s'exposait à la haine de ses compatriotes, gens intolérans sur cet article. Si au contraire il embrassait une profession indépendante, — les talens, la science, l'étude, tout ce qui l'élevait au-dessus du vulgaire pouvait le rendre suspect aux autorités. Les avocats étaient mal vus, et l'éloquence surveillée comme une qualité dangereuse. Il ne restait donc que deux partis à prendre : se faire conspirateur ou se condamner au *far-niente* perpétuel. Or tout le monde n'a pas l'âme assez fortement trempée pour braver la prison et le Spielberg; tout le monde ne peut pas non plus se résigner à vivre dans l'oisiveté. Cette situation anormale, dans un pays où il y avait beaucoup de forces vives et d'intelligence, a engendré les Manin, les Cattaneo, qui ont trouvé les conditions favorables au développement de leurs facultés dans les malheurs mêmes de leur patrie; mais au-dessous de ces organisations énergiques d'autres êtres plus faibles et plus patients, forcés d'agir par leur tempérament et cependant comprimés dans le milieu où le sort les avait jetés, se consumaient en efforts stériles pour donner le change à leur esprit, se remuaient dans le vide, et descendaient par degrés jusqu'à une sorte d'enfance. De là une variété considérable d'originaux dont les étrangers ont observé les manies sans en rechercher la cause. Lorsque je revis pour la première fois l'Italie après les grands événemens qui ont rendu ce pays à la vie politique, je remarquai de singuliers changemens dans le caractère et les mœurs de personnes que je croyais connaître. Les bouleversemens de la chose publique avaient réagi sur les individus, secoué les esprits et provoqué des crises favorables.

Je retrouvai des monomanes radicalement guéris, des intelligences boîteuses s'étaient redressées, des gens frivoles étaient devenus fort sérieux. Le personnage dont je vais essayer de vous raconter la vie ignorée est un de ces *difformes transformés*. Il s'est peu connu lui-même, et ses amis ne se doutaient guère qu'il y eût en lui une énigme à deviner. Je demande grâce pour les petitesse et les détails puérils, inévitables dans la description de ses infirmités. Il faut bien dire les symptômes de la maladie pour faire comprendre la guérison du malade et les faits et gestes de l'homme guéri.

I.

Un matin du mois de septembre 1847, deux dames étrangères arrivées depuis peu de temps à Venise, l'une jeune, l'autre d'un âge mûr, sortaient de la place Saint-Marc et se dirigeaient lentement vers le *traghetto* Saint-Samuel par un dédale de petites rues qu'elles semblaient assez bien connaître. Quand elles eurent traversé le Grand-Canal au *traghetto*, elles s'enfoncèrent dans un quartier moins fréquenté, où elles furent obligées de demander plusieurs fois leur chemin. Elles s'exprimaient en italien pur, mais avec un accent anglais très prononcé. Enfin elles s'arrêtèrent sur la place *dei Carmini*, devant la maison dite d'*Otello*. Comme elles en cherchaient la façade, un inconnu les aborda le chapeau à la main, et leur montra la statue du More de Venise, située au coin de la place et d'un petit canal. L'inconnu demanda ensuite d'un air bienveillant comment ces dames se trouvaient de leur séjour dans *sa patrie*, si elles étaient satisfaites de la table à l'hôtel Danieli et de l'appartement qu'elles occupaient au premier étage de cet hôtel. Tandis que la plus âgée des deux étrangères répondait complaisamment à ces questions, la plus jeune jetait un regard de curiosité ironique sur cet homme si bien informé. Elle vit un beau garçon de vingt-six ans, d'une physionomie animée, mais douce et sympathique, le front ombragé d'une forêt de cheveux noirs, les yeux grands et vifs, la barbe soyeuse, la main d'une petitesse remarquable et le pied finement chaussé. Apparemment la jeune dame était difficile à contenter, ou bien elle tenait peu de compte des avantages extérieurs, car elle fit une petite moue dédaigneuse et baissa son ombrelle de manière à dérober son visage aux regards de l'inconnu. Celui-ci ne se rebuta point. — Vos seigneuries, dit-il, sont venues sur cette place pour accomplir un pieux pèlerinage en l'honneur de leur compatriote l'illustrissime poète anglais Shakspeare.

— Nous sommes Irlandaises, répondit la jeune dame d'un ton bref.

— Et par conséquent bonnes catholiques, reprit le Vénitien; j'en

suis bien aise. Vos seigneuries ne connaissent peut-être pas toute la vérité sur la légende d'Otello.

— Nous savons seulement, dit la vieille dame, qu'un Italien du *xvi^e* siècle a écrit sur le More de Venise une nouvelle qui serait oubliée aujourd'hui, si Shakspeare n'en eût tiré le sujet de son admirable tragédie.

— Cet Italien, reprit le jeune homme, s'appelait Giral di Cintio, ses ouvrages ne sont pas sans mérite; mais la légende et la nouvelle reposent sur une méprise et un calembour. Jamais la république de Venise n'eut à son service de capitaine africain. Le prétendu Otello est tout simplement un amiral vénitien nommé Christophore Moro, qui a commandé une escadre en station à Chypre, comme dans la pièce de Shakspeare, lequel Moro se maria quatre fois et perdit ses quatre femmes. La dernière, fille du noble seigneur Donato da Lezze, était surnommée le *démon blanc*. Quoique son mari fût un homme passionné, rien ne prouve qu'il l'ait tuée. Les conteurs d'historiettes, trompés par le nom de Moro, appelèrent l'amiral vénitien Christophore le *More*, et, voulant faire de la jeune femme une héroïne, ils changèrent le *demonio bianco* en Desdemona, nom qui ne figure sur aucun calendrier, pas plus que celui d'Otello dans les annales de notre pays. Giral di Cintio, qui était de Ferrare, a sans doute peu fréquenté Venise. Il ne chercha pas à séparer le vrai du faux et s'en tint aux récits populaires. Vos seigneuries trouveront ces détails dans un livre écrit par un Anglais, M. Brown, amoureux fidèle de notre glorieuse cité, où il demeure depuis plus de vingt ans (1). Maintenant je regrette d'ôter à vos seigneuries une dernière illusion; mais la maison qu'elles contemplent en ce moment n'a pas même appartenu à Christophore Moro. La statue qui en décore la façade, et que les *cicconi* font voir aux étrangers comme l'image d'Otello, n'est qu'une figure d'invention; la preuve, c'est qu'elle est accompagnée d'un écusson sur lequel sont gravées les armoiries des deux familles alliées des Goro et des Civrano. De Goro on a fait Moro et de Moro le More de Venise. Voilà comment les légendes populaires accommodent l'histoire. Quant au véritable palais de Christophore Moro, il est situé bien loin d'ici, à *San-Giovanni-Decollato*, près du beau monument en ruine appelé *Fondaco-dei-Turchi*, c'est-à-dire magasin ou entrepôt des marchandises turques.

Le jeune Vénitien paraissait enchanté de fournir ces renseignements aux deux étrangères. Cependant il ne leur laissa pas le temps de le remercier. Il consulta sa montre d'un air affairé, s'excusa de

(1) Une publication récente du savant M. Cicogna sur les tombeaux de l'église Saint-Job à Venise a démontré l'exactitude des conjectures de M. Brown.

quitter leurs seigneuries, fit un salut respectueux, et s'enfuit en courant.

— Voilà encore un original, dit la jeune étrangère.

— Celui-ci du moins est fort poli, répondit la dame âgée. — Il s'est présenté à nous d'une façon excentrique; mais nos usages ne sont pas ceux de ce pays. Vous savez, miss Martha, si je redoute les connaissances de voyage et si je partage vos idées de réserve et de prudence; mais je me connais en hommes, et je vous autoriserais à recevoir ce jeune Vénitien plus volontiers que votre capitaine hongrois, qui a le verbe haut et qui fait le galant avec toutes les jolies femmes.

— Bah ! reprit miss Martha, le galant de toutes les femmes n'est dangereux pour aucune. Le capitaine Pilowitz a trouvé l'art de me désennuyer. Il connaît le personnel de toute la ville, et ne m'a-t-il pas été présenté dans une boutique par le marchand de thé de *Bocca-di-piazza*? Que voulez-vous donc de plus régulier?

— Il n'a pas le ton et les manières d'un vrai *gentleman*, dit la vieille dame.

— Je conviens qu'il ne vous fait pas assez la cour, et je compte le lui reprocher.

— Vous badinez, miss Martha, et moi, je parle sérieusement.

— Eh bien ! chère mistress Hobbes, sérieusement, je vous promets que Pilowitz ne deviendra jamais importun, et si l'original que nous venons de rencontrer nous aborde encore avec cette familiarité qui vous a prévenue en sa faveur, encourageons-le à nous manger dans la main; j'y consens pour vous plaire.

Le lecteur aura deviné que mistress Hobbes ne pouvait être que la dame de compagnie de miss Martha. En devisant ainsi, les deux étrangères, qui avaient adopté les coutumes italiennes, rentrèrent dans leur joli appartement de l'hôtel Danieli pour s'y reposer pendant le temps de la grande chaleur. Elles sommeillaient sous le demi-jour des persiennes fermées, quand on vint leur apporter le livre de M. Brown et une carte de visite sur laquelle on lisait : « *Alvise Centoni* » et au bas de la carte : *Riva-del-Carbon*; c'était le nom et l'adresse du jeune Vénitien. Le volume contenait les renseignements déjà donnés verbalement sur le prototype d'*Otello*, avec des notes écrites à la main et des citations tirées des annales de Malipieri et de Sanuto. Le premier de ces historiens avait recueilli les noms des quatre femmes de Moro. Parmi les extraits du second, miss Martha remarqua le passage suivant : « aujourd'hui, 26 octobre 1508, Christophore Moro, lieutenant de Chypre, nouvellement élu capitaine de Candie, a comparu devant le collège, avec la barbe, pour avoir perdu sa femme, morte pendant la tra-

versée de Chypre (manuscrit de Sanuto, t. VII, p. 504), » d'où il suit que, si Christophore Moro a tué sa femme, c'est en pleine mer et non à Venise, dans sa maison. Quant à ces mots : *avec la barbe*, l'annotateur prenait la peine de les expliquer. « Jusqu'à la moitié du xvi^e siècle, disait-il, les nobles vénitiens conservèrent l'usage de se raser le menton. Ils ne laissaient croître leur barbe que lorsqu'ils étaient promus à quelque dignité importante, comme une ambassade ou un siège au sénat, ou bien encore en signe de deuil, à la mort d'une femme ou d'un proche parent. »

Miss Martha parcourut ces notes d'un œil distrait, et passa le volume à sa gouvernante en répétant que l'auteur était un original; mais mistress Hobbes déclara qu'elle tenait cet original pour un jeune homme érudit et bon à connaître.

— Comme vous voudrez, répondit miss Martha d'une voix éteinte, en s'endormant dans sa moustiquaire.

Le lendemain, les deux étrangères visitèrent le palais ducal. Dans la salle du Grand-Conseil, elles s'étaient arrêtées devant l'affreuse mêlée de personnages que le Tintoret a eu l'audace d'appeler *le Paradis*. Miss Martha, son *Guide en Italie* à la main, admirait, faute de mieux, la grandeur du morceau, qui n'a pas moins de soixante-dix pieds en largeur. La petite porte de la bibliothèque de Saint-Marc est justement au-dessous de la peinture du Tintoret. Le seigneur Alvise Centoni, tout chargé de gros livres qu'il venait d'emprunter au bibliothécaire, sortit par cette porte et dit aux deux étrangères : — Levez la tête, mesdames; ne vous arrêtez pas à cet ouvrage incohérent et regardez plus haut.

Puis il s'éloigna, toujours courant, au grand regret de mistress Hobbes. Pour suivre son conseil, les deux dames élevèrent leurs regards jusqu'au plafond de la salle où est la *Venise triomphante* de Paul Véronèse, et restèrent longtemps sous le charme de cette délicieuse peinture.

— Ma chère Martha, dit la gouvernante, vous savez que les Italiens ne supportent pas qu'on fasse la plus légère critique d'un monument quelconque de leur pays, ni d'une œuvre d'art. Il faut tout louer, tout admirer, sous peine de leur déplaire. Cependant voici un jeune homme de cette ville qui nous dispense de ce banal tribut. C'est assurément une grande rareté.

— Et une preuve de plus, ajouta miss Martha, que ce Centon est un original.

Lorsque les deux dames rentrèrent à leur hôtel, on leur remit une enveloppe contenant deux billets pour une séance de lecture à l'*Atheneum*. L'adresse était de la même écriture que celle des notes sur Christophore Moro. Elles se promirent d'honorer la séance de leur présence et de leurs chapeaux neufs. Le jour venu, ce fut le

signor Alvise lui-même qui reçut leurs billets à la porte du salon de l'Athénée. Il remplaçait le contrôleur-commissaire, empêché par une indisposition. Aux uns il indiquait les banquettes, aux autres les fauteuils, et conduisait les personnes de qualité jusqu'à leur siège. Pénétré de l'importance de ses fonctions, il s'appliquait à les remplir d'une façon irréprochable. Les deux étrangères traversèrent la salle pour gagner leurs places; on les lorgna beaucoup, quelques jeunes gens les saluèrent, mais personne ne vint leur parler, à l'exception du capitaine Pilowitz. Miss Martha était pourtant une femme charmante. Elle paraissait âgée de vingt-quatre ans; elle avait la peau fort blanche, les cheveux noirs, les dents comme des perles, en sorte qu'on l'aurait prise volontiers pour une Italienne, si ses yeux d'un bleu pur, son regard tantôt rêveur, tantôt animé par une gaieté un peu moqueuse, la dignité de son maintien et une certaine grâce poétique répandue dans toute sa personne, n'eussent formé un contraste évident avec la sensualité méridionale des figures qui l'environnaient. Dans tous les lieux publics où elle se montrait, l'attention se tournait vers elle; on feignait de prendre sa réserve pour une hauteur dédaigneuse, et comme elle ne faisait rien pour détruire ces préventions, on la laissait causer en anglais avec sa gouvernante, et l'on épiait l'occasion de médire de sa préférence pour l'officier hongrois. Aussi, lorsqu'on vit le capitaine Pilowitz prendre un tabouret et s'installer près de ces dames, sans tenir compte des justes observations du commissaire, il y eut des regards de malice échangés entre les assistants. Pilowitz, brave militaire, officier de fortune, aimant son état, joueur intrépide, danseur infatigable, en garnison depuis longtemps à Venise, s'y conduisait un peu en conquérant, mais en bon prince. Par manière de conversation, miss Martha lui demanda s'il connaissait le signor Alvise Centoni.

— Certainement, répondit Pilowitz. Nous sommes grands amis; mais je n'en tire pas vanité, car l'amitié est une menue monnaie que ce garçon prodigue au premier venu. Causez avec lui un quart d'heure, et vous aurez une place dans son cœur.

— Lui faites-vous un reproche, dit mistress Hobbes, de son humeur obligeante?

— A Dieu ne plaise! reprit le capitaine; mais quel prix voulez-vous que j'attache à l'amitié d'un don *Fa-tutto*?

— Qu'est-ce que cela? demandèrent les deux dames.

— Nous appelons ainsi, répondit Pilowitz, un maniaque dont la folie consiste à dépenser une grande activité pour ne rien faire de bon, à traiter des enfantillages comme des affaires d'état, à compliquer et encombrer à chaque pas son existence d'amitiés et de servitudes nouvelles. Tel est le signor Alvise Centoni, ou, par abrégia-

tion, Centon, pour parler comme les bonnes gens. Le monde est plein de diseurs de riens; celui-ci ne se contente pas d'en dire : il se lève matin, se couche tard et se donne une peine infinie pour ne faire que des riens. Regardez-le; observez son air d'inquiétude, son agitation fébrile. Je vous défie de trouver en lui autre chose qu'un grand enfant bien élevé, du reste plein de connaissances utiles : bijoutier, horloger, menuisier, que sais-je? On peut l'employer à tout, pourvu que ce soit à des bagatelles. Pour désigner cette catégorie de maniaques, on se sert, en dialecte milanais, d'un mot très expressif, qui ne se répète pas à des femmes. A Florence, on dit une *facendiere*, mais ce mot manque de force; parmi les gens comme il faut que j'ai consultés, quelques-uns disent un don *Fa-tutto*, et c'est cette dernière locution que j'ai adoptée, parce qu'elle me satisfait davantage. Elle semble d'ailleurs inventée exprès pour le signor Centoni. J'appris à le connaître l'an passé en faisant avec lui un petit voyage dans le Frioul, où il se fit en quatre jours une douzaine d'amis intimes : d'abord le conducteur du velocifère, puis une vieille aubergiste à laquelle il enseigna la tenue des livres, ensuite un tailleur de village auquel il commanda un pantalon, et enfin quelques paysans et cultivateurs dont il voulut tailler la vigne, si bien que le temps de notre partie de plaisir se trouva presque entièrement absorbé par les bons offices, conseils, leçons et secours que ce diable d'homme ne cessa de distribuer tout le long du chemin. Quand vous le souhaiterez, je vous donnerai d'autres détails qui ne vous laisseront aucun doute sur l'état mental du personnage.

— J'en étais sûre! s'écria miss Martha. J'avais flairé le fou à la première rencontre.

— Il faudra voir, dit mistress Hobbes.

Pendant cette conversation, la salle de l'Athénée s'était remplie de monde; on ouvrit la séance. Il s'agissait de l'influence des Médicis sur la littérature florentine depuis Pulci jusqu'à Machiavel. Le lecteur débuta par une cascade de phrases sonores qui n'éveilla dans l'auditoire ni passion ni intérêt. A la fin seulement, lorsqu'il en vint au livre du *Prince* et au vœu que Machiavel y exprime de voir l'Italie délivrée des armées étrangères, un homme d'une figure pensive et sévère se leva tout à coup et donna le signal des applaudissemens. Une triple salve, suivie d'un *erriva* longtemps soutenu, partit d'un groupe de jeunes gens. Le reste de l'assemblée fut pris d'une émotion qui ressemblait plus à de la frayeur qu'à de l'enthousiasme, et les derniers mots du discours se perdirent au milieu de bruits confus. L'auteur de cette manifestation, concertée d'avance, s'appelait Daniel Manin. Miss Martha demanda au capitaine Pilowitz si son ami le don *Fa-tutto* ne serait pas un farouche conspirateur. Le Hongrois trouva cette idée bouffonne. Il appela le si-

gnor Centoni et lui fit subir un interrogatoire d'où le bon jeune homme sortit parfaitement disculpé de toute participation au complot. Non-seulement il n'avait point mêlé ses applaudissemens à ceux des agitateurs, mais il blâma ces cabales politiques dont le seul résultat devait être, selon lui, l'interdiction par la police des réunions de l'Athénée et la perte d'un innocent plaisir pour la jeunesse vénitienne.

Le soir de ce jour mémorable où Manin avait tenté de *galvaniser le cadavre*, la bonne compagnie se rendit, comme d'habitude, sur la place Saint-Marc. Quatre rangées de chaises occupées par les femmes s'étendaient d'un bout à l'autre des Procuraties-Neuves. Les cafés étaient pleins de monde. On parla de l'incident de l'Athénée à peu près dans les mêmes termes que don Alvise, et puis on revint aux frivolités de tous les jours en écoutant la musique du régiment, de sorte que la police ne songea point à interdire les réunions littéraires. Le capitaine Pilowitz, voyant les deux Irlandaises délaissées au milieu de cette fourmilière, se hâta d'achever sa tournée de visites en plein air, et vint s'asseoir près de ces dames.

Mistress Hobbes l'attendait avec impatience pour lui adresser de nouvelles questions sur le don Fa-tutto. De tous les récits du capitaine, présentés à dessein d'une façon burlesque, la bonne dame concluait que le signor Centoni était un parfait galant homme dont on s'efforçait de travestir les sentimens et les actes. — Si ce jeune homme, dit-elle à Pilowitz, se prend d'amitié pour le premier venu, comme vous l'assurez, il paraît que nous n'avons pas eu l'honneur de lui plaire, car il sait où nous rencontrer, et je ne vois pas qu'il nous persécute de ses visites.

— C'est peut-être, répondit le capitaine en riant, que les grâces et la beauté de miss Martha ne sont pas de grandes recommandations à ses yeux. Espérons pourtant que votre tour viendra un jour où vous aurez besoin de ses petits services. Vous serez alors toutes deux sur la liste de ses amis, entre une blanchisseuse et un gondolier, car cette liste est plus longue que celle des maîtresses de don Juan.

— Eh bien ! dit mistress Hobbes, je suis curieuse de voir comment on peut arriver au ridicule par un chemin diamétralement opposé à celui de l'égoïsme et de la vanité ; mais d'où vient que vous ne parlez pas de ses travaux historiques ?

— Ah ! oui, reprit le capitaine, j'oubliais une de ses manies, celle de reviser tous les procès de l'histoire de Venise. Un jour il lit je ne sais où qu'un certain Bartolomeo Memmo a été pendu par ordre des inquisiteurs d'état entre les deux colonnes rouges du palais ducal en 1470. Cette mort tragique l'émeut de compassion. Il en

veut savoir la cause. Enfin il trouve dans Malipieri que ce Memmo a tenu le propos suivant : « Dimanche prochain, nous irons au grand-conseil, dix de mes amis et moi, avec des cottes de maille sous nos habits, et nous poignarderons le doge. » Centoni trouve le cas de Memmo fort grave; l'exécution à mort lui semble motivée, et il dort tranquille. Si on lui demande à quoi riment ces fantaisies d'historiographe, il répond : « Que voulez-vous? Venise est morte et enterrée; ce sont de pauvres fleurs que je jette sur sa tombe. Je ne suis pas chargé de défendre Famagouste contre une armée de deux cent mille Turcs. »

— Ce langage, dit mistress Hobbes, augmente encore mon estime pour ce jeune homme et mon désir de faire sa connaissance.

— Parce que vous croyez, répondit miss Martha, que ces discours cachent une pensée profonde; mais il n'y a point de replis secrets dans l'âme de votre protégé. On y voit clair comme dans une lanterne vénitienne.

— C'est bien cela, dit le capitaine Pilowitz.

II.

Mistress Hobbes n'avait de commun que le nom avec l'auteur du traité *du Citoyen*, qui a osé dire que tous les hommes naissent méchants et pervers. Elle était au contraire naturellement disposée à l'indulgence; mais il fallait qu'on tentât de lui plaire par des attentions et des politesses. Ses bonnes grâces étaient à cette condition, et Pilowitz, s'il avait des prétentions sur le cœur de miss Martha, manquait de tact en négligeant de s'assurer la protection de la gouvernante. Le désir exprimé par mistress Hobbes de faire plus ample connaissance avec le seigneur Alvise devait être bientôt satisfait. Un matin, en voulant revenir à pied de la galerie Manfrin jusqu'à leur hôtel, les deux dames s'égarèrent dans les détours inextricables du *Canareggio*. Elles perdaient courage et cherchaient une gondole, quand elles rencontrèrent Alvise Centoni devant l'église des *Servi*. Le complaisant jeune homme s'empressa de les remettre dans leur chemin. A l'entrée de la *Merceria*, elles voulurent lui rendre sa liberté; mais elles lui avaient parlé d'emplettes à faire, et il leur demanda la permission de les aider à se débattre contre la rapacité des marchands. Dans le premier magasin où l'on entra, miss Martha ne put s'empêcher de rire en voyant don Alvise se confondre en cérémonies avec la patronne de la boutique. Elle pensa que ses intérêts allaient être fort mal défendus, et elle s'appréta à augmenter d'une historiette le répertoire de Pilowitz; mais la marchande déclara que le *caro signor* Centon et ses amis avaient droit aux prix les plus *discrets*, comme on dit à Venise. Mistress Hobbes

crut faire d'excellens marchés et se félicita beaucoup de l'entremise de Centoni. Celui-ci, ravi d'être utile, porta les emplettes et paquets sous son bras jusqu'à l'Hôtel-Royal, où ces dames l'invitèrent à monter pour y manger sa part d'un *lunch*. En offrant à son favori une tasse de café, mistress Hobbes lui demanda toute sorte de renseignemens et lui adressa cent questions dont elle inscrivit les réponses sur son agenda. Afin de l'obliger à revenir, elle lui donna des commissions, et miss Martha, entraînée par l'exemple, lui remit une lettre à jeter à la poste, après quoi les deux dames, par savoir-vivre, crurent devoir interroger don Alvise sur ses propres affaires. Il ne les entretenait que de petits services à rendre à des femmes, à des jeunes filles, à des enfans. La grande affaire du moment était le mariage d'une de ses cousines, pour lequel il avait promis de composer un épithalame.

Pendant ce discours, que mistress Hobbes suivait avec un intérêt extrême, miss Martha observait les yeux brillans, la physionomie mobile de son interlocuteur, et se demandait tout bas à quoi ce jeune homme était bon, si la malheureuse Italie pouvait regretter qu'il ne mît pas à son service l'activité qu'il éparpillait avec tant de passion sur des objets futiles. Elle ne voyait point d'éminente qualité sous cet épiderme transparent. Enfin elle sentit arriver sur ses lèvres ce mot injuste et cruel que les heureux de ce monde répétaient en ce temps-là pour se dispenser de la pitié : « Les Italiens méritent leur sort ! » Cependant miss Martha ne pouvait s'empêcher de remarquer avec étonnement que Centoni ne parlait point de lui, à moins qu'on ne l'interrogeât, et de prendre aux riens qu'il débitait un certain intérêt.

Dans une ville de caquetages et de médisances, il n'était pas prudent de n'avoir qu'un ami; les assiduités du capitaine Pilowitz devenaient compromettantes; on pouvait sans danger recevoir Centoni, qui de sa vie n'avait médité de personne. Miss Martha lui fit promettre de venir s'asseoir près d'elle sur la place Saint-Marc à l'heure du concert. Il vint en effet le lendemain et les jours suivans retenir des chaises à proximité de l'orchestre. A Venise, toute jolie femme doit avoir son petit cortège pour être considérée. Centoni obtint la permission de présenter deux de ses amis à miss Martha; l'un était le commandeur Fiorelli, vieillard original travaillé par l'innocente manie de faire des collections d'insectes, l'autre l'abbé Gherbini, homme d'une piété tolérante et de mœurs faciles, comme beaucoup de prêtres italiens. Ainsi entourée de gens respectables par leur âge ou leur caractère, miss Martha, suffisamment à l'abri des méchans propos, refusa d'étendre plus loin le cercle de ses connaissances. Pour mêler les usages de son pays à ceux de Venise, elle invita sa petite cour à venir prendre le thé à

l'Hôtel-Royal pendant la *seconda sera*, c'est-à-dire de dix heures à minuit. Venise est la ville du monde où l'on sait le mieux jouir des plaisirs de l'habitude. Don Alvisé ne manqua pas un seul jour au rendez-vous. Mistress Hobbes l'accablait de commissions que le bon jeune homme regardait comme autant d'insignes faveurs; en remplissant avec zèle et intelligence ses fonctions de pourvoyeur ou d'économe, il eut bientôt conquis le titre d'ami. A la vérité, dans l'esprit de miss Martha, il n'en avait que le titre; mais le cœur plus riche de mistress Hobbes lui fit goûter les douceurs d'une amitié pure de tout mélange. La vénérable gouvernante lui accorda une confiance sans bornes. Comme la très affligée Doloride, qui s'y reprit à plusieurs fois pour raconter au grand don Quichotte ses terribles aventures, mistress Hobbes remplit quelques soirées du lamentable récit de ses malheurs. Ce récit ne pouvait être complet sans qu'elle en vint à parler de miss Martha. Dans ces momens, l'attention de l'auditeur se détournait de l'héroïne de l'histoire pour s'attacher au personnage secondaire. Il était curieux, le bon Centoni, et faisait volontiers la chasse aux secrets, mais sans malice, pour le seul plaisir de connaître les affaires de ses amis, et parce que tout problème demande une solution. D'ailleurs il n'abusait pas plus des informations qu'il recueillait que de ses découvertes sur les causes véritables de la pendaïson de Memmo. Sa curiosité une fois éveillée par les demi-confidences de la gouvernante, il se mit à observer miss Martha. Il s'aperçut alors que cette belle personne avait souvent des accès de profonde rêverie. On eût dit qu'elle songeait à quelque roman commencé dans un jardin de la verte Irlande, et dont le dénouement devait se trouver sous le toit d'un de ces *cottages* aux murs de briques, qui font naître dans l'imagination du passant les tableaux de la vie domestique et du bonheur tranquille. Le temps de son séjour en Italie n'était sans doute que l'entr'acte d'un drame sentimental. Lorsque don Alvisé allait au palais Grimani retirer les lettres de ses deux amies, il en examinait les adresses et les timbres en se disant que c'était pour vérifier si l'employé de la poste restante ne se trompait pas. Quelques-unes de ces lettres venaient de Hanovre; celles-là étaient reçues avec plus de plaisir que les autres. A force de rapprochemens entre ses observations particulières et les récits de la gouvernante, don Alvisé finit par apprendre à bâtons rompus le roman de la belle Irlandaise.

Miss Martha Lovel était la fille naturelle d'un grand personnage du royaume-uni. Ce nom de Lovel était celui de sa mère, qu'elle n'avait jamais connue. Son père, obligé de la tenir éloignée de lui, la mit au couvent, où elle reçut une excellente éducation. Elle en sortit à vingt ans pour aller habiter une petite ville du comté de Limerick, chez d'honnêtes bourgeois catholiques, auxquels un banquier de Du-

blin payait régulièrement une forte pension. Dans le voisinage demeurait une famille anglaise : le fils aîné du voisin eut le bonheur de plaire à miss Lovel ; il voulut l'épouser ; mais ce jeune homme était protestant, et la différence des religions éleva des obstacles insurmontables. L'accord ne put s'établir qu'entre les deux amans. Au milieu des pourparlers, une lettre du banquier de Dublin fit savoir à miss Martha que le prochain trimestre de sa pension lui serait payé à Turin et les suivans dans toute autre ville d'Italie où il lui plairait de résider. Une dame de compagnie vint la chercher, il fallut partir. Le jeune voisin, au désespoir, voulut aussi quitter son pays et s'en alla chercher fortune dans le royaume de Hanovre, où il avait des protecteurs. Miss Lovel, docile aux volontés de son père, promena sa tristesse en Italie. La gouvernante, en lui témoignant un tendre intérêt, sut gagner sa confiance et son amitié. Ces dames, comme on l'a pu voir, vivaient ensemble en parfaite intelligence. Le séjour et les mœurs pittoresques de Venise leur plaisaient également à toutes deux. Centoni, admis dans leur intimité, jouissait du bonheur présent sans penser que ces relations agréables dussent jamais finir ; un mot de la gouvernante lui ouvrit les yeux. — Hélas ! lui dit un soir mistress Hobbes en lui versant une tasse de thé, cette situation ne peut pas durer ; le noble lord qui se dérobe aux embrassemens de sa fille n'a pas longtemps à vivre. Une maladie qu'il a contractée aux Indes peut l'enlever d'un instant à l'autre. Il a dû prendre les mesures nécessaires pour assurer l'avenir de son enfant. Martha se réveillera un de ces jours deux ou trois fois millionnaire.

— Je comprends, dit Centoni ; le premier usage qu'elle voudra faire de sa liberté sera de s'envoler dans ces pays du nord où je n'irai jamais.

— Pourquoi ne vous verrait-on pas quelque jour à Londres ? demanda mistress Hobbes.

Centoni baissa la tête et garda le silence. En sortant de l'hôtel Danieli ce soir-là, sa chère Venise lui apparut pour la première fois comme une prison entourée d'eau. Pilowitz, qui l'accompagnait, avait cru remarquer que ce garçon dont il se moquait en savait plus que lui sur la vie et les antécédens de miss Lovel. Persuadé qu'il obtiendrait sans peine des éclaircissemens, il entraîna Centoni au café Florian. Les précautions oratoires lui semblant superflues avec un tel homme, il formula nettement ses questions : — Quel peut être, dit-il, cet étrange caprice de notre amie de vivre ainsi dans l'isolement, à Venise, et d'y passer les plus belles années de sa jeunesse, quand elle pourrait jouir de sa fortune et de sa beauté dans une grande capitale ? Assurément ce n'est pas une aventurière, et l'on voit bien qu'elle ne voyage pas à la re-

cherche d'un mari. N'a-t-elle donc pas de famille, point de surveillans à qui elle doit compte de ses actions? D'où lui viennent ses distractions et son air d'indifférence? Ce séjour en Italie, est-ce un temps de repos nécessaire à la guérison de quelque blessure, ou bien un rendez-vous donné à longue échéance?

— Vous m'y faites songer, répondit don Alvise, il y a là-dessous quelque mystère.

— Notre amie attend, reprit Pilowitz.

— Je le crois comme vous.

— Mais qu'est-ce qu'elle attend?

— Voilà ce qu'il faudrait savoir, répondit don Alvise.

— La dame de compagnie vous aime furieusement; elle a dû vous faire des confidences?

— Des confidences qui vous intéresseront, j'en suis sûr.

— Conte-moi cela, dit Pilowitz.

— Volontiers. Mistress Hobbes est une personne de grand mérite, comme vous savez. Imaginez-vous qu'elle a éprouvé des revers de fortune effroyables...

— Si vous m'en croyez, interrompit le capitaine, nous remettons à demain l'histoire de la gouvernante. Dites-moi plutôt le secret de miss Martha.

— *Magari!* s'écria don Alvise; je voudrais bien connaître son secret (1).

Pour la première fois de sa vie, le seigneur Centoni venait de répondre d'une manière évasive et dissimulée. Pour la première fois, il venait de mettre un frein à son incontinence de langue et d'appeler à son aide la dose naturelle de ruse que tout bon Italien, même le plus naïf, recèle au fond de son âme. Sur le terrain où la lutte s'engageait, Pilowitz ne pouvait manquer d'être battu. Il suffisait pour le comprendre de comparer la face large et le nez rond du Hongrois aux traits aquilins du Vénète. Le capitaine ne put obtenir d'autre communication que le récit des malheurs de mistress Hobbes. — Mon cher seigneur, dit-il à don Alvise au moment de le quitter, vous épouseriez une princesse, si vous pouviez vous résoudre à lui consacrer les soins que vous prodiguez à des subalternes.

— Peut-être, répondit Centoni; mais la princesse n'a que faire de mes soins et ne s'en soucie pas, tandis que les subalternes ont besoin de mes services. Les petites gens et les petites choses sont assez grandes pour moi. L'essentiel est de s'occuper et de ne pas mourir sans avoir fait un peu de bien.

(1) *Magari* est une exclamation populaire du dialecte vénitien, dont le sens varie entre *non* et *plût au ciel!*

— Vous oubliez un mot, reprit Pilowitz; il faut encore aimer quelqu'un.

— Cher capitaine, cela viendra, s'il plaît à Dieu, car l'amour vient de Dieu et à Dieu retourne.

Don Alvise rentra chez lui si étonné de sa finesse et de sa discrétion, qu'en se mettant au lit il crut devoir procéder à un examen de conscience qui ne lui apprit rien, et pendant lequel il s'endormit profondément.

Souvent les deux dames étrangères parcouraient les boutiques établies sur le pont du Rialto, où se trouvent les meilleurs orfèvres de Venise. Un jour, miss Martha voulut passer derrière ces boutiques pour regarder les magnifiques façades des palais qui bordent les deux rives du Grand-Canal. Du haut du pont, mistress Hobbes lut cette inscription : *Riva-del-Carbon*. — C'est ici que demeure le signor Centoni, dit-elle. Si nous allions frapper à sa porte, je suis sûre que notre visite le comblerait de joie.

Miss Lovel, qui se sentait en belle humeur, accepta la proposition. — Ce devait être une chose curieuse que l'intérieur d'un don Fa-tutto. En y arrivant à l'improviste, on pouvait espérer de surprendre le maître du logis dans l'exercice de ses manies. Les deux étrangères descendirent du pont sur la rive. Un gondolier leur indiqua la maison du seigneur Centoni et l'étage qu'il habitait, car à Venise on ne trouve de concierge que dans les palais des hauts fonctionnaires. Au fond d'une galerie lambrissée en vieux chêne, avec des restes de dorures aux corniches, miss Martha vit une porte garnie de bourrelets, chose rare en Italie. La carte de visite de don Alvise était fixée au-dessus de la serrure. Au bruit de la sonnette répondit une voix d'homme qui appelait *Teresa!* De son côté, la servante criait : *Vegno, vegno*; mais, comme elle ne venait pas, le patron finit par ouvrir lui-même. Mistress Hobbes ne s'était pas trompée : Centoni poussa un cri de joie en la voyant, et lui pressa les mains avec émotion. Que de gens, disait-il, allaient lui porter envie! Pour lui, le jour marqué par une si grande faveur était trois fois heureux, et le souvenir lui en devait rester gravé dans le cœur jusqu'au dernier souffle de sa vie. Quand il eut offert ses meilleurs fauteuils, il courut à l'office chercher des gâteaux et du raisin. Les deux dames eurent beau s'en défendre, il leur fallut accepter cette collation, servie sur un guéridon. — Goûtez ces fruits, disait don Alvise; ils ne viennent pas du marché de l'*Herberie*. Ça me les envoie de la campagne, et jamais ils n'auront si belle occasion de se faire manger.

Tout en goûtant le raisin, miss Lovel promenait ses regards autour d'elle. L'appartement, garni de vieux meubles, lui parut confortable et entretenu avec soin. Elle remarqua sur le bureau de

travail un nombre considérable de petits paquets semblables à des fuseaux, enveloppés de papier et rangés symétriquement. Elle demanda ce que c'était.

— N'avez-vous jamais vu, répondit don Alvise, un pauvre homme qui taille du matin au soir des cure-dents de bois sur le pont des *Fuseri*? La dextérité de cet homme est vraiment extraordinaire. Ce matin, je me suis arrêté devant son éventaire, et je l'ai fait jaser. Il faut tailler bien des petits morceaux de bois pour gagner le nécessaire d'une famille! Ce pauvre diable m'a intéressé. Bref, je lui ai acheté toute sa pacotille, et me voilà pourvu de cure-dents...

— Et d'un nouvel ami, interrompit miss Lovel en riant. Le marchand de cure-dents manquait sur votre liste.

— Riez, signorina, reprit don Alvise avec bonhomie. Moquez-vous de moi; je ne me défendrai pas, trop heureux de voir un éclair de malice briller dans vos beaux yeux. En souvenir de ce moment de gaité, daignez accepter un paquet de cure-dents. Vous aussi, bonne mistress Hobbes; il faut m'aider à me défaire de ma marchandise.

Tandis que Centoni distribuait ses cure-dents, un coup de sonnette résonna dans l'antichambre. On entendit chuchoter deux voix de femmes; la porte s'ouvrit brusquement, et l'on vit entrer une grande et belle fille du peuple nu-tête et bras nus, tenant un éventail en papier vert. — C'est toi, Susannette, lui dit don Alvise. Attends un peu, ma fille; tu vois bien que je suis en compagnie.

Mais la jeune fille passa devant les dames en priant leurs seigneuries de l'excuser, et se mit à parler dans son dialecte avec une pétulance tout à fait vénitienne. — Je n'ai que vous au monde, dit-elle d'une voix émue et mélodieuse; je n'ai que vous, cher *sior* Alvise, et un malheur, n'est-ce pas une affaire qui presse? Ah! je le savais bien que nos maîtres les *habits blancs* ne tiendraient pas leurs promesses. Quand ils sont venus prendre mon frère Matteo pour le faire soldat malgré lui, n'ont-ils pas dit à ma mère que son fils ne quitterait pas le pays, qu'on l'enverrait dans un régiment à Vicence ou tout au plus à Brescia? Et ne m'ont-ils pas dit à moi-même que si le *bon gouvernement* a besoin de tant de soldats, c'est pour tenir dans l'obéissance les avocats, les bourgeois et les nobles de ces provinces lombardes, qui sont des mécontents et des rebelles? Est-ce une chose honnête que de vouloir nous souffler des idées de haine pour nos patrons? Comme si nous ne savions pas que l'Allemagne enlève aux riches de ces provinces leur argent et à nous notre sang! Aujourd'hui mon frère Matteo reçoit sa feuille de route, et le dépôt de son régiment est à Klagenfurt. Est-ce pour tenir dans l'obéissance les nobles de Lombardie qu'on l'envoie de l'autre côté des neiges? La belle vie que nous allons mener, ma mère et moi, à

l'attendre et à pleurer pendant huit ans, sans savoir s'il se bat en Pologne ou en Turquie, s'il a le mal du pays ou la fièvre, s'il reçoit des coups de bâton ou une balle de fusil dans le corps!... Un garçon de vingt ans et l'un des plus beaux hommes de Venise!

— Calme-toi, dit le seigneur Centoni.

— Non, je ne me calmerai pas, car maintenant voilà que mon frère ne veut pas partir. Il s'enfuira dans les montagnes et se fera peut-être fusiller comme un chien, à moins pourtant qu'il n'y ait du vrai dans la rumeur qui court parmi les ouvriers de la Mira.

— Que dit-on donc, demanda don Alvise, dans la fabrique de bougies stéariques?

— On dit que Pie IX va excommunier les habits blancs, et que le tailleur Toffoli va rétablir la république et le doge.

— Les imbéciles! s'écria Centoni. Il faudrait rappeler à Toffoli ce proverbe ancien : « tailleur, mêle-toi de faire des habits. » Et toi, Susannette, mêle-toi de faire de la dentelle comme une gentille et habile ouvrière que tu es. Laisse la politique, ce n'est pas ton métier. Je connais de bonnes gens et des cœurs généreux sous les uniformes blancs. Le général Zichy est du nombre. Il commande à Venise depuis plus de vingt ans et ne veut que du bien aux Vénitiens; je lui parlerai. Surtout que ton frère ne s'avise pas de désertier. Je te promets qu'il sera envoyé à Vicence ou à Vérone, et que ta mère le reverra deux ou trois fois par an.

— Oh! alors, s'écria la jeune fille en s'essuyant les yeux, du moment que votre seigneurie s'intéresse à nous, je suis tranquille. Je ne pleure plus, voilà qui est fini. Et quand dois-je venir la remercier?

— Demain j'aurai des nouvelles à te donner. Va, Susannette, sois prudente, et ne dis pas de mal du bon gouvernement.

— Non, non, c'est du bien de votre seigneurie que je dirai, et si elle veut savoir où il y a un cœur qui l'aime, c'est là dedans, entendez-vous? Là dedans bat un pauvre cœur qui vous aime.

La jeune fille se frappa la poitrine avec son éventail, fit deux petites révérences, et sortit en demandant pardon aux belles dames de les avoir dérangées. Elle n'était pas encore dans la rue quand la face épanouie de la servante Teresa parut entre les deux battans de la porte. — Que me veux-tu, toi? lui dit Centoni. Tu vois bien que je suis occupé.

— La *piccina*, répondit la servante, la *piccina* qui désire vous parler.

— Fort bien, dit don Alvise, j'ai préparé son affaire. Remets-lui ce petit carton, elle y trouvera ce qu'il lui faut.

— Elle ne le prendra pas, répondit Teresa.

— Comment! elle ne le prendra pas?

— Eh! non, elle est fière, cette naine. Dans son méchant fourreau, il y a une bonne lame. Au fait, son père était patron d'une grosse barque, et il s'est noyé dans la grande mer. Elle ne peut pas me baiser la main. Elle ne recevra pas d'une main qu'elle ne peut pas baiser.

— Eh bien! elle attendra. Dis-lui que je suis en conférence avec des personnes de qualité.

Les deux dames prièrent Centoni de ne point retarder ses audiences. Il comprit à leur insistance qu'elles s'amusaient à voir cette procession de figures populaires, et il consentit à leur en donner la comédie. Sur un signe de son maître, Teresa sortit laissant la porte ouverte. On entendit un pas lourd et irrégulier dans l'antichambre, et l'on vit entrer un de ces êtres rachitiques et difformes dont l'Italie fourmille, un de ces pauvres rebuts de l'espèce humaine auxquels les climats du nord ne pardonnent pas, mais qui sous le ciel clément du midi parviennent à travers toute sorte de souffrances à l'âge mûr et même à la vieillesse. Celui-ci était une fille de seize ans qui paraissait en avoir douze, à peine haute d'un mètre, la poitrine étroite, la taille déjetée par suite d'un mouvement de hanche qu'elle faisait en boitant de la jambe droite. Ses traits délicats et allongés avaient une expression singulière de mélancolie et de courage. Par une sorte de dérision, la nature avait accordé à cette enfant disgraciée un des plus beaux ornemens de la jeunesse et de la puberté. Les cheveux mal peignés de la naine étaient fins, abondans et d'un blond virginal; le désordre même de sa chevelure donnait une certaine grâce à son visage pâle.

— Viens ici, Betta, que je te voie de près, lui dit Centoni. Tu as l'air bien gaillard aujourd'hui; est-ce que tu as fait un héritage?

— *Altro!* répondit la naine, bien autre chose qu'un héritage; je ne souffre plus, et je marche!

— Tu marches en te balançant comme une gondole à une seule rame. Et tes bains de fange, les as-tu pris?

— *Sior*, oui, répondit Betta; mais c'est le brodequin surtout qui est un *capo d'opera*. Avec cela, je vais droit mon chemin; je monte, je descends les escaliers, et je passe les ponts comme si je traversais ma chambre.

— Voyons un peu ce chef-d'œuvre.

Miss Martha sentit un frisson lui parcourir tout le corps, tandis que la naine montrait avec orgueil son pied bot serré dans un brodequin orthopédique.

— En effet, dit Centoni, voilà un ouvrage d'art. Faut-il solliciter pour toi un engagement de première ballerine au théâtre de la Fenice?

— Non, répondit Betta en se dressant d'un air scandalisé; mais

de ce pied boiteux je suis prête à faire quatre lieues pour votre service. J'irais même plus loin encore, et je donnerais pour vous ma bonne jambe et tout le reste de ma chétive personne. Si je ne pense pas ce que je dis, je veux voguer demain dans la barque des morts.

— Ne t'échauffe pas ainsi, ma mignonne, dit don Alvise. Tu ne vois pas que je te fais bavarder pour amuser ces deux dames qui nous écoutent. Tiens, voici douze cachets de bains pour l'établissement de Saint-Samuel, et quand ton brodequin magique sera usé, on t'en fera un autre.

Betta s'empara de la main qui lui présentait les cachets de bain et y déposa un baiser. Miss Martha demanda en français à don Alvise si elle pouvait ajouter une pièce de monnaie à son offrande.

— Essayez, répondit-il.

Betta devina l'intention de la dame étrangère. Ses grands yeux verts prirent une expression mêlée de reproche et de fierté. — *Comtessine*, dit-elle, je ne suis pas fâchée. Vos seigneuries m'ont honorée en daignant s'occuper de moi.

— Eh bien ! répondit miss Lovel, vous devez accepter mon petit présent non comme une réparation, mais comme un signe d'amitié.

La naine rabattit un peu de sa majesté en voyant sortir une pièce d'or de la bourse de la *comtessine*. Elle saisit la pièce avec plus de vivacité qu'il ne convenait à la fille d'un patron de grosse barque, et baisa le napoléon d'or, n'osant pas baiser la main.

— Que feras-tu d'un si beau *régat*? demanda don Alvise.

— Ce sera, répondit-elle, pour *avancer* ma vie de quelques jours (1).

— A la bonne heure ! A présent va avec Dieu, ma pauvrette ; va te plonger dans cette vase bénite qui guérit tous les maux.

On s'imagine à Venise et dans tous les pays environnans que la fange infecte des lagunes a des vertus merveilleuses pour la guérison des estropiés et des scrofuleux. Dans la saison des bains, ce préjugé met en mouvement une armée de malades et de contrefaits qui s'en retournent chez eux à l'automne, contrefaits et malades comme ils sont venus. Après le départ de la naine, les deux dames prirent congé de Centoni, et lui rappelèrent qu'il devait se rendre chez le gouverneur militaire, car elles ne voulaient pas que le frère de Susannette fût envoyé à Klagenfurt.

Dès que mistress Hobbes eut mis le pied sur la rive *del Carbon*, elle croisa ses deux bras dans une attitude solennelle. — Eh bien ! Martha, dit-elle, trouvez-vous encore que les occupations de notre ami ne sont que des riens?

(1) *Per avanzar qualche zorni di vita*, locution vénitienne.

— Les hommes de ce caractère, répondit miss Martha, ont beaucoup de ressemblance avec les enfans, qui font une chose bonne et utile entre deux sottises et sans discernement.

— Que pensez-vous donc, reprit mistress Hobbes, d'un jeune homme qui dédaigne les plaisirs et les succès de son âge pour se vouer au soulagement de toutes les infortunes?

— Je pense qu'il est difficile de savoir le véritable mobile des actions d'un fou. Je pense que notre ami n'a qu'une seule passion, la manie des petites affaires, et que Betta, Susannette, le marchand de cure-dents, vous et moi, c'est tout un pour lui. Je n'oserais pas me vanter de l'emporter dans son cœur sur le conducteur du vélocifère ou l'aubergiste du Frioul.

— Ainsi, dit mistress Hobbes, malgré ce que vous venez de voir, vous ne lui témoignerez pas plus de considération qu'auparavant?

— A quoi bon? Il ne s'apercevrait de rien, et j'en serais pour mes frais de considération.

— Voilà bien la jeunesse! murmura la gouvernante; toutes les vertus du monde ne lui font pas oublier un ridicule.

III.

Il est nécessaire, pour l'intelligence de cette très véritable histoire, de rappeler en deux mots au lecteur quel était alors l'état des esprits en Italie. Depuis l'avènement de Pie IX au trône de saint Pierre, l'agitation se répandait d'un bout à l'autre de la péninsule. Le pontife, en querelle avec la cour de Vienne, se laissait dire qu'il était un prince libéral, et Charles-Albert, voyant approcher l'occasion de se mettre une couronne sur la tête, se préparait à tirer l'épée. Tandis que des émeutes éclataient à Gênes, en Calabre, en Sicile, les populations de la Lombardie, comprimées par les garnisons allemandes, trouvaient cependant le moyen de s'agiter sans sortir de la légalité. Venise seule demeurait calme et semblait insouciant. On y évitait de parler des nouvelles apportées par les lettres particulières, et dont la gazette officielle atténuait la gravité. Le congrès des savans qui se réunissait à Venise cette année-là, et dont la première séance eut lieu le 13 septembre, absorbait l'attention de la bourgeoisie; mais le sens politique de la population n'était qu'endormi : pour le réveiller, il ne fallait qu'un incident. Daniel Manin mit le feu aux poudres en transformant le congrès en club. Un homme aimé de tout le monde, le poète Tomaseo, lui prêta son concours. Leur arrestation fut décidée; ils s'y attendaient, et cet acte arbitraire était même un épisode de la révolution sur lequel ils comptaient. Le tailleur Toffoli organisa des manifestations publiques. Aussitôt les officiers de la garnison cessèrent de se mon-

irer dans les salons; ils se réunirent devant le café Quadri, situé du côté des Procuraties-Vieilles. Le camp de l'Allemagne et celui de l'Italie étaient en face l'un de l'autre. Un espace de quelques mètres seulement les séparait, mais il n'y avait déjà plus de rapprochement possible entre eux. Venise s'était réveillée, et le cadavre galvanisé, debout et plein de vie, ne pouvait plus se rendre-mir. Tout à coup une immense clameur remplit la ville entière : une révolution avait éclaté à Paris. Bientôt après cette nouvelle on recevait celle des insurrections de Vienne et de Milan. Les portes de la prison s'ouvraient devant Manin et Tomaseo. Comme il arrive toujours dans ces moments de crise, le gouvernement entra dans la voie des concessions lorsqu'il était trop tard. A peine eut-il accordé l'organisation d'une garde civique, que la population voulut se servir de ses armes pour expulser la garnison. Les troupes occupaient encore leurs casernes, quand Manin, monté sur une table de café, proclama la république. Tout autre que le général comte Zichy, gouverneur militaire, se serait donné le facile plaisir d'un massacre. Cet homme généreux préféra le blâme de son gouvernement à celui de l'histoire, sachant bien qu'il risquait sa tête, et il faillit la perdre en effet. Le gouverneur civil partit pour Trieste par mer tandis que la garnison prenait la route de Vérone. — La révolution était un fait accompli.

En se retrouvant tout à coup citoyen d'une ville libre, Centoni éprouva une sorte de stupeur. D'abord il crut rêver; mais bientôt ce fut sa vie passée qui lui apparut comme un rêve pénible. Lui seul n'avait pris aucune part à la délivrance de son pays. Pour comble d'humiliation, lorsqu'il se demandait ce qu'il aurait pu faire, il ne le voyait pas. Se mêler à des émeutes, pousser des cris séditieux, s'armer d'un fusil, tuer un soldat qui fait son devoir, toutes ces choses lui inspiraient une horreur insurmontable. Dans sa perplexité, il s'en alla consulter ses amies de l'hôtel Danieli. Elles étaient occupées des préparatifs d'une illumination. Miss Lovel envoyait chercher des feux du Bengale et des lanternes vénitienues pour éclairer ses fenêtres. Cependant elle prit le temps d'écouter la confession, les scrupules et remords de Centoni. — Mon pauvre ami, lui dit-elle ensuite avec une gravité comique, ce mystère qui vous inquiète peut s'expliquer d'un mot : en temps de révolution, vous n'êtes bon à rien.

— Vous avez raison, répondit don Alvise ingénument; il est évident que je ne suis bon à rien.

Les étrangers n'avaient pas attendu la capitulation pour s'enfuir. Miss Martha au contraire savait gré à la population de Venise de lui avoir fait oublier ses ennuis, elle ne voulut pas s'éloigner mal-

gré les prières de mistress Hobbes. Le banquier allemand chargé de lui remettre des fonds n'avait point déserté la ville, et promettait de continuer à lui payer exactement sa pension; en conséquence elle déclara hautement son intention de partager le sort des autres femmes de Venise, et, quand elle eut acheté un stylet de forme ancienne à lame triangulaire, elle se sentit capable de braver la soldatesque et les pillards. Les dames irlandaises finirent par être connues des gens du peuple; elles circulaient au milieu des rassemblemens et recevaient des témoignages de sympathie dont elles étaient flattées. Il y eut fête à l'hôtel Danieli le jour qu'on y apprit la victoire de l'armée piémontaise à Goïto, et celui où le vieux général Pepe et le colonel Ulloa entrèrent dans la ville à la tête du bataillon des volontaires napolitains. Miss Lovel prenait des leçons de son gondolier pour s'exercer au maniement du stylet. Elle se moquait de Centoni, qui ne voulait pas même se munir d'un couteau, tandis que les autres jeunes gens ne sortaient plus sans être armés jusqu'aux dents. Aux plaisanteries de son amie, don Alvise répondait que Radetzky n'était pas aux portes, qu'il y avait entre Venise et lui trois milles et demi d'eau salée, plus la forteresse de Malghera, garnie de bonnes pièces de canon. Un coup de main ou un assaut n'était point ce qu'il craignait; mais il ne dissimulait pas son inquiétude sur d'autres sujets que miss Martha traitait de bagatelles. Dans la prévision d'un blocus, il évaluait en chiffres les ressources des assiégés, et fixait d'avance le jour où la viande manquerait, puis les légumes et ensuite le pain, à moins qu'on ne prit des mesures pour s'assurer avec la terre ferme des communications que Radetzky ne pût pas intercepter. En le voyant tirer de sa poche quantité de notes et de bouts de papier pour se livrer à ses calculs, miss Martha faisait des signes à sa gouvernante et se touchait le front du doigt, comme pour dire : « Voilà notre ami qui retombe dans ses manies, » ou bien elle perdait patience et brouillait ensemble tous les papiers en disant : — Laissez donc ces minuties; nous mangerons du pain et des huîtres, si la viande vient à manquer.

Lorsque le roi de Piémont envoya au gouvernement provisoire une somme de huit cent mille livres, miss Lovel pensait que cela mettrait fin aux supputations; mais don Alvise essaya de lui faire comprendre que, les dépenses de la république s'élevant à un peu plus de deux millions par mois, l'argent du Piémont se trouverait absorbé au bout de dix ou douze jours, à quoi miss Lovel répondit qu'elle avait l'âme trop grande pour s'occuper de ces détails, et qu'il lui importait peu de dîner bien ou mal, pourvu que ce fût dans une ville libre.

Centoni arriva un matin à l'Hôtel-Royal avec un air soucieux

et embarrassé. Il demanda audience aux deux dames; tira de sa poche un large papier, l'ouvrit et le referma en toussant, comme pour se préparer à faire un discours. — Je ne sais, dit-il enfin, je ne sais si je dois vous donner communication d'une mesure que le dictateur vient de prendre, et à laquelle votre qualité d'étrangères vous dispense de vous associer. Vous allez peut-être me trouver indiscret. Une commission a été nommée pour provoquer et recevoir les dons volontaires. Un membre de cette commission m'a chargé de recueillir des souscriptions. Faut-il vous montrer ma liste?

— Assurément, dit miss Lovel; je souscris pour deux cents florins.

— Et moi, pour vingt-cinq, s'écria la gouvernante avec enthousiasme.

— C'est trop, chère signorina, c'est trop, bonne mistress Hobbes, disait Centoni.

Mais les deux dames avaient déjà pris la plume et posaient leur signature sur le papier. Elles s'amuserent ensuite à parcourir la liste et à déchiffrer les noms des souscripteurs. Tous les amis de don Alvisé y figuraient, petits et grands, depuis Susannette et Betta jusqu'à l'abbé Gherbini. Le commandeur Fiorelli, trop craintif pour oser mettre sa signature sur un papier dont l'avenir pouvait faire une pièce à conviction, avait donné cinquante florins, mais en gardant l'anonyme.

— Et vous, seigneur Alvisé, dit miss Martha, d'où vient que je ne vois pas votre nom sur cette pancarte?

— Je souscrirai le dernier, répondit don Alvisé.

— Ah! reprit Martha en souriant, il paraît que vous n'avez pas l'intention d'étonner vos concitoyens par l'excès de votre générosité. Fi! un patricien! un homme qui se vante d'aimer Venise comme une maîtresse! un homme riche! Allons, prenez cette plume; il faut dénouer les cordons de votre bourse, si vous voulez conserver mon estime.

— Je les dénouerai, signorina; j'y ai réfléchi.

— C'est-à-dire qu'au lieu de vous abandonner à votre premier mouvement, vous avez mûrement délibéré sur le petit sacrifice que la raison vous permet de faire à la patrie en danger.

— Précisément, répondit Centoni.

— Eh bien! quelle que soit la somme, il faut la doubler.

— Je ne le pourrais, signorina.

— Écrivez donc ce que vous voudrez, mais prenez cette plume. Je saurai ce que vous coûtera l'amour de la patrie tempéré par la réflexion, la prudence et l'économie.

— Comme votre seigneurie le commande, répondit gaiement Centoni en imitant le parler courtois des gondoliers.

Il prit la plume, et de sa plus belle écriture il traça les mots suivants : « Le soussigné donne à la république toute sa fortune. » Et il signa : « Alvise Centoni. »

— Quoi ! sérieusement, dit mistress Hobbes, vous donnez toute votre fortune à la république ?

— Avec le regret, répondit don Alvise, de n'avoir pas cent millions à lui offrir.

Les deux Irlandaises échangèrent quelques mots dans leur langue. La vieille dame parlait avec vivacité, tandis que la jeune fille baissait les yeux d'un air confus. A la fin, mistress Hobbes se tourna vers Centoni en lui disant : — Cher seigneur, je n'ai jamais douté de votre belle âme. Vous êtes le plus galant homme que je connaisse; embrassons-nous.

Et quand don Alvise l'eût embrassée, elle ajouta : — Allons, ma chère Martha, point de fausse honte; vous avez une injustice à réparer.

Miss Martha tendit les deux mains à don Alvise : — Embrassons-nous donc, lui dit-elle; c'est une faible réparation pour vous avoir si mal jugé.

— Je m'en contente, répondit Centoni en lui baisant les deux joues, et maintenant je puis écrire à votre compte, sur mes registres, le mot fameux de Loredan, lorsqu'on lui annonça la mort du doge Foscari : *Ha pagato*. Vous ne me devez plus rien.

IV.

Le dictateur, en parcourant un matin les listes des souscriptions volontaires en faveur de la république, poussa une exclamation de surprise et donna l'ordre à son secrétaire d'aller lui chercher un certain Alvise Centoni, demeurant *Riva-del-Carbon*. Le secrétaire trouva Centoni dressant l'inventaire de ses objets précieux et calculant ce que valaient son argenterie, les diamans de sa défunte mère et les portraits de ses aïeux Léonard et Marc Centoni, ouvrages du Titien. Pour l'arracher à cette occupation, il fallut lui répéter que le dictateur avait à l'entretenir d'une affaire qui ne souffrirait pas de retard. Arrivé au palais du gouvernement, il fut introduit dans un petit salon où Manin entra par une autre porte.

— En quoi consiste votre fortune ? lui demanda le dictateur.

— En un château et trois fermes sur les bords du Sile, répondit Centoni, en vignes, prés, terres labourables de bon rapport, le tout affermé moyennant douze mille florins par an, et représentant un capital d'environ quatre cent mille florins, soit un million de livres italiennes.

— Mais comment ferez-vous pour donner à la république des terres et des immeubles ?

— Rien de plus simple : j'ai du crédit, j'emprunterai une somme égale à la valeur de mes biens, et plus tard je les mettrai en vente pour rembourser mes emprunts.

— Vous êtes l'homme qu'il me faut, dit le dictateur. J'ai autre chose à vous proposer ; suivez-moi dans mon cabinet.

L'audience dura deux grandes heures. Au moment où Centoni prenait congé, un émissaire expédié de Mestre vint annoncer que le feld-maréchal Radetzky était entré à Vicence ; l'armée piémontaise était en retraite sur Milan, et la route de Padoue interceptée par un corps de neuf mille Autrichiens en marche vers les lagunes.

— Que dites-vous de ces nouvelles ? demanda le dictateur.

— Je n'y vois, répondit Centoni, qu'une raison de plus de me hâter.

— Ainsi vous tenterez l'entreprise ?

— N'en doutez pas.

— Voilà la réponse que j'espérais. Adieu, et puissiez-vous réussir !

En sortant de son audience, le bon Centoni donnait à ses réflexions la forme usitée au théâtre du monologue. — Attention, se disait-il ; tu t'es embarqué dans une affaire d'où dépend peut-être le salut de Venise. Il ne s'agit pas de dire comme les militaires : « Je me ferai casser la tête ou je réussirai ; » il faut réussir et ne point se faire casser la tête. Et qui sait si, au retour de ton expédition, tu n'embrasseras pas encore une fois la plus belle personne des trois royaumes ?

Le bon Centoni consultait volontiers sa servante, comme les gens de mœurs simples et patriarcales. Il fit part à Teresa du besoin qu'il avait de deux ou trois personnes dévouées pour l'assister dans une expédition difficile et dangereuse. Teresa prit son menton dans sa main droite, se gratta le coude avec sa main gauche, et après une minute de réflexion : — Patron, dit-elle, ce n'est pas peu de chose au moins ce que vous demandez ! Du courage et du dévouement, cela ne court pas les rues ; mais s'il s'en trouve encore dans Venise, je ne vois qu'un moyen de le savoir : vous avez sauvé tant de gens de la faim, de la maladie ou de la prison ! assemblez-les et leur contez votre affaire. Nous serons bien oubliés de Dieu et de saint Marc, si nous ne mettons pas la main sur deux ou trois hommes de cœur.

— Ton avis doit être excellent, répondit Centoni, puisqu'il s'est rencontré avec le mien. Prends donc tes galoches, et va me querir dans les environs tout ce que tu trouveras de ces braves gens que

j'ai obligés ou secourus; fais en sorte qu'ils soient ici au *botto* (1), car le temps est précieux.

Dix ou douze personnes convoquées à la hâte par Teresa se présentèrent chez le signor Centoni à l'heure indiquée. Ce n'était pas une réunion à former une académie, c'était plutôt un bon parterre de théâtre forain; cependant remarquons en passant qu'il n'existe point de populace à Venise. Hormis les pêcheurs de Chiozza, qui ne sont pas de la ville, tout le monde se pique de politesse, et les gondoliers particulièrement ont un langage et des manières à faire envie à bien des gentilshommes. Centoni vit avec plaisir entrer dans son salon quelques paires de bras vigoureux, la plupart en manches de chemise. Au premier rang figuraient trois planteurs de pilotis, au second Matteo, le frère de Susannette, et des hommes de conditions diverses, un barcarol, un charbonnier, un crieur public. Au dernier rang, l'on voyait même des femmes; mais pour des banquiers ou des docteurs, il n'y en avait point.

— Je vous reconnais, mes amis, dit don Alvise. J'ai obligé chacun de vous, et c'est aujourd'hui que vous allez me rendre la pareille. J'espère n'avoir que l'embarras du choix. Le service que j'attends de vous est d'un intérêt général, et vous concerne tous autant que moi.

— Patron, dit le crieur public, qui se croyait autorisé par sa profession à parler au nom des assistans, vous êtes charitable au pauvre monde. Nous vous considérons comme notre père, et nous sommes prêts à mourir pour vous.

— Eh bien! mes enfans, reprit don Alvise, il s'agit de pourvoir aux approvisionnemens de Venise et d'assurer à ses défenseurs du pain et des vivres. Notre belle cité a toujours eu deux mères-nourrices aussi riches l'une que l'autre, la Marche trévisane, qui est un vrai jardin, et la fertile campagne qu'arrose la Brenta. Or les troupes de Radetzky occupent Vicence et Padoue; les Autrichiens sont à Mestre, de ce côté nous n'avons plus à recevoir que des boulets de canon. Du côté du sud, c'est-à-dire de Chiozza, les communications ne sont pas encore interrompues; mais les braves Chiozzotes sont surveillés par une citadelle remplie de fusils allemands. Il faut chercher quelque autre voie pour l'arrivée des vivres. J'ai donc résolu de partir demain avec deux ou trois bons compagnons. Nous irons au nord des lagunes, en profitant de la marée et des *parti-acqua* pour remonter en gondole le plus loin possible (2). Nous tâcherons

(1) Une heure après midi.

(2) On appelle *parti-acqua* les points de rencontre des courans qui s'établissent dans les lagunes au moment où les eaux de l'Adriatique entrent à la fois par les trois ouvertures du *Sant'-Erasmo*, des *Tre-porti* et de *Jesolo*.

d'aborder à l'endroit où l'on a détourné le cours du Sile. Là, je détacherai en éclaireur un de mes compagnons. La rivière lui servira de guide, puisqu'elle vient de Trévise; mais il n'ira pas jusqu'à cette ville, qui est occupée par l'ennemi. Après trois ou quatre heures de marche, il trouvera mon domaine de San-Damaso, et il avertira mon fermier de ma prochaine arrivée. Quand il aura pris un peu de repos, on lui donnera une barquette et un garçon de ferme pour redescendre sur le Sile. Au bout de douze heures, s'il n'est pas revenu, j'enverrai un second émissaire par un autre chemin. En attendant, nous camperons comme nous pourrons, soit à terre soit dans notre gondole. Quand nous aurons découvert un passage libre, je partirai à mon tour, et mes compagnons retourneront à Venise. Alors j'organiserai des convois, et les cultivateurs de la Marche trévisane nous enverront leurs farines à la barbe des Autrichiens, non pas pour nos beaux yeux, mais par intérêt. Vous voyez donc que le succès de cette expédition est d'une importance incomparable.

— Et pourquoi ne réussirait-elle pas? demanda un maçon.

— Il pourrait se faire, répondit Centoni, qu'un détachement de Croates fût campé au bord du Sile, que ma maison et mes fermes fussent incendiées ou pillées. Il faudra que mon éclaireur s'avance avec précaution, et quand il redescendra le cours de la rivière, il fera sagement de se coucher à plat ventre dans la barquette, s'il aperçoit des factionnaires sur la rive.

— Bien, bien, dit le maçon, je comprends.

— *Dunque*, mes enfans, poursuivit Centoni, vous avez tous bon pied, bon œil; que ceux d'entre vous qui désirent m'accompagner dans cette glorieuse mission lèvent la main.

Les assistans demeurèrent immobiles comme s'ils eussent été de marbre. Pas un d'eux ne leva seulement le petit doigt.

— Qu'est-ce donc? dit don Alvise. Il me semble que personne ne bouge.

— *Caro sior*, dit le crieur public, nous pensions qu'il s'agissait d'aller tous ensemble combattre à l'abri des remparts de Malghera, ou même d'enlever un poste d'Autrichiens et de ramener un convoi de vivres; mais pour cheminer tout seul la nuit en pays ennemi, tomber dans une embuscade et recevoir un mauvais coup sans pouvoir se défendre, on ne se sent pas pressé d'y courir. Nous sommes de pauvres habitans des lagunes, et ce sont là des dangers de terre ferme.

Les maçons prétextèrent leurs travaux; d'autres s'excusèrent en disant qu'ils ne connaissaient point le pays, et qu'ils s'égèreraient infailliblement. L'un était père de famille, l'autre venait de se marier. Une querelle s'éleva entre Matteo et Susannette, qui voulait faire partir son frère; mais Matteo objecta que, s'il était pris, on

pourrait le fusiller comme déserteur malgré la capitulation, et ses raisons furent trouvées bonnes.

— Allons, dit Centoni, je partirai donc seul.

— Non, non! cria une voix grêle; je vous suivrai, moi!

— Qui parle ainsi? demanda Centoni.

La naine Betta sortit des rangs et s'avança en boitant, mais la tête haute. — Patron, dit-elle, emmenez-moi; je connais votre château de San-Damaso. J'ai navigué avec mon père sur le Sile, la Piave et même la Livenza.

— Mais, ma fille, répondit don Alvise, il s'agit de faire plus de quatre lieues à pied.

— Je les ferai.

— Voyez un peu, reprit Centoni, où le courage va se nicher! Eh bien! c'est dit : je partirai avec Betta. Maintenant, vous autres, allez au diable.

En un moment, le salon se vida; il n'y resta que trois personnes : Matteo, Susannette et la naine.

— Moi aussi, dit Susannette, je vous accompagnerai, et si Betta ne revient pas, vous m'enverrez en éclaireur. J'ai de bonnes jambes, patron.

— Cela ne se peut pas, reprit Centoni, ta mère s'y opposerait. Tu es beaucoup trop jolie pour courir la nuit dans les chemins de traverse. Si tu tombais dans les mains d'un Croate, il te prendrait comme du butin.

— Je ne crains ni Croate, ni Bohémien, ni Morlaque, répondit la jeune fille. Celui qui voudra me prendre de force aura pour tout butin de mon couteau dans le ventre. Quant à ma mère, pour vous servir, et avec vous, elle me laisserait aller chez le Turc.

— Eh bien donc! je t'emmènerai, puisque tu as un couteau et de bonnes jambes.

— Et moi, j'ai de bons bras, dit Matteo; je sais manier la rame; je vous accompagnerai en qualité de gondolier.

— C'est convenu; soyez prêts tous trois et réunis chez moi demain au coup de midi.

Le soir, en prenant le thé préparé par mistress Hobbes, don Alvise raconta aux deux dames les événemens de la journée : sa conversation avec le dictateur, le *meeting* populaire tenu dans son salon, ses frais d'éloquence perdus et le résultat imprévu de la séance. Comme il ne songeait point à se faire valoir, qu'il pensait seulement à divertir ses deux amies, il s'aperçut qu'elles l'écoutaient d'un air fort sérieux, et qu'elles ne riaient pas même de la plaisante figure qu'il devait faire le lendemain dans sa gondole, en compagnie de deux filles du peuple, dont une boiteuse et contrefaite. Miss Lovel demeurait pensive, les sourcils froncés, les yeux fixés sur son ouvrage.

— Quelle opinion avez-vous donc de nous, dit-elle enfin, si vous croyez que nous pouvons rire de l'équipage où vous serez demain ? Vous feriez mieux de penser aux graves sujets d'inquiétude que vous nous préparez, et aux regrets que nous aurions, s'il vous arrivait malheur.

— Des regrets ! répondit Centoni ; cela ne ferait pas mon compte, car il faut absolument que je réussisse dans mon entreprise.

— Le méchant garçon ! s'écria mistress Hobbes, il ne songe qu'à ses farines !

— Pour ce qui est de vos compagnes de voyage, reprit miss Martha, j'ai si peu d'envie de m'en moquer, que, si j'étais dans leur condition, je partirais comme elles. Les lois du monde ne les embarrassent pas. Elles vont où bon leur semble, tandis que moi, tout ce que je puis faire pour vous, c'est cette bourse en soie qui ne m'expose à aucun danger.

— Serait-ce pour moi que vous travaillez ainsi ? demanda Centoni.

— Certainement, répondit miss Martha, et nous voulons vous revoir, entendez-vous ? Dussions-nous manger du pain d'avoine, nous voulons vous revoir sain et sauf.

— Bon ! dit Centoni, me voilà devenu un paladin : des regrets si je meurs, un ouvrage de vos doigts mignons si je reviens ! décidément je suis un homme heureux.

Don Alvise se sépara de ses deux amies en leur promettant de se conduire prudemment. Ce soir-là, il répéta souvent dans ses monologues qu'il était un homme heureux ; mais, une fois dans son lit, il ne songea plus qu'à ses farines, comme le lui reprochait mistress Hobbes. Le lendemain de grand matin, il parcourut la *Frezzaria* où sont les marchands de comestibles, et il acheta une provision de viandes salées. Comme tous les Vénitiens de qualité, le seigneur Centoni avait une gondole ; il tint conseil avec Beppo, vieux barcarol attaché depuis vingt ans à sa famille. On entra alors dans les jours caniculaires ; la chaleur semblait plus à craindre que la pluie ou le froid. Beppo décida qu'il fallait laisser à terre le *felse* de la gondole, — c'est ainsi qu'on appelle la cabine fermée. — On dressa la tente à rideaux, en belle toile rayée de blanc et de rose. On serra les comestibles dans le coffre. Teresa pourvut aux besoins du campement nocturne en fournissant autant de couvertures de laine qu'il y avait de voyageurs.

A midi, tout le monde étant réuni, on s'établit dans la gondole : le vieux Beppo à l'arrière et Matteo à l'avant, tous deux prêts à donner le premier coup de rame, la naine blottie sur un coussin où elle ne tenait guère plus de place qu'un chat, Susannette à côté d'elle, Centoni debout, appuyé sur un des légers poteaux de la tente. Teresa, restée sur la rive, essuyait une larme du revers de

sa main. Au moment où l'horloge de Saint-Sylvestre sonnait le douzième coup, le patron cria : *Avanti!* et la gondole, rasant l'eau comme une hirondelle, passa sous le Rialto entre deux bateaux à charbon, puis elle tourna sur la droite par le *rio dei Gesuiti* et s'enfonça dans le *sestiere* le plus peuplé de Venise. Des jeunes gens qui passaient sur le petit pont des *Santi-Apostoli* la virent glisser rapidement au-dessous d'eux, et comme le vent agitait les rideaux de la tente, ils aperçurent Susannette et Betta qui se prélassaient sur les coussins.

— Voilà, dit un garde civique, le signor Centoni qui promène des filles du peuple dans sa gondole. Il choisit bien son temps!

— Qu'est-ce que ce Centoni? demanda un volontaire napolitain.

— C'est, répondit le garde civique, un homme sans consistance et sans patriotisme, ami de tout le monde, même des fonctionnaires de l'ex-gouvernement, un infirme d'esprit, plein de manies et de ridicules.

Bientôt la gondole passa devant l'église des jésuites, et sortit de la ville par le canal de Murano. Matteo jeta un coup d'œil en arrière. — Patron, dit-il, voyez là-bas, à la pointe du *Bersaglio*, ce petit campanile qui brille au soleil comme un diamant, là est le grand saint qui veillera sur nous.

— De quel saint parles-tu? demanda Centoni.

— Se peut-il, dit Matteo, que votre seigneurie ne reconnaisse pas l'église qui porte son nom?

— Tu as raison, répondit le patron en ôtant son chapeau; que saint Alvisé nous protège (1)! Maintenant, mes enfants, nous allons convenir de nos actes, discours et mensonges. A nous deux, Betta: si tu rencontres sur les bords du Sile un caporal autrichien et qu'il te demande d'où tu viens et où tu vas, que lui répondras-tu?

— Je lui répondrai, dit la naïve, que je viens de Torcello et que je vais à la Fiera, chez ma sœur Marcelline, qui est accouchée d'hier.

— Tu as donc une sœur mariée à la Fiera?

— *Niente*, patron, je n'ai ni frère ni sœur; mais le caporal ne prendra pas une barque pour aller à Torcello, et comme la Fiera sera loin de nous, il aimera mieux me laisser passer que d'user ses bottes pour savoir si je lui ait fait une *busia*.

— Tu raisones comme un docteur de Padoue. Et si le caporal, afin d'épargner ses chaussures, te commande de lever la main et de jurer que tu as dit vrai?

— Je lèverai la main, et je jurerai par les colonnes de Saint-Marc, par la porte de San-Zuliano, par les trois cloches de San-

(1) Le nom vénitien d'Alvisé n'est autre que celui de Clodowig, Clovis, Louis, importé par les barbares du nord, et adouci par le dialecte ennemi des lagunes.

Fantino; mais pour les saints eux-mêmes, pas si sotte que de pécher en les invoquant.

— Tu es une fine mouche. Et toi, belle Susannette?

— Moi, répondit la jeune fille, du plus loin que je verrai un habit blanc, je jouerai des jambes comme si j'avais volé la *palla* d'or de Saint-Marc, et tous les caporaux du monde ne m'attrapperont pas, quand même ils n'auraient pas un fusil sur l'épaule et un sabre battant sur leurs mollets.

— Tout va bien, dit Centoni. Je ne regrette plus les maçons ni le crieur public.

Tout alla bien en effet pendant la première heure du voyage. Un léger vent d'ouest tempérait l'ardeur du soleil. La gondole avançait rapidement, laissant derrière elle un faible sillage sur le miroir uni de la lagune. Après avoir dépassé les verreries de Murano, elle eut devant elle un vaste horizon. A droite, on découvrait le Lido de Portofino, formant une longue ligne bleuâtre, à gauche la terre ferme, semblable à une ombre immense, en avant trois points blancs dessinant un triangle et qui sortaient de l'eau comme des édifices submergés : c'étaient les trois clochers de Mazorbo, Burano et Torcello. Pour suivre le droit chemin, il eût fallu passer à Mazorbo et prendre le canal *del Buffon*; mais par cette voie on s'exposait à être remarqué des vedettes autrichiennes et à tomber dans une embuscade. Afin d'échapper aux lorgnettes des officiers, Centoni se dirigea vers la droite et vint aborder à Burano. Les bonnes gens de ce village, tous marins et pêcheurs, accoururent sur le quai, où séchaient leurs filets pour s'enquérir de ce qui se passait à Venise. Centoni leur apprit l'arrivée des Autrichiens à Mestre. Le fâcheux effet de cette nouvelle fut adouci par l'assurance que le prix du poisson allait augmenter. Aussitôt la population s'agita comme une fourmilière; la flottille des pêcheurs fit ses préparatifs pour gagner la pleine mer pendant la nuit suivante, et Centoni se frotta les mains en pensant qu'il y aurait du poisson frais le lendemain au marché de la *Pescaria*.

Quatre heures étaient sonnées quand les voyageurs bien reposés sortirent de Burano. La marée montait. On ne voyait plus ces flots de vase que les eaux basses laissent à découvert. La gondole, qui mesurait huit pouces d'eau, pouvait voguer à l'aise; mais cette liberté même devenait un danger, pour peu qu'on se trompât de route. De crainte d'erreur, le patron donna l'ordre de ramer vers la saline de Saint-Félix, en suivant le chenal marqué par des faisceaux de pieux, qui ressemblaient de loin à de grosses bottes d'asperges. Le vent était tombé; le soleil se couvrait d'un léger voile et donnait cette lumière d'un rouge orangé, qui est particulière au

ciel de Venise, et que le Titien a su si bien rendre dans son tableau du *Martyre de saint Pierre le dominicain*.

— *Cattivo lume*, dit le vieux Beppo en secouant la tête.

— Pourquoi cette lumière serait-elle mauvaise ? demanda le patron.

— Parce qu'elle nous promet une nuit noire, et que les marais ne sont pas éclairés au gaz.

A partir de ce moment, Beppo, usant du privilège des vieux serviteurs, ne fit plus que geindre et maugréer. Du haut des talus de la saline, un ouvrier héla la gondole en faisant de ses mains un porte-voix : — Où donc allez-vous par-là ?

— Nous allons pêcher des poissons d'eau douce dans le Sile, répondit Centoni.

— Bon voyage ! cria l'ouvrier, et prenez garde de vous égarer dans le *Palude maggiore*.

— Cet homme veut nous effrayer, dit Betta,

Mais au bout d'une heure la gondole s'arrêta. On ne distinguait plus les trois clochers ; la saline avait disparu, et nul poteau n'indiquait de chenal à suivre. De grosses taches noires paraissaient au loin sur l'eau des lagunes. On approchait évidemment d'un immense marais. Le patron avoua son incertitude et l'embarras où il était de donner un ordre.

— Nous sommes perdus, murmurait le vieux Beppo ; nous allons échouer.

Matteo proposait de retourner en arrière ; mais Betta demanda la parole. Elle se leva de son coussin et promena ses regards de tous côtés, la main sur ses yeux en guise de visière. — C'est le soleil couchant, dit-elle, qui nous empêche de voir les objets sur notre gauche. Nous ne sommes pas loin du Sile. Regarde donc, Beppo ; les vieux ont la vue longue ; est-ce que tu ne vois pas une ligne blanche sur l'eau ?

— La petite a raison, dit Susannette, il y a là-bas une ligne blanche.

— C'est le *Taglio del Sile*, reprit la naine. Voguez de ce côté.

La gondole tourna vers la gauche, dirigée par le vieux Beppo, tandis que Matteo se servait de sa rame comme d'une sonde. L'eau avait encore trois pieds de profondeur. Bientôt la sonde ne marqua plus que deux pieds d'eau ; puis on entendit le bruit causé par le fond de la gondole, qui effleurait la vase et en faisait jaillir des globules d'air empesté.

— Cela va mal, dit le patron.

— *Avanti !* criait la naine. *Fais courage*, Beppo, *rega ! voga !* Beppo, penché sur sa rame, voguait avec le courage du déses-

poir; enfin la gondole franchit le mauvais pas et atteignit le point où le Sile entraînait jadis dans les lagunes, avant qu'on en eût détourné le cours pour le forcer à se jeter dans la Piave inférieure.

— Je vois des arbres, s'écria le patron; vive le capitaine Betta!

Pour remonter plus haut, il eût fallu passer des écluses qui pouvaient être gardées par l'ennemi. On amarra la gondole sous une touffe d'osier.

— Maintenant, mes enfans, dit Centoni, tirez les vivres du coffre et préparez le souper. Pendant ce temps-là, j'irai à la découverte d'un chemin, car il ne faut pas attendre la nuit noire pour explorer le pays.

— Restez, patron, dit Betta. Je sais déjà mon chemin. Le Sile se tortille dans la campagne comme un serpent; je ne m'amuserai pas à suivre les sentiers de halage. Ces arbres que vous voyez sont des mûriers, et vous savez bien qu'on les plante au bord des routes.

— Cette bambine a toujours raison, dit Centoni.

On soupa sur le pouce, mais de bon appétit; et si longuement que le soleil était couché quand on but le dernier coup de vin au succès de Betta.

— Il faut partir, dit la naine.

— La pauvre petite! s'écria Susannette, elle me fait pitié; si je partais à sa place?

— Non, reprit Betta, ne changeons rien aux choses convenues. Patron, mon sang et ma vie sont à votre seigneurie. Si elle veut que je réussisse, qu'elle pense à moi; tandis que je cheminerai dans la nuit.

— Oui, je penserai à toi, dit le patron, et, afin que tu n'en doutes pas, viens que je t'embrasse.

Don Alvisé souleva la naine dans ses bras comme un enfant, la pressa contre sa poitrine, et lui donna deux gros baisers en l'appelant sa chère fille.

— Oh! que je suis contente! dit-elle en rougissant. Oh! que j'ai bien fait de venir! Les habits blancs peuvent tirer sur moi.

Tous les voyageurs conduisirent Betta jusqu'au chemin bordé de mûriers.

— Me voici bien dans la direction de San-Damaso, dit la naine. Allez dormir en m'attendant. Demain matin, quand je vous chercherai par ici, après avoir descendu sur le Sile, vous m'entendrez de loin. Je n'ai pas plus de voix qu'un poulet de huit jours, mais je sais siffler.

Betta introduisit dans sa bouche l'index et le doigt majeur de chaque main, et fit retentir un coup de sifflet auquel répondit dans le lointain l'aboïement d'un chien! — Et à présent, reprit-elle, bonsoir, mes amis, au revoir, patron; moi, je m'en vais.

Elle releva son châle sur sa tête et partit d'un air résolu. On entendit son brodequin orthopédique résonner sur le chemin; on vit sa robe blanche glisser le long des arbres, puis elle disparut dans l'ombre.

— Cette petite fille est un démon, murmura le vieux Beppo.

— En vérité, dit Matteo en riant, je crois qu'elle est un peu amoureuse du patron.

— Quand elle le serait, dit Susannette? Est-ce que cela te regarde? Il ne faut pas rire de l'amour des faibles. Si Betta aime le patron, c'est une affaire entre elle et son cœur.

Après le départ du pauvre émissaire boiteux, don Alvise et ses compagnons retournèrent à leur gondole, où ils s'installèrent pour y passer la nuit. Le patron, enveloppé dans une couverture, tint fidèlement sa promesse de ne penser qu'à Betta, jusqu'au moment où ses yeux se fermèrent.

Le ciel s'éclairait d'une lueur rouge quand il se réveilla. Bientôt les premiers rayons du soleil levant rasèrent la surface de l'Adriatique. Centoni, ne pouvant plus tenir en place, laissa sa petite troupe endormie et s'en alla rôder aux environs. Il y trouva quelques cultivateurs habitués à porter leurs légumes et leur maïs au marché de Torcello. Ces bonnes gens, encouragés par ses promesses, se mirent en mesure d'aller jusqu'à Venise. Centoni travailla lui-même à la récolte et à l'embarquement d'un vaste plan d'artichauts qu'il expédia sur l'heure au marché de l'*Herberie*, puis il revint à ses compagnons, qui dormaient encore. Le moment approchait où, selon ses calculs, le coup de sifflet de Betta devait se faire entendre. Naturellement disposé à l'inquiétude, Centoni se perdit dans les plus tristes conjectures. — La malheureuse enfant! pensait-il, ses forces l'auront trahie; elle sera tombée au pied d'un arbre, ou bien les soldats l'auront arrêtée, battue, assassinée peut-être!

Tout à coup il crut entendre une voix d'homme pousser un long cri semblable à un appel; à tout hasard il y répondit. Le même cri se répéta. Susannette sortit de la tente en disant qu'on appelait le patron. En effet la voix prononça distinctement le nom de *sior Alvise*.

— Qui vient là? cria Centoni.

— C'est moi, Pasquale, le fils de votre fermier Nicolo, répondit un jeune garçon en se glissant entre deux saules.

— Tu as donc vu Betta? demanda le patron.

— *Sior*, oui; la pauvrette est arrivée tout droit à la maison avant minuit, comme si l'étoile du *Natale* lui eût montré le chemin. Elle voulait venir avec moi; mais nous l'avons mise de force dans un bon lit, où elle dort en vous attendant. Je suis parti seul avec mon canot, qui est amarré au bord du Sile.

— Le passage est donc libre? reprit Centoni. Je puis donc aller à San-Damaso?

— Je ne sais trop si votre seigneurie le peut. Il y a des Croates de la réserve à deux milles de votre château. Vous ne passerez pas sans rencontrer les soldats. Il faudra faire comme si vous étiez en promenade et les regarder sans avoir l'air de penser à rien, car si vous ressemblez à un voyageur qui vient de loin, ils vous arrêteront. Je vous emmènerais bien dans mon canot; mais j'en aurais pour tout un jour à le traîner avec une corde, tandis qu'en marchant d'un bon pas, vous serez chez vous à midi.

— Je pars à l'instant, dit Centoni. Mes ehfans, retournez à Venise. Susannette, tu iras chez Danieli; tu raconteras notre voyage aux dames irlandaises, et tu leur diras que si elles mangent des artichauts à leur dîner, c'est à moi qu'elles le devront.

— Patron, dit la jeune fille, je n'irai pas à Venise; il faut que je vous accompagne. Quand nous verrons les Autrichiens, nous ralentirons le pas, nous flânerons au bord du chemin, et je cueillerai des fleurs des champs; vous aurez l'air de me faire la cour, je suis assez jolie pour cela, vous me l'avez dit vous-même, et c'est ainsi que vous passerez au milieu des habits blancs.

— Suivez l'avis de cette *tosa*, dit Pasquale.

Matteo éleva quelques objections au départ de sa sœur; mais elle lui ferma la bouche en l'appelant poltron. La gondole repartit pour Venise; Pasquale retourna à son canot, tandis que Centoni et Susannette prenaient le chemin bordé de mûriers, et la *tosa* fit bien voir au patron qu'elle ne s'était point trop vantée en disant qu'elle avait de bonnes jambes.

V.

Grâce à la malice de Susannette et à la bonne contenance de Centoni, tous deux passèrent de l'air le plus innocent du monde au milieu des soldats impériaux, sans éveiller leur défiance. Assis dans un antique fauteuil, le patron se reposait chez son fermier. — Ainsi donc, père Nicolo, disait-il, ta récolte de l'année est abondante, ton grain est rentré, battu et mis en sac, et tu as en outre une bonne provision de farines de l'an passé. A combien estimes-tu le tout ensemble?

— A trois mille ducats, répondit Nicolo; mais les commissaires de l'armée impériale peuvent me le prendre demain sous le prétexte de réquisitions, et s'ils me paieront, Dieu le sait.

— Eh bien! moi, reprit Centoni, je te l'achète aujourd'hui même; je t'épargne la peine de le vendre et les risques de guerre. Au lieu

d'argent, je te prends tes récoltes, et je te donne quittance de trois mille ducats, à valoir sur tes fermages.

— Vous me tirez d'un grand embarras, dit le fermier.

— Mais il y a une condition, ajouta le patron : c'est que tu enverras le tout secrètement à l'embouchure de la Piave.

— Mes blés et mes farines au milieu des eaux ! s'écria le fermier, qu'en voulez-vous donc faire ?

— Je les expédie à Venise.

— Ah ! je devine : vous les vendez au gouvernement provisoire. Elle a donc de l'argent, la république ?

— Plus que tu ne saurais l'imaginer. Et comment feras-tu pour qu'on ne s'aperçoive de rien dans le pays ?

— Je travaillerai de nuit avec mes garçons.

— Fort bien. A présent, penses-tu que les cultivateurs de la plaine consentiront à me vendre aussi leurs grains moyennant des hypothèques sur mes propriétés ?

— Quelles hypothèques ? répondit le fermier. Tout le monde vous connaît à dix lieues à la ronde ; ils vous feront crédit.

Et le bonhomme répéta en caressant sa barbe grise : — Ah ! la république a de l'argent ! je ne l'aurais pas cru. Ce Manin est donc un sorcier ?

— Non pas un sorcier, mais un grand cœur et un homme de génie.

Bien qu'il eût fort peu et fort mal dormi la nuit précédente, Centoni voulut assister au chargement et au départ des farines. Le lendemain, pourvu de renseignements donnés par Nicolò, il se rendit chez les cultivateurs du voisinage et leur acheta leurs récoltes à des conditions trop belles pour être refusées. Non content de mettre à contribution les campagnes que traverse le Sile, il parcourut toute la plaine arrosée par la Piave inférieure. On l'accueillait partout en ami, et l'on avait foi en sa parole. Son activité fébrile, sa familiarité avec les subalternes, toutes ses manies habituelles devenaient dans la circonstance présente autant de qualités dont il savait tirer avantage. Comme il n'avait pas la prétention d'alimenter Venise à lui seul, il s'était fait donner les pouvoirs nécessaires pour traiter au nom de la république. Il s'acquitta de sa mission habilement, secrètement, sans autre moyen d'action sur les esprits incultes auxquels il s'adressait que sa bonhomie et son éloquence familière, sans autres commis que les fils de son fermier, sans autres courriers diplomatiques que Susannette et Betta.

Les cultivateurs du nord des lagunes, ayant réussi dans leurs premières expéditions et réalisé de bons bénéfices, prenaient le chemin de Venise sans autre stimulant que l'appât naturel du gain. Leur ardeur même ne devait pas tarder à devenir dangereuse pour

l'agent secret de Manin. Un commissaire impérial, en faisant une réquisition de fourrages, s'aperçut que des granges où il avait vu d'abondantes provisions de blé se trouvaient absolument vides. Il interrogea les paysans et s'assura que leurs réponses étaient autant de mensonges. Un de ces paysans, pressé de questions, avoua qu'un inconnu lui avait acheté ses grains; des menaces lui arrachèrent le nom de cet acheteur, qu'il connaissait parfaitement.

Un jour, le soleil d'hiver n'était pas encore levé quand un bruit inaccoutumé se fit entendre dans le bourg de San-Dona, que Centoni avait choisi pour centre de ses opérations. Don Alvise, caché dans l'humble maisonnette d'un sabotier, s'éveilla et tressaillit en reconnaissant la voix de *tenorino* du tambour autrichien. Aux premières lueurs du matin, il regarda par la fenêtre et vit de loin quelques soldats devant leurs armes en faisceaux. Il résolut prudemment de passer la journée entière enfermé dans sa mesure. Il y déjeunait d'une polenta préparée par la sabotière, quand Susannette accourut.

— Patron, dit-elle, il faut *scampare*. J'ai entendu le lieutenant parler de vous avec le sergent dans leur effroyable baragouin. Comme je les regardais de près, ils m'ont demandé si je vous connaissais. J'ai répondu, en estropiant votre nom, qu'il n'y avait pas d'Alvise Zeretoni à San-Dona, et que ce signor-là n'était point du pays. « Je le sais bien, grande niaise, » m'a dit le sergent, et il est parti, la canne à la main, à la recherche du logement que vous habitez. Si le lieutenant promet une récompense à qui lui montrera votre cachette, on vous vendra. N'attendez pas la nuit. Empruntez au sabotier ses habits du dimanche, vous serez assez déguisé.

A l'idée d'une visite domiciliaire, la sabotière trembla de tous ses membres et se plaignit d'avoir été trompée par un ennemi du *buon governo*. Don Alvise brûla les lettres de Manin. La cendre de ces papiers fumait encore dans la cheminée lorsqu'un bruit de crosses de fusil retentit sur le seuil de la maisonnette. Quatre fusiliers allemands restèrent devant la porte, et le sous-officier entra suivi de deux autres soldats.

— Vous êtes le signor Alvise Centoni, dit-il; n'essayez pas de nier, j'ai votre signalement.

— Je ne le nie point, répondit Centoni. Que me voulez-vous?

— J'ai l'ordre de vous arrêter et de vous conduire à San-Biaggio.

— De quoi suis-je accusé?

— Je n'en sais rien. — Ah! te voilà ici, drôlesse! ajouta le sergent en voyant Susannette. Il paraît que tu connais ce signor à présent, et que tu as su trouver sa maison.

— *Miga no*, répondit la jeune fille (1).

— Je t'apprendrai comment il s'appelle, reprit le sous-officier, en te faisant donner sur la place publique autant de coups de baguette qu'il y a de lettres dans son nom.

— On ne donne pas la *schlague* aux Italiens, répondit Susannette; cela est bon pour les Allemands.

La moustache blonde du sergent trembla de colère. Il leva sa canne en s'approchant de la jeune fille; mais elle ne recula pas d'une semelle : les dents serrées, la main droite cachée dans les plis de sa robe, elle regarda fixement son adversaire entre les deux yeux. Le sergent abaissa son bâton, murmura quelques injures en allemand, et commanda au prisonnier de passer devant lui. Susannette tira alors sa main droite de sa robe; elle tenait son couteau ouvert qu'elle ferma et remit dans sa poche.

— Et si ce fouetteur de femmes t'eût frappée? lui dit la sabotière.

— Je l'aurais décousu, répondit-elle.

Don Alvise fit son entrée à San-Biaggio entre quatre soldats, comme un malfaiteur. La rue principale était encombrée de chevaux. Un vieux capitaine de hussards, maigre, osseux, au visage tanné, se leva d'un banc de pierre où il se tenait assis, fumant une grosse pipe de porcelaine, et demanda si ce prisonnier était l'homme aux farines. Sur la réponse affirmative du sergent, le vieux reître emmena Centoni dans une espèce de corps de garde, afin de l'interroger. Le hussard ne savait pas un mot d'italien, ni le prisonnier un mot d'allemand, c'est pourquoi on s'expliqua tant bien que mal en français. Centoni apprit qu'il avait à se défendre de l'accusation de manœuvres et de connivence avec les sujets rebelles de sa majesté impériale. Sans nier les faits à sa charge, il répondit simplement qu'il avait usé de son droit de propriétaire en vendant ses blés à qui lui en offrait le prix le plus élevé. Le vieux militaire complimenta Centoni de sa franchise, et comme il avait l'habitude d'ajouter une H aspirée à tous les mots français commençant par une voyelle, il exprima sa satisfaction en disant que c'était là un parfait *hinterrogatoire*.

En ce moment, un jeune aide-de-camp, à chevelure blonde, à taille de guêpe, monté sur un cheval très fringant, s'arrêta devant le corps de garde. Il échangea quelques mots en allemand avec le hussard, et lui parla ensuite en français, dans l'intention évidente d'être compris du prisonnier.

(1) Les Vénitiennes ont tant de goût pour les particules négatives, que parfois elles s'amuse à les accoupler pour en faire une affirmation. C'est comme si en français on disait *pas non*, au lieu de oui.

— Donnez-moi votre rapport, dit-il, je vais le porter à Trévisé, et demain vous recevrez l'ordre de faire fusiller cet homme.

Le jeune aide-de-camp mit le papier dans sa poche, effleura de l'éperon le flanc de son beau cheval, qui se cabra gracieusement et partit au galop. Dans le fond de la salle convertie en corps de garde était une chambre sans fenêtre, éclairée par un vitrage placé au-dessus de la porte. Le vieux reître y installa Centoni en lui disant qu'il aurait là un *joli petit prison*. Le mobilier se composait d'une seule chaise de paille et d'un tréteau de bois surmonté d'une paillasse en feuilles de maïs. On servit au prisonnier une ration de soldat que la faim lui fit trouver passable. Le soir, il s'étendit sur la paillasse, et, remettant les tristes réflexions au lendemain, il s'endormit profondément au milieu d'un vacarme de cris, de rires grossiers et de juremens. Le soleil était levé quand don Alvisé ouvrit un œil qu'il s'empessa de refermer en se disant que la journée serait chaude pour lui, et qu'elle viendrait toujours assez tôt. Parmi les bruits confus du corps de garde, il crut entendre une voix prononcer son nom, ce qui semblait indiquer que le fâcheux quart d'heure approchait; mais il continua de goûter le demi-sommeil du matin, pensant qu'il était en pays chrétien, et qu'on lui laisserait le temps de recommander son âme à Dieu. Cependant la porte s'ouvrit; un homme entra dans la chambre et vint secouer le bras du prisonnier. Centoni s'éveilla enfin et reconnut son ami Pilowitz.

— Le drôle de corps! s'écria le capitaine, il dort comme un lendemain de noce.

— Que pourrais-je faire de mieux? dit Centoni.

— Par ma foi! reprit le capitaine, innocent ou coupable, je ne dormirais pas de si bon cœur que vous. Allons, levez-vous, grand enfant.

— Cher Pilowitz, dit Centoni en sautant à bas de sa paillasse, je suis heureux de voir un visage ami. Est-ce que vous êtes chargé de m'envoyer où l'on ne va qu'une fois?

— Non, répondit Pilowitz, bien au contraire. Embrassons-nous, cher Alvisé. — Et maintenant courons au plus pressé : vous êtes libre. J'apporte de Trévisé l'ordre de votre élargissement. Il n'y a point de formalité à remplir. Prenez votre chapeau, et sortons de ce bouge infect.

Don Alvisé crut devoir faire ses adieux au vieux reître, et les deux amis s'en allèrent déjeuner ensemble dans le meilleur café de la ville.

— Mon pauvre Centoni, dit Pilowitz, vous revenez de loin. Croiriez-vous qu'on vous avait dépeint comme un farouche conspirateur, soufflant l'esprit de révolte parmi les gens de la campagne et

accaparrant des blés pour affamer l'armée impériale. Par bonheur, je me trouvais hier chez le général Welden au moment où il écoutait ces dénonciations de la bouche d'un muscadin serré dans sa redingote comme une jeune fille dans son corset. Je n'ai pas pu m'empêcher de rire. Le général déteste les cruautés inutiles; je lui ai fait de vous un portrait si différent du premier, que mon envie de rire l'a gagné malgré lui. Le jeune muscadin contrarié a prétendu que, selon le rapport du vieux hussard, vous aviez avoué vos crimes. Alors nous avons lu ce rapport, où il est écrit que vous vendiez des blés, tandis qu'on vous accusait d'en acheter; ce qui m'a fourni l'occasion d'un superbe mouvement oratoire. « Il faudrait pourtant s'entendre, ai-je dit; dans une opération de commerce, le même homme ne peut pas être à la fois le vendeur et l'acheteur. » Le général, touché par la force de cet argument, s'est écrié que cette ridicule méprise avait duré assez longtemps, et il a signé l'ordre de vous relâcher. Parlons de choses plus sérieuses. Je vous approuve d'avoir abandonné les Vénitiens à leur folle obstination. Un homme prudent comme vous ne s'attache point à une cause vaincue d'avance. Les nouvelles d'aujourd'hui prouvent la haute sagesse de votre conduite. Le feld-maréchal vient de remporter une victoire décisive à Novarre. Les provinces lombardes retombent au pouvoir de l'Autriche, et il faut espérer que Manin ne s'entêtera pas dans une résistance inutile; mais qu'avez-vous donc? vous pâlissez.

— Ce n'est rien, répondit don Alvise; je devais être fusillé ce matin...

— *Povero!* interrompit le capitaine, j'oubliais votre nuit d'angoisses. Si courageux qu'on soit, la mort violente et prévue, à jour fixe, est toujours effrayante. Vous dormiez cependant comme un béat. Autres nouvelles : la Hongrie est en feu. Mes compatriotes imitent les vôtres; ils auront le même sort. Votre exemple me servira. Je ne renoncerai pas à mon grade pour aller combattre à côté de Bem ou de Georgey. Chacun pour soi, et afin que mes chefs n'aient point de doute sur mes intentions, je vais à Brescia, où je serai sous les ordres de Nugent et de Haynau, deux cœurs de bronze. Qu'en dites-vous? Est-ce que vous ne m'approuvez pas?

— Si fait, cher capitaine, répondit Centoni. Excusez mes distractions. J'ai encore dans les poumons l'air empesté de la prison.

— Oui, reprit Pilowitz, je vous comprends. Vive la vraie liberté! celle de manger et de boire, la liberté des bons vivans!

Le repas achevé, les deux amis se dirent adieu, et Pilowitz remonta sur son cheval en promettant à don Alvise de déjeuner bientôt avec lui sous les Procuraties, au café Florian. Tandis que le capitaine reprenait la route de Trévise, Centoni sortit de San-Biaggio dans

direction opposée. A cent pas de la maison, il sauta le fossé qui bordait le chemin et se jeta sur l'herbe en s'écriant : — Pauvre Italie! pauvre Italie!

Les deux coudes à terre et le front dans ses mains, il demeura longtemps immobile pleurant à chaudes larmes. — Allons! dit-il enfin, retournons à Venise. Libre ou esclave, il faut l'aimer et la servir.

Centoni essuya son visage, se releva, honteux de sa faiblesse, et reprit la route de San-Dona. Deux jours après, il s'embarquait pour Venise, à l'embouchure de la Piave, et rentrait dans les lagunes par le passage de Jesolo; mais, comme il ne pouvait mentir à ses instincts, il emmenait avec lui une énorme cargaison de légumes frais. A la tombée de la nuit, la servante Teresa poussa des cris de joie en voyant son patron s'arrêter devant la rive *del Carbon*, enfoncé jusqu'à mi-jambes dans une barque remplie de salades.

VI.

Tout le monde connaît les événemens qui s'accomplirent durant cet intervalle de quelques mois où le vent de la liberté souffla sur les lagunes de l'Adriatique. Après la bataille de Novarre, quand la cause de la révolution italienne fut perdue, Venise voulut encore, pour son honneur, donner au monde le spectacle d'une résistance opiniâtre, afin que l'Europe, qui l'abandonnait, connût la grandeur de son désespoir et le prix qu'elle attachait à son indépendance. C'est à l'histoire qu'appartient le récit de cette lutte héroïque (1). Le modeste personnage dont nous avons entrepris de raconter la vie ne prit aucune part aux brillans faits d'armes de ses compatriotes. Il assista en simple spectateur à la défense et à l'évacuation de Malghera, aux sorties du colonel Ulloa, aux hardis coups de main de Sirtori; en revanche, il déploya son activité dans l'organisation des approvisionnemens et des ambulances. Pendant les derniers jours du siège, lorsque le choléra vint décimer la population qui s'était accumulée dans le *sestiere* de Saint-Pierre du Castello pour échapper aux bombes, le désordre se mit un moment dans tous les services. Les munitions de guerre et les vivres s'épuisèrent; mais le prix de la livre de pain ne s'éleva pas au-dessus de six *quarantanes* (vingt-cinq centimes de France). Enfin le 24 août 1849 Venise, réduite à la dernière extrémité, capitula, et peu de jours

(1) Les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* n'ont point oublié les détails émouvans que M. Charles de Mazade a donnés récemment sur le siège de Venise (livraison du 1^{er} septembre dernier).

après le feld-maréchal Radetzky fit son entrée au milieu d'une population silencieuse, mais non abattue.

Notre ami Centoni trouva quelque soulagement à sa douleur dans la pensée que sa chère Venise échappait à une destruction complète. Sauf trois ou quatre palais un peu endommagés, les monuments, les chefs-d'œuvre des arts, accumulés depuis tant de siècles, étaient restés intacts (1). Manin, en dressant une liste de quarante personnes trop compromises pour s'exposer au ressentiment du feld-maréchal, ne songea point à y inscrire le nom de son pourvoyeur. Centoni eût préféré les persécutions à l'exil; mais le secret de ses opérations avait été gardé. Personne ne pouvait dire l'avoir vu au feu ou seulement armé d'une rapière; ses compatriotes faisaient peu de cas de lui, et la police autrichienne l'en estimait d'autant plus. Par prudence autant que par inclination, il conserva son ancienne habitude de fréquenter les petites gens. Tous les maux que la guerre laisse après elle, les maladies, les misères à secourir, les plaies de toute sorte à fermer, réclamaient ses soins. Malgré son envie de donner tout son bien à la république, il n'avait pas pu réussir à vendre ses terres, ni à s'endetter d'une somme égale à leur valeur. En habile administrateur, il prit les mesures nécessaires pour réparer les brèches de sa fortune. Quand il eut fait rentrer Matteo à la fabrique de bougies stéariques de la Mira, procuré des commandes de dentelles à Susannette et fourni à Betta de quoi *avancer sa vie* d'un bon nombre de jours, il se sentit moins triste. Ces occupations ne l'empêchèrent point de rendre assidûment ses petits services aux dames irlandaises ni de venir, à la *seconda sera*, prendre le thé préparé par mistress Hobbes en compagnie de Pilowitz, de l'abbé Gherbini et du vieux commandeur.

Un soir, au moment où le campanile de Saint-Marc sonnait le carillon de minuit, don Alvisé s'apprêtait à sortir avec les autres habitués de la maison, lorsque miss Lovel le pria de rester. Sur une table étaient plusieurs lettres dont l'entrée à Venise avait été retardée par le bombardement. Miss Lovel prit une de ces lettres, comme si elle eût voulu la communiquer à Centoni, puis elle parut changer d'idée et rejeta la lettre sur la table.

— Mon ami, dit-elle, j'ai un service à vous demander. Cet hôtel est bruyant; il y arrive des étrangers à toute heure. J'ai besoin de calme et de silence; cherchez-moi, je vous prie, un petit appartement meublé, d'un prix modique, un de ces réduits pittoresques et

(1) On montre aux étrangers, au palais Vendramin, deux boulets autrichiens qui vinrent tomber près de l'appartement de M^{me} la duchesse de Berri. Le palais Labia, étant près de la lagune, a plus souffert que les autres. La magnifique galerie de tableaux du palais Manfrin a échappé par miracle aux projectiles.

paisibles, comme on n'en trouve qu'à Venise, et où l'on peut jouir avec délices du sentiment profond de son isolement.

— Martha, dit mistress Hobbes, vous me faites pitié. Pourquoi ne pas donner à notre ami vos vraies raisons?

— C'est ainsi qu'il me convient de parler, répondit miss Lovel d'un ton bref. La réserve et la discrétion du signor Centoni sont les vraies raisons de ma confiance en lui; mon amitié lui tiendra compte de toutes les questions qu'il aurait le droit de me faire, et qu'il m'aura épargnées.

— Signorina, dit Centoni, je vous obéirai, comme le jésuite à son supérieur. Votre commission est déjà faite. Je puis vous indiquer, dans la paroisse de San-Maurizio, deux jolies *chambres unies*, comme nous disons à Venise; elles sont au premier étage d'une petite maison tranquille, chez de bonnes gens à ma dévotion, et qui vous serviront à pieds baisés. Figurez-vous quatre fenêtres sur un jardinet, un figuier dans un angle, un rosier grim pant sur la façade, un vieux mur d'enceinte couronné de giroflées au printemps et d'œille ts sauvages en cette saison, le tout pour six *napoléons d'argent*, trente francs par mois. Je prendrai soin du jardin, si vous le permettez, et pour du silence, vous en aurez à souhait.

— Dès demain, je m'installerai dans mon nouveau domicile, dit miss Lovel, et j'espère que mes amis y viendront prendre le thé comme à l'Hôtel-Royal. Maintenant, cher signor, je vous laisse aux confidences de mistress Hobbes.

— Les circonstances sont graves, dit la gouvernante, quand miss Lovel se fut retirée dans sa chambre. On nous annonce que le père de Martha se meurt. Il doit être mort à l'heure où je vous parle, car la moins ancienne de ces lettres a un mois de date. Peut-être quelque autre lettre s'est-elle égarée. Miss Lovel a le cœur trop bien placé pour s'exposer au reproche de courir après l'héritage d'une personne vivante. D'un autre côté, comme nous n'avions guère que des ennemis au chevet du malade, le silence qu'ils gardent nous inquiète. Dans l'incertitude où nous sommes, voici ce que nous avons résolu : je pars demain pour l'Irlande. Si je trouve le noble lord encore de ce monde, je prétexterai mes propres affaires pour expliquer ma présence à Dublin. Si au contraire il a rendu son âme à Dieu, je m'informe de ses dispositions testamentaires, et je reviens chercher notre jeune amie. C'est à vous que je la confie, cher signor Alvise. Martha n'est pas un enfant; mais je serai plus tranquille, sachant que vous veillez sur elle.

Centoni promit de rendre à miss Lovel tous les soins d'un frère et d'un ami, disant que son dévouement n'aurait d'autres bornes que celles que Martha elle-même lui imposerait. La bonne dame fit en-

core mille recommandations à son confident, et l'on se sépara fort tard pour aller dormir.

Le lendemain eût été une belle journée dans la vie de Centoni, si le moment de la séparation n'eût mêlé un peu d'amertume au plaisir d'être utile. Il conduisit mistress Hobbes au chemin de fer dans sa gondole, et, après lui avoir fait les plus tendres adieux, il revint se mettre à la disposition de miss Lovel, régler le compte de ses dépenses chez Danieli, et diriger avec intelligence et célérité tous les détails du déménagement et de l'installation à San-Maurizio. En quelques heures, les boîtes, les porcelaines, les objets d'art furent mis en place, les miniatures fixées au mur, les *album* et les livres dans leur ordre accoutumé. La gondole de Beppo arriva chargée de fleurs qu'on déposa, les unes sur une étagère, les autres en pleine terre, si bien que le jardinet prit en un moment l'apparence de luxe qui convenait à l'habitation d'une jolie femme. Du fauteuil où elle était assise, Martha présidait à la manœuvre. — Si jamais, dit-elle à Centoni, je deviens propriétaire d'un palais sur le Grand-Canal, comme la Taglioni, je n'aurai pas d'autre intendant que vous.

Le soir, Pilowitz et les autres amis admirèrent le goût exquis de miss Lovel, le *comfort* de son intérieur, et personne, excepté don Alvisé, ne soupçonna que ce changement fût une réforme dans son budget.

VII.

Depuis le départ de mistress Hobbes, Centoni, devinant l'impatience où devait être Martha de recevoir des nouvelles d'Irlande, ne manquait pas de se trouver à la poste chaque matin à l'ouverture du guichet. Au bout de quinze jours, il rapporta du palais Grimani une lettre timbrée de Dublin. Miss Lovel ouvrit cette lettre avec quelque émotion; sa main trembla un peu en rompant le cachet. Tandis qu'elle lisait, un léger nuage passa sur son front d'ivoire, et un imperceptible sourire de tristesse et de dédain releva les coins de ses lèvres.

— Est-ce que vous recevez de mauvaises nouvelles? dit timidement Centoni.

— Oui, répondit Martha; mistress Hobbes me raconte la mort d'une personne qui a dû beaucoup souffrir dans ses derniers moments.

— Mais, reprit Centoni en hésitant, y a-t-il en tout ceci quelque chose qui vous concerne?

— Sans doute, je vais prendre le deuil.

— Et le palais sur le Grand-Canal, dans le voisinage de la Taglioni?

— Ce n'est pas le moment d'en parler.

Le soir, les amis de miss Lovel la trouvèrent vêtue de noir et travaillant à une coiffure en jais.

— Avez-vous perdu quelque parent? lui demanda Pilowitz.

— Non, répondit-elle; je pourrais me dispenser de porter le deuil, mais je le prends volontairement, parce qu'il s'agit d'un homme que j'ai aimé comme un père, et que j'aurai plus d'un sujet de regretter.

Centoni augura mal de cette réponse.

— Eh! dit l'abbé Gherbini, pour le philosophe chrétien la mort a du bon : elle nous assure des recommandations en paradis.

— *Poverina!* s'écria le commandeur, nous allons donc voir ces beaux yeux voilés par la mélancolie?

— Point du tout, répondit miss Lovel. Mes chagrins sont à moi, et je ne veux pas que mes amis en souffrent. Je vous en ai fait part, c'est assez. J'aurai mes heures pour la tristesse. Il est bien entendu, messieurs, que le moment où je vous reçois est celui de la récréation.

Cela dit, miss Lovel reprit le ton de badinage qui lui était habituel, et Centoni, qui l'observait à la dérobée, ne découvrant dans sa bonne humeur aucun signe d'effort ni de contrainte, déploya lui-même cette franche gaieté qui est un des plus aimables privilèges du tempérament italien.

Une lettre de mistress Hobbes vint enfin lui révéler la véritable situation de son amie. Le noble lord de qui dépendait le sort de Martha était mort sans avoir fait de testament. Ses dernières heures avaient été empoisonnées par des remords inutiles. Deux neveux avides se partageaient son immense fortune. La gouvernante avait tenté d'exciter leur intérêt en faveur d'une cousine que la loi leur permettait de renier, mais dont ils n'ignoraient pas les titres à leur bienveillance. Ses prières et ses remontrances n'avaient obtenu que cette réponse cynique : « nous ne donnerons pas un shilling. » Mistress Hobbes, trop pauvre pour secourir miss Martha, dans l'impossibilité de venir la chercher à Venise et dévorée d'inquiétude, terminait sa lettre par ses mots : « Cher Alvisé, notre jeune amie est bien malheureuse; je ne vois que vous au monde qui puissiez la sauver. Cherchez le moyen de lui faire agréer vos services, et vous le trouverez. Connaissant sa fierté, je tremble pour elle, car, ne vous le dissimulez pas, il y va de sa vie. »

A l'idée que miss Lovel avait sérieusement besoin de lui, don Alvisé se sentit troublé jusqu'au fond de l'âme. Il parcourait comme un fou les rues de Venise en répétant : « Pas un shilling! pas un

shilling! les misérables! » Et lorsqu'il apercevait de loin le campanile de Saint-Maurice, qui penche sur sa base comme la tour de Pise, il s'arrêtait pour le regarder avec attendrissement. Si quelque bagatelle venait malgré lui le distraire, il éprouvait des tressaillements douloureux, et en cherchant la cause de cette sensation pénible il voyait passer devant ses yeux l'image gracieuse de Martha qui lui reprochait de l'avoir oubliée un moment. Alors il poussait de gros soupirs et se disait intérieurement : — Pauvre cervelle, à quoi songes-tu? Miss Lovel a besoin de toi, et il y va de sa vie!

Par une disposition naturelle de son caractère, Centoni avait toujours pensé beaucoup aux autres et fort peu à lui-même; mais cette fois, étonné du désordre de ses idées et de ses sentimens, il interrogea son cœur, et il reconnut, à n'en pouvoir douter, qu'il était amoureux de miss Martha. Cette découverte, qui l'eût épouvanté dans d'autres circonstances, l'effraya si peu qu'en rêvant à l'abandon de cette jeune femme, à la situation terrible où la jetait l'égoïsme de ses parens, au danger où elle était de tomber dans la plus cruelle des misères, celle que l'expatriation vient encore compliquer, il s'écria : — Je vais l'aimer horriblement!

Mais ce n'était pas assez d'être amoureux. Pour réussir à sauver miss Lovel, il fallait lui plaire et l'épouser, — c'était évidemment là ce moyen que mistress Hobbes n'osait point dire, — ou bien il fallait conquérir une place si haute dans l'estime de Martha que ce fût pour elle un devoir de rabattre de sa fierté en faveur d'un ami fidèle et de lui accorder comme une récompense la permission de la secourir. Le cœur d'une femme n'ayant rien à démêler avec la raison, encore moins avec la nécessité, Centoni pensa qu'il devait s'attendre à échouer dans la première de ces deux entreprises; mais la seconde était digne de lui.

Le banquier allemand chargé de remettre à miss Lovel les quartiers de sa pension lui envoyait régulièrement un de ses commis le premier jour de chaque trimestre. Huit jours avant l'échéance du 1^{er} octobre, ce banquier vint en personne faire une visite à la *bel-lissima lady*, comme il l'appelait. Ce petit vieillard, dont le père avait vendu des lorgnettes à l'opéra de Prague, portait sur sa mine joviale la satisfaction d'avoir acquis une grande fortune par des moyens à peu près licites, et d'habitude il assaisonnait toutes ses paroles d'un ricanement judaïque. Centoni, qui possédait l'art de faire bavarder les bonnes gens, apprit, en jasant dans son dialecte avec les femmes de la maison, que le signor banquier était resté pendant une heure chez miss Lovel; et qu'il lui avait dit adieu d'un air triste et confus en l'engageant à écrire à sa famille et à ne point désespérer. La servante ajouta qu'elle aurait pris ce petit vieux pour un membre de la confrérie de Saint-Théodore bien plutôt que

pour un signor richissime (1). De la part d'un homme incapable de prêter un *swanvig* à une personne déshéritée, ces condoléances n'annonçaient rien de bon. Le 1^{er} octobre, le commis du banquier ne vint pas à Saint-Maurice, et Centoni en fut averti.

Parmi les objets d'art qui ornaient la chambre de miss Lovel étaient plusieurs boîtes anciennes. La plus belle de ces boîtes portait sur le couvercle un rhinocéros en piqué croisé, et sur les quatre faces latérales des animaux plus petits. Un soir, Centoni remarqua une place vide dans l'étagère; c'était celle de la boîte en piqué croisé. Il y avait alors à Venise un brocanteur nommé San-Quirigo, connu de tous les touristes qui ont acheté des curiosités ou des bijoux du pays en souvenir de leur voyage. Centoni alla visiter le magasin de San-Quirigo; il y découvrit la boîte au rhinocéros. Le brocanteur la tenait d'une belle dame étrangère; il en avait donné cent florins. Elle valait bien davantage; mais San-Quirigo consentit à la céder moyennant un léger bénéfice pour contenter le signor Centoni. Celui-ci mit la boîte dans sa poche, et le soir même, en rôdant autour de l'étagère, il la déposa furtivement sur le petit carré de tapisserie où elle était ordinairement. Le lendemain, il aurait bien voulu éviter l'occasion d'un tête-à-tête; mais une lettre pour miss Lovel qu'il trouva au palais Grimani l'obligea malgré lui à prendre le chemin de Saint-Maurice. Miss Martha l'accueillit d'un air un peu solennel.

— Asseyez-vous, lui dit-elle; il faut que nous causions ensemble. Je serais une orgueilleuse, si je refusais un présent d'un ami tel que vous; mais dans votre manière de m'offrir ce présent il y a une intention secrète. Vous connaissez ma situation; je ne doute point que mistress Hobbes ne vous en ait longuement entretenu. Avec toute la délicatesse possible, et sans me dire une parole, vous me faites savoir que tout ce que vous possédez est à ma disposition, n'est-il pas vrai?

Don Alvise baissa la tête en signe d'assentiment.

— Eh bien! mon ami, reprit Martha, je vous en garde autant de reconnaissance que si j'eusse puisé à pleines mains dans votre bourse. Malheureusement c'est un plaisir que je ne puis pas vous donner.

— Pourquoi? demanda don Alvise.

— Parce que, dans ma détresse, abandonnée comme je le suis de ma famille, je n'aurais aucun moyen de m'acquitter.

— Aucun moyen! s'écria Centoni; quand un mot de votre bouche pourrait faire le bonheur de toute ma vie!

(1) La confrérie de Saint-Théodore a été fondée en 1552 pour ensevelir les morts indigens.

— Comment! reprit miss Lovel; que dites-vous? Est-ce que vous m'aimez par hasard?

— De toute mon âme, signora, de toute mon âme!

— En êtes-vous bien sûr, mon pauvre Centoni?

— Parfaitement sûr.

— Et je l'ignorais! cela est incroyable. Depuis quand donc m'aimez-vous?

— Depuis le jour où mistress Hobbes m'a fait part de votre malheur.

— Je vous reconnais bien là! dit miss Lovel avec un sourire qu'elle ne put réprimer. Pour que l'amour vous vint, il fallait que j'eusse tout perdu.

— Oui, répondit Centoni, tout, excepté votre beauté, vos grâces, votre esprit, tout, excepté ce qui fait qu'on aime, et lorsqu'on met son cœur aux pieds d'une femme comme vous, on y met aussi sa fortune, son honneur et son nom.

Miss Martha baissa les yeux, et son visage se colora d'une rougeur charmante.

— Hélas! mon pauvre ami, dit-elle, mon cœur n'est pas libre.

— Je le sais, reprit don Alvisé. Vous avez des engagements avec un jeune homme de votre pays qui habite actuellement Hanovre; mais il faudra voir si votre malheur aura aussi pour effet d'ajouter à sa tendresse...

— Voilà une mauvaise pensée, Centoni, dit Martha.

— Elle ne m'est pas venue à l'esprit sans raison. Voulez-vous que je vous dise ce qui se passe? J'ai lu toutes les adresses de vos lettres; si c'est un tort, grondez-moi, mais enfin je les ai lues. Il y a un mois et plus que vous n'avez reçu de lettre de Hanovre. Vous avez écrit deux fois; on aurait eu le temps de vous répondre, — j'ai compté les jours, — et la réponse n'arrive point.

— Elle viendra, n'en doutez pas, répondit Martha.

— En êtes-vous bien sûre à votre tour?

— Ah! s'écria miss Lovel en cachant son visage dans ses mains, ce serait à en mourir de honte et de douleur.

— Espérons donc que cette réponse viendra, reprit don Alvisé, et qu'elle sera telle que nous la souhaitons. Et maintenant, puisque vous savez que je donnerais de bon cœur ma vie pour vous, il faut me promettre de ne pas retourner chez San-Quirigo.

— Mon ami, répondit Martha, vous êtes le plus généreux et le meilleur des hommes; mais ces services que vous m'offrez, je les attends d'une autre personne.

— Et s'ils se font attendre trop longtemps?

Miss Martha releva la tête avec fierté. — Jamais, dit-elle, jamais je n'accepterai ce qu'il me serait impossible de rendre.

— L'ingrate! s'écria Centoni, frappant ses mains l'une contre

l'autre, la cruelle, l'étrange fille ! elle se laissera mourir plutôt que d'accepter les services d'un frère, car je suis votre frère aîné, je vous défie de m'en empêcher. Il s'agit bien de générosité ! Il s'agit de vivre ; tâchez donc d'être assez généreuse pour ne pas donner à ceux qui vous aiment le chagrin de vous perdre.

— Eh bien ! je tâcherai... je verrai... Oui, cher Alvise, il faut supporter la vie quand on a un ami comme vous.

Et reprenant le ton de la plaisanterie : — Savez-vous, poursuivait-elle, que vous êtes un homme violent, un despote, un Christophore Moro?... A propos, je suis très contente d'avoir ma boîte au rhinocéros ; mais il y a dans la bordure un filet d'or qui se détache.

Centoni examina la boîte. Il tira de sa poche un canif pour creuser l'écaille et nettoyer la rainure avant d'y faire rentrer le filet d'or. Au bout d'une minute, il était absorbé dans son travail, et donnait à miss Lovel des explications minutieuses qu'elle feignait d'écouter avec le plus vif intérêt. Quand il eut fini, on le remercia, et il ne fut plus question d'affaires sérieuses. Le soir, Pilowitz crut remarquer que miss Lovel avait pour ce don Fa-tutto des regards et des sourires d'une douceur inaccoutumée.

« Il y a plaisir, dit quelque part La Bruyère, à rencontrer les yeux d'une personne qu'on a obligée. » Bien des fois en sa vie Centoni avait goûté ce plaisir-là ; mais il connut cette fois combien le plaisir est plus rare et plus beau quand la personne obligée est la femme qu'on aime.

Peu de jours après, il trouva au palais Grimani une lettre timbrée de Hanovre. Ne se sentant pas le courage d'assister à l'ouverture de cette lettre, il la remit à la locandière de miss Lovel. Dans le milieu de la journée, il reçut un papier plié à la hâte et chiffonné qui ne ressemblait guère au billet d'une petite-maîtresse.

« Cher Alvise, lui écrivait Martha, ce que vous aviez prévu est arrivé : mon malheur éloigne de moi le lâche cœur sur lequel je comptais. Il me l'apprend lui-même avec la franchise et dans le style d'un négociant de la cité de Londres.

« L'occasion serait belle de me laisser mourir ; mais je tâcherai de vivre, puisque je vous l'ai promis. Dites à nos amis qu'une migraine me force à rester enfermée aujourd'hui. Je vous recevrai tous demain comme à l'ordinaire. Si on me voit les yeux rouges, vous seul en saurez la cause. Il faut effacer de ma vie quatre ans de rêveries et d'espérances qui reposaient sur un mensonge. Ce n'est pas trop de vingt-quatre heures pour une telle amputation. Le mépris et l'orgueil blessé m'assisteront ; nous verrons ensuite si l'amitié aura le pouvoir de me guérir.

« Votre triste et vraiment ruinée

« MARTHA. »

VIII.

La rive des *Zattere*, située le long du beau canal de la *Giudecca*, est un des lieux les plus agréables de Venise. La bonne compagnie ne daigne jamais s'y montrer; le promeneur solitaire y peut rêver au bord de la lagune, sans crainte de rencontrer un visage de connaissance. Cependant le capitaine Pilowitz, en revenant des exercices du champ de Mars, passa sur la rive des *Zattere* à la tête de sa compagnie. Il vit de loin miss Lovel appuyée sur le bras de Centoni. Or l'usage à Venise ne permet point de donner le bras; c'est un honneur exclusivement réservé aux fiancés des jeunes filles et aux cavaliers servans des dames. — Miss Lovel ne pouvait pas l'ignorer.

L'île des *Giardini* est un autre lieu charmant, presque aussi désert que la rive des *Zattere*. L'abbé Gherbini se faisait quelquefois conduire au couvent des pères arméniens pour jaser avec le *padre* Stefano et le *padre* Pasquale de leurs voyages en Orient. Il y allait un matin, et sa gondole doublait la pointe des *Giardini*, lorsque, mettant la tête à la fenêtre, il reconnut Centoni et miss Lovel accoudés sur la balustrade de la terrasse, et contemplant le beau panorama que présentent le quai des Esclavons, le palais ducal et le dôme de la *Salute*.

Par grand extraordinaire, le commandeur Fiorelli, qui ne sortait jamais de Venise, se laissa mener à Sainte-Élisabeth du Lido le jour de la *Sagra*. En longeant la petite île de Sant'-Elena, qui est une propriété particulière où l'on n'entre pas sans permission, il aperçut à travers les arbres un jeune homme et une jeune femme qui se promenaient côte à côte. La trop grande distance l'empêcha de distinguer leurs traits; mais la gondole qui les avait amenés était amarrée à l'escalier de la rive, et sur l'avant de cette gondole le vieux Beppo fumait sa pipe en attendant son patron.

Jeunes et vieux, hommes et femmes, — tout le monde à Venise adore les commérages. On glose beaucoup sur le prochain, mais seulement pour en rire, et un méchant propos chasse l'autre. Les amis de miss Lovel ne manquèrent pas de se communiquer leurs réflexions au sujet des trois rencontres qu'ils avaient faites séparément. Au moment de se livrer aux conjectures et aux médisances, ils s'arrêtèrent par respect pour le caractère de miss Lovel. Après mûr examen, ils décidèrent qu'une personne si raisonnable était au-dessus de tout soupçon, et l'on convint qu'elle avait choisi pour ses excursions un excellent *cicerone*. La vraisemblance ne permettait pas non plus de faire du bon Centoni le héros d'une historiette galante, à quoi le capitaine Pilowitz ajouta, en souriant dans ses

moustaches, que les signes de familiarité accordés par une jolie femme à un homme sans conséquence étaient des faveurs qu'on ne pouvait envier ni même souhaiter.

Tandis que leurs amis tiraient ces justes conclusions, don Alvise et miss Lovel se promenaient ensemble sous les ombrages solitaires du jardin botanique.

— Vous devez me trouver bien ridicule, disait Centoni; je n'ai jamais compris ce que les Français appellent faire la cour à une femme. Votre beauté vous expose à en savoir plus que moi là-dessus. Obligez-moi de me dire comment s'y prennent les autres hommes.

— Autant, répondit miss Lovel, que ma petite expérience me permet d'en juger, la méthode généralement usitée me paraît être celle-ci : lorsque ces messieurs nous ont donné à entendre qu'ils nous trouvent à leur goût, ils n'ont plus qu'une pensée, c'est de nous faire savoir combien leur préférence nous honore. Afin que nous ne puissions pas prétexter l'ignorance de leurs mérites, ils nous répètent tout ce qu'ils ont dit de spirituel dans leur vie; toutes leurs actions d'éclat, ils nous les racontent, et Dieu sait de quoi ils se vantent quand leur intelligence n'est pas à la hauteur de leur envie de plaire! Par ce moyen, ils se ménagent une retraite honorable en cas d'échec. Il est clair que, si notre cœur ne se rend pas, c'est que nous ne sommes point capables de les apprécier. Malheureusement la préoccupation trop visible de sauver leur amour-propre éveille notre défiance et nous met sur nos gardes. Il y aurait du bon dans cette méthode, si on la pratiquait naïvement. Le désir de se faire valoir aux yeux de la personne qu'on aime est naturel et légitime. De la part d'un homme simple et modeste, comme vous par exemple, ce serait une preuve d'amour que de parler avantageusement de soi; ainsi, mon cher seigneur, s'il est vrai que vous m'aimiez, dites-moi du bien de vous-même.

— Vous me désolez, répondit Centoni : je sens amèrement aujourd'hui la misère et le vide de mon existence. Que ne donnerais-je pas pour avoir à vous raconter l'un de ces traits qui frappent l'imagination d'une femme! *Fare colpo*, comme nous disons en italien; *faire impression*, comme disent les Français, voilà le grand mot : je ne saurais mentir cependant, et je me vois forcé de vous avouer que de ma vie je n'ai fait ni un trait d'esprit, ni une action remarquable.

— Pour de l'esprit, reprit Martha, on en a toujours assez avec un cœur comme le vôtre, et je vous citerai à ce sujet un proverbe oriental qui me semble fait pour vous. Un poète persan a dit : L'esprit a beau courir, d'un seul bond le cœur ira toujours plus loin que lui. — Voilà pourquoi en un jour vous vous êtes transformé.

— Ah! signorina, dit Centoni, c'est à présent que je commence à espérer, car vous me voyez meilleur que je ne suis, et en effet comment pourrez-vous jamais me trouver digne de vous, à moins de me regarder avec des yeux prévenus? Mais dans ce que vous appelez ma transformation, il y a une cause divine que vous oubliez de dire.

— Laquelle? demanda Martha en souriant.

— Mon amour pour vous.

— Oui, cher Alvisé, l'amour a fait de vous un autre homme, et je ne serais guère femme, si je l'ignorais encore.

En parlant ainsi, Martha s'appuyait avec plus d'abandon sur le bras de Centoni.

— Eh bien! dit-il, ne serait-ce pas le moment de prononcer le dernier mot qui me rendrait si heureux? Voyez ces plantes rares, ces belles fleurs réunies de tous les points du globe; j'atteste ces témoins muets et charmans que je prends pour femme miss Martha Lovel, si elle veut m'accepter pour mari.

Martha baissa la tête et répondit tout bas : — J'accepte.

Puis elle étendit la main vers un groupe d'arbustes de Surate. Au moment d'en casser une petite branche, elle s'arrêta, en lisant sur une étiquette le mot *velenosi*. Ce groupe de plantes exotiques était celui des terribles poisons de l'Inde. A quelques pas plus loin, elle vit une *mimosa pudica*, et, malgré la consigne qui défendait aux promeneurs de toucher aux plantes, elle en cueillit un rameau que Centoni serra dans sa poche.

IX.

La rentrée des Autrichiens à Venise n'y avait restauré que le gouvernement impérial. L'aspect de la ville était morne et désolé. A mille indices, on sentait que la guerre se poursuivait dans les esprits entre la garnison et les habitans. Ce n'était plus le beau temps où la place Saint-Marc ressemblait à un vaste salon. La musique militaire y donnait son concert pour les officiers et pour quelques étrangers. Par ordre d'un comité politique dont on ne connaissait ni l'organisation ni les membres, les femmes devaient circuler incognito dans la lagune, en fermant les volets de leurs gondoles. Le commerce était anéanti, et la misère prenait des proportions effrayantes. Précisément à l'heure où jadis le monde élégant affluait à Saint-Marc et sous les Procuraties, quelques jeunes gens se réunissaient loin de là, sur la place San-Stefano, et prenaient leurs rafraichissemens dans un obscur petit café. Centoni n'approuvait point cette politique de taquinerie. Un soir, il se rendit au café de la place San-Stefano, et, s'approchant d'une table autour de la-

quelle on causait à voix basse, il se prononça contre ces manifestations sans portée qui ruinaient inutilement le pays. — Il ne fallait pas, disait-il, pousser jusqu'au suicide la haine d'un gouvernement qu'on était obligé de subir. C'était imiter ces Japonais dont le point d'honneur consiste à se plonger un poignard dans le ventre en présence de leur ennemi.

— Non, seigneur Alvisé, répondit un jeune patriote enthousiaste, ce n'est point là un suicide. Venise, il est vrai, semble aujourd'hui plus misérable qu'elle ne le fut jamais. Les théâtres sont fermés, les relations du monde nulles, les fortunes détruites, partout la ruine, les haillons, le silence; mais cette mort apparente est encore préférable à la résignation d'autrefois. Au fond de la conscience humaine, il y a une région où ne pénètrent ni l'autorité des décrets ni la force des baïonnettes, et dans ce pli secret de nos âmes nous cachons l'espérance d'un temps meilleur. Avec cela, on souffre, mais on vit.

Centoni persista dans son opinion, et soutint qu'au moment où sonnerait l'heure de la délivrance, Venise, épuisée par de trop longues souffrances, se trouverait hors d'état de soutenir une lutte nouvelle.

Peut-être cette conversation fut-elle entendue par un espion. Le lendemain, le jeune contradicteur de don Alvisé était arrêté et conduit à la prison civile. Centoni sentit quelque inquiétude en se rappelant qu'il avait aussi prononcé des paroles peu mesurées dans la chaleur de la discussion. Il y rêvait lorsqu'une lettre anonyme, émanant sans doute du comité secret, vint lui apprendre le mépris que ses opinions inspiraient aux membres de ce comité. On le sommait encore de cesser à l'avenir ses libéralités aux gens du peuple, dont on ne voulait pas que les misères fussent soulagées. Au lieu de l'effrayer, ces admonitions le rassurèrent. Il y avait peu d'apparence en effet que le même individu pût être à la fois suspect à la police et menacé par les conspirateurs. Cependant un jour don Alvisé, qui était un homme rangé, crut remarquer quelque désordre dans ses papiers. La servante Teresa lui apprit que deux architectes étaient venus en son absence pour visiter la maison, qu'ils disaient peu solide. Depuis quelque temps, Centoni étudiait la langue anglaise. Un volume des poésies de lord Byron, appartenant à miss Martha, était sur son bureau. Il avait laissé ce volume ouvert au milieu du quatrième chant de *Child-Harold*, à la strophe 79, qui commence ainsi :

The Niobe of nations! there she stands
Childless and crownless, in her voiceless woe!

« La Niobé des nations! La voilà debout, sans enfans, sans couronne, sans voix dans son malheur! »

Et sur la marge d'une feuille de papier où ces vers étaient traduits en langue italienne, Centoni avait eu l'imprudence d'écrire en français cette note séditieuse : « privée de voix et de couronne, oui, mais non d'enfans. »

Tous les soirs, après minuit, les amis de miss Lovel se séparaient, en sortant de chez elle, devant l'église Saint-Maurice. Centoni regagnait invariablement son domicile par la place Sant'-Angelo, et sur le petit pont de San-Paternian il ne manquait pas de saluer la maison où Manin avait demeuré. Un matin, la fidèle Teresa entra toute en larmes dans la chambre de miss Lovel. On ne savait ce que son maître était devenu. Il fallait qu'il eût été enlevé ou assassiné dans le trajet de Saint-Maurice à la rive *del Carbon*. Teresa, en interrogeant d'autres servantes sur son chemin, venait d'apprendre qu'une barque à trois rameurs, peinte en jaune et en noir, s'était arrêtée à minuit au pont de San-Paternian; des hommes en habits verts avaient été vus assis sur les marches du pont, comme s'ils eussent attendu quelqu'un. Miss Lovel écrivit à la hâte à ses amis pour les informer de ces détails. Pilowitz et l'abbé Gherbini se rendirent ensemble à la police. Le signor *direttore* les reçut avec toute sorte d'égards. Les rapports de ses agens ne signalaient aucun attentat contre les personnes commis pendant la nuit précédente.

— Quant aux opinions de votre ami, ajouta le *direttore* en souriant, elles nous sont parfaitement connues; son dossier s'est encore enrichi récemment de notes excellentes. Rassurez-vous donc, messieurs, don Alvisé Centoni se retrouvera sain et sauf quelque part. Si pourtant vous n'aviez pas de ses nouvelles demain, je le ferais chercher.

Le lendemain, point de nouvelles de Centoni. Le *direttore* en parut étonné. Il ordonna aussitôt de commencer une enquête. Les jours et les semaines se succédèrent, et l'on ne découvrit rien. L'abbé Gherbini, plus défiant que Pilowitz, se souvint que les discours et promesses du signor *direttore* se pouvaient interpréter dans un sens ironique. Ces notes dont le dossier de Centoni s'était enrichi, cela signifiait peut-être une dénonciation. Miss Martha en était réduite à souhaiter que le soupçon de l'abbé se confirmât; elle eût voulu savoir son ami enfermé, pourvu qu'il fût vivant, et puis elle frissonnait en songeant aux horreurs qu'on racontait du régime des prisons d'état. Sur ces entrefaites, elle reçut la visite de Susannette et de la naine Betta, qui venaient lui offrir leurs services. Déjà Susannette avait fait feu de ses beaux yeux pour séduire un des habits verts de la *polizia*. Cet homme lui avait appris

que les recherches et l'enquête sur la disparition mystérieuse du signor Centoni n'existaient qu'en paroles.

— Le malheureux garçon ! s'écria miss Lovel, nous ne le verrons plus. Il est au *carcere duro*.

— Ne pleurez point, signorina, dit Susannette. Plus tard, s'il le faut, nous pleurerons toutes les larmes de nos pauvres corps. Il importe, pour aujourd'hui, de voir clair, et les larmes troublent la vue. Demain, entendez-vous bien, demain nous saurons si notre cher patron est encore à Venise.

— Et comment le saurez-vous ? demanda miss Lovel.

— Que votre seigneurie interroge Betta, répondit Susannette. Dans cette cervelle pas plus grosse que mon poing, il y a un projet qu'une douzaine de diables n'auraient pas su imaginer. J'ai juré de ne rien dire. Allons, Betta, parle si tu veux.

— Non, répondit la naine d'un ton résolu, je ne dirai rien ; un projet dont on parle est ruiné d'avance. Je supplie la signorina d'avoir confiance en moi. Hélas ! dans ce pays de malheur où l'on dit : Dieu me garde de mes amis ! à qui peut-on se fier ? Il s'agit de savoir si la signora aime le patron.

— Oui, je l'aime, dit miss Lovel, et je me fie à toi. Que me veux-tu, Betta ?

La naine baissa les yeux et garda le silence.

— Voici ce que c'est, dit Susannette : il nous faudrait de l'argent.

— Tout ce que je possède est à votre disposition, répondit Martha. De quelle somme avez-vous besoin ?

— Oh ! ce n'est pas pour nous, reprit Susannette ; mais le crieur public, qui est du complot, demande de l'argent pour faire des largesses. Enfin, signorina, il nous faudrait un quart de florin, vingt-cinq sous, et nous ne les avons pas (1).

Martha voulait donner un napoléon d'or ; mais la naine savait par expérience qu'une pièce d'or entre ses mains ferait ouvrir de grands yeux à toute la ville. On ne pouvait user de trop de prudence, et puisqu'on était assuré, moyennant vingt-cinq sous, du succès de l'entreprise, il fallait s'y tenir. Ce fut donc avec cette somme d'argent que deux pauvres filles du peuple se mirent en campagne pour lutter de ruse avec la police. A la nuit close, dans le bouge où demeurait le crieur public, il y eut une longue et sérieuse conférence pendant laquelle le quart de florin changea de maître, et les conjurés se séparèrent en se donnant rendez-vous pour le lendemain à huit heures et demie du matin, sur le quai des Esclavons.

Les fonctions de crieur public à Venise ne sont pas à la portée du

(1) Le quart de florin ne vaut que douze sous et demi de France. Susannette parle de sous vénitiens.

premier venu. La force des poumons n'est qu'un don de nature qui ne suffirait pas, si le talent manquait. Il faut que la vente d'un mobilier sordide soit annoncée comme s'il valait des millions. La comtesse qui a perdu son chien veut que la récompense promise excite la convoitise de la population entière. Il faut que l'annonce du spectacle fasse naître dans les imaginations des tableaux enivrants; de là vient que les dernières vociférations de l'artiste crieur imitent les murmures et le brouhaha de la foule qui se rendra le soir en tumulte à son appel. Quelquefois même des compères soudoyés l'entourent et l'assistent par des cris d'étonnement et d'admiration. C'était à cet accessoire de mise en scène que devait servir le capital avancé par miss Lovel. Après avoir fait ses annonces de grand matin sur diverses places, au Rialto et devant plusieurs hôtels, le crieur public, suivi de quatre gamins, déboucha sur le quai des Esclavons à l'heure convenue. Aussitôt les passans s'arrêtèrent, les pêcheurs, les barcarols de Chiozza et les servantes des maisons voisines formèrent un rassemblement de curieux auquel se mêlèrent Susannette et Betta.

De l'Hôtel-Royal aux prisons civiles, la distance est de trente pas environ. Un agent de police, remarquant que le crieur s'arrêtait plus près des prisons que de l'hôtel, lui conseilla de changer de place, et lui montra les fenêtres grillées en disant que les pensionnaires du bon gouvernement n'allaient pas au spectacle; mais le crieur répondit qu'il voulait être entendu des employés des *prigioni*. Susannette et Betta savaient que tous les matins, entre huit et neuf heures, on donnait de l'air aux prisonniers en ouvrant les fenêtres; c'était le moment favorable pour lancer jusqu'à eux un cri du dehors. D'une voix gutturale et stridente, le crieur public apprit à l'assemblée qu'un marchand de comestibles de la *Frezzaria* venait de recevoir une énorme provision de jambons et de langues fumées de Hambourg. Quel coup d'œil splendide que ces pyramides de viandes salées qui s'élevaient à la hauteur de deux hommes! Puis il annonça qu'un fabricant de chandelles, par suite de cessation de commerce, vendait sa marchandise à un rabais incroyable. Jamais, au grand jamais, plus belle occasion ne se présenterait pour les ménagères de s'éclairer à peu de frais. Ensuite vint l'annonce du spectacle, inconnu dans cette ville, des *Pupi napoletani*, nouvellement arrivés de la capitale des Deux-Siciles. A huit heures précises du soir devait commencer le drame tour à tour terrible et plaintif de *Osman-Moametto*, le ravisseur de filles, ou l'invasion des Arabes en Italie, avec Polichinelle, Pancrace, Tartaglia et autres masques napolitains, décors des premiers *pittori* de la péninsule représentant l'île de Capri et le Vésuve en éruption, ballet de vingt-quatre danseuses et punition des Arabes par une pluie de feu. Après le drame,

la comédie tant applaudie à Naples du *Medico e la Morte* par le grand acteur-auteur Pasquale Altavilla, comédie dont les librettistes se sont emparés pour en faire l'opéra de *Crispino e la Comare*, mis en musique par le maestro Ricci (1). « Entre les deux pièces, pour-suivit le crieur enflant ses poumons, on tirera au bénéfice des seigneurs-spectateurs une magnifique *tombola*, où il y aura trois lots que les trois vainqueurs recevront à l'instant même. Le *teatrino*, remis à neuf et éclairé *a giorno*, contiendra une foule immense. Toute la ville y viendra. *Evviva! viva! viva!* »

Les gamins salariés, ajoutant leurs acclamations à celles du crieur, produisirent un vacarme qui retentit d'un bout à l'autre du quai des Esclavons. Quand il jugea que l'attention des prisonniers devait être éveillée par ces préliminaires, le crieur ajouta d'une voix encore plus glapissante : « Ils y viendront tous, les riches et les pauvres, les garçons et les filles. Toute la population de cette belle cité se mettra en marche, depuis la pointe de la *Quinta-Valle* jusqu'à celle de *Santa-Marta*, *Marta*, *Marta!* depuis l'église de *San-Pietro-di-Castello* jusqu'à celle de *San'Alvise*, *Alvise*, *Alvise!* »

Tout à coup le crieur se tut, comme s'il se fût égossillé. Susannette et Betta, le cou tendu, les yeux tournés vers les *Prigioni*, écoutèrent de toutes leurs oreilles.

— Penses-tu qu'il soit là-haut? dit Susannette.

— Non, répondit Betta; s'il eût seulement soupiré, je l'aurais entendu. Allons vite à Saint-George-Majeur.

Un clignement d'yeux de la naine avertit le crieur que l'épreuve n'avait point réussi. Le vieux Beppo, qui était dans le secret, attendait avec sa gondole au bord de la rive. Toute la bande des quatre gamins, du maître-crieur et des jeunes filles s'embarqua dans la gondole, au milieu des quolibets de la foule et des rires des agens de police.

Il ne faut pas cinq minutes à un rameur pour passer de la Rivedes-Esclavons à l'île de Saint-George-Majeur. La moitié du couvent où Côme de Médicis reçut jadis l'hospitalité de la seigneurie de Venise servait de caserne, et l'autre moitié de prison. A l'entrée de la caserne, le crieur intimidé s'arrêta devant les canons dont les gueules, tournées vers la *Piazzetta* et le palais ducal, semblaient menacer de destruction les plus beaux monuments qui soient au monde. Il s'approcha d'un jeune sergent qui allait d'un factionnaire à l'autre, la baguette de jonc à la main, et lui demanda la permission d'exercer sa profession de crieur public *con privilegio*, c'est-à-dire avec patente. Le sergent répondit que sa consigne ne

(1) En rendant compte de l'opéra de *Crispino e la Comare*, les journaux ont oublié le pauvre Altavilla, le Molière de San-Carlino; mais en Italie le plagiat littéraire ne tire pas à conséquence.

lui défendait pas de laisser crier, pourvu que ce fût en dehors des bâtimens du *buon governo*. Les glapissomens autorisés commencèrent. Dès les premiers mots, les soldats se mirent aux fenêtres de la caserne. Les acclamations des gamins salariés attirèrent quelques officiers. Quand les noms de *Marta* et d'*Alvise* retentirent dans les airs, un cri lointain répondit des hauteurs de la prison. Les assistans l'entendirent à peine, et personne n'y fit attention, excepté *Susannette* et *Betta*, qui avaient saisi ces deux mots : *son què* (je suis ici) !

Une heure après, les deux jeunes filles rendaient compte à miss Lovel du résultat de leur expédition.

— A présent, dit *Betta*, le reste regarde votre seigneurie. Elle est jeune, belle, riche ; — qu'elle parle aux habits blancs, qu'elle cherche le moyen de toucher ces cœurs de glace. Nous autres Vénitiennes, nous ne savons pas seulement prononcer leurs noms baroques. D'ailleurs nous écouterait-ils ? Elle est étrangère et grande dame, votre seigneurie ; elle parle toutes les langues des pays au-delà des neiges. Qu'elle mette sa plus belle robe pour aller voir le *direttore*, le *governatore* et tous les *incarceratori*. Notre pauvre patron est à deux pas d'ici, à Saint-George-Majeur. En une *demie-heurette*, on peut nous le rendre.

— Il faut qu'on nous le rende, ajouta *Susannette* ; ne l'abandonnons pas, ne le laissons pas manger le pain amer de la prison. Demandez sa grâce, signorina, et vous l'obtiendrez.

— Je vais la demander, répondit *Martha*. aujourd'hui, à l'instant même. Allez, mes amies, et priez Dieu qu'il me prête la voix émue de *Susannette*, le courage de *Betta*, et votre chaleur de cœur à toutes deux.

X.

Devant un haut fonctionnaire chamarré de décorations comparut miss Lovel dans une toilette élégante et simple. Le haut fonctionnaire vit bien qu'il avait affaire à une personne de la meilleure compagnie. Il lui offrit un fauteuil, et lui parla en français, selon l'usage du beau monde de Vienne. Le coude appuyé sur son bureau, le menton dans sa main, il écouta, en souriant d'un air bienveillant et attentif, jusqu'au moment où il entendit prononcer le nom de *Gentoni*. Tout à coup ses sourcils se rapprochèrent et son front se plissa.

— Madame, dit-il, votre ami nous a trompés. Nous le croyions indifférent aux séditions qui ont troublé ce pays, tandis qu'il y jouait un rôle actif. Je ne vous cacherai point que nous lui gardons rancune. Il a risqué sa vie, on ne lui ôte que la liberté, il ne peut pas se plaindre.

— Mais, monsieur, dit miss Lovel, les événemens dont vous parlez sont antérieurs à la capitulation, et le gouvernement a proclamé hautement son désir de les oublier.

— A la condition, madame, qu'on ne l'en fera point souvenir. Pour que votre protégé sorte de prison, il faut qu'il donne des garanties de bonne conduite, et je ne vois pas où il pourrait les trouver.

— J'essaierai de vous les donner, dit Martha en baissant les yeux. Centoni aime une étrangère qui demeure à Venise depuis longtemps. Au moment de son arrestation, il se préparait à l'épouser. Si vous lui rendez la liberté, il se mariera, et sa femme vous répondra de sa conduite à venir.

Le haut fonctionnaire parut s'adoucir. — Je ne doute point, dit-il, de l'influence salutaire que M^{me} Centoni exercera sur le cœur et l'esprit de son mari. Elle est charmante, et il suffit de la voir pour s'intéresser à elle : dites-lui combien je serais heureux de la servir; mais Centoni n'est plus en Vénétie, et j'ignore dans quelle partie de l'empire on l'a transporté. Je vais écrire à Vienne, et quand la réponse me sera parvenue, je m'empresserai de vous la communiquer.

Dans une bouche italienne, le mensonge a souvent une grâce comique qui vous désarme; le mensonge allemand, plus maladroit et plus lourd, ne vous inspire d'autre envie que celle de le démasquer. Martha était d'ailleurs trop loyale pour connaître cette habileté qui consiste à faire semblant de croire les gens lorsqu'ils se donnent pour meilleurs qu'ils ne sont.

— Général, dit-elle, Centoni est à Venise, dans la prison de Saint-George-Majeur, et vous ne pouvez pas l'ignorer.

— Comment savez-vous cela ? demanda le général avec des yeux flamboyans.

— Je ne vous le dirai pas, répondit miss Lovel avec fermeté. Il me suffit de le savoir pour être en mesure d'apprécier votre galanterie et la sincérité de vos paroles.

— Eh bien ! madame, reprit le général, le mensonge que je vous ai fait deviendra une vérité. Puisque vous avez des intelligences avec les prisonniers, vous apprendrez demain que Centoni a été transféré dans une prison de l'intérieur de l'empire.

Miss Lovel comprit la faute qu'elle venait de commettre et voulut tenter de la réparer; mais il n'était plus temps. Elle eut beau prendre un ton plus humble et s'abaisser à la prière; le haut fonctionnaire, dont la vanité avait été blessée, se renferma dans un silence majestueux. Enfin, voyant qu'il s'agitait sur son fauteuil et frappait du bout de ses doigts sur son bureau, miss Lovel se leva et sortit en lui demandant pardon de l'avoir importuné.

Quand elle fut rentrée chez elle, l'irritation qui l'avait soutenue jusqu'alors tomba tout à coup, et son courage l'abandonna. Persuadée qu'elle allait être cause d'un redoublement de sévérité à l'égard du pauvre Centoni, elle se reprochait amèrement son orgueil et sa roideur de caractère, et lorsqu'elle eut soulagé son cœur en pleurant, elle se reprocha encore l'humilité de ses larmes.

Il y eut une rumeur, ce jour-là, parmi le petit monde dévoué à Centoni. L'éloquente Betta, en racontant à ses amis la scène entre le général et la signorina, se laissa emporter par la beauté du sujet. Vainement la grande dame s'était traînée sur les genoux en s'arrachant les cheveux; l'homme du nord, impassible et féroce, l'avait repoussée du pied, en lui disant avec des regards de basilic que le prisonnier serait plongé dans les entrailles de la terre, pour y travailler jusqu'à sa mort à l'exploitation des mines du bon gouvernement. Il se pouvait pourtant que ces menaces ne fussent que des paroles d'homme en colère. Pour savoir si elles seraient suivies d'effet, il fallait surveiller la barque jaune et noire qu'on voyait amarrée dans le *Rio-di-Palazzo*, et qui servait au transport des prisonniers. Pendant une semaine entière, des femmes, des enfants, des gens du peuple se relayèrent nuit et jour pour observer la barque jaune et noire, et comme elle demeura constamment amarrée à son poteau, le petit monde conçut l'espoir que Centoni resterait à Saint-George-Majeur.

Cependant la police avait résolu de découvrir le moyen pratiqué par le prisonnier pour établir des relations avec les gens du dehors. On interrogea les geôliers et les gardiens; on n'épargna ni les menaces ni les promesses. Ce fut inutilement; ces employés étaient des Allemands d'une fidélité éprouvée; ils sortaient rarement de l'île Saint-George et ne connaissaient personne dans la ville. Un seul d'entre eux avait eu quelques rapports avec un pauvre cordonnier. On fouilla la maison du cordonnier, et comme on trouva chez lui une vieille baïonnette rouillée qui lui servait de pincette pour attiser son feu, on le fusilla sur la plage du Lido. Ce beau résultat ayant un peu calmé les esprits, l'affaire de Centoni fut oubliée.

Miss Martha, découragée par le mauvais succès de sa première démarche, n'osait pas en tenter une seconde; elle craignait d'attirer quelque surcroît de misère sur la tête du prisonnier. D'ailleurs cette détention ne pouvait pas durer toujours. Pour en voir la fin, il ne fallait que vivre et gagner du temps; or Venise est une ville où l'on peut se loger et se nourrir à si peu de frais qu'on ne saurait le croire à moins d'en avoir fait soi-même l'expérience. Privée de sa pension, n'ayant plus rien à attendre de sa famille, miss Lovel réunit tout ce qu'elle possédait de bijoux et d'objets précieux, et se rendit de grand matin chez le Juif San-Quirigo. Au retour de cette

excursion, elle paya d'avance trois mois de son loyer et les gages de sa servante, fit quelques réformes dans ses dépenses quotidiennes, et réduisit l'ordinaire de ses repas au strict nécessaire. Un soir, ses trois amis, toujours exacts au rendez-vous de la *seconda sera*, remarquèrent qu'on n'avait point servi le thé. Les Méridionaux ont peu de goût pour cette boisson; Pilowitz fut le seul qui regretta ce changement dans les habitudes de la signorina. La provision de thé était épuisée. Trois mois s'écoulèrent ainsi. Durant le quatrième mois, l'abbé Gherbini, frappé de la pâleur de miss Martha et de l'altération de son visage, lui adressa des questions sur l'état de sa santé; mais elle le rassura en lui disant qu'elle était sujette à des accès de langueur dont elle savait parfaitement la cause. Le vieux commandeur à son tour interrogea la *padrona di casa*, qui lui répondit : — Il faut que la signorina soit indisposée, car depuis huit jours elle ne mange presque plus.

Dans le courant du cinquième mois, miss Martha fit encore une visite matinale au Juif San-Quirigo, puis elle se rendit à l'église Saint-Maurice, où elle eut une longue conférence avec le curé. Entre autres choses, elle demanda comment se faisaient les enterremens à Venise et ce que coûtaient une messe des morts et un convoi funéraire de la dernière classe. Comme elle parut satisfaite de la modicité des prix, le brave homme de curé pensa qu'il s'agissait de quelque œuvre de charité. Rentrée chez elle, miss Martha employa une partie de la journée à écrire. Sur sa cheminée, elle déposa deux petits paquets soigneusement enveloppés et cachetés; l'un portait cette suscription : « à don Alvise Centoni, » et l'autre : « pour mes funérailles. » A la chute du jour, miss Lovel ayant mis ordre à ses affaires avec un sang-froid méthodique, se coucha épuisée de fatigue et de besoin. Quand ses amis arrivèrent à l'heure accoutumée, ils trouvèrent sa porte fermée et la locandière inquiète secoua la tête en leur disant : *Sta poco ben* (elle ne va pas bien).

XI.

Pendant ce temps-là, Centoni attendait en vain dans sa cellule de Saint-George-Majeur qu'on daignât venir l'interroger. L'heure où l'on ouvrait sa fenêtre pour renouveler l'air était aussi le moment choisi pour infliger les punitions corporelles aux soldats autrichiens qui avaient commis quelque faute contre la discipline. On entendait alors le claquement de la terrible baguette qui résonnait sur le dos nu du patient, les gémissemens de ce misérable, la voix du sergent comptant les coups, et à laquelle se mêlait celle de l'officier, qui ordonnait aux exécuteurs de frapper plus fort. Les prisonniers, témoins du spectacle émouvant de la *schlägue*, appre-

naient ainsi à compter en langue allemande. Quelquefois l'école de peloton variait leurs plaisirs; ceux d'entre eux qui s'attendaient à être fusillés pouvaient admirer la précision des mouvemens et l'ensemble parfait avec lequel les chiens des fusils tombaient sur les batteries au commandement de *feuer!*

Telles étaient les seules récréations du pauvre Centoni; aussi, le jour où la voix glapissante et bien connue du crieur public s'éleva par-dessus tous les autres bruits de la prison, il lui prêta une oreille attentive et charmée. Aux cris trois fois répétés de *Santa-Marta* et de *Sant'-Alvise*, il comprit que les vociférations s'adressaient à lui, devina tout de suite le complot et répondit, comme nous l'avons raconté, par le cri que recueillirent les fines oreilles de Susannette et de Betta. Cependant les vagues espérances que cet incident avait fait naître dans l'esprit de Centoni s'éteignirent peu à peu. Le souvenir de la situation critique où il avait laissé miss Lovel, la certitude que cette situation s'aggravait de jour en jour, le jetaient dans une angoisse inexprimable. Il passait de longues heures à estimer la valeur numéraire des bijoux et objets d'art que possédait son amie, le prix qu'en donnerait le vieux rusé de San-Quirigo, et le temps que pouvaient durer ces faibles ressources. Comme il s'entendait en expertise, il ne se trompait pas de beaucoup dans ses calculs. C'était vers le sixième mois que devait arriver le terme fatal, car il ne doutait point que miss Lovel ne se laissât mourir plutôt que de contracter des dettes.

Un matin, assis sur son lit, il ruminait ces tristes pensées, lorsque la porte de sa cellule s'ouvrit. Le geôlier parut, accompagné du gardien-chef et d'un homme en habit vert. L'agent de police s'avança jusqu'au milieu de la chambre, et débita d'un ton académique un petit sermon évidemment appris par cœur et récitée peut-être pour la centième fois. L'orateur invita le prisonnier à s'abstenir de propos imprudens qu'il ne pourrait plus tenir désormais sans une noire ingratitude, et l'engagea fort à se féliciter de la clémence du bon gouvernement, qui lui pardonnait ses fautes, conspirations, blasphèmes, crimes et délits passés. Centoni voulut protester contre la qualification de conspirateur; mais, au premier mot qu'il essaya de prononcer, il s'aperçut avec effroi qu'il bégayait.

— Remettez-vous, lui dit l'homme en habit vert. Ce bégayement est un effet de vos cinq mois de silence. Nous en voyons de fréquens exemples dans les prisons. Cela passera bientôt. Profitez de la petite leçon que vous venez de recevoir, et n'oubliez pas que la récidive pourrait entraîner le *carcere duro*, ou même la peine de mort, selon la gravité d'un second délit. Maintenant suivez-moi au bureau pour faire inscrire votre sortie sur le registre des *carcerati*.

Cette dernière formalité une fois remplie, le drôle en habit vert

chargé de conduire le prisonnier hors de l'île Saint-George changea subitement de ton, et passa de l'arrogance à la politesse la plus obsequieuse, donnant à Centoni de la seigneurie, disant que son métier lui déplaisait fort et qu'il y renoncerait, s'il n'avait sur les bras une femme et trois enfans, — que la république pouvait revenir un jour, et qu'il servirait Manin plus volontiers que le gouvernement de *là-bas*. Centoni était trop bon Vénitien pour se laisser prendre à ces grossières provocations; il se contenta de répondre en bégayant qu'il avait laissé sa langue à Saint-George-Majeur. Au moment où la gondole toucha les marches de la *Piazzetta*, il dit adieu au très fidèle agent de la *polizia*, sauta lestement sur la rive, et partit en courant de toutes ses forces. Il traversa la place Saint-Marc, le pont Saint-Moïse, la place et le pont Sainte-Marie-Zobenigo; puis, laissant à sa droite l'église Saint-Maurice, il s'enfonça dans une des trois petites rues qui aboutissent au *Rio-Santissimo*, et s'arrêta enfin hors d'haleine devant une porte basse. Il eut beau sonner, frapper et appeler; on ne lui ouvrit point. Du haut de la maison voisine, une femme attirée par le bruit lui cria que les voisins étaient à la paroisse, puis elle referma sa lucarne.

On fête tant de saints à Venise, que nul n'en saurait dire le nombre. Centoni pensa d'ailleurs qu'il avait bien pu se tromper dans sa prison en comptant ses journées de captivité. Il courut à Saint-Maurice. L'église était déserte. A l'entrée d'une petite chapelle latérale, il vit deux tréteaux de bois près desquels gisait à terre un paquet d'oripeaux noirs. Des gens du peuple prosternés dans un coin priaient avec ferveur. Un sacristain armé de l'éteignoir s'approcha de l'autel, où les cierges brûlaient encore; Centoni lui prit le bras, et, montrant les tréteaux de bois, il prononça d'une voix altérée ces deux mots : — Qui donc ?

— Je ne sais pas, répondit le sacristain avec indifférence, — une femme, une étrangère, je crois.

Les gens du peuple agenouillés se levèrent. Centoni se trouva en face de Susannette et de Betta. — Parlez donc, vous autres, leur dit-il; où est Martha Lovel ?

— *In paradiso*, répondirent les deux jeunes filles en faisant le signe de la croix.

Centoni chancela; ses yeux se voilèrent. Soutenu par les bonnes gens qui se pressaient autour de lui pour le secourir, il se traîna jusqu'au petit pont Saint-Maurice. A peu de distance, il aperçut dans le canal trois gondoles découvertes glissant lentement sur l'eau des lagunes. La première portait le cercueil entouré de quatre pénitens masqués; — dans la seconde étaient les prêtres en surplis, et dans la troisième Pilowitz, le commandeur et l'abbé Gherbini. A la vue de cet appareil funèbre, le pauvre Centoni tomba évanoui dans

les bras d'un homme du peuple. Lorsqu'il reprit connaissance, on l'avait transporté chez la locandière de miss Lovel. Cette femme lui remit le paquet cacheté sur lequel était inscrit son nom. Il y trouva une lettre et la petite boîte ornée du rhinocéros en piqué croisé. La lettre contenait ce qui suit :

« Cher Alvise, au moment où vous lirez mon dernier adieu, il n'y aura plus de Martha Lovel. Je voulais vivre pour vous, je ne l'ai pas pu. Vous savez ma triste histoire. Depuis cinq mois, je vis d'expédients. Pour aller plus loin, il faudrait descendre jusqu'à recourir à la charité de personnes étrangères auxquelles je ne puis offrir aucune garantie, ou bien il faudrait demander crédit à des gens qui se croient plus pauvres que moi. Cela m'est impossible. A quoi servirait de me souhaiter autre que je ne suis, puisque vous m'aimez telle que Dieu m'a faite? On me blâmera d'avoir gardé le silence, et si je parlais, on me prendrait pour une intrigante. Mes amis eux-mêmes, si je leur faisais la confidence de ma détresse, s'éloigneraient peut-être de moi. Au lieu de cela, ils me plaindront, ils me donneront un regret, peut-être une larme, en me conduisant à ma dernière demeure, et je leur laisserai la satisfaction de pouvoir dire que je suis morte par ma faute.

« Croyez-moi, cher Alvise, si je pouvais seulement prévoir quand s'ouvrira votre odieuse prison, je ferais tout au monde, je supporterais toute sorte d'humiliations pour vivre jusqu'au jour de votre délivrance; mais vos ennemis ne pardonnent jamais, ils ne savent oublier que le prisonnier dans son cachot. L'incertitude abat mon courage. La misère m'envahit; on ne m'a pas appris à lutter contre elle, je ne suis pas de force à lui résister.

« En voyant combien il faut peu de chose à une femme pour se nourrir, — un morceau de pain, un sou de lait, — j'ai cru d'abord que je vivrais longtemps ainsi, et puis le jour est venu où le sou lui-même et le morceau de pain ont manqué; mais je veux vous épargner ces détails affligeans. Dans ce pays qui ne me doit rien, puisque je suis étrangère, il ne me convient pas de me laisser porter au cimetière par la charité publique. On trouvera sur ma cheminée la petite somme d'argent rigoureusement nécessaire aux frais de mon convoi. Excusez, cher ami, ce dernier soupir de mon orgueil. Toute misérable que je suis, il m'est doux de penser que je puis encore faire un legs. Je vous donne ma petite boîte en piqué croisé. Elle renferme une boucle de mes cheveux et quelques pa. . . que les souvenirs de l'odorat ont une vivacité particulière. Je vous avais promis de ne plus porter cette boîte chez San-Quirigo; j'ai tenu parole.

« Mes forces s'épuisent, ma vue se trouble. Ma plume refuse de marcher. Je tombe de faiblesse et d'inanition. La nature m'avertit

qu'il est temps de me traîner jusqu'à ce lit d'où je ne me lèverai plus. J'avais résolu de mourir avec courage; je ne voulais pas m'apitoyer, et voilà mes larmes qui coulent. Hélas! pauvre et cher ami, je vous aurais aimé bien tendrement. Ma mort sera étrange, mystérieuse et triste comme ma naissance. Toutes mes espérances ont été trompées. Vous souvenez-vous de nos promenades à Sant'Elena et au jardin botanique? Ce sont là mes seuls jours de bonheur. Mon cœur se brise. Adieu!

« Votre malheureuse fiancée,

« MARTHA LOVEL. »

XII.

Bien des gens avaient perdu de vue miss Lovel depuis sa retraite dans la maisonnette de Saint-Maurice. Quelques-uns la croyaient partie pour l'Angleterre avec sa gouvernante. Un soir, dans un café, des jeunes gens racontèrent que cette belle indifférente, qui passait pour riche, était à la lettre morte de faim. Le lendemain, on n'en parla plus. Au bout d'un an, le vieux commandeur Fiorelli était tombé en enfance. Pilowitz, ayant eu une querelle avec le major de son régiment, avait été envoyé en Transylvanie. L'abbé Gherbini, devenu chanoine de Saint-Antoine-de-Padoue, s'en alla prendre possession de son siège au chapitre de cette ville.

Quand le public a porté sur un homme un jugement quelconque, il n'aime pas à changer d'opinion. Centoni rentra en pleine possession de sa réputation d'esprit faible. On plaisanta de son emprisonnement comme d'une méprise de la police, et l'on remarqua seulement qu'avec le temps ses manies avaient pris un caractère mélancolique. Peu soucieux de ce qu'on pensait de lui, il vivait plus enfoncé que jamais dans son obscur petit monde populaire, et il s'y créa une clientèle aussi nombreuse que celle des Mocenigo ou des Contarini de l'ancienne république; mais, comme il ne marchait point par la ville suivi de ses créatures, on ne les connaissait pas. Il maria Susannette avec un jeune gondolier; la noce se fit dans une guinguette où il présida le festin et ouvrit les danses avec l'épousée. La police, ne trouvant rien à redire à sa conduite, se lassa de le surveiller. Les années s'écoulèrent, et il n'y a, comme on dit, si longue rancune que le temps n'en puisse voir la fin.

Au mois de septembre 1857, lorsqu'on apprit à Venise la mort de Manin, quelques jeunes gens prirent le deuil. Centoni, interrogé pour ce fait, exhiba une lettre cachetée de noir, timbrée de Trévise, qui lui annonçait la mort et l'héritage d'une vieille parente qu'il avait dans cette ville. L'année suivante, tous les regards se tournèrent vers le Piémont. Un nom nouveau était dans toutes les

bouches, celui de Cavour. — « La guerre ! » ce cri, rasant la terre comme une hirondelle, vola de Paris à Venise. Il fallait que les baïonnettes étrangères fussent rejetées au-delà des rives de l'Adriatique, puisque la France l'avait dit hautement. On ne douta plus de l'accomplissement de cette promesse après les journées de Palestro, de Magenta et de Melegnano. Du haut du campanile de Saint-Marc, on distinguait en pleine mer les pavillons de la flotte française. Cependant on savait qu'une lutte suprême se préparait sur les bords du Mincio. Dans la nuit du 24 au 25 juin 1859, toute la ville resta debout. Enfin la nouvelle de la victoire de Solferino vint changer l'anxiété générale en un véritable délire. Déjà de l'arsenal, de l'île Saint-George, du palais Foscari et des autres casernes, la garnison, craignant d'être enfermée dans les lagunes, pliait bagage pour aller rejoindre les débris de l'armée. Devant l'église Santa-Lucia, un détachement qui gardait les abords du chemin de fer fut menacé par un rassemblement. Les soldats, dont les armes étaient chargées, faisaient bonne contenance. Un conflit semblait imminent, lorsqu'un jeune homme, traversant la foule, monta sur les marches de l'église et adressa quelques paroles au peuple d'un ton d'autorité. Aussitôt l'émeute s'apaisa. Un seul turbulent, en manches de chemise, le bras nu jusqu'au coude, brandissait un couteau de cuisine en criant : — Mort aux Autrichiens ! qu'on m'en donne un à dépecer !

Deux hommes saisirent ce forcené au collet et le traînèrent jusqu'au portail de l'église. L'orateur de la bande le regarda un moment avec attention. — Coquin, dit-il ensuite, tu serais dépecé toi-même, si l'on savait qui tu es. Te voilà bien changé depuis le jour où tu me récitas ton sermon de commande à Saint-George-Majeur.

— Quoi ! c'est vous, seigneur Centoni ? répondit l'agent de police défroqué ; vous aussi, vous êtes bien changé. Vous parlez en maître, et l'on vous obéit. Je ne vous croyais pas si puissant.

— Tu vas apprendre à me connaître, reprit Centoni. Au point où en sont les choses, je n'ai plus rien à dissimuler à toi et à tes pareils. Sache donc qu'il y a dans cette ville une centaine de gaillards robustes dont je puis disposer, sans compter les femmes et les petits enfans. Tu vois que je n'aurais qu'un mot à dire pour te faire pendre.

— Oui, répondit le drôle avec assurance ; mais vous ne le direz pas : vous êtes bien trop bon pour cela. D'ailleurs mes deux bras ne valent-ils pas ceux des autres ? Commandez, et je vous obéirai.

Le Vénitien plaisante volontiers à toute heure comme le Français, et dans les momens de danger cette disposition naturelle devient une des grâces du courage. Centoni en subit le prestige. — Tu es un effronté marouffe, dit-il en riant. Va, je te pardonne. Suis-nous,

si tu veux. — Mes amis, ajouta-t-il en s'adressant aux gens du peuple, laissons ces étrangers opérer leur retraite, et allons à la *Merceria* chercher des étoffes pour orner nos fenêtres de drapeaux aux trois couleurs nationales.

Dans le magasin le mieux achalandé de la *Merceria*, on trouva de quoi faire un bon nombre de drapeaux aux trois couleurs italiennes. Centoni paya les frais sans marchander, et le rassemblement se dissipa. Deux jours après, on ne voyait plus de drapeaux aux fenêtres. La consternation était sur tous les visages. On n'entendait que le son aigre des tambours autrichiens sonnait la marche avec leur lenteur ordinaire et le pas pesant des soldats qui reprenaient le chemin des casernes. L'armistice et les préliminaires de la paix de Villafranca étaient connus. Comme en 1797 et en 1849, Venise sacrifiée ne recueillait de tout le sang qui venait de couler que des témoignages stériles de sympathie et de bonnes promesses de l'Autriche, qui jamais n'avait tenu ses promesses.

Le soir de ce triste jour, une heure avant le coucher du soleil, on vit un peloton de soldats sortir du palais Foscari, descendre par les escaliers du Rialto sur la rive *del Carbon*, et cerner les issues d'une maison. Don Alvise pleurait, la tête dans ses deux mains, lorsqu'il fut tiré de ses rêveries par l'arrivée des uniformes précédés d'un homme en habit vert. L'égorgeur forcené de la place Santa-Lucia était réintégré dans ses fonctions d'agent de police. — Seigneur Centoni, dit-il, pour peu que vous sachiez les nouvelles, ma présence ne doit pas vous surprendre.

— Comment! s'écria don Alvise, tu m'as dénoncé?

— Eh! sans doute; pouvais-je m'en dispenser après les intéressantes révélations que vous m'avez faites l'autre jour?

— Mais tu me dois la vie, misérable!

— Bien plus, je vous devrai ma fortune, car on me récompensera certainement d'avoir su découvrir les menées d'un homme aussi dangereux que vous. Croyez à ma reconnaissance, messer Alvise. Comment pourrais-je vous servir? dites-le moi dans notre joli dialecte; ces lourdauds qui nous entourent ne parlent pas chrétien.

— Eh bien! si tu le sais, dis-moi ce qu'ils vont faire de moi. Ne me cache rien; c'est l'unique service que je puisse accepter d'un homme de ton espèce.

— Par Bacchus! vous êtes un homme fort, messer Alvise. Je vous dirai donc la vérité: ils n'ont pas dessein de vous mener à la noce ni de vous donner la couronne de Chypre et de Jérusalem. Cherchez vous-même ce qu'on doit espérer de gens humiliés, vaincus, pleins de rage, et qui ont entre leurs mains un rebelle dans le cas de récidive, en temps de guerre et sous l'état de siège.

— Je ne crains qu'une seule chose, répondit Centoni : le *carcere duro*.

— Alors ne craignez rien ; mais à votre place j'aurais une peur de tous les diables, car il y a remède à tout, excepté à la mort.

— J'aime mieux cela, pourvu qu'on ne me fasse pas languir. Sera-ce bientôt ?

— Demain matin à six heures.

— Tant mieux ! Où allons-nous ?

— Au fort de San-Nicoletto.

— Marchons.

La barque des prisonniers attendait devant la maison. Don Alvisé y fut installé entre quatre soldats dans la cabine fermée au verrou, et la lourde machine vogua lentement vers le Lido en suivant le Grand-Canal. Elle n'était pas encore à la hauteur de la *Piazzetta*, que déjà la fidèle Teresa, qui avait écouté aux portes, répandit la nouvelle de l'arrestation de son maître dans tout le voisinage. Bientôt après il se formait sur la rive *del Carbon* un petit rassemblement où l'on délibérait à voix basse. Une jeune femme se détacha du groupe et sauta lestement dans une de ces gondoles étroites et sans cabine dont on se sert pour la course les jours de régates. Deux hommes vigoureux saisirent les rames, et la mince gondole partit avec la rapidité d'une flèche. En une demi-heure, elle atteignit à la rive de San-Nicoletto et se rangea près de la grosse barque des prisonniers, qui attendait encore les soldats de l'escorte pour les ramener au palais Foscari.

Le soleil de juin se couchait, et l'*Angelus* sonnait aux églises quand Susannette, — car c'était elle, — sortit de la gondoline et se présenta intrépidement à la porte de la caserne. Nous n'entreprendrons point de rapporter ici le torrent de paroles qui coula de ses lèvres de rose avec une volubilité merveilleuse, ni les mensonges et subterfuges qu'elle sut imaginer. Il suffit de dire qu'après avoir enjôlé le portier-consigne, l'officier et toute la garde du poste d'entrée, elle obtint la permission de causer avec un jeune sergent lombard qu'elle connaissait. Apparemment ce qu'elle avait à lui demander était chose grave, car elle pria fort longtemps, et son insistance alla jusqu'aux larmes. A la fin pourtant le jeune sergent se laissa attendrir et persuader ; il leva la main en faisant une promesse appuyée d'un serment ; pour le remercier, Susannette lui sauta au cou et l'embrassa de tout son cœur, puis elle courut à sa gondoline, qui la reconduisit à la rive *del Carbon*, où le rassemblement délibérait encore. — J'ai réussi, dit-elle à ses amis ; les soldats lombards ôteront les balles de leurs cartouches ; le sergent glissera deux mots dans l'oreille de notre pauvre patron en lui ban-

dant les yeux. Le bon *sior* comprendra le tour, il saura bien faire le mort, et le reste nous regarde.

Le lendemain, dès cinq heures du matin, des gens du peuple, des femmes et des enfans curieux d'assister à une exécution aborderaient au Lido de divers quartiers de la ville. Ils attendaient, les uns sur le terrain consacré au tir à la cible, les autres devant la porte de la caserne. En ce moment, le désordre causé par le désastre de Solferino n'était point encore réparé. Une partie de la garnison, restée sur la terre ferme, ne savait si elle devait retourner à Venise. On n'avait laissé dans les forts du Lido qu'un petit nombre de soldats lombards. C'était ce débris de la garnison de San-Nicoletto qui se trouvait chargé de mettre à mort le condamné Centoni. A six heures précises, la porte de la caserne s'ouvrit, et l'on vit sortir un peloton de fusiliers commandés par un sergent lombard et un lieutenant allemand. Les soldats formaient deux files entre lesquelles était don Alvise, la tête nue et marchant d'un pas ferme, bien qu'on le menât où aucune des personnes présentes n'eût voulu aller. Une jeune femme, se penchant vers sa voisine, lui dit à voix basse : — Tout va bien, ce sont les Lombards.

Et quand le détachement passa, elle échangea un clignement de paupière avec le sergent. En ce moment, l'on aperçut à quelques brasses du rivage une grosse barque aux couleurs jaune et noire. L'officier, pensant que cette barque apportait peut-être la grâce du condamné, voulut attendre qu'elle eût abordé. Douze soldats croates en descendirent, conduits par un vieux capitaine et un agent de police. Un colloque en langue allemande s'engagea entre le capitaine et le lieutenant, à la suite duquel on vit les Lombards former la haie, écarter les curieux, et céder la place aux Croates sur le terrain du tir à la cible. Centoni mit un genou en terre. Les Croates abaissèrent leurs armes avec la précision d'un seul homme. On entendit le commandement de *feuer*, et le condamné tomba foudroyé. Deux femmes du peuple, l'une grande et belle, l'autre boiteuse et rachitique, se jetèrent, malgré les soldats, sur le corps de Centoni en poussant des cris déchirans. On fut obligé de leur arracher ce cadavre qu'elles tenaient embrassé sans s'apercevoir qu'il les inondait de sang. Un quart d'heure après, la plage lugubre du Lido était entièrement déserte.

Un parent collatéral hérita de la fortune de Centoni. En 1863, il y avait dans un coin du cimetière de Venise un petit tombeau de marbre blanc, élevé par les soins de ce parent, et sur lequel on lisait ces mots gravés au-dessous des deux noms de Martha Lovel et d'Alvise Centoni : *promessi sposi*.

PAUL DE MUSSET.

A UN SAINT HOMME

I.

Voilà qu'il recommence! — On allait oublier
Cet Arlequin mystique et dévot à lier,
Et sa double démençe.
Et l'on n'en parlait plus, voulant être poli.
Aussi près de la mort qu'il est près de l'oubli,
Voilà qu'il recommence!

II.

Cet homme est un chrétien, — d'ailleurs il se pourrait,
S'il ne l'écrivait pas, peut-être on le croirait, —
Et c'est pour un salaire,
Qu'il relève sa voix, rallume son ardeur,
Et nous fait rougir tous : les femmes de pudeur,
Les hommes de colère.

III.

Cet homme est un soldat, — il combat pour sa foi.
Combattre étant son but, provoquer est sa loi;
Il le dit, c'est sa tâche.
Et quand on veut le joindre, il plonge dans l'égout,
Et parce qu'à le suivre on sent quelque dégout,
Il vous appelle lâche!

IV.

Cet homme est un vieillard, — cet âge est sans courroux,
Car le vieillard est bon comme le soir est doux;
Mais lui s'emporte, il jure,
Il se gonfle, il s'emplit de venin et de vent,
Et lance, pour prouver qu'il est encor vivant,
Une dernière injure.

V.

Il s'essouffle, il écume, il injurie, il mord;
A défaut du vivant, il déterre le mort.
Sur toute belle chose
Il s'acharne, il trépigne, il en cherche l'envers;
Ne pouvant la détruire, il la salit en vers,
Il la salit en prose.

VI.

Bonhomme, calmez-vous. — Vous êtes imprudent;
Votre esprit prend du ventre, et vous manquez de dent
Pour remâcher vos haines.
Laissez nos dieux : progrès, amour et liberté;
Bonhomme, calmez-vous, — le bouc, en vérité,
Ne broute pas les chênes !

VII.

S'attarder dans la fange, ô vieillard, n'est pas bien;
C'est quand on est enfant ou qu'on le redevient
Qu'on s'y traîne et s'y joue.
Un chrétien est clément et ne blasphème point,
Et quand on est soldat et qu'on a l'arme au poing,
On ne prend pas la boue.

VIII.

Faire rire aux éclats ses amis et les sots,
Insulter tout le monde avec de vilains mots,
En citant l'Évangile,
Vieillard, je vous le dis, c'est un œuvre malsain...
D'ailleurs n'êtes-vous pas bien jeune pour un saint
Et bien vieux pour un Gille ?

IX.

Je sais bien qu'on vous parle et qu'on vous prêche en vain;
Votre vieille jeunesse est là comme un levain
Qui fermente et pétille,
Car vous fûtes un jour, comme Paul le Romain,
Renversé, vous aussi, jadis sur un chemin,
Celui de la Courtille.

X.

Je sais bien que dans l'ombre on vous pousse, on vous suit,
Que vous clignez de l'œil du côté de la nuit;

Je soupçonne la rage
De l'insulteur caduc sans être plus bénin,
Et qu'il vous reste encore un vieux fonds de venin
Très joli pour votre âge.

XI.

Il n'importe, cessez, taisez-vous, croyez-moi,
N'insultez plus au rêve, à l'espoir, à la foi,
Qui ne sont pas les vôtres.

Vos colères, c'est vrai, rapportent un bon prix;
Mais craignez à la fin votre propre mépris...
Après celui des autres.

XII.

Ne vous indignez plus en vous battant les flancs,
Car lorsqu'un homme parle, un homme à cheveux blancs,
Il ne faut pas qu'on rie;

Répandez sur le sol votre restant de fiel,
Tout en y songeant plus, parlez-nous moins du ciel,
Bonhomme, on vous en prie.

XIII.

Cessez! ne mettez plus cet orgueil et ce soin
A vous faire appeler La Bruyère du coin,
Vadé de sacristies;
Faites cela pour Dieu, pour vous-même, pour nous...
Ah! gamin enfroqué, quand donc jetterez-vous
Votre blouse aux orties?

XIV.

Plus qu'un mot. S'il vous vient de telles âcretés,
Qu'il faille un exutoire à vos sénilités,
En vrai fils de la balle,
Traduisez de l'hébreu la Genèse en argot,
Ou tâchez de fonder pour le peuple cagot
Une chaire — à la halle.

ÉDOUARD PAILLERON.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 décembre 1866.

Les questions dont la France est aujourd'hui principalement préoccupée, l'affaire de Rome et l'affaire du Mexique, sont arrivées aux échéances fixées d'avance. Le cercle s'est resserré autant que possible; nous sommes dans le vif des actes et des solutions qui affligent les uns, inquiètent les autres, et en tout cas excitent la curiosité universelle.

Le premier de ces actes décisifs est accompli : l'intervention française a cessé à Rome. L'ère des nouvelles destinées de la papauté au point de vue du temporel est commencée. Peu d'événemens ont dépassé en importance le changement auquel nous assistons. Une série d'accidens et de nécessités politiques qui s'est prolongée dans l'histoire pendant l'espace d'un millénaire est en train de finir et d'expirer sous nos yeux. La fonction suprême du sacerdoce catholique avait été alliée depuis mille ans aux soucis, aux manèges, aux luttes, aux ambitions, aux splendeurs, aux entraînemens, en un mot à toutes les vicissitudes de l'autorité politique. Devenue puissance politique, la papauté avait suivi les fortunes des formes politiques qui avaient prévalu dans la civilisation européenne. Elle avait participé aux agitations orageuses de l'époque féodale. A partir du xvi^e siècle, lorsque la concentration du pouvoir monarchique triompha partout en Europe à peu près, la papauté était, elle aussi, devenue une sorte de souveraineté absolue. Le travail de l'histoire est un entrelacement mystérieux d'idées et d'intérêts, de faits et de souvenirs, de nécessités successives et de créations de l'imagination, d'où naissent avec lenteur et d'une façon presque imperceptible les formes dominantes des institutions et des sociétés. La puissance temporelle de l'église romaine a été l'un des produits les plus surprenans de ce qu'on pourrait appeler la force d'amalgamation du développement historique. Qui eût pu prévoir, à l'origine du christianisme, et l'influence qu'il aurait sur le monde romain et l'influence plus prodigieuse encore qu'au-

raient sur lui les formes politiques romaines? Si le christianisme eût dû avoir une patrie locale sur la terre, ne semble-t-il point que cette patrie, comme le crut le naïf moyen âge au temps des croisades, devait être naturellement la contrée où naquit et mourut le Christ? L'ascendant politique et le prestige païen de Rome eurent plus de prise sur les intérêts et l'imagination des peuples que les souvenirs de Jérusalem; en mourant, le césarisme politique laissa avec Rome à la suprême autorité du culte chrétien la prétention et la forme de la domination universelle. A la longue et de nos jours, les nouvelles transformations de l'histoire ont fait sentir leur empire au pontificat romain. Un antagonisme irréconciliable s'est produit entre le caractère essentiellement religieux de la papauté et les précaires garanties de son pouvoir politique. Les papes n'ont plus eu la faculté de conserver la souveraineté temporelle par leur propre force; une incompatibilité absolue s'est déclarée entre l'esprit de leurs dogmes, qui doit les posséder tout entiers, et les conditions du gouvernement des sociétés modernes, qui échappent aux formules inflexibles de l'infailibilité dogmatique. La force des choses annule donc aujourd'hui le pouvoir temporel des papes, et tend à en renfermer les derniers restes dans les limites les plus exigües. L'intervention militaire de la France à Rome tenait en suspens la crise finale de cet antagonisme. Nos troupes se retirant, les choses vont être abandonnées à leur cours naturel. Quel sera le caractère, la direction, le résultat de l'élaboration nouvelle qui va commencer, dans des circonstances si neuves, entre Rome et l'Italie, entre le pape et les communautés catholiques? Voilà ce que le monde va voir, voilà ce que l'on attend partout avec des sentimens partagés et des espérances diverses.

Dans cette scène imposante, le personnage le plus intéressant est à coup sûr le saint-père. Ceux même qui sont le plus convaincus de l'utilité de la révolution qui change les conditions du pouvoir temporel ne peuvent refuser leurs sympathies à l'honnête et débonnaire Pie IX. Il y a quelque chose d'auguste et d'attachant dans cette figure de pontife obligé de subir la ruine de l'institution personnifiée en lui, et à qui nul ne saurait attribuer la responsabilité des causes qui ont rendu la révolution nécessaire. Que Pie IX revendique les prérogatives illusoires du pouvoir temporel, qui pourrait s'en étonner ou l'en blâmer? Le sentiment le plus intime de l'honneur l'oblige d'invoquer des attributions exercées avec éclat par la papauté durant tant de siècles, et dont la conservation doit faire partie, à ses yeux, du mandat qu'il a reçu. Il n'y a pas dans l'histoire de situation plus émouvante que celle des hommes qui voient périr entre leurs mains des institutions ruinées par d'anciens vices, par des fautes antérieures, par des impossibilités présentes, auxquelles ils n'ont contribué pour rien, et où l'on ne peut trouver contre eux aucun juste sujet de reproche. Parmi ces expiateurs innocens, la figure de Pie IX paraîtra toujours comme une des plus touchantes. On ne peut s'empêcher d'admirer l'élévation naïve, la douce

exaltation, la résignation pathétique avec lesquelles Pie IX remplit le rôle que la Providence lui a donné. Quoi de plus émouvant que ses adieux aux officiers des troupes françaises partant de Rome? L'âme du pape y montre un incomparable mélange de tristesse et de bénignité. Cette allocution réunit tant de dignité, de sensibilité et de charme, qu'elle achève pour ainsi dire par une conclusion esthétique l'épisode de notre intervention à Rome. L'auguste vieillard ne cache point la crainte douloureuse et vague que la révolution lui inspire; le pressentiment des difficultés prochaines se mêle au souvenir de la sécurité précaire dont il s'est cru redevable pendant dix-sept ans à la présence de nos soldats; il n'est point cependant irrité contre l'avenir; il l'attend incertain. — « Que dire et que faire? » — Il s'en remet à la Providence; il couvre de ses bénédictions et de ses prières et ceux qui lui ont prêté une docile assistance et ceux à qui il reproche peut-être dans le secret de son cœur un trop prompt abandon. Après ce discours, où s'est exhalée avec tant de douceur une si grande tristesse, on voudrait répéter à Pie IX ces paroles sympathiques dont furent accompagnés les beaux débuts de son pontificat : « Courage, saint-père! » Courage! lui dirait-on encore; que la révolution ne vous inspire point d'alarmes : cette révolution n'a point de haine contre les personnes, et elle sait vous rendre le respect dont vous êtes digne. Elle n'agit que contre des idées et des combinaisons politiques variables et passagères, qui ont perdu les élémens de la vie, et dont la chute ne peut entraîner la ruine des principes religieux sur lesquels votre inébranlable foi se repose.

Certes nous ne demanderons point au pape de sonder l'avenir, de prévoir les modifications que la nouvelle situation du saint-siège devra entraîner dans le gouvernement de l'église catholique, et d'accepter d'avance des changemens qui seront l'œuvre lente et compliquée du temps. Pour un pontife chrétien, cette phase nouvelle du développement du catholicisme ne saurait être la matière de spéculations aventureuses et prématurées. De tels soins sont l'affaire de la Providence. Ce qu'on est en droit d'attendre du pape, c'est que, dans les nouveaux rapports qu'il devra ouvrir avec l'Italie, il montre un esprit de conciliation véritable. Ici la cour de Rome et l'Italie vont se trouver placées dans un ordre de faits et d'idées régis par les intérêts positifs et urgens du présent. La papauté peut mettre à l'abri celles de ses prétentions absolues auxquelles les événemens ont donné tort par des protestations affirmant l'idée qu'elle a de ses droits; ce système de réserve des droits par lequel l'église met pour ainsi dire sa conscience en règle avec les principes, sauf à subir passivement ensuite dans le domaine de la réalité des faits qui lui déplaisent, est ancien, et a depuis longtemps rendu d'importans services à la cause de la paix entre les églises et les états. Nous en savons quelque chose en France; c'est à la faveur d'un compromis de ce genre que règnent chez nous le concordat et le règlement organique qui l'accompagne. Il est absurde et injuste aux pouvoirs civils

d'exiger de l'église des abdications de principes, des adhésions actives à des pactes contraires à ses dogmes et à sa tradition; cette inconséquence a été commise tant que l'on a harcelé Pie IX pour obtenir de lui la réalisation dans ses états de réformes politiques et civiles qui étaient incompatibles avec les lois invariables de l'église. La cour de Rome n'étant plus soumise à la protection armée de la France, il n'y a plus de prétexte pour renouveler auprès d'elle des sollicitations impuissantes et tracassières. Que l'on ne se dépite donc point à Florence de l'obstination dogmatique de la cour de Rome; pour la pratique, on peut tirer tout le parti utile de la résignation de cette cour aux faits qu'elle ne peut empêcher. Qu'on tolère les protestations où depuis si longtemps ont été embaumés tant de droits anciens, protestations malgré lesquelles les droits modernes ont toujours prévalu à leur aise. Les conflits sur les prétentions inconciliables étant ainsi évités ou conjurés, il reste dans l'ordre des intérêts et des affaires un grand nombre de points sur lesquels le gouvernement italien et la cour de Rome peuvent s'entendre utilement. A défaut de M. Vegezzi, M. Tonello est envoyé en ce moment à Rome pour négocier un rapprochement de ce genre. Le cabinet de Florence a donné à la cour de Rome une large avance et une preuve rare de son respect pour la liberté de l'église en accordant aux évêques réfractaires le droit de rentrer dans leurs diocèses, en offrant de renoncer au droit d'initiative de l'état dans la nomination des évêques et au contrôle sur les publications épiscopales. Cette libéralité du gouvernement italien sur les matières qui intéressent le plus délicatement la conscience du saint-père ne peut, ce semble, manquer d'obtenir de la cour de Rome une certaine réciprocité. Ce gouvernement ne peut point, par exemple, fermer l'oreille à des propositions qui ont pour objet de faciliter les relations utiles entre ses sujets et les Italiens; il ne peut se refuser à des arrangemens douaniers nécessaires aux échanges commerciaux et à la subsistance même des populations romaines; les embarras de la circulation monétaire et l'impuissance de la banque romaine lui font un devoir d'aviser aux mesures qui pourraient assurer aux Romains le concours de la Banque d'Italie. Il y a là, pour commencer, dans l'ordre des intérêts matériels une multitude de points de contact entre l'Italie et la cour de Rome qui prescrivent les bons rapports, et qui offrent une occasion naturelle de les entamer sans offense pour la dignité des gouvernemens. En dépit des dissensimens réservés, l'habitude de se rencontrer, de s'entendre, de concerter des mesures communes sur ce qu'on pourrait appeler les nécessités de la vie matérielle, doit mener les choses plus loin. Cette expérience pratique apportera des démonstrations fécondes à l'Italie et à la cour de Rome: elle apprendra à celle-là qu'elle peut modérer ses impatiences sans dommage pour sa prospérité intérieure; elle enseignera à celle-ci qu'elle peut se dessaisir avantageusement de plusieurs attributions administratives, sans compromettre en rien la mesure d'indépendance né-

cessaire à l'exercice de la plus haute autorité religieuse. Un frottement plus amical, une appréciation plus impartiale des convenances communes, la droiture des intentions, l'influence des circonstances, amèneront ainsi peu à peu la papauté et l'Italie au point juste où il sera possible en même temps aux Romains de participer à la vie nationale, et au pape d'avoir les garanties fixes et certaines de son indépendance spirituelle. En s'appliquant ainsi avec loyauté à l'œuvre de la conciliation, en ne dédaignant point de l'entamer par les côtés les plus modestes, en prenant garde d'atténuer les premiers chocs, on pourrait donc réussir à détourner ce fantôme révolutionnaire qui trouble et afflige encore l'âme candide de Pie IX, et à familiariser l'Italie avec la pensée d'une papauté respectée dans son indépendance. On dira peut-être que la perspective que nous évoquons ainsi est chimérique; nous voudrions qu'on essayât de le prouver. Pour démontrer que nos vœux sont chimériques, il faudrait soutenir que l'Italie et la cour de Rome sont dépourvues de la clairvoyance qui doit les éclairer sur leurs intérêts, et de la probité qui devrait guider leur conscience dans la crise qu'elles traversent ensemble.

L'idée que nous avons des responsabilités encourues par l'Italie et par la cour de Rome explique assez la répugnance que nous inspirerait toute velléité d'ingérence étrangère qui pourrait apporter le trouble dans l'équilibre de ces responsabilités. Nous regretterions donc qu'il fût donné suite au projet de voyage de l'impératrice des Français à Rome, dont il est question depuis quelque temps. Une démarche d'apparat telle que celle-ci ne pourrait demeurer insignifiante, et si elle devait produire une diversion, personne n'aurait le droit de se promettre d'avance que cette diversion ne pourrait être qu'heureuse. Nous ne cesserons de le répéter : si la réconciliation peut s'opérer, il en faut laisser tout le mérite au pape et à l'Italie; si elle doit échouer, il en faut laisser tout le blâme à celui qui l'aura mérité. L'intention de l'impératrice serait assurément de ne donner qu'un caractère privé à une démonstration généreuse; mais nous ne savons jusqu'à quel point il est au pouvoir de la gracieuse souveraine de déposer à son gré dans un acte public le caractère politique dont elle est revêtue. L'impératrice, le *Moniteur* a souvent occasion de nous en instruire, assiste aux conseils de cabinet : une princesse qui s'adonne avec une semblable assiduité à la délibération des affaires de l'état ne peut laisser à volonté la politique après elle, si elle va porter des consolations au vieux pontife affligé. Qui répondra des incidents, et la dernière allocution du pape, dont quelques expressions, plus ou moins exactement rapportées, ont effarouché certaines oreilles, ne donne-t-elle point une idée des surprises auxquelles on pourrait être exposé? Au nom de Dieu, ne prolongeons l'intervention sous aucune forme! Rien dans les faits n'a encouragé ceux qui ont voulu jusqu'à ce jour se placer entre le pape et l'Italie. Plusieurs de nos évêques ont fait, dans ces tentatives d'immixtion, des expériences dont ils n'ont point

lieu de s'applaudir. Un des plus ardents parmi eux, l'évêque d'Orléans, a fini par y endommager son talent de la façon la plus grave. Il a perdu à cet exercice tout sentiment de l'à-propos, tout bon goût et toute mesure. Le voici reparaisant sur la scène, après sa mésaventure de la brochure des inondations, avec un nouveau pamphlet qu'il appelle *l'Athéisme et le péril social*. Comme l'auteur l'avoue en finissant, l'objet réel de cette longue et indigeste vitupération est de porter une protestation dernière contre l'exécution de la convention du 15 septembre et contre la cessation de l'intervention française à Rome. Le hors-d'œuvre est précisément le sujet indiqué par le titre. M. Dupanloup emploie dans ce nouvel ouvrage un procédé qui n'est ni théologique, ni philosophique, ni littéraire. C'est la dénonciation substituée à la polémique. M. Dupanloup se contente de démontrer les progrès de l'athéisme et du matérialisme et l'existence du péril social par un fatras de citations empruntées à toute sorte d'écrivains, détachées arbitrairement des argumentations qui pouvaient leur donner une valeur plus ou moins scientifique, dénaturées par conséquent. Les ciseaux à la main, il compose sa collection de paradoxes et de blasphèmes et nous l'étale avec violence. Sa laide compilation achevée, il croit avoir rempli sa tâche et nous avoir démontré les progrès de l'athéisme et les périls de la société. Ce n'est point par une méthode aussi expéditive, aussi brutale, il faut le dire, que les grands apologistes chrétiens avaient coutume autrefois de combattre les erreurs du siècle. Ils saisissaient corps à corps les systèmes d'où leur paraissaient découler ces erreurs, et s'attaquaient bien plus aux argumentations fausses qu'aux exagérations et aux excentricités de la forme. Ils s'appliquaient à être dialecticiens et philosophes tout en restant théologiens. Les doctrines et les travaux scientifiques contre lesquels s'irrite M. Dupanloup ne seront point renversés par des gros mots, par des éclats de voix, par des délations véhémentes illustrées de citations tronquées. Un chrétien pourrait trouver profit à tenter la réfutation et par conséquent l'étude consciencieuse de la doctrine positiviste; dans une critique sérieuse, il se garderait de bafouer un ensemble d'idées qui, sans être entièrement accepté, a obtenu cependant l'attention sérieuse et l'estime scientifique de plusieurs des plus honnêtes et des plus grands esprits de notre époque. Nos lecteurs ont jugé par eux-mêmes du parti que des philosophes distingués de l'école spiritualiste, MM. Janet et Caro, ont pu tirer en faveur de leurs doctrines de l'analyse respectueuse, mais pénétrante et ferme, à laquelle ils ont soumis dans la *Revue* les œuvres les plus récentes où sont exposés scientifiquement les systèmes que M. Dupanloup dénonce au hasard sans les discuter. M. l'évêque d'Orléans suit les pires traditions de l'arbitraire théologique; il détache des propositions condamnables et pousse des cris d'horreur. Il nous ramène aux propositions relevées par les bulles papales dans Jansenius ou dans le père Quesnel, ou plutôt il recommence la méthode de ce pamphlétaire cléricale des dernières années du règne de

Louis-Philippe qui déclara à l'Université une guerre de citations qui produisit un si fâcheux scandale. Chose curieuse, c'était alors dans les livres de M. Cousin et de ses disciples que le cléricalisme allait chercher le prétexte de ses imprécations accusatrices, — et aujourd'hui M. Dupanloup est bien obligé de puiser dans les mêmes ouvrages du maître illustre les témoignages les plus autorisés en faveur du spiritualisme. L'évêque d'Orléans aborde en finissant l'objection qu'on est en droit de lui adresser. Il a voulu effrayer au profit de la question romaine! Il n'en disconvient point tout à fait; dans la guerre au pape, dit-il, il a voulu démasquer la guerre à Dieu! Il n'y a plus d'utilité à répondre aux déclamations de M. Dupanloup sur la question romaine. L'écrivain épiscopal entrevoit pourtant dans sa péroraison l'horizon vers lequel devraient se porter désormais tous les regards et toutes les aspirations des catholiques : la perspective de la liberté de l'église remplaçant l'illusion de l'alliance de la cour de Rome avec le pouvoir politique. « Vous nous répétez chaque jour, s'écrie-t-il, que si l'église n'a plus le pouvoir temporel, elle aura, ce qui vaut mieux, la liberté! Nous prenons acte de votre parole. » Mais les faits, déclare M. Dupanloup, démentent ici les paroles. « Les vrais libéraux de l'Europe, continue-t-il, ceux qui nous tiendraient sincèrement ce langage sont d'ailleurs ici dans la même situation que les vrais chrétiens; ils sont battus et sans aucun pouvoir de tenir leurs promesses. » M. Dupanloup ne montre point dans cette appréciation des choses une clairvoyance libérale. Lui, pontife catholique, il ne devrait point douter que, si la liberté est nécessaire à l'église dépouillée du pouvoir temporel, l'église aura assez de vertu et de force pour conquérir la liberté; quant aux libéraux, ils sont convaincus que la transformation du pouvoir temporel affranchira l'église et dépouillera le despotisme dans les pays catholiques d'un concours qu'il avait toujours trouvé dans la combinaison politique et religieuse qui dominait à Rome. La rupture de cette solidarité odieuse qui unissait l'autorité religieuse aux despotismes politiques sera une première et large satisfaction donnée au libéralisme. Une telle victoire est la promesse infaillible des autres conquêtes.

Quelque pénible que soit le dénouement de notre entreprise mexicaine, c'est pourtant un dénouement, et à ce titre il doit nous consoler des circonstances qui l'accompagnent. L'empereur Maximilien n'a point encore fait connaître sa décision. Elle est cependant certaine. L'empereur Maximilien ne peut point rester au Mexique après nous; il ne saurait avoir la pensée d'affronter l'insurrection républicaine, visiblement appuyée par un patronage américain. Les préparatifs d'embarquement de Maximilien sont avancés; il ne peut tarder à suivre ses bagages. Son irrésolution apparente est un dernier accès de mélancolie ou un effort suprême de dignité. Nous n'avons point d'ailleurs le droit d'être sévères envers ce prince, à qui la confiance placée par lui dans une entreprise où il s'associait à nous non-

seulement procure le déboire d'une abdication forcée, mais a coûté encore la raison et peut-être la vie même d'une illustre compagne. D'ailleurs la dépêche du maréchal Bazaine et du général Castelnau insérée au *Moniteur* montre que les incertitudes de l'empereur ne retardent point nos apprêts d'évacuation. Une question se présentait au dernier moment, surtout après la mission du général Sherman et de M. Campbell, et après le message du président Johnson; c'était celle-ci : quel rôle les Américains vont-ils jouer au Mexique après la cessation de l'intervention française? Cette question a marché depuis le message présidentiel. Au moment où le message a été écrit et où sont partis MM. Sherman et Campbell, il semble que le cabinet de Washington n'était point encore exactement ou officiellement informé des projets de la France. M. Seward feignait de s'en tenir aux avis donnés par notre gouvernement au mois d'avril, et suivant lesquels l'évacuation devait s'opérer en trois fois et commencer dès le mois de novembre. Il n'avait point été prévenu officiellement du changement survenu dans les dispositions françaises; il ne savait point que le système de l'évacuation en masse avait remplacé celui de l'évacuation partielle, et que le départ de la totalité de nos troupes serait ainsi ajourné au mois de mars. Dans cette ignorance affectée, M. Seward demanda des explications sur le retard mis à notre départ, promis pour le mois de décembre, et eut le luxueux caprice d'envoyer par le câble transatlantique la dépêche de plusieurs milliers de mots dont les journaux ont parlé. Ce malentendu devait être levé bien vite. Au fond, la résolution prise par le cabinet des Tuileries d'effectuer l'évacuation en masse satisfait bien mieux encore que le rapatriement successif les vœux du gouvernement américain, car il assure d'une façon décisive l'abandon total du Mexique par la France. Les choses ainsi éclaircies, l'entente doit s'établir aisément entre la France et les États-Unis. Comme nous le pressentions à la première annonce de la mission de MM. Sherman et Campbell, cette mission serait destinée à nous aider dans les circonstances où va se trouver le Mexique à notre départ. Les républicains mexicains auront certainement une très grande déférence pour les représentants des États-Unis. Ceux-ci, agissant de concert avec nous, seconderont à Mexico la formation d'un gouvernement intérimaire, lequel adoptera les mesures nécessaires pour faciliter la transition du régime impérial au régime républicain. Ce gouvernement provisoire aura à présider aux élections et à la réunion de l'assemblée d'où devra sortir la nouvelle constitution mexicaine. Les États-Unis et la France combineront leurs efforts pour amener les divers partis mexicains à cesser toute lutte nouvelle et à se soumettre au verdict régulier du pays. On ne pourrait qu'applaudir à un pareil accord de la France et des États-Unis. Si nous avions eu dans la république américaine la confiance qu'elle mérite, nous nous fussions épargné la faute éternellement regrettable de l'expédition mexicaine. C'est à la première réparation de cette faute, il y a lieu de l'espérer, que nous allons être aidés

par le concours loyal et amical de ces robustes républicains de Washington, dont, grâce à Dieu, nous n'avons point réussi à limiter l'humaine et bienfaisante influence.

Un long exposé publié par *le Moniteur* a fait connaître enfin le plan de réorganisation de l'armée arrêté par la haute commission militaire. On nous excusera si nous avouons que nous ne sommes point encore en mesure d'apprécier cette importante combinaison. Au point de vue de l'efficacité militaire qu'il faut que la France s'assure à tout prix, le plan proposé nous paraît présenter de solides garanties. L'effectif de l'armée donnera à la France la sécurité et la force qui conviennent à la place qu'elle occupe en Europe. L'économie de la réserve et de la garde nationale mobile paraît bien entendue. Le premier ban de la réserve, étant un annexe très rapproché de l'armée active, en prendra la solidité. La garde nationale mobile, étant formée d'hommes qui auront servi, ne sera point une fantasmagorie, et pourra fournir au besoin à la défense du pays des soldats éprouvés. La France appuyée sur une armée offensive de 800,000 hommes, sur une armée défensive de 1,200,000, pourra donner à réfléchir aux ambitieux du continent. La question de force est bien résolue. Peut-être, en arrivant aux détails, y aura-t-il lieu d'exprimer quelques regrets ou certaines objections. Quant à nous, par exemple, nous regrettons que la question de l'exonération n'ait point été radicalement tranchée dans le sens démocratique, qui est aussi le plus équitable et le plus conforme aux conditions d'une armée efficace. Dans les débats qui s'engageront sur les divers élémens de la nouvelle loi, il est impossible que l'on ne soumette point à une discussion approfondie les effets que le système d'exonération combinée avec la dotation a produits sur l'état de notre armée. L'influence de ce système, aucun témoignage militaire ne nous contredira, a été énervante et dissolvante. L'homogénéité, la vivacité de nos troupes en ont souffert; les cadres si importants des sous-officiers ont été frappés d'obstruction et comme énervés. Il est heureux à ce point de vue que les événemens de cette année aient porté l'attention publique sur la situation de notre armée. On n'aurait fait qu'ouvrir les yeux sur les effets de la loi de dotation, que l'alerte eût encore été profitable. On ne sait pas dans quelle léthargie et dans quelle dissolution sénile notre armée serait tombée à la longue, si le sentiment d'une alarme patriotique ne nous eût éveillés à temps. On voit là un des périlleux résultats auxquels on s'expose à tout moment et à tout propos au sein des peuples modernes, quand l'opinion, privée des organes sains et libres de la discussion, s'endort, s'oblitère, et ne prête plus d'attention aux affaires publiques. Ce fatalisme paresseux où nous nous laissons endormir par le défaut d'initiative politique, par les entraves qui paralysent chez nous la discussion contradictoire, eût pu nous coûter cher en matière de guerre. Si le principe de l'exonération continue à prévaloir, il faut souhaiter du moins qu'on y mette les restrictions les plus sévères.

Un avantage pratique que nous eussions trouvé dans l'abolition de l'exonération, c'est le contact que la portion de la jeunesse cultivée par l'éducation littéraire et scientifique eût été obligée d'avoir avec la profession des armes et l'esprit militaire. On eût pu concilier ici, par une exception semblable à celle qui est consacrée en Prusse, les intérêts des professions libérales avec le devoir patriotique en réduisant au strict nécessaire la durée du service pour les jeunes gens qui eussent prouvé leur instruction par des examens. On eût pu trouver aussi, comme en Prusse, dans cette classe des jeunes gens instruits les élémens d'une catégorie d'utiles officiers qui auraient rempli gratuitement une portion des cadres. On eût marché ainsi dans cette voie qui sera celle des peuples modernes où l'esprit civil et l'esprit militaire doivent se rapprocher sans cesse l'un de l'autre jusqu'à ce qu'ils se pénètrent et finissent par se confondre entièrement. Dans les armées vraiment nationales, dans les armées des peuples modernes, il faut qu'une sorte d'élan volontaire se joigne à l'obligation et à la discipline du service, que le citoyen vive de plus en plus dans le soldat, que l'homme se déploie dans tous les champs d'activité où ses facultés peuvent s'étendre en devenant plus mâles. La réorganisation de l'armée en France sera une occasion décisive de régénération et d'accroissement de force morale et politique pour notre nation; nous faisons des vœux pour que, nous inspirant de nos traditions vaillantes, nous ne demeurions point inférieurs à la grandeur des circonstances.

La session du congrès américain est ouverte, et la lutte du président Johnson et du parti radical va sans doute se continuer dans de nouveaux conflits. Ce n'est que dans les premiers jours du mois de mars prochain que les sénateurs et les députés ajoutés par les dernières élections à la majorité radicale prendront place dans le congrès. Jusque-là, les radicaux ne pourront point employer contre le président toute la force que les élections leur ont donnée. On avait annoncé que les résultats de la dernière campagne électorale avaient éclairé M. Johnson et lui avaient inspiré des pensées de transaction. La rédaction du message n'a point confirmé ces prévisions. M. Johnson y maintient sa vieille politique favorable à la rentrée des états du sud dans l'Union sans les soumettre aux conditions réclamées par les radicaux pour assurer des droits civils et politiques aux nègres, et pour mettre la dette fédérale à l'abri de toute répudiation. Des dispositions plus conciliantes envers les états du sud semblaient récemment se produire parmi les radicaux, ce qui n'a point empêché un des membres les plus militants de ce parti, le général Butler, de présenter devant un *meeting* de New-York, dans un discours immense et souvent éloquent ou spirituel, le plan d'un acte d'accusation contre le président Johnson. On verra le mois de mars prochain si le général Butler, l'un des nouveaux élus, sera de force à recommencer cette prouesse devant le congrès. Il ne faut point d'ailleurs se méprendre aux exubérances de la vie politique

américaine et aux symptômes de cette fermentation incessante qui entretient une vie extraordinaire au sein de cet étrange peuple. En Angleterre, si les procédés politiques adoptés par M. Bright et par la ligue de la réforme finissaient par obtenir l'assentiment national, on ne tarderait point à voir les mœurs politiques américaines se propager dans cet antique foyer des traditions féodales. Nous ne savons point à quels résultats peuvent tendre les meneurs de la réforme anglaise en produisant dans les rues de Londres les manifestations des masses populaires. Veulent-ils prouver que là où est le nombre, là est la force, et que la loi du plus fort est la meilleure? De la part d'hommes qui ont toutes les ressources de la discussion libre, et dont plusieurs ont une prééminence intellectuelle et oratoire incontestable, l'emploi périlleux de cet argument de la force brutale est fait pour étonner. Il y a d'ailleurs une contradiction entre le but qu'on avoue et le moyen qu'on emploie. On votait pour le bill de M. Gladstone, qui n'ajoutait que 300,000 voix au corps électoral, et on menace de rassembler des millions d'hommes dans les manifestations réformistes! La mise en mouvement de ces agglomérations n'aurait de sens que si l'on voulait marcher à la conquête du *manhood suffrage*, du suffrage universel. Au surplus, contre le péril de ces agitations démocratiques, l'Angleterre a la chance d'être protégée par son rare bon sens national. La dernière manifestation réformiste de Londres s'est passée le plus tranquillement du monde. Les ouvriers groupés dans la procession ont été beaucoup moins nombreux qu'on ne l'avait annoncé : on promettait deux cent mille hommes, on n'en a donné que quarante mille. La procession, organisée avec une curieuse prudence, est restée admirablement disciplinée. La véritable population de Londres a préféré le rôle de spectateur, et la cérémonie s'est déroulée comme une fête publique. En somme, si les réformistes ont fait louer leur esprit d'ordre, ils n'ont pas le droit d'être fiers du nombre de figurants qu'ils ont donné à compter. La masse du peuple anglais est loin de partager la passion qu'ils éprouvent. Si le ministère tory, comme on l'assure, prépare un bill de réforme, il pourra s'en tirer à bon marché. Il a du côté de l'Irlande, dans les projets insurrectionnels que semblent toujours nourrir les fenians, une difficulté plus grave et plus douloureuse.

M. de Bismark est rentré sur la scène; nous ne tarderons sans doute point à voir la politique prussienne se caractériser dans le projet de la nouvelle constitution fédérale et dans la réunion du parlement de l'Allemagne du nord. L'Allemagne traverse une période de confusion; on n'y reprend pas son assiette. L'unification y est secondée par des ambitions savantes et des aspirations populaires énergiques; cependant de vives résistances se prononcent en certains endroits, et il ne semble point, par exemple, à en juger par les actes des autorités prussiennes, que le Hanovre soit heureux et fier de son annexion à la Prusse. Une grande indécision règne par contre dans les états du sud, où les aspirations vers l'unité et la puissance

triomphante ne sont guère dissimulées. Entre le jeune roi de Bavière et son vieux ministre M. de Pfordten, un dissentiment vient d'éclater : le ministre émérite se retire. La Bavière est-elle toujours destinée par ses fantasques souverains à vivre dans le milieu des rêves, et doit-elle renoncer à jamais au rôle politique qui lui a été plus d'une fois offert par les circonstances? Ce qui s'y passe en ce moment a bien l'air d'une abdication définitive. L'Autriche ne montre aucune velléité de reprendre quelque action sur les affaires d'Allemagne. Elle paraît avoir dit adieu pour quelque temps aux jeux de la politique étrangère. Elle conclut des traités de commerce. Elle vient d'en faire un avec la France, lequel, nous l'espérons, ouvre la voie à un arrangement semblable avec l'Angleterre. Elle négocie également une convention commerciale avec la Prusse. Ces combinaisons économiques mettront sûrement en valeur les grandes ressources productrices de l'Autriche. La cour de Vienne se hâtera-t-elle de donner satisfaction à la Hongrie, dont les réclamations ont pris maintenant la forme officielle de l'adresse rédigée par M. Deak? Il faut souhaiter qu'on ne compromette plus une transaction par des ajournemens et des chicanes. L'Autriche devrait songer à l'Orient; il se prépare là, au milieu d'éléments corrompus ou aigris par une barbarie invétérée, des désordres et des perturbations sous l'influence des vues et des propagandes de puissances étrangères. Autriche et Hongrie sont également compromises et menacées par cette fermentation de races inquiètes pressées autour d'elles. Le commun péril devrait enfin leur apprendre à chercher le salut commun dans une prompte et franche réconciliation.

F. FORCADE.

REVUE MUSICALE.

Nous ne dirons qu'un mot du *Freischütz* représenté cette semaine au Théâtre-Lyrique; notre intention étant de parler longuement de Weber à ce sujet, l'exécution et la mise en scène doivent seules nous occuper aujourd'hui. Cela vaut-il mieux que tout ce que nous avons vu et entendu jusqu'à présent? Nous ne le pensons pas. On nous raconte que c'est plus exact; nous l'admettrions peut-être en ce qui concerne la pièce de l'ancien Odéon, mais non quant au *Freischütz* donné à l'Opéra, encore moins s'il faut parler d'une reprise qui eut lieu il y a quelques années à ce même Théâtre-Lyrique et sous une administration alors comme aujourd'hui préoccupée du culte des maîtres et trop intelligente, trop scrupuleuse en matière de textes pour souffrir des interpolations sacrilèges, et pour vouloir montrer à son public des dieux qui n'eussent pas été d'avance complètement échoués. Ce qui fait le plus grand charme de cette reprise, c'est la restauration

pleine et entière du prince Ottokar dans les droits et privilèges de ses ancêtres, et aussi la réinstallation du saint homme d'ermite dans sa niche! Jadis on avait eu le tort de supprimer ces deux personnages comme nuisant à l'action. A l'action peut-être, mais certes point à la musique. Dans un opéra de Weber, il n'y a pas de bouches inutiles. Ce prince funambulesque a dans les ensembles maintes répliques à donner; il n'en faut donc pas davantage pour que sa présence soit motivée. Même chose pour l'ermite. Otez du dernier finale ce capucin de baromètre, et l'admirable morceau n'a plus de sens. Kind, l'auteur de la pièce allemande, pour préparer la venue de son personnage au dénouement, le montre au premier acte. Il est vrai qu'en Allemagne on passe cette scène. Je l'indique à tout hasard au directeur du Théâtre-Lyrique; en la rétablissant, peut-être aurait-on l'avantage d'être encore plus exact qu'en Allemagne, ce qui ferait très bien sur une affiche.

Dans le principe en effet, l'ouvrage commençait par une interminable scène de l'ermite, et cette scène vraisemblablement y serait encore sans la vigoureuse et décisive intervention d'un vieil ami que Weber trouva établi à Dresde, lorsqu'il arriva pour y diriger la musique du roi. Cet homme s'appelait Jean Miksch, archiviste et chanteur de la chapelle : c'était, pour le caractère, une manière de Cherubini, grondeur, bourru, d'un commerce très difficile, mais qui bon gré mal gré se faisait écouter à cause de sa haute science et de ses talents. On a de lui d'excellente musique d'église, et parmi ses élèves plusieurs ont compté : Henriette Sontag et Wilhelmine Schroeder-Devrient, pour n'en citer que deux. Weber, écrivant *Freischütz*, lui soumettait tous ses morceaux l'un après l'autre. Quand on fut au bout du premier acte, Miksch dit à Weber en lui parlant de son ermite : « Qui diable voulez-vous qui s'occupe de ce bonhomme. Renvoyez-le-moi à sa thébaïde, la pièce ne commence qu'avec Max. » Et l'introduction fut supprimée. De même il en advint pour d'autres passages. Dans le premier finale, Caspar avait à dire sans accompagnement son diabolique accord de tierce-quarte et sixte; Miksch, jugeant la chose impossible pour un chanteur, obtint de Weber l'adjonction des violoncelles; plus loin, dans son air de triomphe, le même infortuné Caspar devait prolonger indéfiniment une tenue *solo*, et comme le chanteur pour lequel le rôle était écrit, un certain Mayer, déclinait, de peur de se compromettre, la responsabilité d'un pareil exercice, Miksch de nouveau décida le compositeur à modifier le trait; on mit les instrumens à corde sous la tenue. Quelquefois néanmoins ces dialogues amenaient entre les deux amis de véritables explosions. Un jour, Weber prétendait que les chanteurs étaient faits pour chanter tout ce qu'il écrivait, à quoi Miksch répondit carrément que Weber n'entendait rien de rien au chant vocal, et que ses mélodies n'étaient et ne seraient jamais que des phrases de clarinette ou de piano... « Vous ressemblez, ajouta-t-il, à tous nos pédans d'Allemagne, qui s'imaginent que chanter,

c'est simplement et purement dégoiser des notes; mais la technique de cet instrument divin qu'on appelle la voix humaine, son art d'exprimer la passion en divers styles, le beau chant, vous demeurent des choses absolument étrangères, et qu'il vous faut aller étudier chez les maîtres d'abord, ensuite chez les grands chanteurs que vous n'avez ni assez entendus, ni assez pratiqués. Que diriez-vous d'un traître qui, vous destinant un concert de piano, placerait toutes les difficultés dans la main gauche (Weber avait en effet la main gauche moins brillante)? C'est cependant ce que vous faites à l'égard de tous ces malheureux pour qui vous écrivez des rôles! » Et l'impétueux archiviste terminait sa harangue en envoyant Weber s'instruire à l'école du vieux Marpur, lequel, quatre-vingts ans plus tôt, avait proscrit, banni, mis hors la loi du chant toute cette affreuse séquelle de tierces augmentées, de sixtes augmentées ou diminuées, d'octaves diminuées, etc., etc.

La musique de Weber veut être chantée librement, franchement. C'est de la voix et encore de la voix qu'il faut au maître allemand, et il vous la prend toute, sans réserve, avec la froide indifférence d'une idole d'Irminsul pour ses victimes. Il lui faut le sacrifice humain. Savoir chanter est ici presque sans application. Prenons la grande scène d'Agathe au second acte et la *prière* au troisième : pour quelle voix cela est-il écrit? Assurément pour deux, car une seule n'y saurait suffire. On vous demande là un *si* au-dessous de la ligne, plus sonore, plus corsé que celui de l'Alboni, plus un *mi* sur la première ligne en belle et bonne voix de poitrine, et en outre il est fait appel à des qualités de soprano telles que peu de cantatrices les possèdent aujourd'hui, de quoi Weber se moque bien, la voix n'étant pour lui qu'un instrument comme la clarinette, le basson ou le cor. Qu'arrive-t-il? La plus grande partie du rôle d'Agathe étant écrite pour l'octave entre le *la* sur le second espace et le *la* au-dessus de la ligne, le rôle échoit d'ordinaire aux soprani, et dès lors tout un côté magnifique de la grande scène par exemple, tout cet admirable *spianato* si religieux, si large et si beau, écrit pour un *mezzo soprano* bas ou pour un *contralto*, s'efface et disparaît dans l'ombre.

Il est convenu que le rôle appartient aux soprani. Je le veux bien, mais qu'alors les soprani soient robustes, les clairons haut sonnans. M^{me} Lauters, qui chanta le rôle d'Agathe à la dernière reprise du *Freischütz* au Théâtre-Lyrique, répondait à presque toutes ces conditions vocales. D'interprétation française de cette musique, il n'y en a pas eu jusqu'ici de comparable à la sienne. En revanche, M^{me} Carvalho ne sera jamais la cantatrice de ce rôle. Trop de style! Weber n'en demande point tant. Quand il s'agit de Mozart, à la bonne heure! Au second acte, le superbe *adagio* dont je viens de parler est dit par elle posément, purement, mais sans aucune espèce d'originalité dans l'accentuation, sans couleur, d'une façon toute *magistrale*. Duprez soutenait que chez un chanteur la voix est un obstacle;

M^{me} Carvalho en est venue à ce point où sa propre perfection nuit à l'artiste. Elle appartient au maître bien plus qu'elle n'appartient à son rôle. Ce qui la possède bien autrement que ces amours qu'elle nous raconte, c'est l'admiration de la musique qu'elle chante et qui doit être en effet, en ce moment, la plus admirable de toutes, puisqu'elle la chante. Au lieu de nous dire avec Agathe : « Déjà depuis longtemps tout s'abandonne au repos, cher bien-aimé, qui te retient loin de moi :

Alles pflegt schon längst der Ruh',
Trauter Freund, wo weilest du?

elle dit : « Que tout cela est beau, plein de jolis petits détails exquis ! et vous remarquerez, s'il vous plaît, cher public, que pas un seul n'échappe à ma sollicitude. » Plus tard, lorsque vient le grand mouvement de l'*allegro*, la voix manque : nul éclat sur cette fière et splendide tenue, en revanche des roulades perlées, le coquet, le mignon remplaçant le cri des entrailles, quelque chose de *lovely*, de rarissime, qui nous rappelle ce mot d'un aimable homme s'écriant au sortir du sermon : « Je viens d'entendre le père Hyacinthe ; je l'ai trouvé charmant ! » Charmante en effet, M^{me} Carvalho ; mais dans ce morceau d'un dramatique si profondément inspiré, dans cette scène où les Sontag, les Devrient, les Jenny Lind ont passé, où vibre encore à toutes les oreilles la voix à grande et pathétique résonnance d'une Lauters à ses débuts, être simplement agréable ne suffit pas ; il faut, comme dans un sermon, avoir l'accent qui vous domine, vous entraîne, ou ne point s'en mêler. Les roulades de Weber dans le *Freischütz* ne sont point des *floritures* ordinaires, cela se chante et s'enlève à plein gosier, haut la voix, sans raffinemens ni gentilleses. Figurez-vous une toile de Delacroix ou de Géricault reproduite à la loupe en un de ces tableaux curieux que minute le pinceau de M. Meissonier ; c'est exactement l'effet que produit dans cette musique du *Freischütz* le chant spécialement didactique de M^{me} Carvalho.

La Devrient fut l'idéal de ce rôle d'Agathe. Comme si la splendeur de sa voix, le naturel, la vaillantise de son inspiration n'eussent pas suffi, elle en avait encore le physique, blonde avec des yeux de *Vergissmeinnicht*, une taille souple et ronde, des bras taillés dans le marbre le plus pur. Après avoir, dans le premier entrain de la jeunesse et sans trop y réfléchir, joué maintes fois à ses débuts ce rôle d'Agathe, elle s'en était un peu dégoûtée ; le vieux Miksch, lorsqu'elle vint à Dresde, lui fit reprendre le rôle, étudier la partition note par note, et de cette analyse intelligente et profonde, poursuivie des mois entiers sous les yeux d'un maître qui ne laissait rien passer, sortit la charmante figure, restée typique en Allemagne, la douce, naïve, innocente Agathe, un peu sentimentale, prenant pour confidente de ses peines amoureuses la nature au milieu de laquelle elle vit,

parlant aux étoiles, au clair de lune, au rossignol des bois, comme Marguerite parle aux fleurs du jardin, mais gardant à travers ses amours et les maléfices le calme et la pureté de l'âme. Personne, ni la Sontag ni Jenny Lind, n'égala jamais la Devrient dans cette scène. Elle en rendait jusqu'aux moindres nuances psychologiques et pittoresques, en composait tout le paysage.

O wie hell, die goldnen Sterne,
Mit wie reinem Glanz sie glüh'n.

« De quel doux éclat brillent les étoiles ! » Elle phrasait ces mots de sa voix la plus claire, la plus limpide, répandant pour ainsi dire la lumière sur le tableau; puis, sondant à la fenêtre les profondeurs de l'horizon, interrogeant tous les présages, insensiblement elle rembrunissait le ton, troublée, épouvantée à l'idée de l'orage suspendu au-dessus de la tête de son fiancé.

Dort am Wald auch schwebt ein Heer
Dunkler Wolken dumpf und schwer.

« Une légion de nuages épais et lourds flotte là-bas sur la forêt. » Comme elle donnait aux notes leur valeur et leur expression, accentuait les intervalles, et quelle fidélité au texte ! On pouvait la suivre sur la partition, elle n'ajoutait, n'enjolivait rien. Pas un *portamento di voce*, pas une respiration qui ne fût selon la lettre. On conserve encore en Allemagne la tradition de la manière dont elle distribuait cet admirable morceau dans ses moindres parties, opposant l'ombre à la lumière, rendant les formes, la couleur, n'omettant pas une nuance. J'entendais, il y a quelques mois, le *Freischütz* à Vienne. La Dustmann, qui jouait Agathe, n'était certes point une étoile extraordinaire; pas plus que M^{me} Carvalho, elle ne possédait le génie d'une Devrient, mais à défaut de génie elle avait l'âme et la voix d'une Allemande. Cette voix qui se tue à ce jeu n'est, j'en conviens, qu'une sonorité de plus mêlée aux sonorités instrumentales, mais quel *la bémol* ! Allez entendre la Dustmann chanter la prière du troisième acte, et cette note vous fera rêver à je ne sais quelle musique du pays des fées. Les cloches de cristal qui sonnent éternellement sous le lac enchanté où s'est englouti le palais du roi Arthus doivent avoir de ces vibrations-là. De même pour l'*allegro* de la grande scène : tout le talent que M^{me} Miolan y déploie, tout cet art ne saurait remplacer la puissance. Faites dire cet *allegro* par Vieuxtemps, Sivori, Joachim, par n'importe quel grand violoniste : ce sera sans aucun doute admirable de netteté, de dessin, ni plus ni moins admirable que les exercices de M^{me} Miolan; mais Weber ne veut point là un violon, il réclame une voix, *eine ganze Stimme*, comme disent les Allemands, qui jamais ne comprendront le chant isolé, le chant proprement dit, l'art des Crescentini et des anciens, et qui n'en possèdent pas moins à part eux d'au-

tres effets dont la nature seule a le secret. — M. Michot fait un Max très présentable. Il dit correctement l'air du premier acte. Son intonation dans certaines parties du rôle, les premières mesures d'entrée dans la scène fantastique, son récit dans le second finale, pourraient être plus justes : trop souvent, dans la première partie du trio du second acte par exemple, il lui arrive aussi de ralentir le mouvement; mais la voix a de la franchise et suffit au personnage. On a beaucoup applaudi M. Troy le premier soir, on a même fait de lui en quelque sorte le héros de la représentation. M. Troy enlève rondement les couplets de Caspar au premier acte; c'est en somme ce qu'il réussit de mieux, servi qu'il est par la souplesse vigoureuse de sa voix de baryton. Quant à l'ensemble du caractère, il lui échappe complètement. Représenter le diabolique gredin n'était point son affaire; il n'en a ni la peau, ni l'organe. Donizetti lui vaut mieux que Weber. Cette voix onctueuse, qui se fait agréablement écouter dans un cantabile de *Don Pasquale*, s'enroue ici en pure perte; les notes graves, rudes, ne s'entendent pas, tout le côté sarcastique disparaît; l'acteur a beau se hausser sur ses talons, se grimer, renfler le ton, ses airs féroces n'effraient point; on se dit : C'est le diable boiteux de Lesage qui se démène dans son bocal. Lui-même ne croit pas à son personnage, et cette absence de conviction, dont tout le monde du reste a l'air de ressentir l'influence, ôte à l'ensemble de l'exécution son principal intérêt. On eût dit presque de la désuétude alors que chacun s'attendait à quelque solennité comme on en compte trois ou quatre dans les fastes du Théâtre-Lyrique, la première représentation d'*Oberon* par exemple, celle des *Noces de Figaro*, de la *Flûte enchantée* ou de *Don Juan*. L'orchestre, de son côté, fait ce qu'il peut, et ce qu'il peut n'est plus assez. Les concerts du Conservatoire, et après le Conservatoire les concerts populaires ont créé pour cette musique un idéal d'interprétation qui rend tout impossible. Au théâtre, il n'y a guère en France que l'orchestre de l'Opéra qui soit capable d'aborder victorieusement aujourd'hui ces magnifiques symphonies qu'on appelle les ouvertures d'*Oberon*, d'*Euryanthe* ou du *Freischütz*. Ce n'est point la faute des excellens instrumentistes du Théâtre-Lyrique, si ce que nous avons entendu hier, si ce que nous entendrons demain amène involontairement des comparaisons défavorables, et si, l'oreille remplie de ces éclatantes résonnances, poursuivis de l'idée de cette précision dans les mouvemens, de cet art infini dans les nuances, nous trouvons désormais sans intérêt ce qui n'est que le simple ordinaire. Rien à dire de la mise en scène : ni pittoresque ni terreur; une diablerie de la place du Châtelet. Il semble que le Théâtre-Lyrique ait agi sans grande foi dans le succès. On s'était pourtant mis en frais d'une lune d'incantation, une *vraie* lune, afin d'éclairer pour ces bons Parisiens la *vraie* musique de Weber. Comme on tenait à se procurer ce qu'il y a de mieux en ce genre, on s'était adressé en Angleterre à la maison la plus connue pour ce genre d'exportation. Pendant une semaine, cette lune fut le sujet de toutes les conversa-

tions; de jour en jour, en l'attendant, on remettait la représentation. Où pouvait-elle s'être égarée? dans quels océans, sous quels cieux et sous quelle gare? Enfin elle arriva, mais si cahotée par les vents qui règnent dans la Manche, si bouleversée du mal de mer, qu'elle en a l'œil tout brouillé, et qu'il faudrait presque l'opérer de la cataracte.

Goethe, au plein d'une jeunesse fort agitée, voulant incarner en diverses figures les expériences déjà nombreuses qu'il avait faites du cœur des femmes, écrivit son *Wilhelm Meister*. C'est le tableau poétique de sa course au début de l'existence, le roman de ses écoles buissonnières. Les caractères féminins sont multipliés à plaisir, tous tranchés, opposés les uns aux autres, n'ayant de commun que l'amour que ces diverses natures inspirent à Wilhelm, ou du moins ressentent pour lui. Ses premiers feux s'adressent à la comédienne Marianne, qui, de son côté, s'amourache passionnément, bonne et loyale créature, avec le cœur sur la main, mais sans vigueur d'intelligence, sans force pour résister aux tourmens de l'existence. Marianne n'a rien à se reprocher vis-à-vis de son amant, puisque la faute qu'elle a commise a précédé sa liaison avec lui. Wilhelm, sur un malentendu, l'abandonne, et la pauvre fille en meurt de désespoir en laissant un fils. Derrière Marianne se dresse, faisant ombre, une de ces figures équivoques qui d'ordinaire accompagnent les vierges folles, Barbara, sœur et comère de la Marthe de *Faust*. Goethe excelle à fixer d'un trait ces profils picaresques. Celle-ci touche à Marianne de plus près que Marthe à Gretchen. Marthe n'a point de cœur, Barbara chérit Marianne, et le prouve par cette féroce apostrophe qu'elle lance contre les fils de famille dont le libertinage et l'oisiveté se font un jeu de l'honneur et de la vie des pauvres jeunes filles que le hasard pousse sur leur chemin. Marianne morte, nous n'en avons pas fini avec les comédiennes. C'était alors comme aujourd'hui, et le commerce avec les demoiselles de théâtre devait nécessairement entrer pour la plus grosse part dans tout programme d'éducation, de formation et d'apprentissage. Voici d'abord la jalouse, la fiévreuse Aurélie, plantée là par Lothario et dévorant son affront avec furie, puis la sentimentale M^{me} Melina, sublime, mais insupportable, puis enfin, en opposition à toutes ces natures, prenant chacune plus ou moins la vie et l'amour au sérieux, Philine, la grisette dramatique par excellence. Cependant, après s'être jeté à corps perdu dans la vie de théâtre, Wilhelm Meister en touche les misères, le néant et s'en dégoûte. Un moment le cercle de la comtesse l'attire; il y cherche le bon goût, la distinction de l'âme, et n'y trouve que formalisme, étiquette et vanité. Adieu, paillons, clinquans, fausses apparences! l'idée du beau reconquiert ses droits, et le voilà de nouveau en campagne; mais avant d'atteindre le beau, il convient de passer par l'utile, un principe que nous n'avons pas encore abordé, et que représente Thérèse. — J'insiste sur cette analyse des caractères du roman pour montrer à quel point ce sujet était incompatible avec le théâtre, surtout avec l'opéra-comique. On en

aurait fait plutôt une féerie. Ces femmes ne sont pas des femmes, ce sont des principes, et les principes ne chantent point de cavatines. — Wilhelm, revenu des erreurs du jeune âge, rencontre la vie utile et pratique dans la personne d'une charmante femme exclusivement occupée de son intérieur et du soin de faire le bien, esprit honnête et éclairé dans un corps sain et pur. Wilhelm croit l'aimer, il se trompe; leurs deux natures ne se conviennent pas; l'une manque d'idéal, l'autre en a trop. Thérèse la première s'aperçoit du désaccord et rompt en adjurant Wilhelm d'épouser Nathalie, ce qu'il fait. Avec le mariage, les années d'apprentissage ont vu leur terme, une nouvelle ère commence.

Histoire bien aventureuse et bien romanesque en effet que celle de Wilhelm Meister! Il aime d'abord Marianne, et ce fut sa première illusion trompée; ensuite vint le tour de Philine, qu'il lui fallut aussitôt prendre en mépris; il estime Aurélie sans pouvoir l'aimer, entoure Thérèse d'une espèce de sollicitude attendrie qu'il prend pour de l'amour; enfin Nathalie se montre à lui, et ce n'est pas seulement son idéal qu'il trouve en elle, c'est l'idéal de la femme, cet *éternel féminin* qui déjà préoccupait Goethe. « On sent qu'elle ne se trompa jamais, qu'elle n'eut de sa vie un pas à faire en arrière; son être tout entier exhale et respire l'amour à ce point que l'amour ne saurait, chez elle, exprimer un état particulier. » Elle a le cœur chaleureux de Marianne et d'Aurélie sans partager les faiblesses de l'une ni l'excentrique naturel de l'autre. C'est Philine avec sa belle humeur indépendante, généreuse, et moins sa frivolité. Wilhelm trouve chez Nathalie ce qu'il a cherché si longtemps, celle qu'il aimera toute sa vie, et qui, jusqu'à la fin, restera digne de cet amour. Thérèse n'était que la *desservante* de l'utile, Nathalie est la prêtresse du beau, et cette différence se laisse voir jusque dans la manière dont chacune d'elles accomplit le devoir qu'elle s'est imposé, de servir de mère aux orphelins. Thérèse dresse son petit monde, Nathalie élève le sien. De ces êtres déshérités soumis à leur tutelle, nous en connaissons deux; l'un se nomme Félix, l'enfant de Wilhelm et de Marianne, dont nous n'avons point à nous occuper, l'autre Mignon, l'enfant du mystère. Celui-là, tout le monde le sait par cœur, grâce à l'interprétation qu'en a donnée Ary Scheffer. Combien de gens nous parlent de Mignon comme d'une intime connaissance, qui ne l'ont jamais aperçue que derrière la vitrine d'un marchand d'estampes, où c'est en effet plus commode d'aller la chercher! Il n'y avait que Meyerbeer pour vouloir qu'on découvrit un poème d'opéra-comique dans un tel roman, tout peuplé d'entités philosophiques; mais le cher grand maître était ainsi fait. C'était par l'impossibilité qu'un sujet l'attirait. Plus tard, la vue des rhapsodies qu'on lui fabriquait sur commande l'effarouchait bien un peu, mais sans le déconcerter absolument. Il se disait : La pièce qu'on m'apporte est mauvaise, mais rien ne prouve que mon idée ne soit point bonne. Erreur! au théâtre on ne sympathise qu'avec ce qui est humain, et le personnage de Mignon

n'a rien d'humain. Son plus grand charme est dans les trois ou quatre chansons qu'elle récite, lesquelles sont peut-être ce que la poésie lyrique a jamais produit de plus divin dans aucune langue. Il n'en fallait pas davantage pour tenter un génie tel que Meyerbeer. Il voyait cette pâle et mélancolique figure traverser l'action en égrenant son chapelet de perles fines. Quelle action? C'était affaire aux librettistes d'en inventer une et au maître de la refuser au cas où la chose ne lui conviendrait pas; ce qu'il fit d'ailleurs, laissant à d'autres la chance de réussir ou d'échouer.

On concevrait encore un opéra de *Mignon* en Allemagne : là du moins ces admirables rythmes, seul intérêt qui s'attache au personnage, résonneraient aux oreilles d'un public capable d'en apprécier et le sens et le sentiment; mais ici, en France, on goûte généralement peu les vers, et à l'Opéra-Comique on les craint. Quels rapports d'ailleurs peuvent conserver avec Goethe ces traductions maladroites, ces paraphrases boursoufflées que déclame d'un accent de mélodrame une actrice qui semble toujours croire qu'elle joue et chante le page de *Lara*? L'idéal même de cette figure de *Mignon* répugne à la scène. Il y a dans son origine une maculature indélébile, dans son naturel je ne sais quoi de malingre qu'on n'aime pas voir au théâtre. Est-ce une jeune fille? est-ce un gnome? Cela flotte incédis entre la vierge raphaélesque et le petit mendiant de Murillo, et lorsqu'en avançant le côté intellectuel se dégage, vous trouvez encore dans sa passion pour Wilhelm Meister un élément trop démoniaque, trop en désaccord avec toutes nos idées de morale, de décence et de bienséance, pour pouvoir nous impressionner humainement.

Par bonheur, les auteurs du *libretto* représenté à l'Opéra-Comique n'ont pas ménagé les ajustemens, transformations et applications; ils y ont mis du leur tant et plus, si bien que, sauf le titre et les noms des personnages, Goethe serait forcé de reconnaître qu'on ne lui a rien pris. Jamais les vieux poncifs d'opéra-comique ne furent employés de meilleure foi. *Mignon* est une pauvre jeune fille qui, après avoir eu des malheurs, retrouve le château de ses pères et naturellement épouse celui qu'elle aime; car, pour ce qui regarde les dénouemens heureux, ils sont aujourd'hui les seuls en crédit sur la place. Pourquoi *Mignon* ne se marierait-elle pas? L'Opéra-Comique est comme le sol de la France, qu'un esclave ne saurait toucher sans être libre. Un personnage, qu'il vienne de chez Dante, de chez Goethe ou de chez Tabarin, se marie aussitôt qu'il pose le pied à l'Opéra-Comique. C'est ainsi que *Mignon* épouse Wilhelm Meister! Goethe en rirait beaucoup peut-être, mais il écouterait avec un grand charme cette musique, à laquelle un si fade, si incolore et si prétentieux *libretto* sert de texte ou de prétexte; musique soignée, élégante, moins inspirée que délicatement ouvragée, moins originale par la pensée que variée par le tour et la recherche ingénieuse des sonorités, plus symphonique assurément que dramatique, un peu madrigalesque, mais en tous les cas pleine d'intérêt pour le curieux qui

regarde au style, et de riches et pittoresques émotions pour cet heureux public d'Opéra-Comique, qui se plaît aux chœurs de bohémiens, aux menus morceaux où les violoncelles imitent dans l'orchestre les frémissements d'ailes des *légères hirondelles*, aux fulgurantes cavatines de M^{me} Cabel, au pathétique décidément beaucoup trop tendu, trop haut monté de ton, de M^{me} Galli-Marié, au chant distingué de M. Achard, au jeu entraînant de M. Couderc. « Si ces pensées ne plaisent à personne, écrivait Diderot, elles peuvent n'être que mauvaises; mais je les tiens pour détestables, si elles plaisent à tout le monde. » La musique de M. Ambroise Thomas est de celles qui plaisent à tout le monde, ce qui veut dire, non point qu'elle soit détestable, mais simplement qu'elle manque de cette originalité qui, tout en divisant les sympathies, provoque la discussion et la passionnée. C'est un musicien plein de talent qui n'a jamais su se fixer. Il lui suffit de vouloir s'appliquer à un genre pour y réussir. Il a fait du Grétry avec *la Double Échelle*, de la musique bouffe avec *le Caïd*, — à peu près comme Méhul, qui s'imaginait être Italien en composant *l'Irato*, — avec *le Songe d'une nuit d'été* de l'Auber étendu de Weber, — avec *Mignon* du Donizetti blaireauté à la Mendelssohn.

L'Opéra-Comique est peut-être aujourd'hui le seul théâtre qui puisse à certains intervalles reprendre utilement les bons ouvrages de son répertoire. Mettre la main sur un succès, cela se rencontre encore assez souvent; mais comme la pièce nouvelle ne se joue que tous les deux jours, la difficulté est de parer aux lendemains, sans quoi l'on se ruine très galamment en ayant l'air de s'enrichir. L'Opéra-Comique trouve, lui, dans son répertoire, des ressources inépuisables. Rien ne l'empêcherait de donner invariablement *Zampa*, *le Pré-aux-Clercs*, *la Dame blanche* ou *le Domino noir*; il a là des lendemains assurés pour tous les succès présents et à venir. Si donc il reprenait hier *Lalla-Rouk*, c'était un acte de pure gracieuseté dont le public doit lui tenir compte. *Lalla-Rouk* est la plus charmante partition de M. Félicien David. Cette musique a des rêveries inconnues jusqu'alors à l'Opéra-Comique, ou plutôt n'est d'un bout à l'autre qu'une indéfinissable rêverie. Qu'il y a déjà loin de l'aimable et sceptique Orient parisien de M. Auber dans *le Dieu et la Bayadère*, à l'Orient de M. Félicien David dans *Lalla-Rouk*. Suivez maintenant cette note sensible, intense, nostalgique; elle vous mènera jusqu'au *Paradis et la Péri* de Robert Schumann, dernier terme du mahométisme et de l'indostanisme musical. M. Félicien David cache sa vie, on ne le connaît que par ses œuvres, qui souvent, dans leur genre, sont des chefs-d'œuvre, *le Désert*, *Lalla-Rouk*. Il n'a point pour habitude d'assourdir les passans du bruit de ses affaires. Quel ouvrage nouveau l'occupe? Aucun journal ne le raconte. A-t-il seulement, lui, l'auteur d'*Herculanum*, un poème pour l'Opéra? Tout ce qu'on sait, c'est qu'il n'est pas de l'Institut.

ESSAIS ET NOTICES.

Du Sentiment de la Nature dans l'antiquité romaine, par M. Eugène Secretan;
Lausanne, George Bridel; Paris, Durand.

Cette dissertation sur le sentiment de la nature chez les Romains est publiée en français, mais elle a été composée à la façon allemande, c'est-à-dire qu'elle contient peu de phrases et beaucoup de faits. L'auteur songe à son sujet bien plus qu'à lui-même, il est plus occupé de nous instruire que de produire quelque effet sur nous, il ne nous distrait pas à l'admirer. Il ne s'est pas contenté, comme on fait trop souvent chez nous, du souvenir vague de quelques ouvrages parcourus qui lui permet de construire quelque belle et aventureuse théorie où l'abondance des idées générales dissimule la pauvreté des faits précis. Sa méthode est différente. Il s'est mis à dépouiller avec conscience les auteurs latins l'un après l'autre, notant au passage les phrases pittoresques et les vers descriptifs, et, ce long voyage achevé, il nous en fait connaître le résultat.

Cette méthode a pourtant quelques inconvénients que M. Secretan n'a pas toujours évités. On sent parfois chez lui, à quelques petites minuties de détail, l'influence de la note prise. Il nous apprend avec soin quel poète chanta le premier la chute des feuilles, quand commence la description des aurores et des crépuscules. La lune surtout préoccupe beaucoup M. Secretan. Il est visiblement peiné qu'on n'en ait pas mieux compris les charmes dans les premiers temps de la littérature romaine. Il en veut presque à Lucrèce d'en avoir si froidement parlé, et une des raisons qui le rendent si complaisant pour Ovide, c'est que chez lui « elle ne se borne pas à éclairer les amans; elle sympathise avec eux. » Toutes ces remarques sont justes, et il importait de les faire. Seulement je crains qu'elles n'obscurcissent la vue de l'ensemble. Il me semble qu'après avoir lu ce que M. Secretan nous dit de Lucrèce, de Virgile et d'Horace, on n'a pas une idée assez distincte de la façon dont chacun d'eux comprenait et aimait la nature. Peut-être aussi pourrait-on le chicaner sur les conclusions auxquelles il s'arrête. Je ne trouve pas qu'il rende aux écrivains du siècle de César et d'Auguste une justice assez complète. C'est encore une conséquence de la façon dont il a préparé son travail. Une fois ses notes prises et sa moisson finie, il s'est trouvé entraîné à mettre au-dessus des autres les auteurs chez lesquels sa récolte avait été la plus riche. Cependant les gens qui parlent le plus de la nature ne sont pas toujours ceux qui la sentent le mieux.

M. Secretan le sait bien, et il a plusieurs fois insisté en fort bons termes sur cette distinction importante; mais, dans l'application, je ne sais pas s'il s'en est toujours assez souvenu. Assurément les premiers poètes ne semblent pas très touchés des beautés incomparables de cette nature naissante au milieu de laquelle ils vivent. Les spectacles auxquels on est accoutumé dès l'enfance et qui n'ont jamais manqué de se produire n'attirent pas du premier coup notre attention, et Sénèque a pu dire dans son style piquant que le soleil lui-même, pour qu'on songe à l'admirer, a besoin de s'éclipser quelquefois. Non-seulement il faut du temps pour remarquer les choses qu'on a sous les yeux, il en faut aussi pour s'apercevoir de celles qu'on a dans le cœur. Les premiers hommes comprenaient et aimaient la nature, puisqu'ils l'avaient divinisée; mais ils l'aimaient d'une façon obscure et inconsciente, sans le dire et presque sans le savoir. Voilà pourquoi, chez les plus anciens poètes, ce sentiment, tout intérieur et irréflecti, ne s'exprime pas en belles phrases; il ne se manifeste pas par des effusions lyriques ou des tirades descriptives. Il échappe par une courte image, il se révèle dans un seul mot; mais ce mot et cette image en disent souvent beaucoup plus qu'une description tout entière. Si j'avais à désigner l'écrivain romain chez qui le sentiment de la nature me semble le plus vif, le plus profond et le plus vrai, je n'hésiterais pas à nommer Lucrèce. Comme c'est sur elle que tout son système s'appuie, on peut dire qu'il l'aime de toute son âme et de tout son esprit. Il ne perd pas son temps à la décrire, il en tire seulement des argumens et des comparaisons; mais chaque fois qu'il parle d'elle, l'aridité de ses démonstrations disparaît, tout s'anime et revit. Un tableau est esquissé par une épithète et toute une scène est dépeinte dans un seul mot. Mon admiration pour Lucrèce est difficile à satisfaire. Les éloges que lui donne M. Secretan ne m'ont pas suffi, et je n'accorderais jamais, en passant de lui à Ovide, « que le sentiment de la nature est en progrès. »

Je reconnais bien avec M. Secretan que dans le grand siècle des lettres latines les descriptions de paysage n'abondent pas. La vie était alors étrangement affairée. Tout le monde était absorbé par les préoccupations politiques. On n'écrivait pas pour rêver tout haut et raconter ses impressions au public. Les ouvrages n'avaient souvent de littéraire que la forme exquise; c'étaient des actions encore plus que des écrits. César avait bien autre chose à faire dans ses campagnes que de décrire le lever ou le coucher du soleil, et, lorsqu'en poursuivant Vercingétorix il aperçut Alesia, il ne lui vint pas à l'esprit de remarquer que cette ville était située sur une éminence très pittoresque. Cicéron, quoiqu'il fût davantage un littérateur, savait assez cacher son art pour n'être pas descriptif dans ses plaidoyers. M. Secretan s'étonne que dans le récit de la mort de Clodius il n'y ait pas un mot sur le splendide paysage qui en fut le théâtre. Il est bien heureux que Cicéron se soit abstenu d'en parler. Ses ennemis n'auraient pas né-

gligé une si bonne occasion de l'appeler un avocat. J'avoue aussi qu'il est très peu question de la nature dans sa correspondance, et cela est plus surprenant; mais il serait fort téméraire d'en conclure qu'il ne l'aimait pas. On sait combien il avait de villas, et toutes dans des sites charmans. Il n'a pas fait comme Voltaire, dont la maison de campagne tourne le dos au lac de Genève. Les siennes jouissaient de vues admirables, et le soin qu'il a pris d'y placer la scène de ses principaux dialogues montre qu'il comprenait combien un si beau cadre devait embellir ses tableaux, et tout le plaisir qu'on doit éprouver à converser avec des gens d'esprit sur les collines ombragées de Tusculum, aux bords enchanteurs du Liris ou en face de la mer de Naples.

La meilleure partie de la dissertation de M. Secretan est celle qui traite des écrivains de l'empire. La matière était riche. Ces écrivains aiment beaucoup plus à décrire la nature que ceux de la république. Cette veine était nouvelle; la poésie épuisée essaya de se rajeunir en l'exploitant. Elle prit l'habitude de dire tout ce qu'autrefois elle se contentait d'éprouver. Voilà pourquoi depuis les *Amours* d'Ovide jusqu'à la *Moselle* d'Ausone les descriptions abondent chez les auteurs latins. C'est d'ailleurs la pente naturelle de la poésie de se faire de plus en plus personnelle. A mesure qu'elle vieillit, *elle se ramène en soi*. Dans les littératures de décadence, le poète ne cesse plus de se mettre en scène et de se chanter. S'il décrit alors volontiers, c'est qu'il se fait le centre de ses descriptions, et il cherche moins à nous faire connaître la nature que la manière dont il la sent. C'est encore une façon de parler de lui. M. Secretan fait observer avec raison que ce goût du pittoresque fut favorisé par l'habitude que prirent les riches Romains de visiter les contrées éloignées de l'empire. On avait jusque-là voyagé par nécessité, pour aller achever son éducation à Athènes, ou gouverner quelque province lointaine. On voyage alors par curiosité. Il n'est plus possible de se mêler des affaires publiques; on se sent désoccupé, on s'ennuie, et pour se distraire on court le monde. Or quand on se décide à quitter sa maison, à traverser la mer, à errer par les grands chemins, c'est un peu avec le parti-pris d'admirer. On ne voudrait pas avoir perdu son temps et sa peine. On est ravi de voir du nouveau, et l'ancien même paraît nouveau, car on ne s'était pas encore avisé de le remarquer. Lorsqu'on sort de chez soi, l'attention est plus éveillée. On observe mille choses qui n'avaient pas frappé jusque-là, et l'on revient avec un esprit plus ouvert et une admiration plus facile. Le plus intrépide des touristes de cette époque fut l'empereur Hadrien. Il visita plusieurs fois la Grèce et l'Asie, et parcourut le monde entier. Il allait voir partout les beaux sites et les monumens curieux. Il gravit le mont Cassius, près d'Antioche, et l'Etna pour voir lever le soleil. En Égypte, il voulut entendre chanter la statue de Memnon au lever de l'aurore. On a retrouvé sur le colosse les vers qu'une des femmes de l'impératrice présente à ce spectacle y fit inscrire; dans ces vers, elle rappela

que Memnon a eu la complaisance de saluer plusieurs fois l'empereur, et elle le félicite d'avoir été si aimable pour un confrère en divinité. De retour à Rome, encore tout charmé de ce qu'il venait de voir, Hadrien résolut d'en conserver le souvenir. Il voulut qu'on retrouvât en miniature dans sa fastueuse villa de Tibur les sites et les monumens qui l'avaient le plus frappé. « Dans une circonférence de trois lieues, dit M. Secretan, étaient reproduits pêle-mêle le Lycée, l'Académie, le Prytanée d'Athènes, la vallée de Tempé, les bains de mer de Canopus en Égypte, sans compter un nombre respectable de temples grecs, romains et égyptiens. Il trouva encore place pour loger dans cet espace une reproduction des enfers; l'histoire ne dit pas d'après quel modèle. »

Ce qui peut-être contribue plus encore que les voyages à augmenter ce goût qu'on affiche alors pour les beautés de la nature, ce furent les excès et les raffinemens de la vie mondaine. On a dit avec raison que le meilleur point de vue pour admirer la campagne, c'est la ville. Jamais on n'en sent mieux les charmes que lorsqu'on en est éloigné. C'est du palais de Mécène, où il était assiégé par les fâcheux et les solliciteurs, qu'Horace s'écriait avec un accent si profond et si vrai : *O rus, quando ego te aspiciam?* Lorsque Caton, le dur paysan, labourait son champ tout nu, il ne songeait guère à admirer l'effet pittoresque des collines de Tusculum. Au contraire, quand on est rassasié de la ville, fatigué des excès d'une civilisation trop raffinée, par une réaction naturelle, on se rejette sur les champs. C'est ce qui eut lieu chez nous au XVIII^e siècle, où la thèse de Rousseau sur les charmes de l'état sauvage réussit précisément par le contraste. C'est ce qui arriva chez les Romains de l'empire. Jamais on ne construisit de plus magnifiques villas qu'alors; celle de Domitien près d'Albe, celles dont Pline et Stace nous ont fait de si agréables tableaux, étaient des merveilles. Seulement ce goût de la campagne n'était souvent que le dégoût de la ville. On l'aimait par caprice ou par lassitude, et l'on sent bien qu'il entraînait dans cette passion imposée par la mode un peu de factice et d'artificiel. La poésie descriptive de cette époque aussi bien que la construction des villas et des parcs s'en est ressentie. Ces beaux jardins tant vantés étaient froids et contournés, comme les vers des poètes qui les chantaient. Les Romains visaient toujours au grand, et en toute chose ils aimaient la représentation et la pompe. Ce que Cicéron loue le plus dans une maison de campagne de son frère, c'est la dignité, *summam dignitatem*. De là l'habitude qu'on avait de ces grandes avenues régulières et solennelles où les arbres taillés à la serpe imitent des murailles ou des voûtes. Dans son majestueux Versailles, Louis XIV a ressuscité les parcs romains; mais les jardiniers de Rome sont allés bien plus loin que Lenôtre. Ils ne se contentent pas de forcer les platanes ou les cyprès à rester nains, de disposer le buis en pyramides, en fer de lance ou en boules. Au temps de Pline, ils le taillent de façon à représenter des lettres, et ces lettres sont si bien alignées qu'elles forment le nom du propriétaire. Martial rapporte un

véritable chef-d'œuvre en ce genre. Un de ces artistes dans l'art de dénaturer la nature s'était appliqué à donner à des arbres la forme d'animaux sauvages, et d'une forêt il avait fait une ménagerie. Il est bien probable que les admirateurs ne manquèrent pas à ce tour de force.

Il y eut pourtant alors des écrivains qui protestèrent contre ces excès de faux pittoresque, et qui essayèrent de ramener à un goût plus sain. L'un d'eux était le plus grand poète de l'empire, Juvénal. Son génie énergique se révoltait contre ces coquetteries de la mode. Dans cette charmante scène qu'il décrit en tête de sa troisième satire, il se représente causant avec un ami près des arcades humides de la porte Capène, le long du vallon d'Égérie. On avait gâté ce beau lieu sous prétexte de l'embellir. On avait eu la sotte idée d'y construire des grottes artificielles, et la petite fontaine coulait entre deux rives de marbre. Juvénal s'en irrite. Il regrette la verte bordure de gazon qui autrefois entourait le ruisseau, et il trouve que dans ce paysage rustique le marbre est un contre-sens et une insulte. C'est le même sentiment qui a dicté une agréable épigramme de Martial, à laquelle M. Secretan ne me semble pas rendre toute la justice qu'elle mérite. Le poète y célèbre la villa de Faustinus, son ami. Cette villa est une ferme. On y est en pleine et vraie campagne, *rure vero barbaroque lætatur*. On a le plaisir d'y entendre mugir des bœufs et d'y voir des vignerons mal vêtus. On y fait de bons dîners avec les produits du jardin et de la basse-cour, et on y invite les voisins quand l'ouvrage est fini. En faisant cette description complaisante, Martial veut se moquer des gens qui, pour obéir à l'usage, achètent des villas aux portes de Rome. Pauvres villas poudreuses qui consistent en un belvédère peint de couleurs voyantes d'où l'œil s'étend sur quelques lauriers! Si l'on prétend y dîner, il faut y porter son repas; on est sûr d'y mourir de faim, si l'on ne se charge le matin d'œufs, de poulets, de légumes, de fruits, de fromage et de vin. « Est-ce vraiment la campagne, s'écrie Martial, ou simplement une maison hors des murs? »

M. Secretan a conduit son travail rempli d'informations précises et de remarques curieuses jusqu'à la ruine de l'empire. Je souhaiterais qu'on le poussât plus loin. Il serait intéressant de savoir en quoi les pères de l'église diffèrent dans leurs descriptions des écrivains païens de leur temps, et s'il est vrai, comme on l'a soutenu, que le christianisme a inauguré une manière nouvelle de comprendre et d'aimer la nature.

GASTON BOISSIER.

F. BULOZ.

TABLE DES MATIÈRES

DU

SOIXANTE-SIXIÈME VOLUME

SECONDE PÉRIODE. — XXXVI^e ANNÉE.

NOVEMBRE — DÉCEMBRE 1866.

Livraison du 1^{er} Novembre.

LE PARTI LIBÉRAL ET LE MOUVEMENT EUROPÉEN, par M. CHARLES DE RÉMUSAT, de l'Académie Française.	5
L'INFAME, seconde partie, par M. EDMOND ABOUT.	30
L'HISTOIRE ROMAINE A ROME. — LA VIE ROMAINE AU TEMPS D'AUGUSTE D'APRÈS LES POÈTES CONTEMPORAINS, par M. J.-J. AMPÈRE.	69
LE BIRMA ET LES BIRMANS, SÉJOUR D'UN MÉDECIN EUROPÉEN A LA COUR DE MANDALAY, par M. LÉON FEER.	102
LA PHYSIQUE MODERNE ET LES IDÉES NOUVELLES SUR L'UNITÉ DES PHÉNOMÈNES NATURELS, première partie, par M. EDGAR SAVENÉY.	142
LE CHEVALIER GLUCK A PROPOS DE LA REPRISE D' <i>Alceste</i> A L'OPÉRA, par M. BLAZE DE BURY.	175
L'ÉCONOMIE POLITIQUE DES OUVRIERS, par M. LOUIS REYBAUD, de l'Institut.	202
ÉTUDES DE CLIMATOLOGIE. — LA LUMIÈRE CONSIDÉRÉE COMME ÉLÉMENT DU CLIMAT, par M. R. RADAU.	220
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.	242
THÉÂTRE. — <i>Nos Bons Villageois</i> de M. Sardou, par M. PREVOST-PARADOL.	253

Livraison du 15 Novembre.

L'INFAME, troisième partie, par M. EDMOND ABOUT.	257
LE COMBAT NAVAL DE LISSA ET LA MARINE CUIRASSÉE.	295
LA PHYSIQUE MODERNE ET LES IDÉES NOUVELLES SUR L'UNITÉ DES PHÉNOMÈNES NATURELS, seconde partie, par M. EDGAR SAVENÉY.	329
LA MAISON DE SAVOIE, SES ORIGINES ET SA POLITIQUE, par M. HUDRY-MENOS.	355
SOUVENIRS D'UNE CAMPAGNE DANS L'EXTRÊME ORIENT. — IV. — LES CHINOIS HORS DE CHEZ EUX, par M. ED. DU HAILLY.	396
LA MÉTAPHYSIQUE ET LES SCIENCES POSITIVES A PROPOS DE QUELQUES OUVRAGES NOUVEAUX. — I. — L'ÉCOLE EXPÉRIMENTALE, par M. E. CARO.	421

O. H. M.

UNE VISITE AUX ROCHERS, M ^{me} DE SÉVIGNÉ EN BRETAGNE, par M. CHARLES DE MAZADE.	453
PETITS POÈMES, par M. ÉDOUARD PAILLERON.	473
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.	481
REVUE DRAMATIQUE. — <i>La Conjuratlon d'Amboise, le Fils</i> , par M. P. CHALLEMEL-LACOUR.	491
REVUE MUSICALE. — LE THÉÂTRE-ITALIEN, ETC.	504

Livraison du 1^{er} Décembre.

L'ANGLETERRE ET LA VIE ANGLAISE. — XXXII. — LA MARINE BRITANNIQUE. — II. L'AMIRAUTÉ, LES COAST-GUARDS ET LES DOCKS, par M. ALPHONSE ESQUIROS.	513
L'ÉGLISE ROMAINE ET LE PREMIER EMPIRE. — 1800-1814. — IV. — LA COUR DE ROME ET LE PREMIER CONSUL AVANT LE SACRE DE L'EMPEREUR, par M. le comte d'HAUSSONVILLE.	551
LA BANQUE DE FRANCE ET LA BANQUE D'ANGLETERRE. — SOLIDARITÉ DES DEUX ÉTABLISSEMENTS, par M. VICTOR BONNET.	588
L'ÉLOQUENCE ET LA LIBERTÉ, par M. ÉMILE BURNOUF.	624
LES COLONIES ANGLAISES DE LA MALAISIE. — PENANG, MALACCA, SINGAPORE ET SARAWAK, par M. H. BLERZY.	643
L'INFAME, dernière partie, par M. EDMOND ABOUT.	677
L'ITALIE ET ROME DEVANT LA CONVENTION DU 15 SEPTEMBRE, par M. CHARLES DE MAZADE.	726
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.	761
ESSAIS ET NOTICES. — LES MALADIES DES VINS, par M. R. RADAU.	771

Livraison du 15 Décembre.

LE PRÉSIDENT JOHNSON ET LE CONGRÈS AMÉRICAIN, par M. ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.	785
ANTOINE WIERZ. — UN PEINTRE BELGE CONTEMPORAIN, par M. ÉMILE DE LAVELEYE.	829
ÉTUDES SUR L'ALLEMAGNE NOUVELLE. — II. — FRÉDÉRIC II, LA PRUSSE ET LA SAXE DU XVIII ^e ET DU XIX ^e SIÈCLE A PROPOS DES <i>Secrets du cabinet saxon</i> , par M. SAINT-RÉNÉ TAILLANDIER.	848
L'ÉPOPEE DES NIBELUNGEN, ÉTUDE SUR SON CARACTÈRE ET SES ORIGINES D'APRÈS LES DERNIERS TRAVAUX, par M. ALBERT RÉVILLE.	887
LA PHYSIQUE MODERNE ET LES IDÉES NOUVELLES SUR L'UNITÉ DES PHÉNOMÈNES NATURELS, dernière partie, par M. EDGAR SAVENEY.	919
DON FA-TUTTO, RÉCIT DE LA VIE VÉNITIENNE, par M. PAUL DE MUSSET.	958
POÉSIE. — A UN SAINT HOMME, par M. ÉDOUARD PAILLERON.	1026
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.	1029
REVUE MUSICALE. — <i>Le Freischütz</i> AU THÉÂTRE-LYRIQUE. — <i>Mignon</i> DE M. AMBROISE THOMAS, par M. F. DE LAGENEVAIS.	1040
ESSAIS ET NOTICES. — <i>Du Sentiment de la Nature dans l'antiquité</i> , DE M. E. SECRETAN, par M. GASTON BOISSIER.	1050

ERRATA.

Dans l'étude sur le *Combat naval de Lissa* (livraison du 15 novembre), page 311, ligne 10, au lieu de : deux encablures (près d'un kilomètre), lisez *deux encablures (environ 400 mètres)*.

Dans l'article de la livraison du 1^{er} décembre, sur l'*Éloquence et la Liberté*, page 624, ligne 4, au lieu de : ont peut citer, lisez *on peut citer*.

DE
.
453
.
473
.
481
E-
.
491
.
504

L.
S. 513
DE
te
.
551
UX
.
588
.
624
ET
.
643
.
677
DE
.
726
.
761
.
771

R
.
785
E-
.
829
KE
ar
.
848
ES
.
887
U-
.
919
.
958
.
1026
.
1029
u-
.
1040
E.
.
1050

page 311,
ures (en-
page 624,